







Digitized by the Internet Archive in 2009

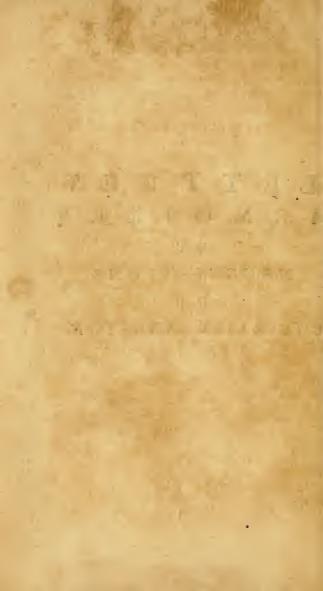


## LETTRES MEMOIRES

E T NEGOCIATIONS

D U

CHEVALIER CARLETON.



## LETTRES MEMOIRES

ET

NEGOCIATIONS

DU

#### CHEVALIER CARLETON,

Ambassadeur ordinaire de Jacques I. Roi d'Angleterre, &c. auprès des Etats-Géne'raux des Provinces-Unies.

Dans le tems de son Ambassade en Hollande depuis le commencement de 1616. jusqu'à la fin de 1620.

#### OUVRAGE TRADUIT DE L'ANGLOIS.

TOME PREMIER.



#### A LA HATE & A LEIDB,

CHEZ SPIERRE GOSSE, JUNIOR. EL 1 E L U Z A C, FILS.

MDCCLIX.

# SAMETER AND ASSESSED.

Tamourate cours

## ADAMS 203.7

- N. 1

DE TOTAL

All the state of t

All white page



#### AVERTISSEMENT

DU

#### TRADUCTEUR.

ZOŚŁOŻn a cru rendre service aupuo plicentraduisant cet Ouvrage en François; d'autant plus Los qu'il n'est pas aist à ceux même qui entendent l'Anglois de se procurer l'original. Il n'est point à vendre, & ne l'a jamais été. L'illustre Editeur qui a employé si dignement les heures de son loisir, n'en a fait tirer qu'un petit nombre d'exemplaires qu'il a distribués à ses amis. Il a bien voulu en accorder un au Traducteur pour rendre son ouvrage plus utile en permettant qu'il devînt plus public La Préface qu'il a mise à la tête de ce reçueil, nous dispense de Tom. I. tout

tout autre soin que de celui de faire connoître le Seigneur à qui le public a l'obligation de ce présent; & nous ne pouvons mieux le faire qu'en transcrivant ce qu'a dit l'Auteur d'une excellente annonce de cet ouvrage dans le tom. 17. p. 1. de la Bibliothèque Impartiale. L'Éditeur est Milord Royston, fils ainé du Comte de Hardwick, ci-devant Grand Chancelier d'Angleterre, & frère du Ministre qui occupe avec tant de distinction à la Haye le poste que remplit autre-, fois Carleton. Peu de Seigneurs ont rassemblé autant de manuscrits rélatifs à l'Histoire de leur patrie, que Milord Royston. Vous possédez, lui disoit il y a neuf ans le savant & laborieux Docteur Birch, dans la dédicace qui précède l'excellent recueil des Négociations du Chevalier Edmonds, l'Histoire ancienne & moderne dans un degré d'exactitude extraordinaire, dans un âge si peu avancé, & dans une fortune & un rang, où , tant d'objets conspirent à en détour-, 22 ner

, ner l'ame. Nous espérons que ce pre-, mier fruit d'un loisir rempli de digni-, té & consacré aux muses, sera suivi

, d'autres fruits également précieux ". Ce recueil intéresse particulièrement les Hollandois. On y trouve entr'autres un morceau très-considérable de leur histoire, qui n'avoit guères été traitée que par des Auteurs du parti oposé à celui que soutint Carleton. La circonstance est critique, & ceux qui dans leurs études de l'Histoire s'attachent à connoître le cœur bumain, admireront le jeu des préjugés & des passions qui influèrent sur les divers acteurs de cette Scène tragique. Quel spectacle pour un œil Philosophe! Plus ceux qui dans cette crise violente se laissèrent entraîner ou par leur politique ou par leur ressentiment, furent d'ailleurs respectables, plus la lecon qu'ils nous donnent est instructive frapante. Quelque parti qu'on embrasse, on ne verra point sans peine CARLETON, ce Négociateur Jage, disons plus, cet

bomme de bien, refuser même un mou-

vement de compassion à la funeste catastrophe qui fit périr Barnevelt sur un echafaud. Cet illustre vieillard fut sans doute un grand homme, & dans quelques erreurs qu'il soit tombé, on dira volontiers de lui ce que Bolingbrooke a dit de Marlborough: J'ai oublié toutes ses fautes. Si l'on suit attentivement les progrès de cette animosité de l'Envoyé d'Angleterre, contre l'Avocat Général de la Hollande, on découvrira peut-être, ce que Carleton n'avoit pas vraisemblablement aperçu lui-même, qu'elle ne venoit que de ce que BARNEVELT n'avoit pas montré pour lui dès le commencement toute la déférence & la considération auxquelles il croyoit avoir lieu de s'attendre. On pourra tirer bien d'autres leçons également utiles de cette lecture; mais il est tems de laisser au Lesteur le soin de les tirer lui-même.



## PRÉFACE

#### HISTORIQUE.

L & des évènemens étrangers qui font le plus liés avec elles, prend tant de place dans nos Histoires, que les détails moins frapans de nos négociations au-dehors sont négligés, ou mal représentés; & les caractères de ceux qui en ont été chargés se trouvent ainsi ensévelis dans l'oubli. Tel a été entr'autres le sort du Chevalier Dudley Carleton, qui d'un commencement peu considérable, s'éleva par les meilleurs titres, ceux du mérite & des longs services, à la dignité de Pair, & au poste de Sécré-

taire d'Etat.

Des détails Historiques sur l'Auteur des Lettres que nous publions sont l'introduction la plus utile que nous puissions placer ici. Il sut employé hors de l'Angleterre dans une suite de négociations, dont plusieurs étoient

3

d'une très-grande importance pour les inté-rêts de ce Païs; & l'Editeur se flatte que la clarté, l'exactitude, & le feu avec lequel ces dépêches sont écrites, & le sujet dont il y est question seront une recommandation suffisante pour elles, auprès de tout

lecteur judicieux & attentif.

Le favant Dr. Birch, dont les travaux ont beaucoup contribué à éclaireir quelques-uns des périodes les plus remarquables de l'Histoire d'Angleterre, nous a donné une esquisse de la vie, & du caractère du Chevalier Carleton dans fon (a) Tableau Historique des négociations entre les cours d'Angleterre, de France, & de Bruxelles. Par cette raison on ne fera que toucher légèrement ici aux détails déjà inférés dans cet ouvrage instructif; on ne s'étendra que sur ceux dont le Docteur n'a pas eu occasion de parler, ou dont il n'étoit pas instruit (b).

Le Chevalier DUDLEY CARLETON étoit l'ainé des fils qui survécurent à ANTOINE

CAR-

(a) Historical view of the negociation between the courts of England, France and Bruxelles.

(b) Comme on ne cite pas toujours dans cette Préface les autres Auteurs d'où les faits sont tirés, il est à-propos d'avertir qu'il n'y en a aucun qui ne soit pris ou de quelque ouvrage imprimé & digne de soi, ou de papiers originaux dont la plupart sont entre jes mains de l'Editeur.

CARLETON Ecuyer, demeurant à Baldwin Brightwell près de Watlington dans le Comté d'Oxford; il nâquit dans la Terre de son Père le 10. Mars 1573. Son éducation sut la re le 10. Mars 1573. Son éducation sur la meilleure & la plus complète qu'on pût donner alors, ou même qu'on eût pu donner en tout autre tems, pour former un jeune homme au monde, ou aux affaires. Il su envoyé de l'Ecole de Westminster au collège de l'Eglise de Christ à Oxford. Aïant fini ses études, & pris ses degrés dans cette université, il voyagea pour acquérir de nouvelles connoissances; & à son retour l'an 1600. il entra d'abord comme Sécrétaire chez le Chevalier Thomas Parra retour l'an 1600. il entra d'abord comme Sécrétaire chez le Chevalier Thomas Parry Ambassadeur en France, & trois ans après chez Henri Comte de Northumberland, en la même qualité. Ce Seigneur eut une grande part aux intrigues qu'il y eut à la fin du régne d'Elizabeth, pour assurer la succession au Roi Jaques, & il se distingua par son savoir & par son courage.

Dans le premier Parlement assemblé sous le Roi Jaques, Mr. Carleton sut Député du bourg de St. Mawes en Cornouaille. Au commencement d'Avril 1605. il accompagna Milord Norris en Espagne, d'où il

pagna Milord Norris en Espagne, d'où il revint avec lui par la France. Une indisposition de ce Seigneur retint Mr. Carle-

TON

TON à Paris, pendant quelques mois, au bout desquels il fut apellé en Angleterre par une Lettre des Seigneurs du Conseil. Cette Lettre lui donna de grandes inquiétudes; elle lui aprenoit que son ancien patron le Comte de Northumberland avoit été arrêté à l'occasion de la découverte de la conspiration des poudres; Mr. CARLETON fut resserré lui - même quand il arriva à Londres; mais son innocence aïant été bientôt recon-

nuë, il fut déchargé avec honneur.

Après avoir longiems attendu de l'avancement de la cour & de la faveur du Comte de Salisbury à qui il s'étoit attaché de bonne heure, il fut désigné en May 1610. pour fuccéder au Chevalier Thomas Edmondes son intime ami, en qualité d'Ambassadeur auprès de l'Archiduc; & il commença à faire les préparatifs pour son départ. L'on avoit déjà fixé l'heure à laquelle il devoit prendre congé du Roi; mais une raison d'Etat rompit fon voyage; l'Archiduc aïant rapellé d'ici fon Ambassadeur, on jugea qu'il convenoit qu'il en envoyât un autre, avant que sa cour fût honorée par la présence d'un Ambassadeur d'Angleterre.

Cependant la destination de Mr. CARLE-Ton à une Ambassade subsista. Nommé tout de suite à celle de Vénise, il eut l'hon-

neur

neur d'être fait Chevalier par le Roi Jaques, avant son départ. Il partit en Septembre 1610., & il arriva au lieu de fa résidence au mois de Novembre suivant. Les Lettres qu'il écrivit pendant le cours de cette Ambassade sont conservées dans les Archives, avec la suite complète de toutes ses autres dépêches, dont on fera un grand usage dans la suite de cette Préface. Plusieurs des Lettres qu'il écrivit de Vénise sont imprimées dans les Mémoires de Winwood. L'on s'aperçoit aisément en les lisant, que le Chevalier s'apliqua d'abord avec foin aux fonctions de son Ministère, & qu'il dût bientôt convaincre ses supérieurs qu'il n'y avoit point de négociation si difficile ou si délicate où on pût l'employer, dont il ne fût très-capable. Pendant son séjour en Italie la guerre éclata entre Charles Duc de Savoye Prince ardent & ambitieux, & Ferdinand Duc de Mantoue. Les prétensions du premier sur le Montferrat en vertu des droits de sa fille, en furent la cause. La sage République de Vénise fut fort allarmée de ce différend. D'un côté elle ne souhaitoit pas que le Duc de Savoye s'agrandît aux dépens d'un voisin foible, & elle craignoit de l'autre que le Conseil d'Espagne quoique dirigé alors par le Duc de Lerme, Ministre indolent & avide,

ne formât quelque plan pour faire de nouvelles acquisitions, ou pour augmenter son crédit en Italie, sous le spécieux prétexte de défendre les droits d'un allié & d'un vasfal oprimé. En conséquence les Vénitions s'empressernt à interposer leurs bons offices, pour accomoder ce différend de concert avec les cours de Rome, d'Angleterre & de France. Le Chevalier CARLETON fut envoyé de Vénise à Turin en Juin 1615., pour offrir la médiation de son Maître. Il trouva le Duc de Savoye retranché sous les murs d'Asli, & l'Armée Espagnole campée dans la plaine, & faisant des dispositions pour le forcer dans ses retranchemens. Après quelques conférences & quelques allées & venues entre les deux camps, on conclut un accomodement qui fut apellé le Traité d'Asti. Charles Emanuël s'obligeoit à desarmer, à remettre ses prétensions au jugement de l'Empereur, & se soumettoit à d'autres conditions dont il n'est pas nécessaire de parler ici. Une des copies de ce Traité fut faite au nom du Nonce & de l'Ambassadeur de France, & contenoit un Article féparé de garantie en faveur du Duc, signé par le Ministre de Vénise; dans une autre copie transcrite mot à mot, on mit le nom de CARLETON au-lieu de celui du Nonce; & on

v joignit un Article par lequel le Roi de la Grande - Bretagne s'engageoit à prendre sous sa protection la personne & les Etats de Charles, en cas que les Espagnols manquas-fent au Traité (a). Il paroît que CARLETON retourna au mois d'Août à Vénise d'où il rend , le compte suivant de la négociation de Piémont au Chevalier Thomas Edmondes qui étoit à Paris (b). ,, Il paroît que vous n'êtes pas plus content de notre paix de Piémont qu'on ne l'est ailleurs, excepté en Italie & en Angleterre. Sa Majesté l'a aprouvée, & a ratifié ce qui avoit été promis de sa part; il y a dans tout ce Païs une joye universelle & continuelle. On dit que les Espagnols font des objections contre la forme du Traité, comme étant trop à l'honneur & à l'avantage du Duc de Savoye. Nos amis d'Allemagne 23 & des Pais-bas en condamnent la substance comme desavantageuse à leurs affaires; & l'on m'a écrit sur le même ton des Cantons Protestans de Suisse. Ils s'étonnent beaucoup de ce que le Duc de Savoye a consenti à une paix, puisqu'ils étoient résolus de lui donner un renfort , con-

<sup>(</sup>a) Vittorio Siri Mémoir. Sécr. Vol. II. (b) Manuscrits d'Edmondes.

,, considérable. Mais & vos gens en France, & les leurs, en étoient encore aux projets quand ils auroient dû être en action; d'ailleurs quand ils auroient pu se montrer en Piémont, tout ce qu'ils auroient pu faire se seroit réduit à remplacer les hommes que la guerre & les maladies auroient fait périr en attendant; ainsi ils n'auroient pu faire de leurs troupes l'usage raisonnable qu'ils se proposoient, qui étoit d'entrer par quelque-autre endroit dans le Milanez pour faire une ,, diversion; & les Etats du Duc auroient 99 été toujours le Théatre de la guerre. Il 29 n'y avoit point d'argent dans le Païs, 21 pour payer ces nouveaux fecours, & il 23 n'y en avoit point à attendre d'ailleurs; cet Etat aïant la bourse mal fournie, & les autres Princes qui favorisent cette cause, l'aiant vuide. Les troupes que le Duc avoit à Asii, remplissoient à peine leurs devoirs ordinaires, parce qu'on ne 33 les payoit pas; & l'on ne pouvoit se fier. à ceux qui gardoient les postes. D'ailleurs les besoins étoient pressans. avouër cependant que ce n'étoit rien en comparaison de ceux des ennemis qui 99 fouffroient beaucoup plus; mais ils étoient près de Génes qui leur fournissoit ,, de

, de l'argent; & comme ils avoient toute ,, l'Italie pour eux, je ne vois pas com-, ment ils pouvoient manquer de monde, ,, fans compter les levées qu'ils pouvoient ,, faire encore & en Toscanne & dans les ,, Cantons Catholiques. Voila les raisons qui ,, jointes au danger continuel que couroit la personne du Duc, ont déterminé à foi-

la personne du Duc, ont déterminé à faire la Paix". L'Ambassadeur d'Angleterre reçut bientôt après des instructions de sa cour, pour inviter la République à entrer dans la ligue formée entre le Roi de la Grande-Bretagne & les Princes Protestans de l'Allemagne; " sur quoi, dit CARLETON à Edmondes, j'ai reçu une réponse civile & polie, qui signifie qu'on embrasse la chose plutôt que le nom, capable d'exciter beaucoup de soupçons, & de causer bien des embaras. En effet les conjonctures présentes n'étoient guères propres pour cette proposition, à-cause de la brêche faite au ,, Traité avec les Grisons, par où le passage des Montagnes se trouve bouché; outre que l'Armée Espagnole est encore sur pied dans le Milanez, ce qui tient cet E-tat en grande crainte".

Le Chevalier CARLETON avoit attendu pendant quelque tems avec impatience, d'ê-Tom. I. tre relevé dans son Ambassade de Vénise, par le Chevalier Henri Wotton, qui étoit désigné pour lui succéder, & qui y avoit été son prédécesseur. Il revint vers la fin de 1615. en Angleterre, où il trouva les choses dans un état bien différent de celui où il les avoit laissées. Le fameux Comte de Salisbury étoit mort trois ans auparavant. pouvoir de Somerset qui avoit été en déclinant pendant quelque-tems, étoit alors entièrement tombé par la découverte du meurtre infame du Chevalier Thomas Overbury. Un nouveau météore de cour s'étoit élevé; c'étoit le Chevalier George Villiers qui eut bientôt tout le crédit que la faveur du Roi, la place de Ministre & les emplois accumulés peuvent procurer. Les deux Sécrétaires d'Etat étoient les Chevaliers Raoul Winwood & Thomas Lake, tous deux élevés à l'Ecole de Cecil & de Walfingham. La recommandation du premier valut à CAR-LETON la nomination à l'une des Ambassades les plus importantes qui fussent à la dis-position de la couronne, celle auprès des ETATS - GÉNÉRAUX, qui étoit alors vacante. Winwood étoit dans le fonds un homme vertueux & franc, mais son humeur étoit brusque, & ses manières rudes; & il ne satisfit pas entièrement son ancien ami par la façon dont

dont il lui fit avoir cet emploi. Voici ce qu'écrivit Carleton à son intime ami Edmondes résidant encore à Paris ,, J'ai essué, , des mortifications de la part d'un homme , de qui je n'attendois que des agrémens; , cependant les regards aigres , & les pa-, roles dures ont été si bien tempérées par , des services réels , que j'en ai moins su-, jet de me plaindre". Il ne paroît pas au reste, que Carleton est la moindre raison d'être mécontent de la façon dont il sut traité par Winwood pendant le cours de leur correspondance dans ce nouvel emploi; & la mort du dernier qui arriva en Octobre 1617.

fut une perte réelle pour le public.

CARLETON passa la partie la plus active de sa vie dans cette Ambassade en Hollande, depuis 1616. jusqu'en 1628. avec un intervalle d'une année. Il sut le dernier Ministre Anglois qui eut l'honneur d'avoir place au Conseil-d'Etat des Provinces-Unies, Privilège obtenu habilement par la Reine Elizabeth, quand elle les prit sous sa protection, & attaché à notre possession des Villes de seureté. Il sut conservé à Carleton par faveur, pendant sa résidence à la Haye, après que les Villes eurent été rendues. Bientôt après son arrivée il se tront va engagé dans les violentes disputes qu'il

y avoit alors en Hollande, entre les Arminiens & les Contre-Rémontrans ou Calvinistes. La Religion en fut le prétexte, mais la jalousie mutuelle du Prince Maurice & de BARNEVELT, & les contestations pour le pouvoir entre ces deux grands hommes, en furent la véritable source. Comme les François soutenoient hautement le dernier, l'Ambassadeur d'Angleterre se trouvoit par - la même engagé dans le parti contraire, & l'on a lieu de s'attendre que ses rélations auront quelque teinture de partialité; mais en pasfant quelque chose aux préjugés & à la violence de l'esprit de parti, on ne trouvera nulle part ailleurs un récit aussi clair, aussi exact & aussi intéressant de ce période remarquable de l'Histoire de Hollande. On y verra aussi la discussion de plusieurs points importans au commerce de l'Angleterre dans ce tems-là; les contestations entre les deux Nations sur l'exportation des draps aprétés; sur la pêche du Groenland, sur celle de la côte d'Ecosse, & les différends de territoire & de commerce dans les Indes - Orientales.

Le Lecteur trouvera aussi dans ce volume l'origine & les progrès de la fameuse guerre de Bohème, jusqu'après la perte de la bataille de Prague. On ne lira point sans indignation que les efforts généreux des E-

TATS GÉNÉRAUX pour engager le Roi Jaques dans cette grande quérelle, dont la décision étoit de la plus haute importance cision étoit de la plus haute importance pour les intérêts religieux & civils de ce Païs, ne furent payés que par la négligence & par un silence obstiné, tandis que l'Ambassadeur d'Angleterre pressit pendant des mois entiers pour avoir des instructions sur ce sujet sans pouvoir en obtenir. Il n'est pas surprenant que la conduite du Roi Jaques pendant tout le cours de cette quérelle, & ses liaisons avec l'Espagne où l'avoit engagé la Négociation pour le mariage de son sils, produisissent peu-à-peu un résroidissement sensible entre ce Prince & la République de Hollande. CARLETON ne sur dissement sensible entre ce Prince & la Republique de Hollande. Carleton ne sur donc pas dans une position fort agréable pour un Ministre public depuis l'an 1620. jusqu'en 1623, que le Duc de Buckingham, poussé par les dégouts que lui sit essurer le Comte d'Olivarez pendant qu'il étoit en Espagne avec le Prince, & par un accès de popularité qui le saissit alors pour la première & pour la seule sois pendant tout son ministère, renversa tout d'un coup tout ce plan de liaisons avec la maison d'Autri. ce plan de liaisons avec la maison d'Autri. che. La première suite de ce changement dans les affaires, fut le renouvellement de la bonne intelligence avec nos voisins les Hol-

Hollandois; & dans une longue conversation entre CARLETON & le Prince d'Orange sur ce sujet, & qui mérite bien d'être luë toute entière, telle qu'elle est contenuë dans une dépêche du premier, du 9. Decembre 1623. qui se trouve dans la cabale, le Prince lui dit ces paroles remarquables; que,, quand le , Roi seroit pour leur République ce qu'avoit ,, été la Reine Elizabeth, leur République seroit pour lui ce qu'elle avoit été pour cette, Reine". En conféquence de ces ouvertures bien ménagées par notre Ambassadeur, on envoya au printems suivant une Ambassade Extraordinaire en Angleterre; & l'on conclut en Juin 1624. une alliance défensive par laquelle on accordoit aux Etats un fecours de 6000. hommes d'infanterie, qui devoient être payés par la Grande-Bretagne.

Ce fut dans le cours de cet Eté que l'on reçut en Europe la nouvelle du massacre fait à Amboyne, dont la conséquence pour ce Païs, fut la perte totale de la part que nous avions au commerce d'épicerie, que l'on avoit pris beaucoup de peine à régler en 1620, par une convention à l'amiable entre les deux Compagnies. Il s'en fallut peu que cette malheureuse affaire n'empêchât le renouvellement d'amitié avec la Hollande dans une conjoncture où elle étoit également né-

cessaire aux deux Nations. Cela sit le plus desagréable incident qui fût arrivé à CARLE-TON dans tout le cours de ses Négociations. Son premier Mémoire sur ce sujet sut pré-senté aux Etats au mois d'Août 1624. & sut suivi de plusieurs autres, & d'autant de re-pliques de la part de leurs Hautes Puissan-ces; ces écrits suffiroient pour sormer un volume séparé. Nous nous contenterons de dire ici que l'Ambassadeur se conduiste avec beaucoup de fermeté & de prudence dans toutes les révolutions de cette longue dispute. Il ne se relâcha jamais sur le droit qu'avoit son Païs de demander une satisfaction, & la punition des Auteurs de cette Barbarie; il présenta nos preuves dans toute leur force, avec dignité & avec courage, & cependant, dans une cause si délicate, il ne montra jamais une chaleur & une violence capables de produire en Europe une rupture hors de saison entre les deux Nations. En un mot il suivit ses instructions sans res-

carter en deçà; & sans aller plus loin.

Carteron crut alors qu'il pouvoit raisonnablement prétendre à quelque récompense
de ses longs services. Rien ne se faisoit à
la cour que par le canal du Duc de Buckingham; il s'adressa à lui avec un respect particulier, & d'un ton accommodé aux usages

\* \* 4

du tems. ,, Je me trouve, dit il, extrêmement malheureux par une charité de cour. On a voulu donner à votre Grandeur des soupçons contre moi, comme si pour obtenir de l'avancement je comptois sur d'autres personnes & sur d'autres moyens, & non pas simplement & uniquement sur votre faveur. On me fait tort. Il est vrai que je me suis adres-sé à Mr. le Sécrétaire Conway, & en l'absence de Milord Kensington, à la per-sonne qui vous est la plus dévouée après lui, au Chevalier George Gorin; mais c'est comme à des instrumens auprès de votre Grandeur. Je me rapellois que dans une Lettre vous me les avez nommés comme des amis, à qui j'avois obligation. J'avouë que j'ai pris cela comme un avis de m'adresser à des secondes mains pour des choses qui ne devoient pas vous être demandées immédiatement. J'ai cru que celle ci étoit de cette nature; , ignorant ce que votre Grandeur en pen-, feroit. Car aïant l'avantage de posséder , votre faveur en général, avec promesse d'en ressentir les effets, je ne pensois pas , qu'il convînt de m'attacher à un projet , particulier, peu vraisemblable & impra-, ticable, & de donner par la de l'embaes ras

ras à votre Grandeur, & à moi-même le dèsagrément d'un refus. Ainsi dans tou-te cette affaire je ne suis coupable que d'un excès de retenuë, que je suplie vo-tre Grandeur de n'imputer qu'à ma timi-dité, sans y soupçonner aucun mélange d'artifice, de subtilité, ou de desir d'em-ployer d'autres voyes. Je ne suis pas as-fez ignorant pour ne pas savoir qu'il n'y en a point d'autre; ni assez peu affection-né pour souhaiter seulement dans le cour né pour souhaiter seulement dans le cœur qu'il y en eut. J'ai plus d'obligation à votre Grandeur qu'à quelque homme vivant que ce soit, après la grace " ,, qu'elle m'a procurée une fois de la part de sa Majesté à la sollicitation de ma semme, quoi que d'autres personnes s'y opposassent. J'ajouterai encore ceci, c'est que depuis le jour que je me présentai à votre Grandeur, dans les jardins de Théobald, il y a environ sept ans, quand je sollicitois cette même place qui fut donnée bientôt après à la personne qui parloit aujourd'hui de me la résigner, & que votre Grandeur me promit sa faveur pour quelqu'autre chose, je n'ai pas seulement offert une Chandelle à un autre , Saint. Je ne suis obligé à aucun autre , que pour de la bonne volonté & des sou-. haits;

, haits; ceux à qui je dois ma faveur au, près de sa Majesté, étant morts depuis longtems. Ainsi votre Grandeur peut disposer absolument de ce que m'ont fait mes.

longs services dans tout le cours de cet
emploi, & d'une vie qui d'ailleurs n'a
pas été passée dans l'oisiveté. Elle ne doit
pas suposer que je forme jamais d'autres
attachemens ou d'autres vuës; & quand
je serai assez heureux pour être mieux
connu de votre Grandeur, dont le naturel est trop noble pour prendre de l'ombrage, je désierai tout le monde de me
rendre seulement suspect à cet égard.

## Raisons pour lesquelles le Chevalier Dudley Carly ron demande quelque récompense extraordinaire de ses services.

"Pendant ces neuf dernières années il " a été employé dans les Païs-bas, où à " cause de la cherté des denrées, qui augmente tous les jours par divers accidens, " & qui est double aujourd'hui de ce qu'elle étoit il y a peu d'années, & à cause du grand abord des sujets de sa Majesté, on est obligé de faire plus de dépense que dans aucun autre poste de Ministre étranger. L'honoraire qui a été augmenté dans

toutes les autres places il y a cinq ans, est resté ici sur le pied ordinaire de cinq Marcs (a), & ce n'est que l'année der-nière, qu'il a été sur le pied de l'Ambassade de Vénise à 4. l. par jour, ce qui n'étant que médiocrement proportionné, à la dépense qu'on est obligé d'y faire, toute celle des tems précédens qui excédoit les apointemens accordés par sa Majesté, a été à la charge de son Ministre; ces apointemens aïant d'ailleurs été si mal payés, jusqu'à ces derniers six mois, que l'échiquier étoit toujours en arrière d'environ 2000. l., ce qui avec l'intérêt qu'il falloit payer au Marchand pour les avances, outre la perte sur le change, étoit fort à son préjudice.

"A fon arrivée ici, & dans la suite pen", dant quatre ou cinq ans, le Païs étant di", visé en deux factions, les Arminiens é", toient soutenus par le Roi de France qui
", fit les frais de deux Ambassadeurs extraor", dinaires, la Noue & Boissse, & qui payoit
", divers particuliers envoyés exprès pour
", soutenir ce parti. L'Ambassadeur d'An", gleterre a fait face à tout cela, sans aucu-

, ne

<sup>(</sup>a) Le Marc vaut 13. chellings 4, fous sterlings a la Livre vaut 20, chellings.

ne charge extraordinaire pour sa Majesté, mais il lui en a couté cher par les divers repas qu'il a fallu donner à ceux des Hollandois qui venoient dans sa maison, dont il ne devoit pas leur refuser l'entrée; & le parti bien-intentionné pour sa Majesté

a eu le dessus. ,, Il y a à présent trois ans & demi que le Prince Electeur & la Princesse son épouse avec leurs enfans & leur cour se sont refugiés dans ce lieu de sa résidence; il n'étoit point encore arrivé à aucun Ministre de notre couronne dans les Païs étrangers, qu'un des enfans du Roi sît un si long séjour dans une Ville où il y avoit un Ambassadeur Anglois; & quoiqu'il se foit empressé de bon cœur à rendre service à son Altesse & à ceux qui sont auprès d'elle, & qu'il s'aquitte toujours volontiers de ce devoir, cependant cette charge s'est trouvée pesante pour lui, & l'a engagé dans des dettes trop grandes pour qu'il puisse les payer sans quelque gratification extraordinaire, qu'il suplie très - humblement sa Majesté de lui accorder".

L'importance de nos négociations avec

les Etats dans ce tems de crise, & peut-être la difficulté de pourvoir CARLETON de la ma-

nière qu'il sembloit attendre, le retinrent dans son poste quelques mois de plus. En 1625, il y eut plusieurs évènemens considérables; un changement de chefs en Angleterre & en Hollande, par la mort du Roi Jaques & celle du Prince d'Orange; la perte de Bréda après une défense sanglante & opiniâtre, & une tentative infructueuse faite pour la délivrer par le nouveau Stadthouder Frédéric Henri, dans laquelle les troupes Angloises sous le commandement du Chevalier Horace Vere, & du Comte d'Oxford, s'acquirent une gloire immortelle.

- CARLETON fut employé utilement & laborieusement à la Haye à recruter, l'Armée du Comte de Mansfield, qui par la conduite mal - habile de notre cour étoit réduite aux dernières extrémités; & à régler avec les E-TATS-GENERAUX la proportion de Vaisseaux & de troupes de débarquement qu'ils devoient joindre à la flotte Angloise dans une entreprise contre le Roi d'Espagne. Il fut assisté dans ses conférences sur ces Articles par le Chevalier St. Leger, & par le Sécrétaire Morton, envoyés exprès d'Angleterre. La conclusion en fut que leurs Hautes-Puissances consentirent à envoyer une Escadre auxiliaire de vingt Vaisseaux au rendez vous général à Plymouth, & permirent

rent à plusieurs Officiers de s'absenter, & qu'on tirât quelques soldats des vieux Régimens Anglois au service des Etats. Tout cela aboutit à l'expédition inutile de Cadix, dans laquelle quoiqu'on puisse blâmer nos Officiers Généraux, il faut avouër que les négociations de nos Ministres dans les cours

étrangères eurent leur mérite.

Une alliance offensive & défensive aïant été fignée avec les Ambassadeurs des Etats à Southampton au mois de Septembre de la même année, le Duc de Buckingham & le Comte de Holland furent envoyés à la Haye au mois de Novembre, pour affermir les fondemens qu'on y avoit jettés d'une grande alliance contre la maison d'Autriche, pour le recouvrement du Palatinat & le rétablisfement de la liberté de l'Allemagne. CARLE-TON fut joint à ces deux Seigneurs dans leur commission, & il paroît qu'il acquit une grande confiance auprès du premier. Il composa le discours qu'il fit aux Etats à son audience publique, & il eut l'honneur de l'accompagner en Angleterre après la conclusion de leur négociation, dont le résultat sut une ligue formée entre les Rois de la Grande. Bretagne, & du Dannemarck, & les Etats-GENÉRAUX, dans les vuës dont nous venons de parler. L'Ambassadeur de France Mr.

d'Espesses, n'avoit aucun pouvoir de traiter; cette couronne ne voulant pas s'engager dans une guerre ouverte contre la maison d'Autriche, mais promettant de faire autant que si elle entroit dans la ligue, en fournissant secrètement des recrues au Comte de Mansfield dont les troupes agissoient en Westphalie avec celles de Dannemarck. On s'étoit attendu que le Roi de Suède enverroit un Ministre plénipotentiaire à ce congrès, mais il en fut empéché par ses guerres en Pologne. Il n'y avoit pas beaucoup à attendre d'une ligue, qui quoique juste dans ses principes, selon le Système actuel de l'Eunope, n'avoit pas des forces suffisantes pour la tâche qu'elle se proposoit. Rien ne contribua tant à la dissoudre, que la mésintelligence continuelle entre le Roi Charles & fes parlemens, qui mécontens du Ministre favori, & de la manière dont il faisoit la guerre, refusèrent de contribuer au soutiers des mesures importantes dans lesquelles ils avoient unanimément conseillé à la couronne d'entrer.

Le Chevalier Carleton bientôt après son retour en Angleterre, sut sait Vice Chambellan de la Maison du Roi, au mois de Decembre 1625. & peu de tems après il eut occasion de déployer en France ses talens.

pour la Négociation. Il fut joint pour cette commission au Comte de Holland, un des courtifans les plus infinuans, & des hommes les plus aimables de son siècle, alors principal confident du Duc de Buckingham, & qu'on regardoit comme particulièrement agréable à la cour de France, où, de concert avec le Comte de Carlisle il avoit conclu le mariage de la Reine Henriette Marguerite avec le

Roi Charles I.

Les instructions de ces deux Ambassadeurs extraordinaires étoient datées du dernier Decembre 1625. Ils étoient chargés premièrement de presser fortement la restitution des Vaisseaux qui avoient été prêtés à Louis XIII. & qui étoient employés contre les Rochelois. Ce prêt avoit excité de grandes clameurs en Angleterre, & l'on en fit dans la féance suivante du Parlement un des Chefs d'accusation contre le Duc. Le second Chef de la commission des Ambassadeurs étoit d'interposer les bons offices du Roi Charles, pour procurer la Paix aux Protestans de France, conformément aux édits précédens. Enfin ils devoient apuïer les instances des Ministres des alliés, savoir, des Etats-Gé-NÉRAUX. du Duc de Savoye, & du Roi de Dannemarck, pour engager la France à accéder au Traité de la Haye. Nos Ambassadeurs

deurs arrivèrent à Paris vers le milieu de Janvier 162%. & ne perdirent point de tems pour entamer les Négociations. Ils eurent sur ce sujet une longue conférence avec le Cardinal de Richelieu qui de concert avec la Reine-Mère Marie de Medicis avoit alors la principale part dans les Conseils de France. Les Ambassadeurs jugèrent à propos de renverser l'ordre de leurs instructions, & de commencer par demander ,, jusqu'à ,, quel point le Roi de France voudroit con-,, courir au rétablissement de la liberté Ger-", manique, dont quelques - uns des Rois ses " ancêtres s'étoient déclarés les Protecteurs. " Ensuite, & comme une conséquence des , résolutions qu'ils espéroient que l'amour , du bien public feroit prendre à sa Majes-,, té très - Chrétienne, ils prioient qu'il leur ,, fut permis de l'exhorter à rendre la Paix ,, à son propre Royaume, en laissant à ceux ,, de la Religion la liberté de conscience, & 🛵 la possession tranquille de leurs vies, & ", de leurs biens selon les édits. En troissème , lieu, ils demandoient, comme une suite ,, des deux premiers points, la restitution ,, de nos Vaisseaux, pour mettre le Roi ,, plus en état de pousser la guerre par mer, ,, ce qui étoit d'autant plus nécessaire, que ", les Espagnols avoient plus de Vaisseaux , que

", que jamais, & qu'ainfir nous ne pouvions ", nous passer d'aucun des nôtres, pour les

" employer ailleurs ".

Ce plan de Négociation étoit judicieusement arrangé; les Ambaffadeurs Anglois le fuivirent avec prudence & avec zèle, mais il trouva des opositions de différens côtés. Blainville Ambassadeur François à Londres étoit fort mal avec notre cour, & envénimoit tout par ses dépêches. Plusieurs Vaisseaux François chargés d'effets Espagnols, avoient été jugés de bonne prise dans nos amirautés; & le Conseil de France ne regardant pas ces prises comme justes, usa de réprésailles sur les Vaisseaux Anglois qui vinrent dans les ports de ce Royaume. Le résultat de plusieurs conférences publiques & particulières entre nos Ambassadeurs, & les Ministres François, sut que le Roi de France refusa absolument d'entrer dans aucune mesure offensive contre la Maison d'Autriche, mais qu'il promit de donner des subsides au Roi de Dannemarck.

Richelieu étoit si éloigné de penser que les conjonctures sussent favorables pour pousser la guerre contre l'Espagne, qu'il conclut actuellement une convention particulière avec cette cour, au sujet de la Valteline, au même-tems que le Prince de Piémont, & l'Am-

bas-

bassadeur de Vénise à Paris sollicitoient & attendoient des efforts plus vigoureux pour

pousser la guerre en Italie.

Pour ce qui regardoit la Paix avec les Protestans, les Ministres François consentirent à ce que nos Ambassadeurs interposassent non leur Médiation, mais leurs bons offices auprès des Députés de ceux de la Religion, pour ménager un accomodement. Ils y réüssirent, & l'on conclut bientôt malgré les efforts & les offres du Clergé à la tête duquel étoit le Cardinal de la Rochefoucault, une convention, plus avantageuse aux Protestans, à ce que disent le Comte & CAR-LETON, que ne l'étoit le Traité de Montpellier. Ils en reçurent des remerciemens particuliers de la Reine-Mère d'un côté, & de tous les Députés des Protestans de l'autre. Ils donnérent à ceux - ci un acte signé de leurs deux noms, contenant une interprétation plus favorable de quelques expressions générales dans un des Articles qui regardoit la ville de la Rochelle; ce qui prouvoit en même-tems qu'ils étoient autorisés par les Ministres François à intervenir dans ce Traité.

Les Ambassadeurs avant que de prendre leur congé, obtinrent qu'on relachât tous nos Vaisseaux Marchands & tous les effets qu'on avoit arrêtés en France, mais à con-

dia

dition, comme l'Edit s'exprimoit, qu'on restitueroit en Angleterre, dans un tems limité; les effets & les Marchandises qu'on prouveroit apartenir à des François. Par raport à nos Vaisseaux qui avoient servi contre la Rochelle, ils furent renvoyés sur le champ après la signification du Traité. L'un de ces Vaisseaux étoit l'Avantgarde apartenant à l'Amirauté, & prêté de Roi à Roi, comme par office d'ami; les autres étoient des Vaisseaux Marchands qu'on avoit loués ici par contract.

Le Comte de Holland & le Chevalier CAR-LETON eurent leurs audiences de congéle 10. Mars, & partirent pour l'Angleterre immédiatement après. Ils trouverent le Parlement assemblé, extrêmement irrité par la mauvaise administration, & comme cela arrive ordinairement dans les assemblées populaires, ne trouvant rien de bien, parce que plusieurs choses alloient mal. CARLE-TON fut élu Député au Parlement pour le bourg de Hastings. Il en prit occasion, dans le fort des poursuites contre le Duc de Buckingham son patron, de travailler à ramener les communes à des sentimens plus modérés. Les raisons sur lesquelles il insista principalement dans le discours qu'il fit le 11. May 1626., n'étoient pas de nature à être goûtées alors par la chambre basse, & à dire

dire vrai quelques-unes n'étoient point bonnes à être proposées dans quelque tems que ce soit par un Membre du Parlement. Il les exhortoit, à ne pas se donner trop de lipete à l'égard des prérogatives du Roi, de peur de l'indisposer contre les Parlemens; d'autres Païs, disoit-il, avoient, eu autresois de pareilles assemblées, jusqu'à ce que les Monarques voyant leur, esprit brouillon, & sentant leur propre, force, les avoient ensin suprimées. Il représentoit d'après ce qu'il avoit vu luimême, ,, la condition des sujets dans les , autres Païs, où ils ressembloient plus à , des spectres qu'à des hommes, & ne , pouvoient sans payer de fortes taxes, se , procurer de bons mets, ou de bons habits. dire vrai quelques unes n'étoient point bonprocurer de bons mets, ou de bons habits. Conservons, ajoutoit-il, la bonne opinion ,, qu'a le Roi de ses Parlemens, de peur que ,, nous ne perdions par nos dispositions ", turbulentes le titre de nation libre". conclut en donnant les raisons qu'avoit eu le Roi de faire arrêter les Chevaliers Dudley Digges, & Jean Elliot, deux de ceux qui étoient chargés de poursuivre le Duc; ces raisons étoient que le premier s'étoit servi de ces expressions; " Que par égard pour ,, l'honneur du Roi il s'abstenoit de parler ,, plus au long de l'emplâtre mis au Roi 12 Fa, Jaques dans son lit de mort (a); & que l'au,, tre avoit parlé d'une manière indécente &
,, emportée contre la personne du Duc, qu'il
,, avoit apellé l'homme, & comparé à un Mi,, nistre aussi détestable que Sejan". Peu de
jours après, le 20. May, Elliot aïant été
élargi, prit sa place dans la chambre des
communes, où il fit un discours en réponse à celui de Carleton, qu'il paroît cependant avoir traité avec beaucoup d'égards. Les
communes furent si satisfaites de son apologie, qu'elles prononcèrent unanimément
que ni lui ni Digges, n'avoient point excédé la commission qu'ils avoient reçuë de
la chambre, de poursuivre le Duc.

Le discours du Vice-Chambellan trouva une réception plus favorable dans un autre lieu où il avoit espéré aparemment qu'il auroit sa récompense. En effet deux jours après cette décision des communes, savoir le 22. May, il fut apellé dans la chambre des Pairs sous le titre de Baron Carleton d'Imbercourt dans le Comté de Surrey. Le nouveau Baron n'eut pas la liberté de passer le reste de l'Eté dans l'inaction. Il su chargé d'une commission très-dèsagréable à la cour de France, d'excuser & de justifier le

renvoy des domestiques François de la Reine d'Angleterre. Son séjour en France ne fut pas long, il y passa les mois d'Août & de Septembre; & la réception qu'on lui fit, ne fut pas des plus gracieuses, comme il paroît par le passage suivant d'une Lettre qu'il écrivit à son retour au Chevalier François Nethersole, dattée de Calais 4. Octobre N. S. , Depuis que j'ai quitté la Haye, ma vie a ", été constamment celle d'un courier, qui change de cheval à chaque poste, pour en prendre tantôt un plus rude, tantôt un plus doux; mais qui est toujours en mouvement. Ce dernier étoit le plus rude de tous; & je suis bien content d'en être ainsi à peu près quitte, sans être tombé dans le bourbier, mon congé d'ici aïant été assez gracieux, après bien des menaces de montrer le ressentiment contre le Maître en insultant le Ministre; & après qu'on avoit longtems disputé si l'on me donneroit audience ou non. En même-tems j'ai en un rude choc à soutenir contre une fièvre ardente continuë, qui a attaqué presque toute ma maison; mais Dieu nous a conservés, &c." Le Roi rapella Milord Carlelon pour montrer qu'il ressentoit & le refus qu'avoient fait les Ministres François d'admettre à une audience

Mr. Montaigu, qui portoit des Lettres de félicitation au Duc d'Orléans sur son mariage; & les délais qu'aportoit cette cour à la restitution des effets appartenans à des An-

ois.

CARLETON fut fort consulté pendant son séjour en Angleterre, sur le maniement des affaires étrangères, & il eut beaucoup de part à la confiance du Duc de Buckingham, Mais plusieurs incidens étant survenus pendant son absence de la Haye, qui produisi-rent quelque réfroidissement entre les Hollandois & nous, & les Etats commençant à être fort inquiets de l'aparence d'une guerre entre la France & l'Angleterre; il eut ordre au mois de Mars 1625, de reprendre son caractère d'Ambassadeur en Hollande. On ne voit pas ce qui retarda son départ, mais il ne retourna à son poste qu'au milieu de Juin. Il trouva notre crédit en Hollande fur son déclin (a); & il eut besoin de toute son expérience dans les affaires, & de la connoissance qu'il avoit du Païs, pour conserver ce crédit sur un pied suportable. Il ne fut pas admis dans le Conseil-d'Etat comme auparavant, aïant été privé de cette place pendant son absence, par une ré-

<sup>(</sup>a) Lettres MSS. de Milord CARLETON.

solution des E TATS-G ÉNÉRAUX dont ils ne voulurent jamais se départir, nous n'y avions d'autre droit en effet qu'un Article du Traité de 1586. alors expiré. Les Ministres d'Etat en Hollande, & en particulier le Prince d'Orange, étoient fort mécontens de notre rupture précipitée avec la France; & toutes les raisons alléguées par l'Ambassadeur Anglois, dans diverses conférences, ne purent jamais les engager à aprouver une démarche si imprudente. Ils craignoient d'offenser l'un ou l'autre des deux Rois, qui les soutenoient contre la puissance de l'Espagne, & aux troupes desquels, engagées dans leur service, ils devoient la plupart de leurs succès dans la guerre, ensorte qu'ils étoient déterminés à observer une exacte neutralité. Le Prince d'Orange étoit soup-gonné de pancher pour la France, ce qu'on attribuoit au crédit que Hauterive, l'un des Colonels François, avoit sur son esprit. Les Etats avoient levé des sommes considérables pour payer les troupes du Comte de Mansfield, à la réquisition de Charles pre-mier, & son Ambassadeur ne portoit avec lui ni capital ni intérêt pour acquitter cette dette. Deux des points qu'il avoit à négo-tier avec les Hollandois d'abord à son arrivée, n'étoient pas d'une nature fort agréa-. Tom. I.

## EXXVIII PREFFACE

ble pour eux; l'un étoit d'obtenir qu'on re-vocât la nomination de Koen désigné Gouverneur Général de leurs établissemens dans les Indes-Orientales. Il passoit pour l'homme le plus entendu qu'ils eussent dans les affaires de ce Païs-là. Mais nos Directeurs des Indes-Orientales avoient de fortes objections à faire contre son envoy, à cause de sa conduite précédente. Il s'agissoir en second lieu d'obtenir des Etats qu'ils accordassent une nouvelle permission de s'absenter à plusieurs Officiers Anglois engagés dans leur service, & qui se préparoient alors à accompagner le Duc de Buckingham dans son expédition de l'Ile de Rhé. Les Etats leur avoient accordé cette permission, lorsqu'on devoit les employer contre l'Espagne; mais ils trouvoient cette demande déraisonnable dans un tems où l'on vouloit s'en fervir contre la France leur alliée. Il y avoit une autre affaire plus importante que ces deux là pour ce Païs-ci, & qui donna bien de la peine à CARLETON. Les François commençoient alors non feulement à tirer des Hollandois de grandes quantités de munitions de guerre, & de matériaux pour la marine; mais aussi à acheter, & à bâtir des Vaisfeaux dans les ports des Etats. Ils en avoient quatre d'une force considérable déjà .l pres-

presque tout prêts au Texel, & les Agens, des François avoient contracté pour quatorze autres. Notre Ambassadeur fit des Rémontrances contre ce procédé aussitôt qu'il fut arrivé; mais les États prirent ses propositions ad referendum, & ne voulurent pas seulement les discuter avec lui. Il tâcha d'exciter leurs craintes, sur un Traité concerté entre le Cardinal de Richelieu & le Comte d'Olivarez pour la jonction des flottes. Françoise & Espagnole, dont l'objet immé-diat étoit de fermer le port de la Rochelle, mais sans qu'on pût prédire jusqu'où cette. union pourroit être poussée contre les Puissan-ces Protestantes. Ces craintes n'auroient pas été sans fondement, mais les Etats étoient d'autant moins disposés alors à s'y prêter qu'ils étoient occupés à négocier un nouveau l'rai-té de subside avec la France, le précédent, conclu à Compiegne venant d'expirer, & y aïant des arrérages considérables dûs aux Hollandois. Langerack leur Ambassadeur à Paris, étoit une créature du Cardinal, & il, n'écrivoit à ses Maîtres que ce que lui dictoit fon Eminence.

Milord CARLETON trouvant au boût de. quelques semaines de Négociations qu'il ne, gagnoit rien, se détermina à partir pour conférer avec le Prince d'Orange. Le Prince étoit

OC-

occupé alors au siège de Groll, qui se rendit par capitulation, au commencement d Août, quoique l'armée Espagnole commandée par le Comte Henri van den Berg, fût en vuë du camp des Hollandois. L'Ambassadeur fut d'autant plus porté à cette démarche qu'on venoit de recevoir la nouvelle de la descente du Duc de Buckingham dans l'Île de Rhé; & il favoit que le Prince d'Orange & les Députés des Etats qui étoient auprès de lui, avoient témoigné beaucoup de mécontentement de ce que nous avions été les aggresseurs. Le Prince reçut l'Ambassadeur Anglois avec les honneurs dûs à son caractère, & écouta avec attention ce qu'il avoit à dire pour justifier la conduite de sa cour; mais il ne put s'empêcher de témoigner qu'il regardoit notre rupture avec la France comme très-imprudente & hors de faison. Il n'eut pas plus d'égard aux instances que lui fit Carleton de rapeller nos Officiers qui avoient été cassés, avant qu'il sût arrivé au camp, sur les premiers avis des hostilités commencées à Rhé. L'Ambassadeur à son retour à la Haye, demanda plus fortement qu'auparavant qu'on arrêtât l'équipement des Vaisseaux pour les François, comme étant une chose imcompatible avec l'étroite liaison qu'il y avoit entre les Etats & la GranGrande - Bretagne. Les Etats se plaignirent à leur tour de ce que nos Vaisseaux avoient arrêté aux dunes une grande flotte de Vaisseaux marchands chargés pour la France; & les avoient conduits au port de Douvres, ce qui étoit, disoient-ils, contraire à la permission qui leur avoit été accordée aux instances de Joachimi leur Ambassadent à Londres, de commercer librement avec la France.

CARLETON réüssit mieux à prévenir la ratification d'un nouveau Traité de subside que Langerack avoit conclu à Paris, fans avoir des instructions suffisantes de ses Maitres. Il y avoit quelques Articles auxquels les Etats ne pouvoient donner leur consentement, puisqu'en les accordant ils se seroient obligés à fournir une escadre auxiliaire à la France, même contre l'Angleterre. Dans le même tems, savoir en Septembre 1627. les Etats établirent une commission extraordinaire pour faire le procès aux Juges d'Amboyne, & Milord Carleton paroît avoit cru qu'ils avoient été choisis de bonne soi. Cette affaire resta cependant encore en suspens par la saisse faite à Portsmouth de trois Vaisseaux Hollandois des Indes-Orientales, & par la demande que firent les commissaires de Hollande, que les témoins qui avoient paru ici dans les cours de l'amirauté, fussent renvoyés

voyés à la Haye, pour y être examinés de nouveau, & confrontés avec leurs Antagonistes. Les Etats prirent dans le même mois la résolution d'envoyer des Ambassadeurs extraordinaires en Angleterre & en France, pour offrir la médiation de leurs Hautes-Puissances, afin d'accomoder les différends entre les deux couronnes.

Milord Carleton voyant qu'on différoit toujours de répondre catégoriquement à ses Mémoires, sous prétexte de l'absence du Prince d'Orange, commença à se déplaire beaucoup à la Haye, & demanda instamment, son rapel dans une Lettre à Milord Conway du 19. Septembre. ,, Je sai, dit-il, que considérant combien ma situation est embarassante au logis, vous penserez que je suis beaucoup mieux dans un poste au dehors; mais j'ai à cœur l'honneur de sa Majesté, & c'est un trop grand affront pour un homme qui sert auprès de sa personne, de rester en ce lieu si longtems & si inutilement, avec la qualité d'Ambassa deur extraordinaire, ce que cet Etat ,, n'a jamais vu pendant plus de semaines ,, que je n'ai été ici de mois ".

Âu commencement d'Octobre il arriva un incident qui fit grand bruit en Hollande. Le Chevalier Sackville Trevor entra dans le Texel

avec une escadre Angloise, & attaqua les Vaisseaux François qui y étoient tout prêts à partir; il en prit un des plus grands, apellé le St. Esprit, de 46. canons, les autres échapèrent en jettant leurs canons à la Mer, & en gagnant les basses dans le Zuider Zee. Les Etat envoyèrent sur le champ des Députés à l'Ambassadeur Anglois pour se plaindre de sette violation de la neutralia se plaindre de cette violation de la neutrali-té de leurs ports. L'Ambassadeur François Mr, d'Espesses parla fur un ton très-haut du ressentiment que son Maître montreroit dans cette occasion, si l'on ne lui donnoit une satisfaction complette, & en même tems il retint une remise d'argent duë par la France en vertu du Traité de Compiegne : Le Prince d'Orange revenu alors à la Haye après sa Campagne, se conduisit avec beeucoup de modération, & suggéra un expédient au moyen duquel les Vaisseaux de guerre Anglois & Hollandois qui étoient dans le Texel, après l'entreprise de Sackville, pourroient se tirer d'affaire avec honneur, ce fut que les premiers missent immédiatement à la voile, & que les derniers fissent mine de s'y oposer. La chose fut exécutée en conséquence, & l'on satisfit au point d'honneur des deux Nations, sans qu'il en coutât autre chose que quelques falves de canons chargés à poudre.

Au commencement de Novembre l'allarme se répandit à la Haye sur le bruit qui courut que l'escadre de Dunkerque, étoit sortie, & faisoit voile vers le canal pour joindre les Vaisseaux François dans les ports de Bretagne. Milord CARLETON profita de cette occasion pour presser les Etats d'envoyer des ordres à Dorp leur Amiral, qui étoit dans le canal, de suivre & d'attaquer les Vaisseaux Espagnols, par-tout où il les trouveroit, quand même ils seroient joints aux François. Il déclara que si on lui refusoit sa demande, son Maître regarderoit le Traité de Southampton comme rompu de la part de la Hollando. Les Etats hésitoient beaucoup à faire quelque démarche qui pût les brouiller avec la France; mais ils ne purent s'empêcher d'envoyer des ordres à Dorp, de joindre la flotte de sa Majesté pour s'oposer à toute entreprise de la part des Espagnols, & de faire son possible pour désendre les. Domaines de la Grande-Bretagne, en quelque endroit que ce fût, contre une inva-fion, à laquelle on croyoit alors devoir s'attendre. Il paroît cependant que Dorp avoit cessé de poursuivre les Vaisseaux de Dunkerque, & qu'il retourna à la Haye, avant que d'avoir reçu ces dernières instructions; & la nouvelle de l'entrée de ces Vaisseaux dans

dans le canal se trouva sans sondement. Une escadre Espagnole sortie des ports de Biscaye & de la Corogne, avoit effectivement joint la flotte Françoise devant la Rochelle; mais quelle qu'en sut la raison, elle la quit-

ta bientôt, sans avoir rien entrepris.

Vers la fin de Novembre, ou au commencement du mois suivant, il vint de tous côtés à la Haye des récits du mauvais succès du Duc de Buckingham dans l'Île de Rhé. On sait assez par nos Histoires combien cetté expédition sut mal conduite; mais il ne paroit pas par les détails qu'on trouve dans les papiers de Milord Carleton, que notre perte en hommes sut à beaucoup près aussi grande qu'on la représente communément; & après l'attaque de notre arrière-garde, les François surent repoussés, nos ouvrages regagnés, & les troupes rembarquées sans oposition.

nés, & les troupes rembarquées sans oposition.

Le retour du Duc après cet affront, & la consussion de nos affaires domestiques, qui obligea bientôt après le Roi Charles à assembler le Parlement, empêchèrent pendant quelques semaines qu'on n'envoyât à CARLETON des instructions complettes & précises. Il regut cependant ensin une dépêche de Milord Conway, datée du 3. Fervier 1627. Cette dépêche rensermoit la plus forte approbation de la conduite de l'Ambassa-

deur dans le paragraphe suivant. "Le passage par tous les Païs étrangers est si bien fermé, que les plus amples & les meilleures informations que reçoit sa Majesté, lui viennent de vous, & lui font très-agréables; vos judicieuses & diligentes Négociations & vos Rémontrances auprès des Etats sont aussi fort aprouvées & louées par sa Majesté; & je suis bien charmé de pouvoir vous en informer & ", vous en assurer avec autant de vérité". Milord Carleton en vertu des ordres qui lui vinrent par cet Exprès, présenta un Mémoire aux Etats le 3. Mars N. S. les principaux points en étoient,, Que sa Majesté trouvant par expérience que les sujets des Provinces Unies portoient indifféremment aux François des Marchandises défenduës, aussibien que celles qui étoient permises, il étoit obligé de suspendre la permission qu'il leur avoit donnée de com-mercer librement; & cela non par défaut de bonne affection pour eux, mais plutôt par égard pour le bien mutuel de fon Royaume & de leurs Provinces. Que fa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne aïant engagé sa parole Royale aux Pro-, testans, pour l'observation du dernier Traité fait entre eux & le Roi de France, il etor

étoit obligé en honneur à en ressentir la violation, ce qui l'avoit porté à des actes d'hostilité contre cette couronne; que l'interruption du commerce entre la France & la Hollande, pourroit faire connoître au Roi de France quelle étoit sa condition, & l'engager à fe joindre à eux, pour la défense publique, contre l'Espagne l'ennemie commune. Enfin il demandoit que leurs Hautes-Puissances n'assistassent point la France en lui fournissant des munitions de guerre, ou des Marchandises de contrebande; & il leur recommandoit de préparer leur contingent de Vaisseaux, savoir un quart, pour les joindre à soixante Vaisseaux du Roi son

Maître, contre l'ennemi commun".

CARLETON étoit chargé aussi d'obtenir des Etats qu'ils favorisassent une levée de 1000. Cavaliers Allemands fous le commandement du Colonel Dolbier, & du Chevalier Balfour, qui étoient destinés à servir en Angleterre. Mais les Etats le refusèrent absolument, prétendant que cela nuïroit aux recruës de leur propre Cavalerie. Cette levée ne fut jamais achevée, car quand le Parlement s'assembla, il condamna ce projet, comme dangereux à la liberté; & le Roi retira sa commission.

Les Etats ne donnèrent une réponse fina-

## XLVIII P R E F A C E

le au Mémoire de l'Ambassadeur Anglois qu'au commencement d'Avril 1628. & elle fut telle qu'il ne pouvoit point absolument la représenter à sa cour comme satisfaisante. Elle se réduisoit à ceci; ,, Que par raport , à leur commerce avec la France, ils avoient déjà défendu sous de sévères peines l'exportation des Marchandises de " contrebande, & qu'ils espèroient que le Roi de la Grande-Bretagne se contenteroit de cela, & ne voudroit pas troubler leur commerce légitime avec cette nation ou avec toute autre; puisque leur subsistan-\* 22 ce dépendoit uniquement du commerce, sans lequel ils seroient hors d'état de pousser la guerre contre l'Espagne. Que comme l'Escadre Espagnole qui avoit joint celle de France s'étoit retirée, ils espé-roient que sa Majesté Britannique ne les presseroit point de commettre quelque acte qui pourroit violer la neutralité; & qu'il leur laisseroit encore la liberté d'employer leur Médiation pour le bon ouvrage de la paix. Que par raport à leur 32 contingent de Vaisseaux, ils étoient prêts 22 à se conformer à cet Article du Traité de Southampton, pourvû qu'ils ne fussent pas privés des moyens de le faire, par l'interruption de leur commerce, & qu'ils fus-, fent " fent informés auparavant du dessein qu'on " se proposoit contre l'ennemi commun".

Ce furent là les dernières fonctions publiques de Milord CARLETON auprès des Etats. Il eut plusieurs conférences particulières avec le Prince d'Orange, & avec les Députés pour les affaires étrangères; mais il ne put rien obtenir de plus par leur moyen. Il avoit reçu ses Lettres de rapel au mois de Février; mais comme on s'en remettoit entièrement à sa discrétion sur le tems d'en faire usage, il résolut de rester à la Haye, aussi longtems qu'il crut que son séjour pourroit y être de quelque utilité pour le service de son Maître. N'espèrant plus rien il prit congé des Etats, & présenta ses Lettres de récréance le 12. Avril 1628. Il paroît cependant qu'il étoit encore à la Brille le 17. May, puisqu'il envoya de la ce même jour, le récit de la prise de Stade, qui s'étoit renduë, après un long siège, au Comte de Tilly Général de l'Empereur. La garnison Angloise qui avoit désendu cette Ville avec beaucoup de bravoure, sous le commandement du Chevalier Charles Morgan, devoit par la capitulation, retourner dans les Provinces-Unies; & le dernier service public que Milord Carleton rendit en Hollande, fut de prendre les mesures convenables pour

la réception de ses compatriotes, & pour qu'on leur payât leurs arrérages, lorsqu'ils reviendroient dans leurs anciens quartiers. A fon départ il laissa les affaires du Roi à la Haye entre les mains de son neveu, Mr. Dudley Carleton, qui s'étoit acquité auparavant de cette charge avec aplication & intelligence, pendant l'absence de son Oncle.

Milord Carleton eut la satisfaction avant fon retour en Angleterre, d'être assuré que le Roi Charles lui destinoit la place de Sécrétaire-d'Etat; cette affurance lui fut donnée par le Comte de Carlisse son ancien ami, qui passa par la Haye en allant en Italie, où il étoit envoyé en qualité d'Ambassadeur extraordinaire auprès du Duc de Savoye, & de la République de Vénise. Bientôt après son retour, Milord CARLETON fut créé Comte de Dorchester, pour gage du poste important qu'on lui réservoit. Il continua à servir à la cour dans son office de Vice-Chambellan, & il fut employé dans les affaires étrangères les plus secrètes, comme assis-. tant du Duc de Buckingham. Celui-ci, après que le Parlement eut été prorogé àcause d'une forte Rémontrance que la chambre des communes avoit prélentée contre lui nommément, alla à Portsmouth, pour prendre le commandement de la flotte & de l'Armée,

mée. destinées à faire lever le siège de la Rocheste. Milord Dorchester l'accompagna, & Contarini Ambassadeur de Vénise à Londres, lui confia le soin de ménager les premières ouvertures d'un accommodement avec la France (a).

L'Ambassadeur de Vénise à Paris en avoit fuggéré la première idée, de l'aveu du Cardinal de Richelieu. On crut que la méthode la plus honorable pour les deux Rois, de faire la paix, étoit qu'elle se fit par une en-trevue entre leurs premiers Ministres respectifs, à la tête des flottes & des Armées des deux nations. Selon une partie du projet un Député des Rochelois à Londres, écrivit une Lettre à ses concitoyens, pour leur dire que s'ils pouvoient faire la paix avec sûreté, le Roi Charles ne le trouveroit pas mauvais. La Lettre étoit déjà dressée, & l'on avoit signé un passeport pour le Sécrétaire de l'Ambassadeur; mais Buckinghanz foupçonnant que, par les artifices ordinaires du Cardinal on pourroit faire un mauvais usage de la Lettre, en suspendit le départ jusqu'à ce que l'affaire eut été confidérée plus à fonds. Quand le premier tracas des préparatifs militaires eut cessé à Portsmouth

<sup>(</sup>a) Lettre MS. de Milord Dorchester au Comte de. Carlisle du 2. Septembre 1628.

mouth le Ministre Vénitien reprit la Négociation, & l'avança si fort en deux conférences, l'une avec le Roi, l'autre avec le Duc, que celui-ci consentit à conclure avant que de mettre à la voile. Milord Dorchester lui fut envoyé par la cour le matin de ce même jour 23. Août 1628, auquel le Duc fut poignardé par Felton, comme il se préparoit à monter à cheval pour aller terminer l'affaire à Southwick dans le cabinet de fon Maître. Ce coup imprévu arrêta le Traité pour ce tems-là. Le Comte de Lindsey fut nommé pour commander la flotte, & le Roi ne crut pas qu'il pût charger d'une affaire aussi importante que la Négociation de la paix, un homme qui n'étoit que soldat, comme il avoit cru pouvoir la confier à celui qui avoit la première place auprès de lui, soit dans le conseil, soit dans le commandement de ses Armées (a). La flotte qui mit immédiatement après à la voile, étoit une des plus grandes & des mieux équi ées qui fût jamais partie d'Angleterre, mais le succès ne répondit nullement à l'attente qu'on en avoit conçuë. Plusieurs de nos Capitaines se conduisirent de la manière la plus infame dans les tentatives qu'on fit

<sup>(</sup>a) Lettre MS. citée ci - dessus.

pour forcer les ouvrages par lesquels on a-voit fermé le port de la Rochelle, & après plusieurs essays inutiles la flotte repattit sans avoir jetté dans la Ville le moindre secours. La mort du Duc de Bucking ham produisit ce changement dans l'administration, c'est que le Roi Charles déclara qu'il seroit lui-

même à l'avenir son premier Ministre; & qu'il laisseroit à chacun dans son-départe-

ment, le foin de la partie exécutive.

La première question importante qui sut agitée au Conseil, fut, si le Parlement s'asfembleroit au jour fixé, qui étoit le 20. d'Octobre. Quelques - uns pensoient que ce seroit le moyen le plus vraisemblable de rétablir une heureuse harmonie entre le Roi & son peuple; mais Charles arrêta tout court les délibérations, en déclarant que son bon plaisir étoit que le Parlement fût prorogé de nouveau jusqu'au 20. Janvier 162 3. ,, Lau-, datur ab his, culpatur ab illis (dit le Com-,, te de Dorchester dans une Lettre à son " correspondant le Comte de Carlisle) mais " fûrement c'est le parti le plus sage, car ", il faut quelque tems pour laisser passer ,, l'aigreur des esprits; & j'ai la fatisfaction ,, de pouvoir vous dire qu'une forme fixe & constante de gouvernement, sera le remède auquel on aura probablement re-" cours,

,, cours, & c'est le seul en effet pour la , maladie de nos affaires soit domestiques,

" foit étrangères (a) ".

Ce fut alors que le Roi réfolut d'exécuter le dessein, qu'il avoit formé depuis quelque tems de donner les sceaux de Sécrétaired'Etat au Comte de Dorchester. Comme on prenoit dans ce tems-là des mesures, quoiqu'encore secrètes, pour faire la Paix, ausfi-tôt qu'il seroit possible, & avec la France, & avec l'Espagne, le Roi jugea qu'il étoit de la plus grande importance d'avoir dans ce poste un homme dont la sagacité & l'habileté dans les Négociations avoient été exercées dans une longue suite d'emplois chez les étrangers. Milord Conway avoit depuis quelques années rempli ce grand poste avec une notable insuffisance, comme s'exprime Milord Clarendon. Il y avoit été mis uniquement à la recommandation du Duc de Buckingham, & n'y étoit resté que parce qu'il lui étoit entièrement soumis. Il étoit devenu vieux & infirme, & la Cour & la Nation durent voir avec une grande satisfaction, qu'il fut remplacé par un Ministre aussi habile que l'étoit Milord Dorchester, qui prêta son serment de Sécrétaire-d'Etat

<sup>(</sup>a) Lettre MS. du Comte de Dorchester.

le 18. Decembre 1628. Son Collègue dans ce poste étoit le Chevalier Jean Coke, dont il n'est pas nécessaire de faire ici le portrait déjà tracé par un aussi grand Maître en ce

genre, que le Comte de Clarendon.

Le Comte de Dorchester, bientôt après sa promotion, écrivit au Chevalier Isauc Wake, Ambassadeur à Vénise, & à Mr. Carleton résidant en Hollande, la dépêche suivante, que nous insérerons ici toute entière, comme contenant un récit exact de la Négociation avec la France, & un échantillon de la manière dont le nouveau Ministre s'aquittoit des sonctions de sa charge.

## Monsieur.

"Depuis qu'il a plu à sa Majesté de me "consier le soin de ses affaires étrangères, "à la place de Milord Conway, qu'elle a a-"vancé à une plus haute dignité (a), j'ai "différé d'entamer la correspondance que "nos emplois nous obligent à avoir ensem-"ble, jusqu'à ce que je pusse le faire par "quelque matière importante: celle que sa "Majesté m'ordonne de vous communi-"quer aujourd'hui par cet Exprès, est aus-"s si intéressante qu'aucune qu'il puisse y a-

(a) Il fut fait Lord Président du Conseil.

,, voir dans ces circonstances ".

## A Mr. CARLETON.

, C'est un Traité de réconciliation entre sa Majesté & le Roi de France, qui comme vous le savez, a été recommandé, & négotié avec empressement pendant longtems, par tous les amis communs des deux couronnes, & pour lequel on a toujours témoigné de la bonne volonté de part & d'autre. Mais à-présent il est fort avancé; on est entré dans les détails, & sa Majesté accorde tant de choses que nous verrons bientôt la paix si désirée, ou que du moins nous serons déchargés du blâme de la rupture qu'on a mise injustement sur le compte de ce Païs. Vous pourrez voir les Articles. tels qu'ils font à présent, après quelques changemens, par la copie que je joins ici; & pour que vous puissiez être instruit des circonstances aussi bien que de la substance de l'affaire, vous saurez qu'après que le Roi de France fut revenu de la Rochelle, les Négociations gé-32 nérales qui avoient eu lieu entre les deux couronnes par le canal des Ministres publics, furent réduites à des Négociations particulières, premièrement par l'Ambas-, fa-

sadeur des Etats, qui envoyèrent une convention verbale, comme ils l'avoient reçuë de la bouche de certains Députés, 23 qui avoient auparavant traité avec eux, ,, conjointement avec le Cardinal de Richelieu; ensuite par l'Ambassadeur de Vénise, par les mains de qui le Cardinal avoit fait passer dans cette cour un plan d'accomodement, selon la forme que vous verrez ici, & n'en différant en substance, qu'en ce que, dans le second Article, où l'on convient de ne pas parler de restitution, parce que ce point pourroit être sujet à difficulté, on avoit excepté le Vaisseau pris dans le Texel, sur quoi sa Majesté ne pouvoit céder avec honneur. Dans le troisième Article encore touchant la maifon de la Reine, on s'en remettoit à ce 23 que les deux Reines, Mère & fille, trou-22 veroient à-propos. Mais sa Majesté ré-33 foluë, comme elle l'a déclaré aux Ambassadeurs, de ne souffrir aucun changement dans sa cour, qu'autant qu'il lui fembleroit bon, a mieux aimé prendre ce point sur elle & sur le Roi de France; cela laissera toujours la chose en son pouvoir, & elle ne s'exposera pas à la né-cessité d'un refus, ou seulement de s'excuser sur quelque chose que pourroient ., lui

lui demander les deux Reines. Elle sent bien, que quoique la résolution soit àprésent de n'insister sur aucun changement, comme on l'a fortement assuré, ce-, pendant l'importunité de la cour de France d'un côté, & l'obéissance filiale ici, pour-, roient produire avec le tems beaucoup ,, de trouble, & interrompre le bonheur ,, domestique dont jouissent leurs Majestés. "Un messager secret sut dépêché ici dans le même tems par le Cardinal avec , les mêmes Articles mot pour mot, addressés à une personne de confiance dans cette cour; le Cardinal lui même aussibien que les Ambassadeurs, déclarant que la paix ou la guerre ne tenoient plus qu'à ce point d'honneur, que le contract de mariage fût confirmé, & qu'on fit mention de la maison de la Reine, comme n'aïant pas été négligée par le Roi de France, mais en même tems assurant, que la France n'entreprendroit pas même d'y rien changer, & que tout dépendroit entièrement de la volonté de sa Majesté. Elle a accordé à la nécessité publique cet Article particulier pour la forme, tel qu'il est couché à présent; & si on l'admet, accompagné, comme on le ren-, voye, de la protestation de sa Majesté, yoi.

"voilà la plus grande difficulté levée. ", Il y a encore une chose d'une grande ", importance, quoiqu'il n'en soit pas fait mention dans le projet de Traité; c'est la paix & la fûreté des Réformés de France; fur quoi tous ceux qui travaillent au Traité, tant les Ministres publics que les Agens particuliers, ont commencé par déclarer que c'est véritablement & réellement l'intention du Roi de France; & que l'édit à ce sujet, conforme à la paix de Montpellier, fauf ce que la guerre peut avoir changé depuis, étoit dressé & prêt à être mis sous la presse. Mais comme c'est une affaire entre ce Roi & ses sujets. & qu'ils déclarent qu'elle n'est pas de nature à admettre l'intervention d'un autre Prince; quoique sa Majesté pût justement insister la dessus, à cause de la violation du dernier accord, dont elle a été caution ou garant à la réquisition du Roi de France; cependant pour montrer combien elle préfère la cause publique à toute considération particulière, elle veut bien s'accomoder sur ce point au desir du Roi de France, mais à cette condition que les deux pacifications auront lieu en même tems. Sa Majesté se tenant pour dégagée de l'obligation de fig-, ner

ner ces Articles, à moins que conformément à sa promesse, le Roi de France ne cesse de faire la guerre à ses sujets de la Religion, sans quoi toutes démarches au dehors pour la paix sont vaines, & inutiles au public, dont la seule considération engage sa Majesté à s'accomoder à tout ce qu'on demande d'elle, même dans un tems où d'autres Etats qui ne font pas naturellement amis de la France,

lui offrent de grands avantages. ", On a objecté que peut-être Mr. de Rohan, avec son Armée, étant soutenu du dehors, & payé, à ce que disent les François, de l'argent de l'Espagne, ne voudra pas faire la paix à des conditions raisonnables; auquel cas, sa Majesté offre, si la difficulté vient de ce côté-là, d'employer le pouvoir qu'elle a sur Mr. de Rohan, si le Roi de France le souhaite, avec la même bonne foi & la même sincèrité, dont elle a donné un bon témoignage dans la dernière pacification. Voilà où en sont les choses à présent; l'Ambassadeur de Vénise aïant dépêché ces Articles, & l'Agent particulier retournant en même-tems en France, d'où nous attendons à présent une réponse finale". Voila pour Mr. CARLETON. ,, En atten-" dant,

dant, l'étroite correspondance qu'il y a toujours euë, & que sa Majesté entretient avec soin entre cette couronne & ce Prince [le Duc de Savoye,] avec qui je présume que cette Lettre vous trouvera, ne permettant pas qu'une affaire de cette importance lui soit cachée, & exigeant qu'on la communique confidemment soit à son Altesse, soit au Prince Majeur, sa Majesté vous ordonne de les informer, non-seulement de la substance, mais encore de toute la Négociation de cette affaire, sans cependant donner des copies de quoi que ce foit, parce que tout n'est pas encore dans sa perfection, & qu'en pareilles matières, il n'y a rien de fait, tant qu'il reste encore quelque chose à faire".

Ceci est encore pour Mr. CARLETON.

,, Vous devez savoir de plus que le mes, sager secret aïant aporté un discours, tel
, qu'il a été recueilli de la bouche du Car, dinal de Richelieu, en réponse à quel, que chose qui s'étoit dite sur ce sujet,
, dans une conversation entre lui & la
, personne de cette cour dont il s'étoit
, servi auparavant, & tout ce discours
, contenant une justification des procédés
, de la France, avec une condamnation

Tom. I.

\*\*\*\*

,, des nôtres, & quelques traits en pas-,, fant sur lesquels on ne peut pas garder ,, le silence, de peur qu'on ne les tienne ,, pour accordés, on a mis entre ses mains ", une replique dont je vous envoye la co-", pie, par ordre de sa Majesté, pour que ", vous soiïez mieux informé de toute la

, suite de ses procédés. ,, J'y joins la copie d'une Lettre que fa Majesté écrit à présent au Duc de Rohan, à qui l'on a dépêché un Exprès. Mon cousin Dacres est envoyé aussi à Turin par la Flandre & la Lor-, raine avec des Lettres à ce sujet, & de pareilles copies. Il reviendra peut-être par la Hollande & vous pourra voir en passant, car je le lui ai conseillé, à moins que la paix ne soit faite avec la France, & que le passage ne soit libre par là. Vous verrez jusqu'à quel point la paix est avancée; & quoi que je penfe que l'Ambassadeur de Vénise n'en fera pas un secret, sa Majesté ne se soucie pas cependant qu'elle soit divulguée par aucun de ses Ministres. C'est pourquoi vous n'en informerez que la Reine de Bohème; pour les autres, sa Majesté ne ,, peut oublier sitôt combien ils ont abufé de la confiance qu'elle avoit en eux.

, Je vous recommande à la protection du , Ciel.

" De la cour ce 12. Janvier 1625. Au Chevalier ISAAC WAKE.

Après ces mots on a dépêché un Exprès,

on avoit ajouté:

" Et comme il courra vraisemblablement bien des hazards dans son voyage, le bon-plaisir de sa Majesté est, pour plus grande sûreté, que quand ces dépêches vous auront été remises, vous envoirez une copie de cette Lettre au Duc de Roban par les voyes les meilleures que vous pourrez trouver. Les copies susmentionnées, aussi-bien que celles de vos Lettres de créance auprès , celles de vos Lettres de Creance aupres , du Duc de Savoye & du Prince de Pié, mont, écrites toutes deux de la propre , main de sa Majesté, vous seront re, mises par le porteur Mr. Edouard Da, cres, parent de seuë mon épouse. Com, me j'ai beaucoup de constance en lui , je l'ai chargé de vous raporter de bou, che quelque chose qui vous concerne en , particulier. Je suis comme toujours, &c.' Contre l'attente générale des Ministres .

Contre l'attente générale des Ministres, le Parlement qui s'assembla au jour fixé le 20. Janvier 1623 ne sut pas plus d'accord avec la cour, que ne l'avoit été

l'as-

l'assemblée précédente. Le Grand-Trésorier Weston, & le Dr. Laud Evêque de Londres, étoient devenus aussi odieux au peuple que l'eût jamais été le Duc de Buc-kingham. Les motifs qui engagèrent le Monarque irrité à dissoudre son Parlement le 10. de Mars, furent les vives Rémontrances de la chambre des communes contre l'exaction illégale du tonnage & du pondage & contre les progrès du Papisme & de l'Arminianisme. Elle montroit par-là combien elle étoit mécontente de l'autorité qu'avoit Weston dans l'Etat & Laud dans l'Eglise. Comme Charles avoit pris la réfolution de gouverner à l'avenir fans l'aide d'un Parlement, il ne perdit point de tems à conclure son Traité avec la France. Les Articles dont il est parlé dans la Lettre précédente, & qui sont imprimés au long dans Rushworth (a), aïant été signés à Suze en Piémont le 24. Avril 1629., furent publiés dans le camp du Roi de France devant la Ville de Privas en Languedoc, le 10. May, & furent notifiés à Londres le même jour par proclamation.

Par le sixième de ces Articles on étoit convenu qu'on nommeroit de part & d'autre des Ambassadeurs extraordinaires pour

recevoir les fermens des Souverains respectifs, pour la ratification de la paix. Le Chevalier Thomas Edmondes, qui, comme il le dit lui même dans une Lettre à la Reine de Bohème, ,, étoit resté tran-,, quille au logis depuis longtems" fut nom-mé en cette qualité par le Roi Charles, & le Marquis de Chateauneuf le fut par Louïs XIII. Le premier arriva à Paris le 2. de Juillet; le dernier à peu près au même tems eut sa première audience à Greenwich. On conserve dans les Archives les Lettres que s'écrivirent alors Milord Dorchester & son ancien ami Edmondes. Le nouveau Sécrétaire - d'Etat qui étoit d'un caractère reconnoissant & ouvert profita des le commencement de cette correspondance, de l'occasion qu'elle lui fournissoit de ,, reconnoître le grand nombre ,, d'anciennes obligations qu'il avoit à cet "Ambassadeur expérimenté, & celles qu'il "lui avoit dans cette même place qu'il "occupoit alors". La cérémonie du ferment de la part du Roi de France sut dis-férée jusqu'au 16. Septembre, à cause de l'absence du Cardinal de Richelieu, qui é-toit dans le Sud de la France, & elle se sit alors à Fontainebleau avec beaucoup de solemnité. L'Ambassade du Chevalier Ed-\*\*\*\* 3

mondes fut prolongée par plusieurs incidens peu importans jusqu'à la fin de Fevrier 1629. N. S. qu'il prit congé de la cour de France. Pendant le court séjour qu'il y fit, il fe mit parfaitement au fait de l'Etat de ce Royaume, & il trace dans ses Lettres, avec sa pénétration ordinaire, les principaux traits de la politique que suivit ensuite Richelieu, ses plans pour humilier les Grands & la noblesse, pour arrêter les progrès de la Maison d'Autriche, & pour élever le pouvoir de la France par terre & par mer plus haut qu'elle ne l'avoit jamais ambitionné.

Le Chevalier Isaac Wake eut ordre de le transporter de Turin à Paris, pour y

être Ambassadeur ordinaire, mais il n'y arriva qu'à la fin d'Avril 1631.

Avant que de quitter les affaires de la France, il ne sera pas inutile de remarquer, que comme on avoit suposé de part & d'autre que le sens des Articles de Suze étoit que toutes choses seroient remi-ses entre les deux couronnes sur le pied. où elles étoient avant la rupture, les François ne manquèrent pas d'insister sur la res-titution du Canada & de l'Acadie, prisefur eux en 1628. par les deux frères David & Louis Kirck, ce qui étoit le seul

avantage que notre nation eût remporté dans le cours de cette quérelle mal ménagéc. Ce n'étoit pas une conjoncture dans laquelle on pût retenir des conquêtes; & ces établissemens naissans furent cédés en

ces établissemens naissans furent cédés en conséquence à la couronne de France par le Traité de St. Germain, signé au mois de Mars 163½, pendant que le Chevalier Isaac Wake résidoit à Paris.

Milord Rochester eut la direction de la Négociation pour la paix avec la cour de Madrid; les premières ouvertures s'étoient faites entre Rubens le peintre, par une commission privée de l'Infante à Bruxelles, & Baltazar Gerbier qui avoit été Ecuyer du Duc de Buckingham. L'Abbé de Scaglia, Piemontois, Ministre ambulant & intrigant. contribua aussi à faciliter l'acintrigant, contribua aussi à faciliter l'accomodement, & il étoit si avancé à la fin de l'année 1629., que Don Carlos Colonna fut nommé pour venir ici de la part de l'Espagne, & que le Chevalier François Cottington chancellier de l'échiquier, fut dé-figné Ambassadeur à Madrid. Il y avoit été résident pendant plusieurs années sous le regne de Jaques I., & il avoit toujours été porté pour la paix entre les deux nations, ce qui avoit causé sa disgrace, dans le tems que le Duc de Buckingham

\*\*\*\*\* 4 avoit

avoit le plus d'ardeur pour pousser la guerre contre l'Espagne. Le Roi s'étoit engàgé à la vérité à réprimer les vuës ambitieuses de cette Monarchie par son Traité avec les Etats, & à recouvrer le Palatinat pour sa sœur la Reine de Bohème, & pour ses enfans. Mais ses besoins domestiques l'emportoient sur tout autre considération; & il croyoit qu'il étoit de la prudence d'avoir la paix avec les plus puisfans de ses voisins, pendant qu'il travailloit à affermir son gouvernement & à é-tendre ses prérogatives dans son Royau-me. Les intentions de l'Espagne étoient également pacifiques à l'égard de l'Angleterre; ses desseins de conquête étoient tournés du côté de la France & de l'Italie; & le grand objet de la politique d'Olivarez étoit la ruïne de son rival Richelieu.

Il n'y a donc rien de surprenant dans. la réception honorable qu'on fit à Cottington lorsqu'il arriva à Madrid le 1. Jan-vier 1939, N. S. Le Comte d'Olivarez le reçut à bras ouvert, l'admit en aparence dans la plus étroite confidence, & l'assura ,, que le Roi de la Grande Bretagne se-" roit l'arbitre de leur Paix avec la Hol-", lande; que son Maître obtiendroit de , l'Empereur & de l'Electeur de Bavière

", la restitution du Palatinat; & qu'il y ", avoit déjà des commissaires Allemands en ", chemin pour Madrid, avec plein pouvoir

, de règler cette affaire épineuse".

Le Roi d'Espagne qui étoit parti pour accompagner sa Sœur la Reine d'Hongrie au lieu où elle devoit s'embarquer, retourna immédiatement à Madrid, & à son retour, il donna une audience particuliere fans aucune cérémonie à l'Ambassadeur Anglois; il y confirma les assurances que lui avoit données son premier Ministre, & nomma des Commissaires pour traiter avec lui, & terminer finalement les différends entre les deux couronnes. Le Ministère Anglois s'aperçut bientôt que si l'on vouloit faire de la restitution du Palatinat une condition nécessaire du Traité, il ne seroit jamais conclu. Il n'étoit pas au pouvoir de la cour d'Espagne de procurer le rétablissement de la Maison Palatine, & ce n'étoit point aussi son intention. L'arrivée des Commissaires Allè-mands à Madrid, amorce dont on s'étoit servi pour faciliter un Traité, sut tout d'un coup changée en une Assemblée d'une diète Electorale à Ratisbonne, où le Roi d'Espagne s'engagea à faire tous ses efforts pour que le ban de l'Empire sût

révoqué & à donner l'exemple, en cédant la partie du Palatinat qui étoit en sa possession. Mais on représenta au Chevalier Cottington, qu'aucun des Princes, Allemans ne croiroit que le Roi d'Espagne parlât sérieusement pendant qu'il plaideroit pour ses ennemis; mais que quand une sois la Paix seroit conclue avec l'angleterre ses instances auxoient , avec l'Angleterre, ses instances auroient, beaucoup meilleure grace, & produi, roient vraisemblablement leur effet ". L'Ambassadeur Anglois aïant présenté exactement les argumens employés par le Com-te d'Olivarez, & par les autres Commis-faires Espagnols, & Don Carlos Colonna Ministre d'Espagne, à Londres, l'aïant sé-condé en cela par un Mémoire, le Roi Charles, dans une lettre à Cottington du 7. Avril 1630. s'exprima de la manière mivante. ,, A - présent que Nous & ce: , d'établir une Paix folide & durable en-29. tre les deux couronnes, ce qui empor-29. te nécessairement la restitution du Palatinat, la grande question & la gran-de difficulté est de savoir, si c'est la 29. Paix: ou la restitution, qui doit précé-29. der, ce Roi demandant que ce soit la Pair & la restitution étant requise par an, nousinous. Par raport à l'une nous voyons ce que vous a dit le Comte d'Olivarez, & ce que Don Carlos nous a dit à nous-même; par raport à l'autre, vous aurez vû ce que nous avons à alléguer, par une dépêche de notre Sécrétaire du 21. du mois dernier; & nous ne pouvons nier que les raisons, alléguées pour faire précéder la Paix n'aient beaucoup de force; mais en pareils cas, il faut toujours faire une distinction entre la convenance, & la nécessité, & quoique nous ne puissions nous. Par raport à l'une nous voyons nécessité, & quoique nous ne puissions nier que la méthode qu'on propose de ce côté là ne s'accorde avec la convenance; nous ne pouvons pas cependant ne pas sentir combien nécessaire-ment nous sommes obligés à consulter notre honneur dans cette manière de-" procéder; c'est ce qu'on ne peut re-,, fuser de nous accorder si l'on pèse les choses avec la même impartialité que nous. C'est pourquoi sans répéter les argumens allégués de part & d'autre, les deux obstacles à une Paix entre les deux couronnes étant la pertedu Palatinat pour nos parens les plus proches, & la ligue formée avec les Provinces Unies, en conséquence de cet-

## XXII PRE'FACE

,, te querelle; puisque dans ces deux points Don Carlos nous a ouvert une forte de voye, par sa proposition sur les moyens de sortir de ces difficultés, nous n'avons pas dessein de rompre la Négociation en vous rapellant à présent, mais nous vous laissons là jusqu'à ce que nous soiions instruits des intentions du Roi d'Espagne sur ces deux points, & nous avons prié Don "Carlos de nous procurer une reponse directe sur cela, selon ce que nous vous écrivons, premièrement touchant une déclaration, de ce que le Roi se propose de faire dans la diète Impériale, à présent que cette affaire lui est remise. Nous souhaitons d'avoir cette déclaration par écrit, afin que, puisqu'on propose de ce côté - là que la Paix précède la restitution, nous soisons 93 , bien assurés de ce que ce Roi a in-, tention de faire pour procurer cette , restitution, & que nous puissions ju-, ger si ce qu'il promet est d'un poids , & d'un prix suffisant pour justifier sa , Paix de notre côté. En second lieu ,, nous souhaitons que l'affaire de la trê-, ve des Païs - bas nous foit remise par on acte formel, suivant ce que Done 22 Cara

# HISTORIQUE. LXXIII

Carlos nous a dit des intentions du Roi fon Maitre. Vous aurez compris suffisamment par nos précédentes Lettres comment nous voulons que vous menagiez cette affaire; car ou la trêve aura lieu par ce moyen, suivant le de-fir de ce Roi; ou bien si on l'offre aux conditions de la dernière trêve, nous , ferons dégagés de la ligue que nous a-, vons formée avec ces Provinces pour , ces deux causes, la restitution du Pa-", latinat, & la défense de leur liberté".

L'ambassadeur ainsi revêtu du pouvoir de continuer la Négociation, travailla à régler les conditions d'un Traité avec les Commissaires Espagnols, & aïant dresse un projet dont on convenoit de part & d'autre, il le dépêcha en Angleterre par fon Sécrétaire Mr. Arthur Hopton, avec une Lettre du 24. Août 1630. Le plan étoit en général un renouvellement du Traité précédent fait avec le Roi Jaques; mais comme on avoit inséré plu-

fin on se détermina à les rejetter tous, & Milord Dorchester prépara une dépêche datée du 27. Septembre dans laquelle les

sieurs changemens dans le projet tel qu'il venoit de Madrid, il fallut quelque tems pour les considérer en détail, mais en-

## IXXIV P R E F A C E

raisons d'adhérer au Traité de 1604. sont présentées avec beaucoup de force & de netteté. La Lettre existe encore aujourd'hui; mais comme les Articles en eux-même ne sont pas d'une nature fort in-téressante, il seroit assez inutile de l'in-férer ici. Il y eut encore quelque délay causé par les débats que notre resus d'ad-mettre aucun changement dans les Articles précédens, occasionna entre Cottington & les Commissaires Espagnols, mais enfin quand on eut donné de part & d'autre des preuves suffisantes d'habileté dans la partie polémique des Négocia-tions, ces différends peu essentiels furent terminés à la fatisfaction mutuelle; le Traité fut signé à Madrid le 5. de Novembre V. S. & proclamé à Londres le 5, de Decembre 1630. (a). Il y eut quelque transaction particulière entre les deux Rois par raport au Palatinat; mais il n'est tombé entre les mains de l'Editeur aucun écrit qui en explique la nature. Le dernier Article d'une Lettre de Cottington du 12. Novembre fait allusion à cet engagement secret qu'on peut suposer avoir été destiné plutôt à sauver l'honneur du Roi Charles, qu'à être réellement rempli.

<sup>(</sup>a) Il est imprimé dans Rushworth Vol. III.

pli. "Quand je leur dis à tous ici, é,, crit Cottington, que cette Paix ne peut
, tenir à moins qu'on ne donne fatisfac,, tion sur l'affaire du Palatinat, leur ra,, pellant que le Traité est fondé sur la
,, promesse faite à cet égard, ils avouent
,, qu'ils l'entendent tous ainsi. Mais j'en ai
,, parlé si au long dans ma Lettre à sa Ma,, jesté, que je n'ai pas besoin d'y revenir",

La correspondance étrangère sut entièrement entre les mains du Comte de Dorchester, tant qu'il vêcut, quoiqu'elle sut
partagée ensuite entre les deux Sécrétairesd'Etat. Pendant les années 1629. & 1630.
outre les Négociations avec la France &

outre les Négociations avec la France & l'Espagne, il dirigea celles du Chevalier Henri Vane en Hollande, & du Chevalier Thomas Rowe en Pologne, & dans les contrées maritimes de l'Allemagne. Le premier fut envoyé à la Haye pour expliquer aux Etats les motifs de notre Traité avec l'Espagne, & pour les sonder sur les dis-positions qu'ils pourroient avoir à s'y join-dre sous la médiation du Roi Charles. Le dernier fut envoyé en qualité de médiateur entre les Rois de Suède & de Pologne; & quand leurs différends eurent été ajustés par une trêve pour un certain nombre d'années, il résida pendant quelques mois à Dans-

Dantzick, d'où il contribua beaucoup a porter le grand Gustave Adolphe à entreprendre son expédition d'Allemagne. Ein 1631. il s'ouvrit une Scène plus animée par les rapides progrès de ce Prince dans l'Empire ; & le Roi Charles parut déterminé à le soutenir vivement, & à recouvrer le Palatinat. Dans cette vuë il aceorda une commission au Marquis d'Ha-milton pour lever & commander un corps Auxiliaire de 6000. hommes, qui débarquèrent en Poméranie au mois d'Août. Au mois de Septembre suivant, le Chevalier Henri Vane, controlleur de la Maison du Roi, fut nommé Ambassadeur extraordinaire auprès du Roi de Suede; & ses instructions l'autorisèrent à règler les condi-tions du rétablissement de l'Electeur Palatin dans ses Etats & dans ses dignités, & à offrir à sa Majesté Suédoise un certain subside par mois, de la part de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que cet ouvrage fût accompli. Ce fut un malheur pour le succès de cette affaire que le Chevalier Thomas Rowe n'eût pas été choisi pour la ménager (a). Il étoit bien connu de Gus-

<sup>(</sup>a) Rouve dans une Lettre à la Reine de Bobe-me datée de Londres 20. Novembre 1631. & qui se trouve dans une grande & précieuse collection de

tave & de son Chancelier Oxenstiern, qui avoit une confiance particulière en lui; il avoit d'ailleurs du zèle pour la cause des Protestans, & un heureux talent pour trouver des expédiens, ce qui ne pouvoit que le rendre fort agréable à un Prince aussi brave, & à un Ministre aussi sage. Vane joignit le Roi de Suède à Franckfort au mois de Janvier 163½. N. S.; mais soit saute d'habileté, soit par le désaut de ses instructions, qui le lioient trop dans la manière de négotier, il ne sut pas en état d'amener les choses à une conclusion. Milord Dorchester avec qui il étoit en correspon-dance, ne vêcut pas assez longtems pour voir la fin de cette Ambassade infructueufe. Après avoir lutté longtems contre les maux occasionnés par de fréquens retours de la pierre & de la gravelle, il mourut le 15. Fevrier 163½. âgé de cinquante-fix ans, & il fut enterré dans l'abaye de Westminster, où on a élevé un beau mo-

fes papiers qui n'ont pas été publiés, fe plaint d'avoir été suplanté par Vane dans l'Ambassade de Suède. "C'est dit - il, un hardi entreprenneur, "quoique je sâche qu'il ne bâtira pas sur les son, demens que j'ai posé. Ce coup est venu de "Vienne. sur de faux prétextes que les progrès de Suède rendroient notre Traité facile, si l'on employoit un homme qui voulût avancer la Paix, dont on me croyoit ennemi".

nument à sa Mémoire. Il fut marié deux fois; sa première semme fut Anne fille & héritière d'une partie des biens de George Gerrard Ecuyer, de laquelle il eut un fils mort en bas âge; sa seconde femme étoit fille du Chevalier Henri Glenham, & veuve de Milord Vicomte de Banning; Milord Dorchester la laissa enceinte d'une fil-

le qui ne vêcut que quelques mois.

Par tous les monumens politiques qui nous restent de ce Seigneur, il paroît qu'il fut un Ministre judicieux, sidèle, apliqué, & plus propre à son département qu'aucun de ses prédécesseurs ou de ses successeurs immédiats. Le Roi Charles lui-même qui étoit bon juge des talens de ses Ministres, avoit accoutumé de dire, comme le Chevalier P. Warwick le raporte dans ses Mémoires (a), ,, qu'il avoit deux , Sécrétaires - d'Etat Milord Dorchester, & , Milord Falkland; dont l'un étoit un hom-, me pesant en comparaison de l'autre,

, pas toujours". Les grands talens & le mé-

<sup>&</sup>amp; cependant lui plaisoit davantage, par-, ce qu'il lui raportoit toujours ses pro-

<sup>,</sup> pres pensées dans ses propres termes, , au-lieu que le dernier les mettoit en si

<sup>,,</sup> beaux habits, qu'il ne les reconnoissoit

mérite distingué de Milord Falkland sont effectivement incontestables; mais on doutera peut-être qu'il fût si propre pour le poste qu'il occupoit dans ces tems difficiles, 'si l'on réfléchit sur deux scrupules très-fâcheux qu'il ne put jamais surmonter; il ne vouloit point employer des espions ou avoir des intelligences chez les ennemis; ni intercepter des Lettres. Il est certain d'ailleurs qu'un stile simple & sans affectation est le plus propre pour les affaires; & l'on ne peut en donner une plus forte preuve que l'exemple d'un Orateur aussi éloquent que Ciceron, dont les Lettres écrites au Sénat & au peuple pendant qu'il étoit Proconsul en Cilicie, sont d'un stile tout différent de celui de ses harangues & de ses ouvrages plus ornés; il ne s'y propose que d'être clair & simple avec élégance. Telles paroissent à l'éditeur les dépêches de Milord Dorchester, où il faut reconnoître cependant quelques défauts dans la roideur & dans les circonlocutions; défauts communs à tous les écrits de ce tems-là.

Les affaires domestiques n'étoient point de son département, elles étoient administrées entièrement par le Grand - Trésorier Weston, & par l'Archevêque Laud dont les principes politiques & les caractères

Sont

font trop connus pour qu'il foit besoin d'en parler ici. Milord Dorchester tenoit la plume uniquement pour les affaires étrangères; & il fut regretté par ceux qui étoient accoutumés à recevoir les instructions du gouvernement par les mains d'un Sécrétaire-d'Etat, qui raportoit fidélement leurs services, & qui étoit incapable d'égarer les Ministres-avec qui il étoit en correspondance, ou de représenter mal leur conduite.

Nous finirons en remarquant que les matériaux d'où l'on a tiré cette Préface, sont entièrement neufs, & s'ils contiennent quelque chose d'important par raport à nos liaisons avec les Puissances étrangères, & à la conduite de nos Ministres au dehors, ils serviront à montrer combien peu l'on doit compter sur les récits ordinaires de ces Négociations; quel usage on peut faire de plusieurs collections Manuscrites qui se trouvent dans ce Royaume, auxquelles on n'a point touché; & qui sont ensévelies dans la poussière & dans l'obfcurité par l'ignorance ou la négligence des propriétaires. On verra enfin par-là com-bien est mal fondé le jugement de quelques Lecteurs superficiels, qui traitent ces monumens autentiques avec mépris, parce qu'ils n'ont pas l'esprit de les confulter, ou l'art de féparer le métal de la matière étrangère qui l'envelope.

LETl'envelope.



# LETTRES MEMOIRES

# NEGOCIATIONS

# CHEVALIER CARLETON,

Ambassadeur ordinaire de Jacques II. Roi d'Angleterre, &c. auprès des ETATS GENERAUX des Provinces-Unies.

### INSTRUCTIONS

Pour notre fidèle & bien-aimé Dudley CARLETON, Chevalier, notre Ambassadeur ordinaire auprès des Etats des Provinces - Unies.

JAQUES ROI, DESTIANT résolu de vous envoyer 1616. auprès des Etats des Provinces Unies, nos anciens Alliés & très chers Amis, pour y résider en qualité de notre Ambassadeur ordinaire, emploi pour lequel nous avons fait choix de votre personne, soit Tom. I.

à cause de la confiance que nous avons en votre fidélité, & votre affection pour notre fervice, soit à cause de l'expérience que nous avons faite de votre capacité & de votre habileté dans les autres fonctions dont nous vous avons chargé, nous avons trouvé bon de vous donner les instructions suivantes, pour diriger d'autant mieux & d'autant plus surement votre conduite dans tout le cours de votre négotiation.

Premièrement vous devez favoir que dans le poste où vous allez servir vous avez un double caractère, celui de notre Ambassadeur résident auprès des ETATS GE'NE'RAUX de cos Provinces, & celui de notre Conseiller dans le Conseil d'Etat, laquelle dernière qualité vous avez en vertu d'un ancien Traité fait entre nos couronnes & ces Provinces l'an 1585.

A votre arrivée à la Haye en Hollande, lieu de la résidence ordinaire des ETATS GE'-NE'RAUX, vous demanderez audience auflicôt que vous le pourrez du Président des Etats qui fera alors de semaine; vous lui remettrez vos lettres de créance dans leur Assemblée publique; & après qu'elles auront été lues en public, selon leur usage, vous pourrez les haranguer pour leur réprésenter & leur faire bien connoître la sureté de l'amitié qui a longtems subsisté entre nos couronnes & leurs Provinces, laquelle, comme ils reconnoissent avec gratitude combien elle a été avantageuse au maintien & à la subsistance de leur Etat, & combien elle a servi à leur prospérité, nous de notre côté nous leur rapellons avec satisfaction: Vous leur direz qu'afin que cette amiamitié & cette alliance puissent être mainte 1616. nues perpétuellement, & s'accroître chaque iour, non sealement pour notre avantage partieulier, mais pour le bien public de la chrétienté en général, nous avons fait choix de vous comme de la personne la plus propre pour rélider auprès d'eux, comme notre Ambassadeur ordinaire, & comme notre Conseiller dans leur Conseil d'Etat. Vous, pouvez leur faire connoî re combien nous faisons cas de leur amitié & de leur alliance, & l'ordre que vous avez reçu de nous d'employer vos soins & votre industrie pour la continuer, la conserver & l'affermir par toutes sortes de bons offices.

Et comme il ne se trouvera rien de norre côté qui puisse affoiblir ou interrompre l'amitié contractée entre nous & eux, ainsi nous nous attendons à recevoir d'eux en échange toures sortes d'offices de bonne volonté, & de civilité soit par raport à l'honneur de notre personne, soit dans ce qui concerne l'avantage ou la satisfaction de nos sujets. Et quoique nous ayons aussi bien qu'eux, plusieurs. autres amis & alliés que par raison d'Etat nous & eux cultivons & ménageons, cependant la conformité de Religion, qu'il y a entr'eux & nous est un lien de notre étroite union, & un gage de la confiance avec laquelle nous pouvons sans jalousie & sans désiance nous reposer sur l'amitié les uns des autres.

Enfin vous ne négligerez pas de vous insinuër dans leur faveur, & dans leur estime, & leur déclarant combien vous serez empressé & disposé à leur rendre tous les meilleurs

A 2

offi-

1616. offices qui dépendront de vous, & vous les assurerez que tous vos essorts & vos desseins ne tendront qu'à maintenir l'union & la bonne intelligence qui ont subsisté rendant tant d'années entre nos Royaumes & leurs Provinces.

Vous aurez pareillement des Lettres pour notre cousin le Comte MAURICE. pouvez l'affurer de notre amour & de notre faveur, & de la continuation de notre affec. tion pour le bien être de ces Provinces, à la conservation & à la prospérité desquelles il a un si grand intérêt, de quoi jusqu'ici en toute occasion nous avens été prêts à donner d'amples & grands témoignages; en sorte que toutes les fois que cet Etat aura occasion de faire usage de notre faveur, ou des services de nos sujets, nous serons connoître à la sa. ce de l'Univers, combien nous faisons cas de son amitié, & combien nous avons à cœur

son bonheur & sa félicité.

Vous demanderez ensuite audience au Conseil d'Etat; & après avoir délivré vos lettres de créance vous pouvez dire que la place que nous avons dans cette Assemblée aïant été longtems vacante, yous êtes envoyé pour la remplir. Vous les prierez de vous recevoir dans leurs corps, & de vous regarder comme un Membre de cette Société: saveur que vous travaillerez à mériter par vos efforts affidus & fidèles pour l'avancement de l'honneur de leur service & pour la prospérité de leurs affaires. Avant qu'ils vous reçoivent & qu'ils vous donnent séance dans leur Assemblée, les ETATS GE'NE'RAUX vous présenterent un serment qui a été prêté par tous vos prédécesfeurs,

feurs, & qu'ainsi vous ne devez pas refuser. 1616.

Jusqu'ici vous êtes instruit de la manière dont vous devez-vous comporter par raport au cérémoniel. Pour les matières plus importantes qui peuvent concerner votre emploi, quoique vous deviez recevoir de tems en tems des directions de notre part, suivant les circonstances qui se présenteront; cependant par provision, en voici qui peuvent servir de sondement sur lequel vous pouvez régler votre jugement dans toute votre négotia-

vir de fondement sur lequel vous pouvez régler votre jugement dans toute votre négotiation. Vous n'êtes pas assez peu instruit des affaires de ce païs-là, quoique vous ayez vêcu dans un lieu plus éloigné, pour ignorer que les Etats des Provinces Unies surprirent, il y a près de deux ans, la Citadelle & la Ville de Juliers, & que sous ce prétexte l'Archiduc envoya une puissante armée pour envahir ce païs, sous la conduite de Spinola, qui ne trouvant aucun ennemi en état de lui faire tête s'empara des principales places, dans le païs de Cléves & de Juliers.

Prévoyant que si ces différens n'étoient

Prévoyant que si ces différens n'étoient promptement accommodés, la guerre pourroit éclater de nouveau entre les Archiducs & les États, & troubler le repos de la Chrétienté, nous trouvâmes à propos d'envoyer un Ambassadeur extraordinaire aux États Ge'-Ne'raux, pour les porter à entendre raison, & pour servir de médiateur entr'eux & les Archiducs, afin que les places possédées dans les Païs de Cléves & de Juliers par leurs troupes respectives sussens des deux Princes de Brandehourg & de Neu-bourg. Sur cela il y eut à Zanten dans le Païs-

A

1616, de Clèves une Assemblée de toutes les parties intéressées dans cette cause, & l'on conclut enfin un traité, dont l'exécution a été éludée jusqu'ici par des disputes inutiles, de la part tantôt d'un parti, tantôt de l'autre. Vous pouvez voir combien de soins & de peines nous avons bien voulu prendre nous. même dans cette affaire, par les ouvertures, les articles & les propositions que nous avons écrites de notre propre main, & qui aïant été dressées avec des intentions droites, selon la raison & l'équité, sans aucune partialiré pour l'un des partis, auroient dû avoir assez de poids, & trouver assez de crédit, pour engager toutes les parties à faire la paix, & à restituer les places qu'elles possédent encore par usurpation. Cependant enfin nous obtim. mes des Archiducs qu'ils consentiroient à restituer les places qu'ils tenoient, de manière que le formulaire qu'ils prescrivoient sut indéfini, & que l'on omit notre nom & celui du Roi de France, qui avoient été insérés dans le précédent. Nous, par le zèle que nous avons pour établir la paix dans ces contrées, comptant sur le crédit que nous devoit donner notre amitié avec les Etats, en aïant premièrement parlé à leur Ambassadeur, le Sieur Noel Caron, résident auprès de nous, nous entreprimes de faire accepter aux Etats le formulaire que les Archiducs avoient concu, & pour les persuader d'autant mieux, nous offrimes notre garantie pour la fidèle observation du Traité de Zanten. Quoique nous ne puissions pas dire que les Etats ayent refusé positivement d'accepter le formulaire des Archiducs, & l'offre que nous leur faisons, ce-1616. pendant d'un autre côté nous ne favons par quel scrupule ils ne l'acceptent pas; ce qui fait que le Traité de Zanten n'est point exécuté, à la désolation & à la ruine entières du pauvre Païs de Cléves & de Juliers.

Notre bon plaisir est donc, qu'aussicôt que vous serez fixé à la Have, après avoir premièrement sondé les dispositions du Comte Maurice, de Mr. Barnevelt, & des principaux de votre Assemblée du Conseil d'Etat, vous demandiez audience à l'Assemblée des E-TATS GE'NE RAUX; là après leur avoir réprésenté combien nous avons à cœur la paix de l'Europe, le zèle que nous avons pour leur prospérité, & l'intérêt que nous prenons à leur honneur, qui, comme vous pouvez le leur dire franchement, fouffre beaucoup dans l'opinion du monde, parce qu'ils retiennent ces places qu'ils savent appartenir de droit à d'autres Princes, vous les exhorterez en notre nom à mettre sin à ces troubles, & à ces différens, & à accepter le formulaire présenté par les Archiducs, & l'offre que nous leur avons faite de notre garantie pour l'exécution du Traité de Zanten; & vous pouvez leur déclarer en termes doux & modestes, que si par leur refus, la paix dont ils jouissent à présent vient à être troublée, ils ne peuvent s'en prendre qu'à ce qu'ils persistent dans leur sentiment, ce qui pourroit leur attirer des troubles, & des embarras dont l'appui de leurs amis ne pourra les tirer. Vous pouvez aussi toucher en passant la dernière expédition du Comte HENRI dans le Païs de Ravensbergh, & leur AA mon1616. montrer combien de mauvaises humeurs ils engendrent par leurs violences pour se mettre en possession de ces places neutres, quoique, comme ils le prétendent, de l'aveu de l'Electeur de Brandebourg; ce qui aigrit les esprits de leurs adversaires au point qu'ils ne s'adouciront jamais jusqu'à ce qu'ils se soient vangez amplement.

Vous recevrez par écrit la réponse qu'ils vous feront; & selon que le demandera le bien de notre service vous recevrez de nouvelles instructions. Vous conférerez là-dessus avec l'Ambassadeur de France, résident à la Haye, avec lequel, comme avec les autres Ministres de nos amis & alliés, notre bon plaisir est que vous viviez en bonne intelligence. Vous le sonderez sur les dispositions du Roi son Maître par raport à la fin de ces différens au sujet de la restitution de toutes les places de part & d'autre, & vous verrez s'il est chargé de laisser omettre le nom du Roi son Maître dans le formulaire, & s'il voudra joindre sa garantie à la notre pour la fidèle & sincère exécution du Traité de Zanten.

Outre les intérêts que nous avons en commun avec les Etats, en vertu de notre alliance, & de notre amitié mutuelle, il y a un article particulier, c'est que nous entretenons deux garnisons dans leurs principales Provinces. l'une à Flessingue en Zélande, l'autre à la Brille en Hellande: selon que l'occasion s'en présentera, soit sur nos propres instructions, soit sur les avis des Gouverneurs que nous tenons dans ces Villes, vous presserz les Généraux & le Conseil d'Etat, où ces sortes d'affaires se traitent ordinairement de sai-

re réparer les fortifications de nos Villes de 1616. fureté, de faire que les officiers & les soldats foient bien traités, & que nos conventions rouchant ces Villes soient duement & juste. ment observées dans tous les points. Et comme nous avons jusqu'à 200. Compagnies de nos sujets au service des Exats, nous ne pouvons que nous intéresser à leur bien : c'est pourquoi nous les recommandons à vos foins & à votre protection, & nous vous chargeons de les aflister par votre appui dans toutes leurs causes & leurs prétensions légitimes, & de les défendre par votre crédit contre tout trairement injurieux, & toute oppression. Et comme les Etats sont engagés par traité & par une obligation spéciale, à nous payer pendant le tems de la trêve la somme de quarante-mile pièces par an aux fêtes de l'annonciation, & de St. Michel, dans lequel païement nous les avons trouvez jusqu'ici lents & tardifs, quoique tempus interpellat pro bomine; cependant vous les avertirez civilement, & modestement, d'observer plus ponctuellement les jours du payement, car qui tardius folvit, minus folvit.

Il y a eu en dernier lieu en Hollande de violentes contestations entre les Villes au su-jet de la Religion, & nous craignons qu'elles ne soient plutôt assoupies pour un tems, qu'éteintes & étoussées. Si donc elles venoient malheureusement à se rallumer, pendant que vous êtes là, vous n'oublierez pas que vous êtes le Ministre d'un Mastre, que Dieu a sait le seul Protecteur de sa Religion. C'est pourquoi outre l'assistance que nous souhai-

dans vos conférences à ceux qui professent le véritable Evangile, vous pouvez réprésenter combien la désense de ces opinions erronées est injurieuse à la Majesté de Dieu, déplaisance à nous leur très cher ami, & deshonorante pour le gouvernement de leur état.

Il y a environ deux ans qu'il s'éleva entre la compagnie de nos Marchands de Moscovie, & les Marchands d'Amsterdam, un grand différent touchant la navigation de Groenlande, & la pêche de la baleine dans ces contrées. Nous fouhaitons qu'il y ait une parfaite intelligence entre nos sujets & les leurs, comme entre nos Couronnes & leurs Provinces. Ainsi toutes les sois que la conversation tombera sur ce sujet, soit en public, soit en particulier, your pouvez dire hardiment que quand cette question fut agitée devant les Seigneurs du Conseil, entre le Sieur Noel Caron, & le Gouverneur de notre Compagnie de Moscovie, il fut prouvé évidemment & sans replique que nos sujets avoient découvert les premiers cette navigation, & cette pêche; qu'ils s'étoient mis en possession de cette lle en particulier, &qu'ils y avoient planté & élevé notre étendart, pour signifier & notifier par là au monde la propriété à laquelle nous prétendons, laquelle nos sujets s'étant apropriée à eux-même par leur industrie, ils n'ont pas trouvé raisonnable qu'on les forçat à partager avec d'autres les fruits de leurs travaux. Vous pouvez dire que nous nous fommes toujours montrés disposés, dans tout le cours de notre conduite, à conserver

la bonne intelligence qu'il y a entre nos Cou. 1616; ronnes & leurs Provinces, mais sans faire tort à notre honneur, que nous serons toujours foigneux de conserver, & que nous ne pouvons négliger le bien être & la prospérité de

nos fidèles & bien aimés sujets.

Il y a eu entre notre frère le Roi de Dannemark & les Etats, quelques différens qui quoiqu'assoupis ont laissé des restes d'amertumes dans les esprits de part & d'autre: nous fouhairons que dans l'occasion vous travailliez à les adoucir, plutôt cependant aliud agendo. que dedita opera, & que s'il est possible vous établissiez entr'eux une bonne intelligence.

Les Princes de la Religion en Allemagne, nommément notre cher fils l'Electeur Palatin, comme Directeur de cette Union, aus ront souvent occasion de traiter avec les Etats, & d'y envoyer leurs Ambassadeurs, que nous vous chargeons de traiter civilement, comme Ministres de nos bons amis, & d'asfister de vos conseils & de vos bons avis pour qu'ils puissent expédier plus promptement & plus heureusement leurs affaires.

L'année dernière l'Electeur Palatin notre fils, au nom des Princes d'Allemagne, comme Directeur de l'union, sit une ligue offenfive avec les Etats des Provinces Unies, pour l'espace de quinze ans, laquelle les Princes de l'union craignant de s'embarquer dans une guerre firent difficulté d'avouer, parce qu'elle est de sept ans plus longue que la trêve que les Etats ont faite avec le Roi d'Espagne & les Archiducs. Là-deffus l'Electeur a offert, pour montrer d'autant mieux sa droiture, A 6

2616. d'entrer dans une ligue à part avec les Etats, & il nous a demandé pour cela la faveur de notre médiation par des Lettres que nous avons reçues de lui. Si donc durant le temsde votre réfidence auprès des Etats, quelqu'un des Ministres de notre dit sils négocioit cette affaire avec eux, nous vous chargeons de les aider de votre mieux, & de vous servir de notre nom auprès des Etats pour avancer cetre affaire; & vous pouvez leur dire, qu'elle fera tout à la fois honorable pour leurs Provinces, & fort agréable pour nous, & qu'elle entrainera ensin les autres Princes de l'Union dans la désense de la cause.

Jusqu'ici nous avons défendu notre cousin le Comte de Frise que notre protection a conservé dans ses états contre les entreprises et les pratiques de la Ville d'Embden; c'est pourquoi nous vous chargeons, si quelques-uns de ses Ministres s'addressent à vous, de les servir par des voyes légitimes dans leurs

instes causes.

Vous en ferez autant par raport aux affaires du Duc de Savoye & du Comte d'Oldenbourgh, felon que vous en serez requis par

eux ou par leurs Ministres.

Nous aprenons que notre neveu le Duc de Brunswick, & la Ville de même nom; ont fait des réprésentations à quelques uns de nos Ministres pour soumettre à notre arbitrage, & à celui de notre stère le Roi de Dannemark la décision de tous les différens qui ont été longtems entr'eux. C'est pourquoi nous souhairons, pour l'accomplissement d'une si bonne œuvre, que si vous en êtes requis par

13

le Roi de Dannemark, ou apellé par le Duc 1616, notre neveu, vous vous transportiez dans ce Païs, & que vous fassiez tous vos efforts, par notre médiation, pour établir une paix solide & assurée entre le dit Duc & la Ville.

Enfin vous aurez aussi des correspondances avec tous nos Ministres dans le dehors, & nommément avec nos agens résidens auprès des Princes possessers de Cléves & de Juliers, pour être d'autant mieux instruit de la fuite des affaires, ce qui vous dirigera & vous servira d'une plus grande sureté dans toutes vos négotiations publiques ou particulières.

Whitehall le 6. Janvier

1618. (a) RAOUL WINWOOD.

Lettres de créance du Roi pour le Chevalier Dudley Carleton aux Etats Généraux.

Lettre du Roi au Conseil d'Etat pour les prier de recevoir CARLETON dans leur Assemblée.

Lettre du Roi au Prince Maurice, pour lui notifier que Carleton est envoyé en Ambassade auprès des Etats Généraux.

LETTRE du Sécrétaire Winwood aus Chevalier Dudley Carleton.

Monsieur,

Vous apprendrez par le raport de cette per-

(a): C'est-à dire, 1616: suivant la nouvelle manière de compter.

AZ

#### 14 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

foi fonne la cause de son voyage subit, qui est si je ne me trompe de metrre les Etats au fait du différent de ses Maîtres (a) avec les Uscoques, soutenus par la maison d'Autriche: sa Majesté vous charge de faire, ce que sans ce-la votre propre jugement vous auroit dicté, de donner toute sorte d'apui & de secours à cette personne, ainsi je laisse ce sujet. Le Chevalier H. Fanshau étant aux affises est tombé en apoplexie, pendant qu'il dinoit avec les juges, malheur dont personne n'est plus affligé que moi. Mes obéissances à votre épouse, & croyez que je suis

St. Bartelemi 11. Mars

Votre constant ami,
R. WINWOOD.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire-Winwood.

Monsieur,

Quoique j'aye usé de toute la diligence possible en venant ici, & après mon arrivée, pour obtenir ma première audience, il s'est passé bien du tems avant que je pusse faire savoir à sa Majesté que je suis établi ici à son fervice; les vents contraires m'aïant retenu longtems dans mon passe; d'ailleurs l'absence de la plupart des Membres des Etats Ge-Neraux à l'occasion de leurs contributions annuelles, & la maladie de Mr. Barnevelt, causent pour ainsi dire un calme mortel dans cet-

(a) Des Vénitiens.

<sup>(</sup>b) 10. Mars aux Affiles de Hertford, Camden Annales du R. Jaquesl, p. 17.

cette Cour. A présent on attend tous les jours 1616. les premiers de leurs différentes Provinces, & l'autre aïant surmonté la furie d'une sièvre aigue qui a mis sa vie en danger, sortira aussicôt qu'il aura recouvré des forces. Ainsi quand ils seront assemblés, je proposerai les choses dont je suis chargé par les instructions de Sa Majesté; ce qui sera plus de saison alors qu'il ne le seroit à présent, qu'à cause de son abfence, & de leur petit nombre, on peut dire qu'ils n'ont ni ame, ni corps. En attendant j'ai expédié le cérémoniel de ma place, m'étant présenté le 20. de ce mois à un petit nombre des députés aux Etats Ge'ne Raux qui réprésentent le reste; & hier je fus admis dans leur Conseil d'Etat avec les formalités accoutumées. Dans l'une & l'autre de ces Assemblées j'ai fait les discours dont je joins ici les copies, & j'ai reçu des réponses convenables à l'un & à l'autre; c'étoit d'amples affurances de reconnoissance pour la grande & continuelle faveur de Sa Majesté, envers leur Etat, avec une déclaration de leur fidèle attache. ment pour elle, & l'approbation du choix qu'il lui a plu de faire de moi pour son Ministre, me priant de leur rendre tous les bons offices qui dépendront de moi, soit auprès de Sa Majesté, soit autrement pour le bien de leur Erat. J'ai été défrayé par les Etats depuis le 14. de ce mois que je vins ici, étant arrivé le même jour à Rotterdam. A mon entrée au Conseil d'Etat, je 'es ai priez de s'épargner désormais cet embarres & cette dépeule. Je sus visité par le Comte MAURICE le lendemain de mon arrivée, & le jour mêI616. me de ma première audience, je lui remis la Lettre de Sa Majesté, & lui parlai, comme j'en avois ordre dans mes instructions, ce qu'il reçut avec beaucoup de reconnoissance, & de protestation de dévouement pour sa Majesté. Mr. BARNEVELT étant revenu le 17. de ce mois d'un voyage qu'il avoit fait pour le mariage du jeune Comte de Brederode, où il a gagné sa maladie par quelque dérangement, vint me voir le jour suivant, & s'é. tendit beaucoup fur les anciennes obligations qu'a cer Etat à sa Majesté, lui attribuant leur subsistance après Dieu, & rémoignant qu'ils n'en pourroient espérer la conservation, si sa faveur Royale venoit à leur manquer. Je lui donnai les assurances convenables à ce sujer, & j'en reçus de très fortes de son empresse. ment pour tout ce qui pourroit concerner le fervice de sa Majesté. J'ai été visité aussi par d'autres Membres des Etats Ge'ne RAUX, & du Conseil d'Etat, comme députés de la part de leurs corps, & entr'autres par ceux pour qui vous m'avez donné des Lettres particulières, excepté seulement le Sécrétaire Huygens qui est re enu chez lui par la goute.

Le Sécrétaire de Venise, par qui j'ai reçu votre Lettre du 10. de ce mois, arriva ici le 21. Hier il eut audience des ETATS GE'NE": RAUX, à qui il expliqua l'état des affaires entre ses Maîtres & les Uscoques, & comment il en étoit né une quérelle avec la Maison d'Autriche, racontant les négociations & les hostilités qu'il y avoit eu à cette occasion, & se contentant de raporter simplement les faits, sans faire aucune sollicitation ni aucune demande. Il a trouvé très-froide la ré- 1616. ponse qu'on lui a faite, parce qu'elle est courte & conçue en termes généraux; cependant fa commission ne demandant point de réponfe, je ne vois pas ce qu'il pouvoit attendre de plus. Mais le même jour deux-Membres des ETATS GE'NE'RAUX, l'un de Gueldres, l'autre de Zélande, s'étant invité à dîner avec lui dans son auberge, où il est défrayé, se sont ouvert davantage par voye de discours familier, lui montrant qu'il étoit très-vraisemblable que cet Etat seroit disposé à entrer dans une ligue ou une confédération avec la République de Venise, en cas qu'on la proposat; à quoi le Sécrétaire répondit qu'il n'avoit point de commission, mais qu'il en écriroit à Venise. Il a eu une semblable audience du Comie Maurice, & je l'ai assisté autant que je l'ai pû.

Hier je reçus votre Lettre du 22. de ce mois en faveor de Mr. Thomas Boothby, Marchand de Londres. J'ai confeillé à ion folliciteur d'artendre pour remettre la Lettre de fa Majesté, que Mr. Barnevell puisse fortir, parce qu'il est le mieux instrait de l'affaire. & le plus en état de procurer une satisfaction. En attendant, s'il en est besoin je tâcherai de faire arrêter à Rotterdam Moy Lambert qui se prépare à un nouveau voyage, & je donnerai aux parties intéresses tout.

le secours qui dépendra de moi.

On est fort étonné ici par des avis venus subitement du Comte Ernest de Nassau, dans une Lettre du 5. Avril (a) datée d'Arn-

<sup>(</sup>a) C'est-à-dire, N. S.

1616, bem, qui sur la foi de quelques Lettres du 4. écrites de Meurs & d'autres places voilines, annonce que les troupes de l'Archiduc ont passé le Rbin, au nombre de 7000. hommes de piéd, & de 1500, chevaux; qu'ils ont tiré de Wésel dix pièces d'artillerie, avec toutes fortes de munitions; que cinq de ces pièces font si grandes, que chacune est traînée par 25. chevaux, le tout sous le commandement du Comte Henri van den Berg, en attendant que le Marquis de Spinola, vienne de Brusselles. La voix commune est qu'ils vont s'emparer de Zoest, Lipstadt, & Dourtmondt, & d'autres Villes & Places qui sont encore Neutres dans le Duché de Bergb, & dans le Comté de la Marck: mais on ne juge pas que ces places soient assez importantes pour qu'on eut fait de si grands préparatifs, s'il ne s'agissoit d'autre chose; ce qui fait juger qu'ils sont destinés plutôt, ou contre Embden, sur la. quelle les E/pagnols ont toujours eu des vues, & avant, & pendant la guerre; ou contre Bréme, pour appurer les prétensions de l'Evêque de Cologne. Les Etats sont bien éloignés de craindre quelque danger pour eux même; cependant à tout événement ils ont renforcé leurs garnisons d'Emerick, & de Rees, y sai-sant porter de la poudre & toutes sortes de munition, avec ordre à leurs troupes soit à piéd, soit à cheval, d'être prêtes à marcher au premier ordre. Quelles que soient les vues de l'autre côté, on croît que la prise de Burdo, dont vous avez eu la nouvelle, & le voyage de Brunswick, les ont engagés à entreprendre aussi quelque chose pour l'honneur de leurs

leurs armes, quoique dans un tems peu favo. 1616. rable, pour les marches, ou pour les fourages.

En l'absence du Prince de Brandebourg, (qui est allé il y a environ un mois avec une escorte de chevaux des Etats, auprès de l'Electeur son père, & qui se propose de retourner dans six semaines à la Cour de l'Electeur Palatin) son Conseil a écrit ici de Cléves, à l'occasion des mouvemens des troupes de l'Archiduc, priant cet Etat de veiller à la protec-

tion de ses Maîtres.

Le jour avant mon arrivée ici on trouva par hazard dans la Cour, sous un tas d'ordures qui y est ordinairement, le corps d'un homme affassiné avec deux blessures dans le cœur. Il avoit avec ses habits, son chapeau & son manteau, & une bague de prix au doigr. On reconnut d'abord que c'étoir un jouailler d'Amsterdam, nommé VAN WEE-LEN, que les Etats avoient sait venir ici à l'occasion des mariages du Comte de BREDE-RODE, & du Comte HENRI, à qui ils ont fait des présens. Ce jouaillier étoit venu avec des bijoux pour la valeur de 10000. livr. sterl. qui lui ont tous été volés. On n'a point déconvert encore, ni ceux qui ont fait le coup, ni ce que font devenus les bijoux. Trois jours avant que cet homme fut trouvé mort, il avoit été au matin de bonne heure chez Mr. BARNEVELT, chez qui il devoit retourner l'après midi à 5. heures; il n'y alla point, & dès-lors on ne le vit plus dans son logement; de forte qu'on conjecture qu'il avoit été as-sassiné ce jour la, deux jours avant qu'on trouvât son cadayre. Les soupçons tombent

1616. principalement fur les maisons qui joignent la place ou le cadavre a été trouvé, & les parens du mort sont très-mécontens de ce qu'on ne fait pas des perquisitions plus exactes dans ces maisons, ou dans les autres de la cour, quoiqu'on ne néglige rien d'ailleurs pour découvrir les Auteurs du crime, par des proclamations, des recherches & des enquêtes.

Je vous écris les particularités de cet accident, quoiqu'elles ne concernent qu'un particulier, parce que chez les Archiducs on en fait un sujet de scandale public dont on sait retentir les chaires. & la place publique. Je ne sais de quoi je dois vous demander le plus de pardon, ou de mon long silence, ou de ma longue lettre; mais je vous supplie de me continuer votre faveur accoutumée, en excusant mes fautes auprès de sa Majesté, dans l'espérance qu'avec plus de pratique de la langue dans laquelle je traite, (quoique je sois depuis lengtems hors d'usage de la parler) & avec la connoissance de leurs affaires que l'expérien. ce me donnera, je pourrai en quelque forte répondre à la grace que vous m'avez faite de me recommander. J'en ai déjà gouté les fruits en Angleterre, & j'en trouve ici les bons effets, par les impressions favorables que vous avez laissées dans cette place. le dois vous en témoigner ma juste reconnoisfance; & je vous assure que je serai toujours, comme j'y suis obligé,

La Haye ce 29 Mars

Votre très fidèle, & trèsdevoué Serviteur,

Dudley Carleton.

Discours en François de CARLETON aux 1616. Etats Généraux à sa première audience.

Discours en François pour être admis, & pour prendre place au Conseil d'Etat.

LETTRE du 4. Avril, envoyée par le Chevalier Dupley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par l'Enseigne du Capitaine VERE.

## Monsieur,

Comme Mr. BARNEVELT ne fort pas encore depuis sa dernière maladie, & que le Comte Maurice, qui prend des remèdes a aussi gardé la maison cette semaine, je ne suis pas plus avancé en matière de négociation que quand je vous écrivis d'ici le 29. Mars. Par raport aux nouvelles de ces quartiers, voici les avis qu'on a reçus depuis lors. Stuckenburgh, Gouverneur de Grave, qui est Sergeant Major Général de la Cavalerie de cet Etat, revenant de conduire le Prince de Brandebourg en Allemagne, & aprenant la marche des troupes de l'Archiduc, envoya huit de ses Cavaliers avec son Lieutenant à Znest, pour en prendre possession au nom des Etats. Les habitans les aïant reçus, le Comte Henri van den Berg marcha avec du canon le 8. de ce mois, contre la place, qui répondit au premier coup par cinq ou fix autres des remparts, mais qui se rendit la même nuit, & reçut une garnison de 200. Espagnols. Oa ne dit pas les conditions, ni ce que sont devenus les hommes de Stuckenburh. Le Com22

1616. Comte Henri a marché vers Lipstadt, ou Stuckenburgh est en personne, mais la pla-ce n'est pas tenable; & il est vraisemblable qu'elle a déjà subi le même sort que l'autre. Le Comre Henri & Stuckenburgh eurent devant Zoest une longue conférence dans laquelle le Comte demanda à celui-ci en vertu de quelle commission il s'emparoit de ces places, à quoi il ne put donner de réponse: sur cela le Comte lui montra une commission, & lui dit (ce que Stuckenburgh crut sur sa parole, ne pouvant pas la lire) qu'elle l'autorisoit à s'emparer de ces places quand même les troupes des Etats y seroient entrées auparavant par ordre de leurs Maîtres. Le jour après que la place fut rendue, il y arriva une commission du Comte Maurice, qui fut dépêchée d'ici en diligence sur la première nouvelle de la marche des ennemis, on en a envoyé une pareille à Lipstadt, mais on craint qu'elle n'arrive trop tard, on qu'on n'y ait aucun égard. Tous les avis s'accordent à dire que l'ennemi marchera de là à Hildesbeim, siège Episcopal, possédé par le Duc de Brunswick, mais revendiqué par l'Electeur de Cologne, qui armé par l'autorité de l'Empereur, est, dit-on, en personne avec les troupes de l'Archiduc. Il n'y a rien dans tout ce district d'assez fort pour faire résistance.

A mesure qu'il se présentera quelque autrechose, je prendrai la liberté de vous en instruire en particulier, quand il y aura des occasions pour envoyer mes Lettres. Pour le

présent je suis humblement, &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par le Lieutenant Turner. Avril 5. 1616.

Monsieur,

Par ma dernière Lettre du 4, je vous don- 1616. nai avis de la prise de Zoest, par le Comte Henri van den Berg. On a apris depuis que Lipstadt avoit eu le même sort, quoiquelle ait essuyé plus de coups de canon que l'autre avant que de se rendre. Les habitans de Zoest immédiatement après le départ du Comre Henri pour Lipstadt, desarmèrent les 200. Espagnols qu'il y avoit laissés, mais à fon retour il leur a fait rendre leurs armes, & a augmenté la garnison jusqu'au nombre de 700. hommes, en joignant aux Espagnols des foldats d'autres nations. Il a laisse 500, hommes à Lipstadt, & l'on dit qu'il est rerourné à présent avec ses troupes vers le Rhin. On se plaint beaucoup ici de ces entreprises, parce que ces deux places avoient fait des Traités de Neutralité avec le Comte Maurice. & avec le Marquis de Spinola; comme aussi avec les deux Princes de Brandebourg & de Neubourg, & on pense à présent à entrer en campagne pour prévenir toute nouvelle entreprise. À cette occasion le Conseil d'Etat a été apellé hier & avant hier devant les Erats Généraux; mais on a différé de prendre une résoulution jusqu'à ce qu'à l'arrivée du Comte Ernest, qui vient d'Arnhem, & de Stuckenburgh, qui étoit sur les lieux à l'approche des troupes de l'Archiduc. On compte

1616. de pouvoir former un jugement plus affuré, fur leur rélation. Le Comte Maurice, & Mr. Barnevelt ont été tous deux au Confeil avjourd'hui, c'est la première fortie de l'ûn depuis ses remèdes, & de l'autre depuis sa maladie. Ainsi je ne différerai pas plus longtems à exécuter les ordres de sa Majesté. Je suis humblement &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood. Avril 11. 1616.

Monsieur,

Ma première dépêche d'ici envoyée par le Courier Herman, étoit du 24. du mois dernier; & depuis je vous ai écrit le 4. par un Enfeigne du Capitaine Vere, & le 6. par le

Lieutenant Turner.

Ce fut hier pour la première fois que je pus parler en pleine Assemblée des Etats Ge-Ne'raux, ceux de Hollande, aïant été absens jusqu'alors pour leurs affaires particulières. J'y ai parlé autant que ma mémoire & ma capacité ont pu me le permettre de la manière la plus conforme aux instructions verbales de sa Majesté, & à celles que j'ai reçues de vous par écrit je vous envoye la copie de mon discours, pour que vous ayés la bonté de le communiquer à sa Majesté.

Deux jours auparavant je parlai en particulier à Mr. Barnevellt dans le même fens, touchant Vorstius, & le formulaire des Archiducs; il ne répondit pas grand chose sur le premier article, il dit seulement qu'il avoit apris du Sieur Noel Caron, que sa Majesté jesté n'approuvoit pas un Livre, écrit par 1616. Vorstius, en réponse à Stade, & qu'il souhaitoit d'avoir une note des objections qu'on faisoit contre ce Livre, je la lui envoyai le lendemain, selon celle que j'avois reçue d'An. gleterre, par l'ordre de sa Majesté, de la part de Milord, Evêque de Bath.

Sur l'article du formulaire, il discourut fort longtems, reprenant usque ab ovo tout le fil de la négociation, & s'en prenant aux Ministres du Roi d'Espagne, de ce que le Traité de Zanten n'avoit pas été mis en exécution.

Touchant le dernier formulaire proposé par les Archiducs, sur ce qu'il ne renvoye point au Traité de Zanten, & qu'on n'y nomme point sa Majesté, ni le Roi de France, il dit que cet Etat faisoit scrupule de l'admettre. craignant qu'aussitôt qu'ils auroient abandonné ce qu'ils possédoient à présent dans le Païs de Cléves & de Juliers, on ne saisit tout le Païs au nom de l'Empereur; & qu'il pensoit qu'alors sa Majesté seroit la première à les blâmer, eux qui après l'expérience qu'ils avoient faite plus qu'aucun autre Prince ou aucun Etat, des procédés frauduleux des Espagnols, devoient être plus fur leurs gardes que les autres contre le danger; ajoutant de plus, que si le Païs étoit une fois possédé par les Espagnols sous le nom de l'Empereur, il doutoit que sa Majesté voulut s'engager dans une guerre pour le recouvrer; comme aussi que cet Etat consentit à supporter les charges & les frais nécessaires pour ravoir à grand peine, en vertu du droit, & par l'usage d'un tiers, un Païs qu'on rendroit alors si facile-Tom. I. ment 1616, ment en acceptant le formulaire. C'étoit pour cela, disoit-il, que les Etats avoient différé de répondre à sa Majesté, ne voulant pas donner un refus à un Prince à qui ils doivent tant de respect; & il pensoit que la proposition seroit encore moins raisonnable à présent, que l'ennemi malgré un traité solemnel de neutralité figné & scellé par les Généraux de part & d'autre, s'étoient emparé de deux Villes, où les Etats avoient auparavant des foldats, mais qu'ils en avoient retiré par un contract. Il me pria d'écrire là dessus à sa Majesté, & d'attendre de nouveaux ordres avant que d'en parler en public. Je lui dis que comme ces accidens se multiplioient en conféquence les uns des autres, au grand trouble de la tranquillité commune, je croyois qu'il étoit d'autant plus nécessaire de faire l'ouverture plutôt, pour prévenir de nouveaux inconvéniens; qu'après tout, les ordres de sa-Majesté étoient exprès, & qu'elle attendoit depuis longrems leur réponse. se tâchai de lui persuader par les meilleures raisons que je pus trouver, tirées du bien public, & du leur en particulier, que cette réponse devoit être concue de telle sorte que ce différent put être terminé sans nouveau délai.

> Il me pria de parler au Comte MAURICE, ce que je fis le jour suivant, selon les ordres de sa Majesté; & je ne le trouvai pas moins éloigné d'accepter le Traité de Zanten. Sa raison étoit que les Espagnols avoient pris une ferme résolution de s'emparer par force ou par addresse des Païs de Cléves & de Juliers, pour interrompre le commerce de ces Provinces avec l'Allemagne.

Je trouve que les mêmes soupçons ont pris 1616. acine dans l'esprit de tous les autres avec qui 'ai conféré, soit des Etats Généraux, soit iu Conseil d'Etat; l'opinion étant que l'Empeeur veut dès à présent mettre ces païs en sequestre, ce qu'ils regardent comme ne valant pas mieux en effet, que de les incorporer

dans les domaines des Espagnols.

L'Ambassadeur François, qui réside ici, & wec qui j'en ai aussi parlé, se laisse entraîner dans le même sentiment, & regarde la denande que font les Archiducs, qu'on ne parle pas du Traité de Zanten, & qu'on omette es noms de sa Majesté & de son Maître, comne une fraude, ou comme un affront, ou comme tous les deux à la fois; & comme il n'a point d'ordre exprès de les exhorter publiquement dans leur Assemblée à accepter le raité, & que d'ailleurs il en voit l'impossibilité, il s'est abstenu d'en parler; quoiqu'au este il déclare que le Roi son maître souhai. e que le différent soit terminé par la restituion des places de part & d'autre, foit à cause les inconvéniens que souffrent actuellement es Princes qui ont des prétensions sur ces Païs; soit aussi à cause des conséquences ulérieures que cela peut avoir pour les autres Princes intéressés dans cette affaire, sur lauelle il paroît penser aussi bien qu'on peut e fouhaiter.

Je ne puis attendre une réponse satisfaisane à ma proposition, trouvant une opposion si générale dans cet Etat, sur tout depuis es nouvelles entreprises du Comte Henri van en Berg, sur Zoest & Lipstadt, & la saisie Ba

1616. de ces places qui étoient neutres. Cependan cette ouverture servira à remettre l'affaire et négociation, ou du moins à en faire conférer, ce qu'il paroît qu'ils ne seroient pas sa chés ici d'éviter, paroissant souhaiter que le chose reste assoupie, & que chacun demeure ainsi en possession de ce qu'il a acquis, par le malheureux différent de leurs voisins.

Les disputes & les contestations au suje de la Religion ont recommencé avec tant de chaleur, qu'ici dans leur Ville d'Assemblées la faction Arminienne domine dans leurs E glises, & que les Etats d'Hollande ont inter dit la chaire à un nommé Roseus, Prédicateu dans cette Ville depuis plusieurs années, & l'un des principaux adversaires des Arminiens Là dessus qui suivoient ses sermons or refusé de communier ou d'aller dans les Egl ses de l'autre parti; en sorte que tous les d manches, depuis trois mois, six ou sept cer des habitans de cette Ville vont à Ryswyck pour y entendre le service & les sermons, d la même manière que les Protestans de Fran ce sortent des Villes Papistes, pour aller au Eglises Reformées: tant est grande l'anime sité qui règne aujourd'hui.

Dans ces circonstances j'ai cru qu'à l'occ sion de Vorstius, sa Majesté ne desapproveroit pas que je m'étendisse sur le sujet cla paix de l'Eglise en général, sur-tout à pr sent que les États d'Hollande sont assemblici pour traiter entr'autres matières de consquence, de ces disputes entre leurs Théol giens. On ne peut nier, autant que je l pu comprendre, que ce Roseus n'eut mer

qu

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 29

u'on lui imposât silence, parce qu'il avoit 1616. Iché quelques traits personnels contre des ersonnes du premier rang dans cet Etat, & til en avoit nommé d'autres en les censumt; quoique d'ailleurs il passe pour un homme intégre & pour grand prédicateur. Mais eurs jugemens devroient être sans partialité; z si l'on regarde Roseus comme indigne de rêcher, je ne vois pas comment ils peuvent excuser de ce qu'ils soussemnt plus longtems constitus dans seur Etat.

La réponse que m'a remise le Président n'époit conçue qu'en termes généraux, renvoyant une plus ample déliberation. J'aurai soin e donner avis à sa Majesté de ce qu'on me

spondra dans la suite.

Le Comte Ernest arriva ici dimanche derier, mais il n'a point aporté de nouveles des ennemis que celles qu'on savoit déjà. On a confirmé depuis leur retour vers le Rbin,

rais ils ne l'ont pas encore repassé.

Ils sont à délibérer ici depuis longtems s'ils rendront Calcar près de Rhees, & une autre etite place voisine, qui est dans le même cas e la neutralité que Zoest & Lipstadt; mais n n'a point pris encore de résolution.

Je vous envoye cette dépêche par un de les domestiques que je fais partir exprès, afant point d'autre commodité à présent. Je

is, &c.

P. S. Le Sécrétaire de Venise, sur de noueaux ordres de Barbarigo a eu une seconde idience des Etats Généraux telle que la récédente, & a reçu une réponse avec lauelle il est parti ce matin pour l'Angleterre,

B 3 plus

1616. plus fatisfait, quoiqu'elle ne foit conçue qu'en termes généraux.

Discours de Carleton en François aux E-TATS GÉNÉRAUX, concernant la paix de l'Eglise, & celle de leurs Provinces. Avril ½.

A fove principium, il commence par la Religion; il déclame contre les Arminiens; il dit qu'Arminius a commencé à innover dans la Religion dans ce Païs, & a été suivi par Vorstius, ce qui vérisse l'observation que l'inita-tion du mal surmonte toujours l'exemple. (a) Il se plaint que Vorstius a imprimé à Tergou en 1615. un Livre plein d'opinions hérétiques, contre la puissance éternelle de Dieu, & d'ironies & de moqueries contre l'honnent de sa Majesté, le Roi d'Angleterre, & non moins scandaleux contre la Justice du Gouvernement Hollandois; affurant qu'il n'y a point dans ce Païs de sentence de mort, ni de punition corporelle pour les hérétiques, ce qui encourage ces sortes de personnes à s'v rendre.

Il prie qu'on renvoye ce serpent au nid là

où il a été né & nourri.

Que sa Majesté désire & tâche de maintenir entr'eux & l'Espagne, la trêve qui étoit alors en danger d'être rompue.

Il les sollicite d'accepter le formulaire.

ī. r 🕶

(a) Les mots François que nous mettons ici & ailleurs en caractères Italiques, font en François dans l'Original.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD, au Chevalier Dudley Carleton, Whitehall 10. Avril.

Monsieur,

Je suis bien aise d'aprendre par votre Let- 1616. tte que j'ai reçue hier, votre heureuse arrivée à la Haye, & la réception gracieuse que vous ont faite les Etats & le Comte MAURI-CE, ce que je prens pour un heureux augure de vos succès à venir dans le cours de votre

emploi. l'espère que la fin répondra en tout au commencement.

L'affaire la plus importante que j'ai à vous recommander à présent, c'est que vous vous donniez tous les soins possibles, soit dans les Etats en public, soit dans les discours particuliers avec vos Collégues du Conseil d'Etat, pour accommoder les différens qu'il y a entr'eux & les Archiducs, au sujet des Païs de Cléves & de Juliers, dont ils savent qu'ils sont possessores malæ fidei; & pour que les places qu'ils tiennent respectivement soient rendues & remises entre les mains des vrais propriétaires, qui en ont été dépossédés par force & par violence. Vous ferez bien de conférer là desfus avec l'Ambassadeur de France, duquel vous faurez si le Roi son Maître est resolu à présent de se joindre à sa Majesté pour être caution, & garant de l'exécution du Traité de Zanten; en ce cas les Etats sont obligés en honneur à rendre les Villes, ou il faut qu'ils déclarent premièrement qu'ils s'en sont emparés dans le dessein de les gar32

1616. der toujours. Sa Majesté a raison d'insister fur ce sujet, parce que les Etats lui ont toujours fait entendre qu'ils ne désirent rien plus que de rendre ces Villes, & de rétablir les Princes dans une paisible possession. présent qu'à force de soins & d'efforts on a levé tout les obstacles & toutes les difficultés que faifoit la partie adverse, s'il s'élève du côté des Etats de nouvelles difficultés aux-quelles on n'avoit jamais pensé auparavant, que peut penser sa Majesté, sinon qu'elle a été trompée par ses plus chers amis, dans la sincérité de qui elle a la plus ferme confiance ? J'avoue que c'est une matière délicate qui doit être menagée avec dextérité. Cependant je suis sur que vous aurez assez de prudence pour remplir vos ordres avec foin. & pour éviter en même tems de leur donner aucune ombre d'offense.

Le Sécrétaire de Venise ressemble à son Maître; car l'Ambassadeur ici traite & négocie de la même manière, d'une saçon si froide & si reservée, que nous sommes obligés de conjecturer ce qu'il craint de dire, plus que nous ne pouvons apercevoir son vrai dessein, & ses intentions. C'est comme Foscarini, qui quoi qu'il ne sut pas le plus sage des hommes, s'est montré cependant un habile Ambassadeur dans ses négociations.

S'il en faut croire le Comte Scarnoffis, la guerre recommencera en Piémont; il est si pressé qu'il a déjà demandé au Roi l'accomplissement de sa promesse, parce que le Traité d'Asti n'est pas observé. En cas que le disférent entre Venise & la Maison d'Autriche

ne soit pas terminé, (à quoi il y a cepen- 1616. dant quelque apparence, parce que le siège de Gradisque est levé) & si Don Pedre de Tolède, Gouverneur de Milan, attaque les Etats du Duc de Savoye, vous ne pouvez rendre un meilleur service au public, qu'en animant les esprits à ne pas souffrir que l'orgueil de la Maison d'Autriche domine avec insolence sur des Princes libres & absolus.

Le porteur de cette Lettre est Mr. Burlamachi, dépêché à ce que j'aprens par le Sieur Noel Caron. Les Seigneurs du Confeil ont donné leur avis, qui est que puisque les Villes de sureté ne sont tenues que precario, qu'elles doivent être rendues au bout de quinze ans, que des 40, 000. l. que sa Majesté reçoit durant la trêve, 26, 000. l. sont employées pour le payement des garnisons, & que les 14, 000 l. qui entrent dans les coffres de sa Majesté, pendant 15. ans ne sont que 210, 000, il est plus utile à sa Majesté de rendre ces Villes, à des conditions honorables, que de les garder encore. Sa Majesté a pris quelques jours pour y réfléchir. Son bon plaisir est encore sécret; quand elle le découvrira, je ne manquerai pas de vous en donner avis, aussi bien que de toutes les circonstances qui en dépendront. Je suis &c.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD au Chevalier Dudley Carleton, envoyée par André, Domestique du Chevalier Car-LETON. Avril 20,

Monsieur,

Sa Majesté qui a lu votre dernière dépêche B 5 que 1616. que j'ai reçue par ce porteur votre Domestique, que je vous renvoye avec celle-ci, n'est point du tout satisfaite de la réponse des Etats, touchant la reddition des Villes qu'ils tiennent dans les Païs de Cléves & de Juliers, & la réintégration des Princes litigans dans la possession de leurs Païs, dont ils ont été dépossédés injustement par la force des armes. C'est pourquoi le bon plaisir de sa Majesté est, que vous repreniez cette affaire en considération, soit pour son honneur, qui est fortement engagé dans ce cas, soit pour se délivrer des importunités perpétuelles de l'Ambassadeur d'Espagne, & de l'agent des Archiducs. Pour procéder plus surement vous ferez bien, selon moi, d'en conférer avec Mr. Du MAURIER, Ambassadeur de France, & de savoir de lui s'il a reçu les mêmes ordres que vous; si son Maître consent qu'on omette son nom dans le formulaire dont les Etats se serviront, & s'il veut être garant avec sa Majesté pour l'observation fidèle & ponctuelle du Traité de Zanten, de la part des Archiducs. S'il a les mêmes ordres, comme nous fommes informés de divers côtés qu'il les a, vous ferez bien de consulter ensemble, si l'expédient le plus propre pour régler cette affaire, ne seroit pas que vous demandassiez conjointement une audience dans l'Assemblée des Etats Généraux, que vous déclarassez là les différens ordres que vous avez reçus, que vous pourriez délivrer dans une remontrance commune, signée de vos mains, & que vous demandassiez là-dessus aux Etars une réponse peremptoire & décisive. C'est je l'avoue pren-

dre les gens à la gorge, & couper court à 1616. l'Ambassadeur de France n'a pas un pareil ordre, ou si l'aïant, il ne veut pas se joindre à vous dans une audience commune; vous devez alors tenir pied feul, & poursuivre cette affaire par vous-même; & entr'autres raisons que vous avez à alléguer, vous pouvez insister sur celle ci, que sa Majesté comptant sur le crédit que lui donnent sur eux leur amitié & leur alliance, a promis solemnellement aux Archiducs que les Etats consentiroient à accepter le formulaire avec l'omission de son nom; & que pour cela elle se fait d'autant plus de plaisir d'inviter les Etats à l'accepter, afin d'être garant de l'observation du Traité de Zanten. A présent donc, après que les Etats ont si souvent sollicité sa Majesté, par leur Ambassadeur, le Sieur Noël Caron, d'employer tous ses efforts auprès des Archiducs pour accomoder ce différent, à quoi fa Majesté a employé beaucoup de tems & pris beaucoup de peine, si elle se trouve aujourd'hui trompée dans son attente, & que tous ses travaux soient rendus inutiles par ceux même qui l'y ont engagée, elle ne peut que penser qu'on fait tort à sa gloire, & que les Etats qu'elle avoit raison de regarder comme ses plus proches, & ses plus chers amis, s'embarassent peu de son crédit & de sa réputation. Mais si l'Ambassadeur de France n'a point d'ordres, ou si de peur d'offenser les Etats, il ne veut point s'en servir, je sais que vous ne ferez que oleum & operam perde-B 6 pou.

1616, pouvant dire, que le Roi de France a assisté au Traité de Zanten par son Ambassadeur, & que par consequent ils ne peuvent sans manquer d'égard pour lui, conclure quoi que ce foit, fans sa participation & sans son avis. Je n'ai plus rien à vous dire à présent, sinonque je suis &c.

LETTRE du Chevalier CARLETON, au Sécrétaire Winwood, envoyée par Mr. BURLAMACHI. I. May.

MONSIEUR,

Attendant de jour en jour la réponse des Etats à ma proposition dont je vous ai envoyé une copie par mon Domestique, qui vient d'arriver avec votre Lettre du 20. du mois dernier; je vous ai épargné la peine d'ouvrir des Lettres vuides, cette affaire érant la principale, & dans le fonds la feule dont je sois chargé par sa Majesté. Cette réponse, comme j'en suis informé de bonne part, est dressée depuis longtems, & revient en substance à ce qui m'a été dit en particulier par le Comte Maurice, & par Mr. Bar-MEVELT; mais jusqu'ici je ne l'ai pas en due forme pour y pouvoir faire une replique. Je suis assuré à présent que je l'aurai dans trois jours, le Greffier s'excusant pour ce tems là sur son indisposition; je ne manquerai pas alors d'agir comme j'en suis chargé, soit par votre dernière Lettre, soit par la précédente du 10. Avril, que j'ai reçue par Mr. Burlamachi.

Hier j'ai eu une longue conference avec Mr. Du MAURIER, Ambassadeur de France, touchant le projet de persuader aux Etats 1616. d'accepter le formulaire proposé par les Archiducs, avec l'omission des noms des Rois nos Maîtres, & l'offre de la Garantie de leurs Majestés pour la fidèle exécution du Traité de Zanten. Sur quoi il m'a déclaré que n'étant point autorisé par le Roi son Maître, il ne pouvoit se joindre à moi dans cette entreprise. Avec cela il a proposé beaucoup de doutes & de difficultés, tirées en partie de la fraude & de la collusion des Espagnols, en partie de la fermeté & de la défiance des E. tats; disant que d'un côté il croyoit que l'omission des noms des Rois nos Maîtres étoit faite à mauvaise intention, & que de l'autre, si nous offrions d'engager les noms & la parole de leurs Majestés, pour l'exécution du Traité de Zanten, on feroit ici la sourde creille, ce qui seroit préjudiciable à l'honneur de nos Maîtres. Je conclus de ce discours & de ses autres raisons, qu'il est autorisé par la France, quoiqu'il témoigne le contraire; mais comme on s'en remet à sa discrétion, il évite de faire à cet Etat un si grand déplaisir, comme je trouve en effet qu'on le leur causera en insistant sur ce sujet. Il m'a dit qu'il a écrit en France, sur ma première consérence avec lui; & que s'il reçoit là desfus quelques nouveaux ordres, il se joindra volontiers à moi; mais à moins que l'ordre ne soit exprès, & qu'on ne laisse rien à son choix, je m'aperçois qu'il est résolu de suivre plutôt les dispositions de cet Etat, que celles de sa Majesté.

Par raport à ses soupçons de fraude du côté des Espagnols, je lui ai réprésenté de com-B 7 bien 1616, bien peu elle leur serviroit contre les forces réunies des Rois nos Maîtres, & de cet Etat, & par raport à l'obstination de ces gens à refuser une ouverture raisonnable proposée au nom de nos deux Maîtres, je lui ai réprésenté combien peu il y avoit d'aparence à une pareille désiance, puisque c'étoit par le fecours de nos Rois qu'ils s'étoient soutenus dans leurs guerres, & qu'ils avoient obtenu la paix ; qu'ils n'étoient pas d'ailleurs en état de subsister par eux-mêmes, & que par conséquent il n'étoit pas vraisemblable qu'ils fissent la fourde oreille aux instances de leurs meilleurs amis. Avec cela j'ai apris que Mr. BAR-NEVELT soupçonnant que la France se join. droit à sa Majesté dans cette ouverture, a dit à l'Agent qui réside ici de la part du Prince de Brandebourg, depuis environ un mois, qu'il devoit avertir son maître de la négociation qui étoit sur le tapis, & qu'au cas que les deux. Rois concourussent dans cette affaire, cet Etat seroit obligé de céder.

L'Ambassadeur de France propose encore une autre objection; il dit que quand même cet Etat donneroit son consentement, le Prince de Brandebourg lui-même seroit des dissicultés, parce que par les menées des Espagnols, & du parti Papiste les principales places en question sont plus affectionnées à Neubourg, au moyen de quoi quand on auroit retiré les Garnisons des Etats il seroit exclus par les habitans eux-même. Sa conclusion sur qu'il falloit insister sur l'exécution du Traité de Zanten sans autre formulaire, ou préliminaire, & c'est le parti auquel je vois que cer

Etat

Etat est résolu de se tenir, c'est pourquoi 1616 quelques efforts que je puisse faire pour les tirer de ce retranchement, tant que j'agis seul,

je ne puis pas attendre un grand fuccès.

Ce matin l'Ambassadeur de France a eu audience des Etats Généraux, pour leur aprendre la nouvelle de la conclusion de la paix en France qu'il a reçue hier au soir. Dans son discours il leur a fait ce beau compliment. qu'ils étoient assez clair voyans pour voir à travers les brouillards de l'Etat & de la Religion la royauté elle-même, qu'ils avoient aidée & foutenue, de quoi il leur faisoit bien des remercimens.

Par les copies des lettres que se sont écrites en dernier lieu, les Etats Généraux & le Roi de Dannemark, & dont je vous envoye ici les Traductions, parce qu'elles sont en Hollandois, sa Majesté verra qu'ils veulent ici faire d'une pierre deux coups, atta-quant la propriété que sa Majesté revendique de la navigation de Groenlande, & de la pêche de ces côtes, & en même tems les prétensions élevées aujourd'hui par le Roi de Dannemark. Je m'en remets humblement à la sagesse de sa Majesté pour décider s'il est à propos que j'en prenne connoissance; & je m'abstiendrai de faire aucune démarche jusqu'à ce que je sois instruit de son bon plaisir, parce que je me suis procuré ces lettres par des moyens sécrets.

On a découvert les assassins du jouailler d'Amsterdam, par un second vol qu'ils ont commis; ce sont deux François dont l'un-est un ancien domestique de son Excellen1616. ce (a), l'autre un de ses Gardes, qui a été aussi son domestique. On regarde cette découverte comme le salut de son Excellence. puis qu'ils n'auroient trouvé de sureté nulle part, qu'en se procurant un lieu de retraite par un semblable attentat contre sa personne, en se faisant un chemin per scelera sceleribus; ce qu'ils auroient pu faire commodément à cause de leur familiarité avec lui dans ses promenades de nuit, en quoi il se donne beaucoup de liberté.

Je m'empresserai à rendre au Lieutenant Hyatt, quand j'aurai quelque nouvelle de lui & de ses affaires, les services que je regarde comme dus à toute personne que vous me recommandez. Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par Mr. Bur-LAMACHI dans un paquet pour EDOUARD SHEREORNE. 3. Mai.

MONSIEUR.

Je n'ai rien à ajouter à mes lettres du I. de ce mois, où je vous informois de ma conférence avec l'Ambassadeur de France résident ici, de laquelle je concluois ou qu'il n'avoit point d'ordre de sa Cour de se joindre à moi pour presser les Etats d'accepter le formulaire proposé par les Archiducs, ou que s'il en a, il a réfolu de ne s'en point servir, ce qui revient à la même chose. La réponse

<sup>(</sup>a) Du Comte MAURICE.

des Etats à ma première proposition sur ce 1616. sujet, que j'ai demandée par écrit, selon l'ordre de sa Majesté, est encore différée, quoiqu'on ait pris une résolution là dessus il y a quinze jours, ensorte que si l'on a renda quelque réponse sur ce sujet à sa Majesté, comme il paroit qu'on l'a fait par votre dernière Lettre, c'est à mon insçu; car ce dont je vous ai donné avis par mon domestique, est seulement ce qui s'étoit dit en particulier entre Mr. BARNEVELT & moi, & ensuite par le Comte Maurice, avant que je fisse ma proposition; c'est pourquoi je ne pouvois regarder cela comme une réponse, quoique celle qu'on a dressée depuis revienne au même sens, à ce que j'aprens. La raison qui leur fait différer de me la remettre, quoique j'aye souvent presse là dessus, & Mr. BARNEVELT, & le Président de semaine, comme aussi le Greffier Aerssens, est, à ce que je conçois, qu'ils veulent voir l'affaire de la reddition des Villes de sureté entièrement terminée, avant que de donner leur réponse, de peur que l'indisposition que sa Majesté en auroit, n'inter-rompst cette affaire prête à présent à être conclue. Vous recevez bien des sollicitations pour les intérêts de plusieurs particuliers dans cette affaire publique, ce qui m'enhardira à vous parler des miens, d'autant plus que le service de sa Majesté se trouve aussi concerné en ce qu'une affaire si importante, (qui, quoiqu'elle ait commencé avant mon arrivée ici, a fourni cependant quelques nouveaux sujets de négociation) est ménagée entièrement par le Ministre de cet Etat, résident auprès

part. Ceux qui voudroient décréditer mes propositions, comme vous savez qu'il y en a ici quelques-uns à qui le sujet n'est pas agréable; donnent cela comme une preuve de défiance, & veulent qu'on en conclue que je n'ai pas assez de crédit auprès de sa Majesté pour apuyer mes efforts. Je dois en ceci m'en raporter à votre sagesse pour faire ensorte que par cette affaire, je ne reçoive pas au commencement de mon emploi, une blessure dont le service de sa Majesté pourroit soussir aussi bien que son pauvre Serviteur. Je cesse à présent de vous importuner davantage, & suis &c.

P. S. Mr. Barnevelt part aujourd'hui pour la Zélande, où il marie son fils cadet; son absence causera ici une interruption de 10.00 12. jours dans les affaires; je puis, s'il vous plait, dans cet intervalle, aprendre le bon plaisir ultérieur de sa Majesté, & savoir, s'il y a quelque chose à ajouter ou à changer, à présent qu'on voit que l'Ambassadeur de France ne veut pas se mêler de l'affaire du formulaire. J'espère aussi que je pourrai dans cet intervalle envoyer d'ici leur réponse par écrit, afin de pouvoir procéder par ce moyen avec plus d'ordre, & sur des fondemens plus assurés.

Dépêche des Seigneurs du Conseil au Chelier Dudley Carleton. 30. Avril.

Pour obtenir justice contre Moy Lambert, Commandant de quelques vaisseaux de guerre Hollandois, au sujet d'une insulte commise dans un des ports d'Irlands, où l'on a pillé DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 43. des marchandifes, & tué plusieurs des sujets 1616, de sa Majesté.

LETTRE du Sécrétaire Winwood au Ch. Dudley Carleton. 22. Mars 1615.

Sur le meurtre commis par Moy Lambert, deux ans auparavant à York en Irlande, de plus de 40. sujets de sa Majesté, & sur la prise de la valeur de 6000. l. en marchandises apartenant à Mr. Thomas Boothby, Marchand de Londres.

Lettre du Roi Jaques au Etats Géné-RAUX, de Newmarket, sur l'affaire de Mox Lambert.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton au Sécrétaire Winwood, par le Courier George Marten. 2 May 1616.

MONSIEUR,

Par mes Lettres du 1. & du 3. de ce mois, toutes deux portées par Mr. Burlamachi, qui repartit le jour de la datte de la dernière, par la voye de Flandres, je vous ai donné avis de l'arrivée de vos Lettres, & des conférences que j'ai eues avec l'Ambassadeur de France résident ici, touchant la proposition de nous joindre pour presser les Etats d'accepter le formulaire proposé par les Archiducs, de quoi il s'excuse, déclarant qu'il n'a point d'ordre exprès du Roi son Maître. Depuis ce tems-là j'ai reçu la réponse des Etats à ma proposi-

tion

## 44 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1616. tion sur cette affaire, & sur l'autre qui regarde la religion en général, & en particulier Vorstius; j'en envoye l'original à sa Majesté; & i'en joins ici une copie pour vous, espérant de recevoir de nouvelles directions de sa Majesté & de vous, avant que j'aye l'oc-casion de faire une replique dans l'Assemblée des Etats Généraux, qui est à présent dissoute en quelque manière par l'absence de Mr. BARNEVELT & la retraite des autres. trouve ici quelques personnes, (non pas, il est vrai parmi les Chefs) qui interprêtent fort mal mes instances pour leur faire accepter le formulaire, comme si en cela sa Majesté pensoit plutôt à favoriser les Espagnols, qu'à la sureté de cet Etat. Pour moi quand je considère la connexion qu'ent les affaires de ces quartiers ci avec celles de l'autre côté des montagnes, je suis très-persuadé d'une chase; c'est que si l'on favorise les Archiducs dans cet accommodément, à la faveur duquel les Espagnols espérent peut-être de pouvoir sans embarras, & sans être obligés à partager leurs forces, accabler ceux à qui ils cherchent quérelle en Italie; rien n'est plus propre à ôter toute espérance de secours de la part de l'Angleterre aux amis de sa Majesté, dont quelques uns ont déjà rompu avec la Maison d'Autriche dans ce païs là, où l'on s'attend tous les jours que d'autres en feront autant. Ces considérations, jointes à l'ordre que vous m'avez donné-dans vos Lettres, de ne donner ici aucune ombrage, font que je ne suis nullement faché de cette vacance, qui me donnera le tems d'être instruit du bon plaisir ultérieur de sa Majesté; les choses étant en 1616. tel Erat, qu'à moins que l'Ambassadeur de France ne se joigne à moi, je suis assuré d'un refus, ce qui outre le desagrément d'avoir échoué, seroit accompagné de défiances soit ici dans cet Etat, soit chez d'autres amis de sa Majesté, dans des pass plus éle gnés.

L'Ambassadeur de Moscovie qui a longtems attendu ici une saison favorable pour son retour, part aujourd'hui pour Amsterdam, où il doit s'embarquer pour son païs sur un vaisfeau des Etats, après avoir été défrayé pendant tout le tems de son séjour ici, comme il fera encore par mer & par terre aussi longtems qu'il sera sur le territoire ou sur un vaisseau de cet Etat; on lui a fait présent d'une belle chaine d'or aussi bien qu'à deux autres personnes de sa suite, dont l'un est son Sécrétaire, & l'autre un Parent qui l'a accompagné ici.

Les deux François qui, comme je vous l'ai écrit, ont assassiné le jouailler d'Amsterdam, furent rouez viss lundi dernier en présence d'une grande soule de peuple de toutes les Provinces, & de quelques personnes venues du Brabant & de la Flandres pour voir l'exé-

cution. Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton au Roi.

SIRE,

Dans mes dépêches précédentes, que j'ai addressées à Mr. le Sécrétaire Winwood, pour épargner à votre Majesté la peine de les réception & de mon admission ici en qualité d'Ambassadeur de votre Majesté auprès des ETATS GÉNÉRAUX, & de Conseiller dans le Conseil d'Etat; comme aussi du discours que j'ai
fait, conformément aux instructions verbales
de votre Mejesté, & à celles qui m'ont été remises par écrit, touchant Vorstius, & l'affaire de Clèves & de Juliers. J'ai réduit mon
discours à deux chets, l'un qui regarde la religion, & la paix de l'Eglise en général à l'occasion des schismes présens, que j'ai trouvés
in flagranti à mon arrivée; l'autre sur la jus-

tice qui exige suum cuique tribuere.

l'envoye à votre Majesté la réponse à ces deux articles, telle qu'elle m'a été remise hier de la part des Etats Généraux, par le Greffier Aerssens qui m'a fait beaucoup d'excuses de ce qu'il l'a retenue si longtems après la résolution prise, ce délay ayant été causé en partie par leurs affaires importantes, en partie par son indisposition, parce qu'on lui avoit donné le soin de la dresser & de la traduire. Je suis prêt à faire ce qu'il plaira à voire Majesté de m'ordonner de nouveau, après qu'elle aura vu & considéré cette réponse. L'interruption causée par l'absence de Mr. BARNEVELT, & par la séparation des ETATS GÉNERAUX pour douze ou quinze jours, me laissera le tems d'attendre de nouveaux ordres de votre Majesté; quoique je comprenne déjà le peu de satisfaction que lui donne la difliculté qu'ils font d'admettre le formulaire des Archiducs, comme je l'avois annoncé d'avance. Mais une replique fondée sur leur répon-

ponse aura du moins une meilleure forme, 1616. quoique je ne puisse espérer qu'elle ait plus d'effet. Les Etats Généraux, & le Conseil d'Etat, le Comte Maurice, & tous ceux de leurs principaux chefs avec qui j'ai parlé font universellement persuadés qu'il n'y a point de sincérité dans les procédés des Archiducs & des E/pagnols, & que tout se fait avec des intentions frauduleuses, pour avoir l'entière possession des Païs de Clèves & de Juliers, ce qui est, à ce qu'ils suposent, un ancien dessein, & suivi aujourd'hui per fas & nefas. Cette persuasion est si ferme que je ne vois aucune possibilité d'effacer des impressions si profondes, & de dissiper des craintes d'autant plus fortes qu'ils observent que l'autre parti s'obstine toujours à ne pas admettre le Traité de Zanten, ni les noms de votre Majesté & du Roi de France dans le formulaire, deux choses dont une seule à ce qu'ils me déclarent en particulier, satisferoit tellement cet Etat, qu'ils ne feroient point de difficulté de leur côté de restituer les places qu'ils tiennent, à leurs légitimes possesseurs.

L'Ambassadeur de France résident ici, qui a concouru avec les Ministres de votre Majesté dans tout le cours de cette négociation, s'arrête à présent, déclarant qu'il n'a point d'ordre du Roi son Maître de passer outre, & soutenant la cause des Etats dans toutes les conférences que j'ai eues avec lui, comme s'il croyoit que la raison est de leur côté. Ce sera enfin leur échapatoire; ils diront que puisque votre Majesté & le Roi de France ont concouru conjointement au Traité de ZanTraité sans votre consentement réuni. En attendant les François ne perdent aucune occasion de se faire valoir auprès de cet Etat, comme s'ils s'intéressoient à sa conservation plus que ses autres amis; & il se trouve parmi ce peuple bien des esprits mal tournés, qui interprêtent mal les efforts sincères & directs de votre Majesté, quoique les principaux d'entr'eux justissent universellement ses bonnes intentions, malgré la dissiculté qu'ils font d'admettre la chose, par les raisons qu'ils alléguent.

Par raport à leurs disputes de Religion, ils n'ont jamais été plus échausés qu'à présent, chaque jour produisant quelques nouveaux actes, ou quelques protestations entre les Etats de ces Provinces, & leurs Ministres, qui sont apuyés par le peuple; comme aussi des écrits & des réponses entre les deux factions, ce qui du côté des Archiducs est proné dans les chaires, au grand scandale de la vraye Religion, comme si l'on n'y avoit point de profession vraye & sixe, & qu'elle ne consistat qu'en disputes & controverses.

Pour ce qui regarde Vorstius, si l'on ne peut obtenir, comme je l'ai proposé, qu'on le fasse sortir de l'Etat, ce qui sera difficile, à cause de l'autorité de ceux qui l'on fait venir, je présume qu'on pourra lui désendre de faire imprimer ses ouvrages, comme il a été privé auparavant de sa chaire de Prosesseur,

par l'entremise de votre Majesté.

Pour l'article de sa réponse à Slade, dans lequel il parle de votre Majesté, cela leur fait

à tous beaucoup de peine, & quelques-uns 16:6. souhaitoient sérieusement une sentence contre lui, pour la satisfaction de votre Majesté; mais on a changé d'idées sur le raport de quelques personnes, qui aïant revu les passages ont déclaré que les mots étoient susceptibles d'une autre interprétation, & qu'ils étoient persuadés en conscience que Vorstius ne les avoit pas employés dans un mauvais sens. Ils s'en sont raportés du reste à l'examen ultérieur de quelques personnes qu'on en a chargé; en quoi je ne puis les accuser d'un manque de respect, puisqu'ils se sont montrés dans cette affaire plus inquiets pour l'honneux de votre Majesté que pour celui de Dieu, ou pour le leur propre; car j'ai accusé Vorstius comme coupable à tous ces égards. J'implore la sainte protection de Dieu sur votre personne sacrée, & je suis avec un profond respect,

De votre Majesté,

La Haye ce 8. May

Le très fidèle sujet, & trèsobeissant Serviteur,

Dudley Carleton.

Re'ponse des Etats-Ge'ne'raux du 28.

Avril à la proposition du Chev. Dudley
Carleton du 20. Avril.

Remerciemens au Roi pour son affection, &

prières de la leur conserver.

Ils font bien charmés de ce que le Roi leur recommande le maintien de la vraye Religion, qu'ils ont toujours considérée comme étant au dessus de tout.

Tom. I. C Par

1616. Par raport aux articles difficiles & mystérieux de la Prédestination, &c. ils pensent que les deux fentimens sont compatibles avec la vraye foi Chrétienne, & avec le falut des ames, mais ils ont eu, & auront soin que les

dissensions soient apaisées.

Que Vorstius a eu ordre de répondre. & de se justifier de ce que lui imputent ceux qui ont écrit contre lui, & en particulier Slade. Anglois, Maître d'une Ecole particulière à Amsterdam, contre lequel Vorstius a publié une replique qu'ils feront examiner par quelques favans, pour voir si elle contient quelque chose contre l'honneur & l'intérêt de sa Majesté, ou contre les fondemens du vrai Christianisme, ou contre les Loix publiques

& les Edits de ces Provinces.

Par raport à la paix publique, ils espèrent qu'ils pourront la maintenir, & ils se justifient de ce qu'ils retiennent le Château de Juliers, en particulier par la conduite frauduleuse & violente des Espagnols. Ils espèrent que les Rois de France & de la Grande - Bretagne, les Electeurs, & les autres Princes Protestans prendront des mesures pour assurer ces Païs aux successeurs légitimes, & pour que ceux de la Religion reformée qui s'y trouvent, & les Etats-Ge'ne Raux ne soient plus molestés; mais dans la situation présente des effaires, les Etats ne peuvent résigner ces Villes, puisque ce seroit livrer à l'ennemi tout le Païs, & tous ceux de la Religion reformée.

LETTRE du Chevalier Dudley Carle-TON au Sécrétaire WINWOOD, par JEAN Tohnson. 30. May.

## MONSIEUR,

J'écris à présent, plutôt pour que sa Majesté ne soit pas plus longtems sans nouvelles des affaires de ce Païs, que pour quelque raison particulière; car depuis ma dernière dépêche du 8. que j'ai envoyée par le courier Marten, j'ai suspendu toute démarche ultérieure auprès des Etats-Ge'ne'RAUX, touchant l'affaire du formulaire, attendant de savoir quel fera le bon plaisir de sa Majesté après avoir vu leur réponse, quoiqu'en particulier j'aye fait mes efforts pour les disposer à accepter; mais je les trouve toujours préoccupés de leurs premiers soupçons, qui sont encore augmentés par un avis qu'ils ont reçu par la voye de Cologne, d'une négociation du Comte de Bucquoy en Espagne, qui tend expressement à se rendre Maître des Païs de Juliers & de Cléves. Il y a encore de nouveaux soupçons au sujet des levées qui se sont du côté de l'Archiduc, de 400. Wallons & Bourguignons, fous prétexte de les envoyer en Italie avec le fils du Marquis de Spinola. On pense avec beaucoup d'aparence de raison qu'ils sont destinés pour leurs desseins dans ce Païs, parce qu'il est sans exemple qu'on transporte des troupes des Pais · bas de l'autre côté des montagnes.

L'Ambassadeur de France me vint voir hier pour excuser le délai de la résolution du Roi son Maître sur cette affaire, qu'il attribuë à

C 2

leurs

leurs brouilleries domestiques, qui les distraisent de la considération des affaires étrangères.

Il y a ici depuis quinze jours un mommé Albert Paul, Conseiller du Comte d'Ostrife, pour prier les Etats-Ge'ne'raux de vouloir bien ajouter encore trois ans aux cinq ans actuellement expirés, pendant lesquels ils devoient tenir une garnison dans Leer, place forte près d'Embden; ils y ont consenti sans difficulté, sans que j'aye eu besoin de saire intervenir le nom de sa Majesté, ce que j'étois prêt à faire, soit à cause de ce que j'avois entendu de son bon plaisir avant mon départ d'Angleterre, soit à cause des nouveaux ordres que j'ai reçu de vous il y a environ huit jours par Mr. Luntius, de quoi j'ai don-

né avis au Comte leur Maître.

Nous avons ici depuis trois semaines les députés de dix des Villes Anséatiques, dont vous verrez les noms & la première proposition aux Etats-Ge'ne'RAUX, par la traduction que je vous envoye. Ils ont eu beaucoup de difficultés, & de longues disputes dans leur Traité touchant leur contingent. quelques - unes de ces Villes, Lubeck en particulier aïant cherché à se rétracter de ce qu'elles avoient offert auparavant: mais c'est plutôt par raport à leurs différends entr'eux touchant la répartition de leurs contributions, que pour quelque raison qu'ils puissent alléguer contre cet Etat. Les Etats-Ge'ne'RAUX ont pris sur eux hier de régler l'affaire entr'eux, & pour donner plus de poids à la chose, ils ont appellé son Excellence & le Conseil d'Etat dans leur Assemblée, où après

un

un long débat, ils ont amené la chose à ce 1616. point, que ces Villes payeroient volontiers dix-fept & demi sur cent que paye cet Etat, au-lieu de 19. qu'on leur demandoit; & qu'ils répartiroient ces 17½ entr'eux sans nouvelles disputes, à quoi ils ont dit qu'ils étoient autorisés. Mais au cas que les Etats eussent voulu infifter fur les 19, les députés déclaroient qu'ils ne pouvoient rien conclure sans faire auparavant leur raport aux Villes Anséatiques. & fans avoir reçu de nouveaux ordres. Sur quoi les Etats ont consenti à accepter 17½ plutôt que de fousfrir qu'il y eût encore des délais pour le Traité, & la répartition se fit en notre présence suivant la note que je vous envoye (a).

Il y a encore d'autres difficultés par raport à ces Villes, quelques unes voulant excepter certaines causes particulières de ruptures avec d'autres Princes & d'autres Etats, suivant leurs différens intérêts; & il y en a qui demandent que le Traité n'ait point de force au cas qu'il s'élève une guerre à l'occasion des différends touchant Cleves & Juliers. La plupart demandent qu'on ne lève les contributions qu'en tems de guerre, au-lieu que les Etats veulent qu'on commence dès-à-présent, & que ces Villes lèvent des troupes, & les tiennent sur pied à l'exemple de ces Provinces. Quoique ces articles foient d'une

(a) Lubeck 5½. Bremen 1½. Hambourg 3½. Rostock 1. Straelfond 1. Wismar ½. Magdenbourg 1. Brunswick 2. Lunenbourg 1. Grypswald ½. En tout 174.

1616. grande importance, je comprends qu'ils ne produiront pas des différends qui puissent rompre, ou seulement faire différer le Traité, tant ceux qui sont les principaux Auteurs de la ligue en souhaitent ardemment la conclusion; & ils espèrent que Dantzick & d'autres

Villes suivront bientôt cet exemple.

Ils ne sont pas moins occupés ici à régler le contingent de leurs Provinces, en quoi la Zélande, comme vous pouvez vous le rapeller, a eu jusqu'ici de la répugnance pour un réglement fixe, à cause de la différence des tems qui en a produit dans leur prospérité, quoique par connivence cette Province air fait comme les autres. Le Comte Maurice est parti ce matin pour y aller, espérant qu'à cause des ménagemens dont il a usé dans plusieurs contestacions des Zélandois avec les autres Provinces, il aura assez de crédit sur eux pour les amener à une résolution; & il a hâté fon voyage de quelques jours, pour pouvoir être présent à la reddition de Flessin. gue, où il a ses privilèges particuliers.

Mr. Malre, avec deux personnes du Collége de Zélande sont députés par les Etats de cette Province pour recevoir cette Ville; & Mr. Martinesse avec deux autres députés de Hollande en doivent faire autant à la Brille; ils partent cette après midi. On a pris des arrangemens pour faire avancer un demi mois de paye aux compagnies Angloises, qui sortent à présent de ces Villes; & l'on a déjà envoyé des patentes pour les distribuer dans

d'autres garnisons.

Son Excellence après avoir fini ses affaires

en Zélande, doit passer par la Flandre pour 1616. examiner les fortifications de l'Ecluse & d'autres places des environs, après quoi elle fera une tournée dans la même vuë, par les frontières du Brabant & de la Gueldres. Le Comte mettra six semaines ou deux mois à ce voyage. Mais quand il sera à Gertrudenberg il se propose de s'y arrêter ayant que de passer outre. Je suis, &c.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD au Chevalier Dudley Carleton. 14. May.

Il lui recommande Mr. Clément Coke, fils du premier juge d'Angleterre, à l'occasion d'un double malheur arrivé à ce jeune homme. Il prie le Chevalier CARLETON d'en avoir foin, & de faire enforte qu'il n'y ait point de jugement flêtrissant contre lui, ou s'il y a lieu, de demander son pardon, ce qui se pratique là tous les jours.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par Jean Johnson. 30. May. V.S.

MONSIEUR,

Le Chevalier Horace Vere arriva Lundi dernier à la Brille; & m'a remis le jour suivant votre lettre, qui indépendamment de la considération particulière que j'ai pour lui, lui assure tous les services qui dépendront de moi. J'en ai déjà rendu aux officiers & aux autres personnes qui sont venuës avec des lettres de vous, & je continuerai à leur en ren-

1616, dre à mesure que l'occasion s'en présentera Mr. Clément Coke est remis de sa blessure. J'ai demandé congé à son Excellence pour le Capitaine Sprey, afin que Mr. Coke qui doit l'accompagner à son retour en Angleterre, puisse y retourner plutôt, & être débarassé par-là de plusieurs quérelles où il est engagé. Il paroî ra que Mr. Liggon, avec qui il s'est battu à Gorcum, est mort plutôt par la faute de ses Chirurgiens, que de sa blessure. En cas que le service de sa Majesté puisse le permettre, je vous demande humblement votre médiation pour m'obtenir la permission d'aller passer quelque tems à Spa cet Eté: c'est la feule ressource qui me reste après beaucoup d'autres remèdes que j'ai essayé, pour me délivrer d'une indisposition très - sacheuse, que j'ai gagnée par ma vie sédentaire à Venise; & qui va tous les jours en augmentant. Je fuis . &c.

> LETTRE du Sécrétaire WINWOOD au Chevalier Dudley Carleton: De Greenwich 23. May.

> La semaine prochaine vous aurez des nouvelles d'ici, qui seront fort étranges, soit que les parties en question soient condamnées ou absoutes.

> Le même au même, par DIESTON. 23. May.

Monsieur,

Les incertitudes du Traité entre sa Majesté & le Sieur Noël Caron, pour remettre les

Villes de sûreté entre les mains des Etats 1616. GÉNÉRAUX, sont cause que je ne vous ai point parlé de ses progrès dans mes dépêches précédentes. Mais à présent qu'il est conclu, ce qui ne s'est fait que le mardi de la semaine de Pentecôte; je vous en rendrai compte en abrégé ab ovo usque ad malum. Il y a quelques années que pendant que j'étois employé en Hollande, le Sieur Noël Caron, fit des ouvertures à sa Majesté, au nom de ses Maîtres pour la restitution de ces Villes à des conditions raisonnables & honnêtes; ce qui n'aïant point été écouté, l'affaire resta assou-pie jusqu'au mois de Décembre dernier, auquel tems le Sieur Noël Caron revenu nonvellement d'auprès de ses Maîtres, reprit cette négociation avec de fortes instances; & demanda exprès pour celà une audience à sa Majesté. Il arriva dans le même tems, que les Gouverneurs de ces Villes m'adressèrent des plaintes pour les présenter aux Seigneurs du Conseil, sur ce que les garnisons n'avoient pas reçu leur paye depuis plusieurs semaines; & la chose aïant été prise en considération par les Seigneurs, un Magistrat qui occupe un poste distingué, mit en question s'il ne seroit pas plus utile pour le service de sa Majesté de rendre ces Villes, que de continuèr à les garder à si grands frais. En un mot, le Roi aïant apris à la sortie du Conseil, que cette question y avoit été agitée, il instruisit les Seigneurs des instances du Sieur Noël Caron, & les chargea de délibérer là-dessus, & de lui donner leur opinion sur ce qu'ils eroyoient le plus convenable pour son hon-C 5

1616. neur & pour son utilité dans une affaire de cette importance. Là dessus les Seigneurs s'assemblèrent, & l'on aporta devant eux les Traités qui furent lus & examinés. On trouva par celui de que ces deux Villes étoient simplement de sûreté, & devoient être renduës quand les sommes que sa Majesté avoient déboursées pour le service des Etats seroient remboursées. Par le Traité de 1608, dans laquelle année se sit la trêve, on trouva que la somme duë à sa Majesté étant 800, 000 l. devoit être acquittée par le payement de 40, 000 l. par an durant la trêve. Là-dessus après une longue & mure délibération, il fut conclu généralement, qu'il convenoit mieux au service de sa Majesté, de rendre ces Villes, que de les garder plus longtems, pourvà que les Etats offrissent des conditions bonnes & raisonnables. Leurs raisons en peu de mots étoient; Que cette dette ne devoit être payée que par une somme de 40,000 l. chaque année; Que ces 40, 000 l. devoient être payées seulement pendant la durée de la trêve; Que des 40, 000 l. il n'en entroit que 14, 000 dans la bourse de sa Majesté, l'entretien des garnisons montant à 26,000 l. par an; Qu'au bout de 15. ans par le payement des 40, 000 par an, la dette seroit entièrement acquittée, & que 14, 000 l. pendant ces 15 ans, ne faisbient que 210, 000 l. A cela on ajoutoit, Que ces 40,000 l. n'étoient jamais payées au jour marqué; Que les garni. sons n'étoient pas Maitresses des Villes, & qu'elles y étoient à la discrétion des bourgeois; Que les Villes n'étoient point fortifiées,

siées, & que si on n'y pourvoyoit pas mieux, 1616. les Gouverneurs, les Capitaines, & les soldats seroient à la charge de sa Majesté au bout des 15. ans, quand toute la dette seroit

acquittée.

Après cette conclusion des Seigneurs, sa Majesté députa six personnes de son Conseil, pour examiner à quelles conditions on rendroit ces Villes. On posa comme un point fondamental qu'on formeroit de ces garnisons un Régiment qui seroit entretenu par les Erats; que les Gouverneurs seuls avec quelques Officiers inférieurs auroient recours à sa Majesté, pour être récompensé de leurs services. La dette se trouva alors de 600, 000 l. dont les députés demandoient qu'on payât 200, 000 en argent comptant, & le reste de six en six mois. Par l'ordre de sa Majesté cette résolution fut communiquée au Sieur Noël Caron, qui dit sans hésiter, que ses Mastres ne consentiroient jamais à payer une si grande somme. Il n'offrit que 200, 000. l. qui seroient payées dans deux ans, protestant qu'il n'étoit pas chargé d'en offrir davantage, mais ajoutant cependant qu'il se hazarderoit à passer ses ordres pour la somme de 50, 000 l. si l'on vouloit l'accepter. Il se passa plus de trois mois avant que nous regussions la résolution des Etats, qui fut qu'ils consentiroient à payer comptant 100, 000 l. & 150, 000, de six en six mois. Par ordre exprès de sa Majesté, les Seigneurs reprirent leurs délibérations, & récapitulant les raisons alléguées ci dessus, persistèrent dans leur premier avis. Cependant sa Majesté prit du tems pour y ré1616. fléchir, & après une délibération de dix ou douze jours, elle envoya sa résolution aux Seigneurs par une lettre, où elle les chargeoit, de lui donner conformément à leur fi-délité & à leur obéissance un Conseil qui menageât à la fois sa gloire & ses intérêts dans une affaire de cette importance. Les Seigneurs s'assemblèrent de nouveau sur cette lettre, & ne trouvèrent aucune raison de changer de sentiment. Bientôt après sa Majesté alla à Whiteball, & là en présence des Seigneurs elle confirma ce qu'ils avoient résolu entr'eux après mure délibération. Je vous ai raporté tout cela afin que vous voyiez que cette affaire n'a pas été traitée avec précipitation par les menées d'une ou deux personnes; & qu'aucun Ministre, autant que je le puis savoir, sur le pié où sont les affaires, n'a eu d'autre vuë que le service de sa Majesté dans cette délibération; & vous pouvez juger quel risque elle auroit couru, si la garnison s'étoit murinée & débandée faute de payement. Ce n'est pas le moindre des malheurs auxquels font sujets les Ministres dans leurs travaux publics que d'être exposés aux mauvais discours & aux calomnies auxquelles, quelque fausses qu'elles soient, leurs bons amis sont les plus portés à ajouter foi. Mais l'expérience m'a mis ou me mettra bientôt en état d'être va-. lidus adversus rumores, & de ne pas présérer rumores ante salutem. Vous recevrez avec cette dépêche les copies de tous les écrits qu'il y a eu pour cette affaire; c'est à dire, des commissions & des instructions des Seigneurs Commissaires; du Traité avec le Sieur IVU21

Noël Caron. & de la liste des récompenses 1616. accordées aux Officiers qui ne sont pas compris dans le Régiment, dont le Chevalier Robert Sidney est Colonel, & le Chevalier Jean Throckmorton Lieutenant - Colonel. Milord Lisle se propose d'aller à la Haye, pour voir son fils revêtu de sa charge.

La Comtesse de Somer/et doit comparoître demain, & le Comte son Mari le jour sui-

vant. Je suis, &c.

P. S. 26. May. Cette lettre étant restée ouverte jusqu'à aujourd'hui, vous aprendrez de plus que la Comtesse de Somerset aïant comparu le 24. du mois, & s'étant reconnuë coupable, on lui a prononcé sans long débat fa sentence, qui la condamne à retourner en prison, &, à aller de là au lieu de l'exécution, pour être penduë par son col, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Hier, le 25., comparut aussi le Comte de Somer/et qui donna bien de la peine à ses juges & à ses pairs, car il les retint dans la Salle de Westminster depuis 9. heures du matin jusqu'à 9. h. du foir; cependant il a été trouvé évidemment complice du meurtre du Chevalier Thomas Overbury, ainsi il a reça la même sentence, que son épouse ce 26. May.

Commission du Roi aux Seigneurs, pour traiter avec le Sieur NOEL CARON. 21. May.

JAQUES, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi &c. au très-révérend Père en Dieu, noure fidèle & bien-aimé Con-

feil-

1616. seiller George, Lord Archevêque de Cantorbery: & à notre fidèle & bien-aimé Conseiller Thomas, Lord Ellesmere, Lord Chancellier d'Angleterre: & à nos fidèles & bien-ai-més Cousins & Conseillers Thomas, Comte de Suffolk, Lord Trésorier d'Angleterre; Edouard, Comte de Worcester, Lord Garde de notre Sceau - Privé; Lodowick, Duc de Lenox. Grand · Maître de notre Maison : Charles, Comte de Nottingham, Lord Amiral d'Angleterre; William, Comte de Pembroke, Lord Chambellan de notre Maison; Thomas, Comte d'Exeter; Jean, Comre de Marr; & Alexandre, Comte de Dumferlyne: & à nos fidèles & bien-aimés Conseillers Thomas, Vicomte de Fenton; Thomas, Evêque de Vinchefter; Edouard, Lord Zouch, Lord Intendent de nos cinq Ports; William, Lord Knotlys, Trésorier de notre Maison; Edouard, Lord Wotton, Controlleur de notre Maison; Jean, Lord Stanbope; & Thomas, Lord Binning: & à nos fidèles & bien-aimés Conseillers, le Chevalier Jean Digby, notre Vice-Chambellan; le Chevalier Jean Herbert, l'un de nos principaux Sécrétaires-d'Etat; le Chevalier Raoul Winwood, l'un de nos principaux Sécrétaires d'Etat; le Chevalier Thomas Lake, un autre de nos principaux Sécrétairesd'Etat; le Chevalier Fulke Grevil, Chancelier & Sous-Trésorier de notre Echiquier; le Chevalier Thomas Parry, Chancelier de notre Duché de Lancastre; le Chevalier Edouard Coke, premier Juge de notre Banc; le Chevalier Jules Cesur, Maître des Rolles, salut. Comme les Etats-Généraux des Provinces. Unies

Unies des Pais · bas, nous ont follicité à di- 1616. verses fois, pendant plusieurs années de suite, par leur Ambassadeur ordinaire, le Sieur Noël Caron, Chevalier, à ce qu'il nous plut de remettre entre leurs mains les Villes de Flessingue en Zélande, avec le Château de Rammekens, & de la Brille en Hollande, avec les Forts & Châteaux qui y apartiennent, que nous tenons pour sûreté, jusqu'à ce que les sommes d'argent qu'ils nous doivent, soient rembourfées, à des conditions raisonnables telles qu'il en seroit convenu entre nous & eux, pour le remboursement des dites sommes; & comme nous avons recommandé la considération de cette affaire importante au jugement & à la sagesse de tous les Seigneurs de notre Conseil-Privé; & qu'après longue & mure délibération, & examen des circonstances, vous avez été d'avis que dans la présente situation de nos affaires, & vû la nature de ces Villes, qui sont purement de sûreté, & auxquelles nous ne pouvons prétendre aucune propriété, il seroit beaucoup mieux pour notre service, de les rendre sous des conditions bonnes & avantageuses, que de les tenir plus longtems, à si grands frais; d'autant qu'à présent selon notre sagesse, nous avons résolu de céder les dites Villes avec les dits Châteaux & Forts qui y appartiennent, aux conditions qui seront le plus à notre avantage, pour l'honneur & pour le profit; fachez donc que nous vous avons défignés & nommés, Vous les dits Lord Archevêque de Cantorbery, Lord Chambellan, Lord Trésorier, Lord Garde du Sceau-Privé, Lord Grand1616. Maître, Lord Amiral, Lord Chambellan, Comte d'Exeter, Comte de Marr, Comte de Dumferlyne, Vicomte Fenton, Lord Evêque de Vinchester, Lord Zouch, Lord Knollys, Lord Wotton, Lord Stanbope, Lord Binning, Jean Digby, Jean Herbert, Raoul Winwood, Thomas Lake, Fulke Grevil, Thomas Parry, Edouard Coke, & Jules César, Chevaliers, nos Commissaires, & que nous donnons par ces présentes plein pouvoir & autorité à vous, ou au plus grand nombre d'entre vous, de, pour nous & en notre nom, traiter & conclure avec le dit Sieur Noël Caron, Chevalier, Ambassadeur des dits Etats des Provinces · Unies, suffisamment autorisé aussi par les Etats, ses Maîtres, touchant la restitution & la cession des dites Villes de Flessingue, avec le Château de Rammekens en Zélande, & de la Brille en Hollande, avec les Forts & Châteaux qui y appartiennent, & de l'Artillerie & des Munitions livrées ci-devant par les Etats avec les dites Villes, Châteaux & Forts, & qui y restent encore, & n'y ont point été employées ni consumées, & pour la délivrance des dites Villes, Châteaux, Forts, Artillerie & Munitions, entre les mains des dits Etats, aux conditions que vous jugerez convenables pour notre plus grand honneur & profit; & pour la manière de le faire, de donner des instructions à nos différens Gouverneurs de nos dites garnisons, felon votre conclusion. Et cette notre commission, ou son enrégîtrement, ou copie sera à vous & à chacun de vous un garant & une décharge suffissance à ces égard. En foi

de quoi nous avons fait faire ces lettres pa- 1616. tentes. Témoin nous-même à Westminster le vingt & unième jour de May, la quatorzième année de notre Règne en Angleterre, en France, & en Irlande, & la quarante-neuvième de notre Règne en Ecosse.

#### TRAITÉ avec le Sieur NOEL CARON.

Vû que sur les fortes & pressantes sollici. tations du Sieur Noël Caron, Chevalier, de la part des Etats-Généraux des Pais bas, sa Majesté, de l'avis de son Conseil, a pris la résolution de remettre les Villes de la Brille en Hollande, & de Flessingue en Zélande, avec les Forts qui y apartiennent; il est convenu, & accordé entre le dit Sieur Noël Caron de la part de ses Supérieurs, & les Seigneurs du Conseil-privé de sa Majesté, de la part de sa Majesté, comme il suit:

Le Sieur Noël Caron promet & s'engage au nom des dits Etats ses supérieurs, que les garnisons de sa Majesté, & les compagnies d'Infanterie qui font dans les dites Villes de sûreté, la Brille en Hollande, & Fiessingue en Zélande, seront érigées & formées en un Régiment, duquel le Colonel, & les autres Officiers & Capitaines seront selon qu'ils sont

spécifiés ci - après :

Le Chevalier Robert Sidney, Colonel. Le Chevalier Jean Throckmorton, Lieutenant-Colonel. Le Chevalier Jean Fleming, Major.

Capit. Leonard. Capit. Conway. Capit. Amys. Capit. Heydon.

Capit. Morton. Capit. Vere. Capit. Brown. Capit. Ferdinando Knigtley. Capit. Thomas Boys.

Avec les autres Officiers inférieurs.

1016. Lequel Régiment les Etats traiteront & payeront de la manière dont les autres Régimens Anglois qui sont aujourd'hui à leur ser-

vice, sont traités & pavés.

Et comme le Chevalier Horace Vere, à présent Gouverneur de la Brille, a une compagnie de 200. hommes dans la dite garnison, & le Chevalier Edouard Conway, Lieute. nant-Gouverneur de la dite Ville, une compagnie de cent hommes; lesquelles deux personnes ont demandé humblement que ces deux compagnies soient séparées du régiment nouvellement formé, & jointes au régiment que le dit Chevalier Horace Vere, Général des troupes Angloises commande à présent, le Sieur Noël Caron promet que les dites compagnies seront en conséquence jointes à ce régiment du Chevalier Horace Vere.

Et parce que les Villes de Flessingue & de la Brille ont été plusieurs années gouvernées par sa Majesté, à cause de quoi plusteurs des sujets de sa Majesté ont vêcu longrems dans ces Villes, & s'y font établis avec leurs familles, si quelques - uns d'eux se proposent & résolvent de continuër à y vivre, & d'y passer le reste de leur vie, le dit Sieur Noël Caron s'engage de plus, & promet au nom de ses supérieurs, qu'ils seront traités avec toute sorte de bienveillance & de civilité, comme sujets de sa Majesté, leur plus pro-

che & leur plus cher allié.

Les Seigneurs du Conseil - privé de sa Majesté s'engagent & promettent au nom de sa Majesté qu'au ou avant le Juin prochain, suivant la manière de compter en Angleterre,

le Lord Vicomte Lisle, Gouverneur de la 1616. Ville de Flessingue, autorisé à cela par une patente sous le grand sceau d'Angleterre, re-

mettra aux Etats-Généraux, ou entre les mains de telles personnes qui seront duement autorisées & députées par eux, la Ville de Flessingue & le Château de Rammekens.

Et que pareillement, le Chevalier Horace Vere, Gouverneur de la Ville de la Brille, remettra au tems spécifié ci-dessus, ou plutôt, la Ville de la Brille, avec tous les Forts

qui y appartienment.

Instructions pour le Chevalier Horace Ve-RE, Gouverneur de la Brille & des Forts qui y appartiennent, pour rendre ces places aux Etats-Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas.

Sa Majesté, de l'avis de fon Conseil, aïant résolu de remettre entre les mains des Etats. GÉNÉRAUX sa Ville de sûreté de la Brille, son plaisir est que vous vous y transportiez d'abord, & qu'après votre arrivée, vous assembliez devant vous tous les Capitaines & principaux Officiers de la garnison; à qui vous déclarerez la résolution de sa Majesté, & montrerez ensuite & lirez les Lettres patentes de sa Majesté sous le grand sçeau d'Angleterre, qui vous donnent pouvoir & autorité de rendre cette Ville avec les Forts, aux Etats, ou à telles personnes qui seront légitimement députées par eux. Vous leur ferez connoître le soin gracieux qu'a eu sa Majesté de leurs fortunes particulières, & que quoique cerre1616. Ville soit purement de sûreté, le Roi n'y pouvant prétendre aucune propriété, ensorte que l'argent pour lequel elle étoit engagée étant payé, la Ville doit, selon l'équité & la raison, retourner entre les mains des vrais propriétaires, & en conféquence la garnison être dissoute, cependant sa Majesté a bien voulu par sa gracieuse disposition, & en considération de leurs précédens services, faire une attention favorable à chacun d'eux en particulier, soit en le faisant passer au service des Etats, soit en lui donnant une somme d'argent proportionnée à sa paye précédente. Mais si quelqu'un fait quelque objection sur la petitesse de la somme qu'il recevra, comme n'étant pas proportionnée à la paye qu'il avoit auparavant, vous pouvez leur faire comprendre que, ce que sa Majesté sait à présent, est pure bonté, & grace, & non devoir ou dette; qu'ils ne devoient pas compter de recevoir une pave plus longtems que ces Villes ne resteroient Villes de sûreté; mais que quand les Villes seroient renduës, les garnisons devoient être nécessairement congédiées du service de sa Majesté; & que s'ils jettent les yeux sur les Païs voisins gouvernés par les Archiducs, & s'ils s'informent comment les Commandans & les Capitaines sont traités, quand on réforme les Régimens ou les Compagnies, ils ne pourront que reconnoître que sa Majesté en a usé très gracieusement & généreusement à leur égard. Vous informerez pareillement les Bourguemaîtres & les Magistrats de la Ville du sujet de votre venuë. Vous leur remontrerez d'une manière honnêre

nôte & obligeante les nombreuses faveurs que 1616. leur Etat en général, & cette Ville en particulier ont reçuës de sa Majesté; dans quelle tranquillité ils ont vêcu sous le Gouverneur & le Commandant de cette garnison; comment ils ont prospéré depuis l'arrivée des Anglois, combien leur Ville s'est aggrandie, & leurs bourgeois se sont enrichis; & qu'ainsi sa Majesté n'a point lieu de douter, qu'ils ne reconnoissent toujours les obligations qu'ils ont à sa personne & à ses Royaumes, & qu'ils ne soient disposés à vivre toujours en amitié

& en bonne intelligence avec ses sujets. Comme vous montrerez à ceux qui seront députés par les Etats pour recevoir la Ville, le pouvoir que vous avez de la rendre, vous vous ferez montrer aussi l'acte de l'Etat par lequel ils sont autorisés à la recevoir. Vous leur représenterez par quels motifs & sur quels fondemens cette Ville fut remise premièrement entre les mains de la feue Reine de glorieuse mémoire; & vous prendrez de là occasion de leur rapeller, que quand ils étoient abandonnés par tous les autres Rois & Princes, & que leurs Provinces étoient exposées à la violence d'un ennemi puissant & irréconciliable, ils ont été assistés par la couronne d'Angleterre, non dans quelque vuë d'intérêt particulier, mais uniquement pour le bien public, & pour l'établissement de leur liberté, qui, comme ils ne peuvent s'empêcher de le reconnoître, leur a été procurée par l'assistance Royale qu'ils ont reçue de sa Majesté, & par la gracieuse intervention de ses fidèles, & sages efforts pour leur faire obvois tenir la trêve contractée avec le Roi d'Espagne & les Archiducs, de quoi on ne peut leur donner un plus grand témoignage que l'acte que vous allez faire à présent; que sa Majesté a trouvé bon sur le desir pressant des ETATS-GENÉRAUX notifié par un grand nom-bre de férieuses sollicitations de leur Ambassadeur ordinaire le Sieur Noël Caron, de remettre entre leurs mains la Brille, & les Forts qui y appartiennent; par où il paroît que comme sa Majesté n'a jamais eu intention d'empiéter sur leur Etat, ainsi Elle se repose avec plus de confiance fur l'assurance de leur attachement, que sur la continuation de la possession de ces Villes de sûreté, qu'Elle auroit pu garder encore plusieurs années en vertu des Traités.

> Vous leur recommanderez, & les prierez de recommander à leurs Maîtres, au nom de sa Majesté, d'entretenir l'amitié entre ces Couronnes & leurs Provinces, & pareillement vous les prierez, comme aussi les Bourguemaîtres de cette Ville que vous verrez selon toute apparence, de s'engager à traiter avec toute sorte de faveur & de civilité, comme sujets de leur plus cher & plus proche allié, ceux d'entre nos sujets qui à cause de leur long séjour dans ce lieu, trouveront convena-

ble d'y rester.

Vous remettrez entre leurs mains, selon l'inventaire, les munitions de guerre, & l'artillerie, qui font dans la Brille, ou dans les Forts qui appartiennent aux Etats · Géné. RAUX ou à cette Ville; & vous ferez bien pour votre décharge de vous en faire donner un reçu. Vous raporterez les munitions qui ap- 1616. partiennent à sa Majesté, & vous les remettrez entre les mains de Lord Carew, Intendant des munitions de guerre de sa Majesté.

# Récompenses des Officiers des garnisons des Villes de sûreté.

Le Conseil aïant considéré quelle satisfaction il y a à donner aux Gouverneurs & Officiers des Villes de sûreré de Flessingue & de la Brille, a arrêté ce qui suit.

Lord Vicomre Lisle . . . 1200.1. dep.

Et son fils sera Colonel du Ré-

giment.

Le Chevalier Horace Vere 800. l. de p. Et 200, de plus après la mort de la Dame Burgb, outre la disposition des places de Capitaine dans les Compagnies qui sont à présent sous ses ordres à la Brille, & qui doivent entrer dans le Régiment.

Le Cheval. Edouard Conway. 500. l. de p.

Le Capitaine Fleming sera Ma-

jor du Régiment.

Le Capitaine Moyle . . . . 400, l. en arg.

Le Prévôt de Flessingue sera dans le Régiment.

Edmond Gentil, Prévôt. . . 400. 1.

Les deux inspecteurs des Eaux 800. Dont ils donneront une por-

tion à leurs députés pro rato. Les deux Commissaires des re-

vuës . . . . . . . . 400. l. chac.

### LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1616. Les deux Commis des Muni-
tions 100. l. chac.
Les deux Maîtres Canonniers. 100. l. chac.
Les deux aides Maîtres Canon-
niers 100. l. chac.
Les huit Quartier-Maîtres Ca-
- nonniers 400. 1.
Deux assistans 40. 1. chac.
Deux autres assistans 40. l. chac.
The Commissions of the Commission of the C
Dix Canonniers So. 1.
La Dame Browne 300. l.
Mr. Blook, Pensionnaire 250. l.
Le Chevalier William Wood,
Commissaire 400. l.
Clément Edmondes qui a la pre-
mière réversion 400. l.
Au Chevalier William Wood
ce qu'on ne lui a pas payé
de ses prétensions 600. 1.
Les deux Chapelains 76.1.13s.4d.
Les deux Chapetatus 70.1.131.44.

Somme 5500.1. Ajoutez 7500.1.

Somme totale 13000. l.

### Le Régiment.

Le Chevalier Robert Sidney, Colonel. Le Cheval. Jean Throckmorton, Lieut. Col. Le Chevalier Fleming, Major. Capitaine Gregoire Leonard. Capit. Heydon. Le Chev. Robert Yaxley. Capit. Browne.

Le Chev. Richard Wigmore. Capit. Conway. Capir. Amys. Capit. Vere.

Capit. Moreton.

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 73

La compagnie de 200. hommes du Cheva-1616. lier Horace Vere, & la compagnie de 100. hommes du Chevalier Edouard Conway seront ajoutées au régiment du Chevalier Horace Vere.

Commission du Roi pour le Chevalier Ho-RACE VERE, pour la délivrance de la Brille. (Voyez RYMER, Vol. XVI. p. 783—— 787.) 22. May.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton au Sécrétaire Winwood, par William Dieston. 16. Juin.

Monsieur,

Les lettres & les copies que vous avez eu la bonté de m'envoyer par William Dieston, (que je n'ai pas fait repartir plutôt, faute de matière) sont venues fort à propos pour mon instruction, & pour me mettre en état d'assister le nouveau régiment Anglois, à présent à la paye des Etats, & les deux autres compagnies qui sont séparées par le traité, y aïant eu certaines difficultés sur la manière de les recevoir, en partie par raport à leur répartition, & en partie par raport à leur nombre. Le premier point demandera quelque tems, parce qu'il dépend de la résolution que prendront ceux de Zélande, pour le réglement des contingens, sur quoi l'on attend tous les jours des commissions. En attendant il faut qu'ils restent sur la généralité pour leur payement; mais je vois que celui qui est ici le Tom. I. chef

1616. chef veut qu'ils soient répartis, regardant cela comme mieux pour l'Etat, & comme plus commode pour les compagnies. Par raport au nombre j'ai eu quelques conférences avec Mr. BARNEVELT, & le Conseil-d'Etat, concevant que l'intention de sa Majesté est que les compagnies soient reçuës & entretenuës fur le même pié que quand elles étoient à sa paye, quoique cela ne soit pas spécifié dans le Traité; c'est à dire, que les compagnies des Gouverneurs soient de 200. hommes chacune, & les autres de 100. Mais on prend ici avantage de la foiblesse actuelle des compagnies, causée par le malheureux accident des mutineries qui ont fait déserter plusieurs foldats; & l'on voudroit tenir les compagnies sur le pié où elles seront à la première revuë, ou les réduire au nombre des autres compagnies Angloises qui sont à leur service. Pour le Colonel & le Lieutenant - Colonel du Régiment, j'ai obtenu qu'on leur dépêchât leurs commissions selon leurs desirs, sur le pié de leur nombre ordinaire; mais le Conseil-d'Etat, en les leur donnant, leur a demandé de ne pas compléter leurs compagnies, jusqu'à nouvel ordre. On les tient encore en suspens.

Milord Lisle a été logé par l'Etat, & traité d'ailleurs avec toutes fortes d'égards. Il est reparti aujourd'hui pour l'Angleterre par

la voye de Flandres.

L'Ambassadeur de France Du Maurier laisse dormir l'essaire de Juliers & de Cléves; & je m'abstiens de la remuer, jusqu'à ce que je sois instruit du bon plaisir de sa Majesté sur ma

ma lettre du 8. du mois dernier, avec la 1616. quelle j'envoyai la réponse des Etats à ma proposition sur ce sujet, touchant laquelle je vous prie de vouloir bien me répondre quel-

ques lignes.

Il y a trois jours que l'Ambassadeur de France alla par ordre particulier de sa Cour dans l'assemblée des Etats-Généraux pour demander le pardon des Capitaines, & autres officiers & foldats François qui sont ici à leur service, & qui contre leur ordre exprès ont porté les armes sous les Princes dans les derniers troubles; c'étoit le seul but de cette audience.

Le Traité avec les Villes Anséatiques étoit fini, & les Députés avoient été fêtoyés & congédiés quatre jours après ma dernière dépêche du 30. May, dans laquelle je vous donnois avis de ce qu'on avoit conclu au sujet des contributions. Je vous envoye avec cel-

le - ci les traductions des actes.

Je n'ai eu la visite que des Députés de Brémen, qui ont recommandé leur Ville à la faveur & à la protection de sa Majesté, & cela avec beaucoup de raison, comme on le concoit ici, la place étant foible en elle même, & convoitée par les Espagnols, qui après s'êre emparé de Zoest & de Lipstadt, ont desein de s'impatroniser dans un plus grand nomre de places dans ces quartiers, pour couper a communication entre ces Provinces & l'Alemagne. On dit qu'il se fait dans cette vuë peaucoup de préparatifs pour la campagne du :ôté des Archiducs; mais on est assuré, qu'on era tranquille ici, tant que les troubles con-D 2

1616. tinueront en Italie, mais non plus longtems. En conséquence de cette considération que la guerre dans ce païs-là fait la paix de celuici, je vous envoye la copie d'une lettre d'une personne d'aussi bon sens, que bien intentionnée qui est à Venise, par où vous verrez l'état de leurs affaires, & ce qu'ils pensent des nôtres. Je comprens par la datte, que le Chevalier Henri Wotton n'étoit pas encore arrivé à Venise; car je ne voudrois pas committere falcem in alienam messem.

L'Archevêque de Spalato m'a écrit en dernier lieu, & m'a demandé des addresses pour quelques personnes bien intentionnées sur la route, aïant, comme il me le mande, réglé à présent ses affaires, & persistant dans sa résolution d'aller en Angleterre. Je ne fais point difficulté de lui accorder ce qu'il demande, fachant que cela s'accorde avec le bon plaisir

de sa Majesté.

L'Agent de Brandebourg résident ici, a présenté un mémoire aux Etats touchant plusieurs points qui regardent le présent Gouvernement de la partie des Païs de Juliers & de Cleves, où cet Etat a des garnisons. tr'autres choses il y en a une de conséquence, c'est qu'on voudroit que les Etats y éta blissent la Loi du Talion par raport à la Reli gion, & qu'ils fissent cesser la Messe dans tou les endroits où ils sont maîtres, à moins qu la Religion Reformée ne soit rétablie dans di vers lieux de l'autre côté, & qu'on ne rend leurs places aux Ministres qui ont été chasse par les Espagnols. Les Etats consentent à ce la, & donnent des ordres en conséquence leu

leurs Gouverneurs, mais en leur recomman- 1616. dant d'en user avec modération, parce qu'il paroît que, ce qui s'est fait de l'autre côté, n'a pas été par un commandement, mais par connivence, ce qui dans le fonds revient à la mê. ne chose.

Je n'ai rien de plus à vous mander pour le

présent. Je suis, &c.

P. S. Depuis que j'ai commencé cette letre, les Etats ont consenti, à ce que tous les Capitaines du nouveau Régiment aient leurs commissions pour cent hommes par companie: mais on exige qu'ils ne les recrutent pas, usqu'à ce que la répartition soit réglée.

LETTRE du Sécrétaire LAKE, au Ch. Dud-LEY CARLETON; de Greenwich, 28. May.

MONSIEUR,

Je ne puis que vous remercier pour vos oligeantes lettres, & pour vos nouvelles. Je ense que vous voyez à présent le but du assage de ces troupes au delà du Rhin, qui toit, selon mon opinion, de faire quelque hose d'équivalent à ce que les troupes des tats ont fait à leur retour de Brunswick; ar je ne crois pas que ni les uns ni les au-'es veuillent recommencer une guerre.

Nous sommes déterminés à présent à rene les Villes de sûreté, ce qui est mal pris i par le peuple. & par plusieurs des persones les plus sensées. Mais la nécessiré étoit 1 Conseil. Je pense que vous en aurez des ouvelles, par ceux qui ont plus à faire que

10i là dedans.

D 3

Nous

Territes et recomments

Nous n'avons aucune lettre qui nous assure qu'ils ont la paix en France; mais c'est un bruit courant; & cela arrête le départ de Milord Hay, & a donné occasion à l'Ambassadeur d'Espagne, de demander qu'on envoye aussi un Ambassadeur extraordinaire à Madrid, puntilli gratia. Dans l'état où sont nos coffres, je voudrois presque qu'on n'envoyât ni l'un, ni l'autre; mais si l'on en envoye un, la décence veut qu'on en envoye deux.

Je n'ai rien autre à vous mander, sinon que l'Ambassadeur de Venise a demandé audience ce matin, pour dire à sa Majesté qu'il y a une suspension d'armes entre le Doge & la Maison d'Autriche, & que le siège de Grandisca est

levé. Je suis, &c.

THOMAS LAKE.

LETTRE du Chevalier CARLETON, au Sécrétaire WINWOOD. 21. Juin.

Il lui rend compte de l'affaire de M. Bootbby, touchant la réparation des dommages cau-

sés par Moy Lambert.

Il dit qu'il a demandé aux Etats de la part de sa Majesté, de nommer & de députer trois ou quatre personnes de leur corps, pour juger de la validité des témoignages, & pour décider la chose suivant la justice & l'équité. Je ne puis dire, ajoute-t-il, quelle sera, l'issue, car je trouve que dans ces matiè-

res ils font aussi entiers dans leur propre , fens, que scrupuleux à observer leurs formes accoutumées, desquelles ils disent que

s, cette méthode s'écarteroit."

LET-

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD au Che. 1616. valier Dudley Carleton, par Johnson: de Whitehall 13. Juin.

Monsieur,

Entre plusieurs propositions faites par le Colonel Schenberg dans son dernier voyage ici, il y a eu celle-ci qui n'est pas de la moindre importance; c'est que, comme l'Electeur Palatin doit tenir & posséder certains siefs, qui lui appartiennent par droit d'héritage, desquels ont joui ses ancêtres sans contradiction, dans le Païs de Juliers, & dont il se trouve privé par les malheureux différends furvenus en dernier lieu entre les Archiducs & les Etats des Provinces - Unies; il souhaitoit qu'il plût à sa Majesté d'écrire aux uns & aux autres, pour les prier de rendre sans plus de délai, à l'Electeur son fils, ses légitimes posfessions, & de le laisser jouir paisiblement & en liberté de ses droits, comme l'ont sait ses prédécesseurs. Sa Majesté a écrit en conséquence les lettres dont je vous envoye les copies, afin que vous puissiez régler là desfus la proposition que vous ferez dans l'assemblée des Etats, dont vous demanderez la réponse pour la faire parvenir ici par la pre-mière occasion; car sa Majesté a promis d'envoyer incessamment à l'Electeur Palatin celle qu'elle recevra des Archiducs & des Etats. Je ne dois pas oublier de vous donner avis que le Chevalier Thomas Edmondes nous mande que l'Ambassadeur de France a écrit de la Haye, que vous aviez ordre de solliciter les

DA

Etats

1616. Etats de faire insérer le nom de l'Empereur dans le formulaire des Archiducs, & d'omettre les noms des deux Rois; chose à laquelle nous n'avons jamais songé, & que nous n'avons point eu dessein que vous proposassiez. l'en ai écrit ainsi au Chevalier Thomas Ed. anondes.

> Nous apprenons la restitution des Villes, & la mutinerie qui y est malheureusement arrivée, & dont on raporte diversement les motifs.

> Milord Hay est sur son départ, de sorte qu'il fera en mer quelque jour de la femaine

prochaine. Je suis &c.

Lettre du Roi Jaques aux Etats-Gé-NÉRAUX, en François, de Greenwich; touchant les fiefs de Juliers dont l'Electeur Palatin a été dépouillé; il demande qu'on les rende, puisqu'ils n'ont aucun raport avec la dispute sur la succession. 12. Juin. Lettre du Roi Jaques à l'Archidue AL-

BERT, sur le même sujet. 12. Juin.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Secrétaire WINWOOD, 23. Juin.

Monsieur,

D'abord après avoir reçu votre lettre du 13. de ce mois, par le Courier Johnson, je demandai audience aux ETATS - GENERAUX. & aïant présenté la lettre de sa Majesté, je fis un petit discours conforme à leur contenu pour appuier la demande du Prince Palatin, touchant ses prétensions sur les fiefs qui lui

appartiennent dans le Païs de Juliers, par droit 1616. d'héritage. se trouvai qu'ils étoient très-bien informés là dessus, l'affaire aïant été déjà agitée deux ou trois fois; & ils dirent qu'ils étoient prêts à seconder le Prince, dans une demande si juste, & d'autant plus voiontiers à - présent sur la recommandation de sa Majesté. Sa Majesté verra s'il lui plait leur ré-

ponse que je joins ici à ma proposition. Dans cette audience je parlai aux Etats au sujet de certains Sujets de sa Majesté qui ont été amenés à Rotterdam & à Delft le 17. de ce mois, au nombre de 82, & qui ont été pris comme pirates dans deux petites barques, auprès des Iles d'Orkney, par deux vaisseaux de guerre des Etats, qui étoient là pour protéger leurs pêcheurs. Aïant été informé des qualités de ces gens, & aïant oui dire qu'ils ne sont pas ce qu'on avoit soupçonné, j'ai prié les Etats de vouloir bien en prendre connoissance, & de ne pas souffrir jusqu'à ce qu'on leur ait fait leur procès, qu'on les traite comme Pirates: car ils ont été traités comme tels & en mer, & depuis qu'ils sont à terre. Le jour suivant, qui étoit hier, les Etats m'envoyèrent les écrits que ces gens ont produits pour leur justification, comme aussi les témoignages qu'on a rendu contr'eux; par cù i'ai trouvé que ces gens ont été envoyés de Coleraine en Irlande, par le Chevalier Thomas Philips, pour prendre un certain rebelle nommé Saverly Mac Donald, dans l'Ile de Rafflings, sous le commandement de André Westcoate, Enseigne du Chevalier Thomas Philips; sur quoi ils avoient des instructions fig. 1616. signées par ce dernier, & datées du 16. May. comme aussi une copie d'une lettre des juges d'Irlande, du Chancelier, & du Chevalier Jean Denham, datée du 1. de May, & addressée au Chevalier Philips, l'autorisant à envoyer ces hommes pour faisir Saverly Mac Donald. Dès que j'ai eu informé les Etats de cela, ils ont pris la résolution de renvoyer ces gens à l'endroit où leurs vaisseaux de guerre les ont pris; & de les présenter à certains Officiers dans le Nord de l'Ecosse, nommés Henri Stuart de Carlongie, & William Levingston, qui se disent Sheriffs d'Orkney & de Schetland, & dont les vaisseaux de guerre des Etats ont reçu une lettre datée du 5. Juin, par laquelle on leur donne avis, qu'il se trouve dans ces Quartiers un pirate, qui a pris des bestiaux dans les Iles des environs, & qui attend, à ce qu'ils disent, les Pêcheurs Hollandois. Cette lettre est cause qu'ils ont pris ces hommes à la place du pirate, qui selon toute apparence étoit Saverly Mac Donald, que ces gens suivoient, & qui n'avoit qu'un jour d'avance sur eux. Ils auroient dû prendre d'abord après avoir saisi ces hommes, le parti qu'ils prennent à présent de les renvoyer, & de les présenter aux Magistrats d'E. cosse, cela auroit évité la peine de ce long voyage, & prévenu le tort qu'ont souffert ces pauvres gens, qui ont été dépouillés de tout ce qu'ils avoient, & ont été dans les fers jusqu'à - présent; ce qui m'a enzagé à par-ler ce matin à Mr. BARNEVELT, pour qu'ils instruisent mieux les Capitaines des Vaisseaux qu'ils envoyent dans ces mers, afin de préve-

nir ces inconvéniens; & pour le présent j'ai 1616. demandé qu'on restituë en entier à ces gens ce qu'on leur a pris, & qu'on leur donne des vivres pour leur retour, ce qu'il m'a promis qu'on feroit. J'ai obtenu permission pour l'enseigne Westcoate de venir chez moi, & après m'être entretenu avec lui, je trouve que lui & le reste de la troupe, sont effectivement ce que portent les écrits que j'avois déjà vus.

On apprend à présent qu'il est arrivé dans la rade de Dunkerque un vaisseau venu du Nord de l'Irlande, avec environ cinquante hommes: on l'a saisi comme pirate. A en juger par le tems, & par les autres circonflances, c'est Saverly Mac Donald, qui, à ce que m'a appris l'enseigne Westcoate, s'étoir. emparé d'un bâtiment François entre Raf-flings & Skirries, & avoit pris ensuite un pilote d'un vaisseau Ecossois, qu'il avoit pillé dans l'Île Lewis, tout exprès pour le conduire à Dunkerque. Cela est cause que j'envoye le porteur de cette Lettre par Bruxelles, pour apprendre à tems à Mr. Trumball ce qu'est cet homme, de peur qu'il n'échappe sous prérexte qu'il est catholique réfugié, ce qui est le manteau ordinaire de ces gens-là; il doit passer ensuite par Dunkerque pour pouvoir vous instruire de ce qu'il observera, & apprendra touchant ce vaisseau: s'il arrivoit que la venuë de Westcoate ici comme prisonnier fût cause qu'on eût saisi Mac Donald dans ces quartiers là, ce seroit une heureuse méprise, & un bon effet d'une mauvaise cause. ..

La conformité de cet accident avec ce qui arriva il y a deux ans à Crookebaven en Irlan84

1616, de, où plusieurs des Sujets de sa Majesté furent dépouillés & massacrés, par quelquesuns des vaisseaux des Etats, qui les prirent pour des Pirates, me fournit l'occasion dans la même audience de recommander aux E-TATS - GÉNÉRAUX d'expédier l'affaire de la réparation des dommages pour ceux qui y sont intéressés, sur quoi sa Majesté a écrit il y a environ trois mois, en faveur de Mr. Bootbby, Marchand de Londres, & j'en avois une des Seigneurs du Conseil-Privé de sa Majesté, en faveur d'un nommé Thomas Smyth, qui a souffert dans le même vaisseau; dommages au sujet desquels, malgré mes sollicitations auprès des Présidens chaque semaine, & de Mr. BARNEVELT, on n'avoit encore rien réglé.

> Le jour suivant les Etats employèrent toute la matinée à examiner les pièces qui regardent cette affaire; & j'espère à - présent qu'ils ne la quitteront pas avant que d'avoir pris quelque résolution, de quoi je rendrai compte au plutôt à sa Majesté, & aux Seigneurs du

Confeil.

Je ne puis assez m'étonner de l'avis que l'Ambassadeur de France a donné à sa Cour, & dont vous avez la bonté de m'avertir, touchant l'ordre que j'aurois reçu de sa Majesté dans l'affaire du Formulaire. Je sai qu'il a reçu des mains du Gressier ma proposition & la réponse des Etats; d'ailleurs j'en ai si souvent conféré avec lui, qu'il n'a pas pu ne pas m'en endre, comme je trouve qu'il m'a entendu en esset, par quelques conversations que j'ai euës depuis avec lui sur ce sujet; desor-

te qu'il faut qu'il y ait quelque artifice, de 1616. la part de ceux qui ont informé le Chevalier Thomas Edmondes, & je ne puis l'expliquer autrement qu'en supposant que c'est une méprise volontaire pour détourner, ou prolon-

ger la négociation.

L'Ambassadeur de France m'a montré une Lettre de Mr. de Villeroi, qui écrit que les Ambassadeurs d'Espagne & des Archiducs à Paris, ont pressé le Roi & la Reine Mère, de donner à leur Ambassadeur ici le même ordre que celui que j'ai de sa Majesté, touchant l'acceptation du Formulaire; mais qu'au-lieu de cela ils ont engagé l'Ambassadeur d'E/pagne à écrire à Bruxelles aux Archiducs, pour qu'ils se prêtent à quelque arrangement que cet Etat puisse admertre plus aisément, ce que l'Ambassadeur d'E/pagne a fait, s'il en faut croire cette Lettre. En attendant la réponse, l'Ambassadeur de France suspend mes négociations, mais je trouve qu'il est un peu ranimé par une conférence qu'a euë sa Majesté avec l'Ambassadeur de France à Londres, touchant la froideur de celui d'ici. Il s'excuse sur les troubles domestiques qu'ils ont eu. comme étant une considération qui a dû l'empêcher de faire une proposition aussi desagréable aux Erais, pendant qu'on ignoroit quel besoin son maître pourroit avoir de leur secours; mais il déclare qu'à l'avenir il laissera à quartier toutes ces confidérations, & qu'il réglera ses demarches sur les premières Lettres qu'il recevra de France.

le viens de recevoir par votre lettre du 17. la permission que sa Majesté m'accorde d'al1616. ler à Spa. Je vous en fais mes très-humbles remerciemens. Je ne manquerai pas soit ici soit en route, d'être attentif aux occasions de servir sa Majesté. Je suis &c.

> Discours en François du Ch. D. Carle-TON aux Etats-Généraux, au sujet des Fiefs que l'Electeur Palatin a dans le pais de Iuliers. Juin 30.

> RÉPONSE des ETATS-GÉNÉRAUX, Juin 30.

Que la même demande a été faite plusieurs années auparavant pendant la vie du défunt Dic de Juliers; qu'ils avoient plusieurs fois, depuis la mort de ce Doc, écrit & demandé aux Princes qui sont en possession de ces Fiefs, de les rendre à l'Electeur; & que cela n'aïant pas été fait, les Etats par égard pour la recommandation de sa Majesté, continueroient à employer tout leur crédit, & à faire tous leurs efforts en faveur de l'Electeur.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD au Chev. - D. Carleton, de Greenwich 9. Juin.

Il lui recommande le Chevalier Edouard Conway, Gentilhanme, qui a beaucoup de grands talens, de vertus & d'intégrité, & prie CARLETON de l'affister dans toutes les affaires particulières.

1616

## Le même au même. 17. Juin.

Monsieur,

La lettre dans laquelle vous demandiez la permission d'aller à Spa, ne m'a été remise qu'en dernier lieu, c'est-à-dire, fort tard, ce qui est cause que je n'y ai pas répondu plutôt. J'en ai parlé aujourd'hui à sa Majesté, qui vous a accordé gracieusement votre requête. Si vous passez à Liège, demandez, je vous prie, quels Anglois il y a, & s'il n'y a pas un Séminaire Anglois nouvellement bati, ou qu'on bâtit à présent. Vous n'oublierez pas de laisser quelqu'un à la Haye, pour donner avis de ce qui s'y passera, s'il y arri-ve quelque chose pendant votre absence. Vous trouverez beaucoup d'Anglois à Spa, & plusieurs, je crains, plus mal disposés dans leur cœur envers l'Etat, que malades de corps. Je vous prie d'avoir l'œil sur eux, & quoique extra territorium nulla jurisdictio, vous devez cependant songer au service de sa Majesté, semper & ubique. C'est tout ce que j'ai à vous dire pour le présent. Mes obésissances à votre Epouse. Je suis &c.

Lettre du Chevalier D. Carleton au Sécrétaire Winwood; par Mr. Grimes. Juill. 3.

Monsieur,

Conformément à ma dernière depêche du 23. de Juin, (que j'ai envoyée par un exprès mon domestique, que j'ai fait partir par

ter-

1616, terre, vous en envoyant en même tems la copie par le Courier Johnson ) ces gens qui avoient été amenés à tort comme Pirates à Delft & à Rotterdam, ont été délivrés de prison le jour suivant, & reconduits aux vaisfeaux des Etats qui les ont amenés, pour être transportés de nouveau en Ecosse, où s'ils prouvent qu'ils sont d'honnêtes geus comme je n'en doute pas, & comme j'en ai répondu aux Etats, tout ce qu'on leur a pris leur sera rendu selon l'inventaire. Ils ont passé le 28. du mois dernier à la Brille, où j'ai envoyé quelqu'un exprès pour voir comment on les traitoit; on en usoit avec eux plutôt comme avec des passagers, que comme avec des prisonniers. Mais la manière dont on les a conduits de Delft aux vaisseaux, me donna grand sujet de me plaindre, les soldats étant liés ensemble par les bras, avec des cordes, & l'Enseigne Westcoate afant des menottes. Les Etats s'en excusent comme d'une chose qui s'est faite contre leur ordre; & les Directeurs de la pêche, dont ces gens étoient les prisonniers, disent qu'ils ne pouvoient satisfaire le peuple autrement. Mais plusieurs personnes sont tobjours mal satisfaites de ce trairement; car si ce sont des pirates pourquoi les délivroit-on? Et si ce sont d'honnêtes gens, pourquoi les traiter ainsi? Ceux qui étoient à Rotterdain ont été envoyés à bord pendant la nuit.

Les Etats après de longs débuts touchant l'affaire de Mr. Bootbby, qui étoit follicitée par le porteur de cette lettre, ont pris la réfolution de nommer des Commissaires pris d'en d'en d'en de la commissaire d'en d'en de la commissaire d'en de la commissaire d'en de la commissaire de la commissaire de la commissaire d'en de la commissaire de la commiss

d'entre les députés de chaque Province, pour 1616. examiner & décider; ce qui fait plus de plaisir au porteur que 700. 1. de dédommagement que j'aurois voulu lui faire avoir. Ils ont chargé les mêmes arbitres de régler les dédommagemens pour les blessures & les coups qu'a reçus dans la même occasion Thomas Smith, qui m'a été recommandé par les Seig-

neurs du Conseil - privé.

Les Etats d'Hollande ont fait un Edit trèsfévère, qui condamne à une peine pécuniaire & à l'exil ceux qui à cause de ces différends de Religion se sépareront de leurs congrégations ordinaires, en allant d'ici à Ryswyck, ou d'ailleurs à des Eglises éloignées, pour communier & affister au Culte public. Ceux d'Amsterdam & d'Enckbuysen ont protesté contre cet Edit, offrant de recevoir dans leurs Villes ceux qui seront bannis pour cela, & promettant de leur payer tout ce qu'on leur confisquera, résolus, comme ils le disent ouvertement, de retrancher cela fur leurs contributions pour l'Etat; ce qui a fait suspendre l'exécution de l'Edit.

Il y a ici des députés de Zélande, envoyés exprès pour terminer les longs differends qu'il y a eu entre cette Province & les autres au fujet de son contingent, sur quoi ils sont trèsrésolus à ne pas aller au-delà de huit pour cent, au · lieu de onze à quoi ils étoient taxés. Ils en donnent pour raison la décadence de leur commerce depuis la trêve; & ils sont occupés à présent devant le Conseil d'Etat à montrer que cela est raisonnable par un compte détaillé de leurs finances. Ceux de

1616. Frise font la même difficulté sur leur contingent, & refusent de rendre compte. Mais ce différend au sujet de leurs bourses, s'accommodera plutôt, malgré ces difficultés, que celui de leur conscience; parce que ceux qui ont la principale autorité dans l'Etat, se font une tâche d'accommoder l'un pour le bien public, & suivent leurs passions parti-culières dans l'autre, pour maintenir leur autorité.

Il y a ici un Savoyard nommé Paul de la Ravoyre dont vous pourrez apprendre l'histoire, & la requête par le mémoire que je vous envoye. Il avoit envie d'aller en Angleterre, de quoi je l'ai dissuadé, parce que je lui ai promis de lui procarer une lettre parvotre moyen, au cas que sa Majesté veuille bien écrire en sa faveur au Duc de Savoye. Il a écrit son apologie qu'il m'a montrée; & il y déchifre si bien la Cour de Rome où il a beaucoup vêcu, qu'il mérite toute sorte d'encouragement dans le dessein qu'il a de faire imprimer cet écrit.

L'Ambassadeur de France Mr. Du Maurier a ordre de Mr. de Villeroi au sujet de l'affaire de Juliers & de Cléves, de reprendre les erres des promesses, expression générale qu'il s'attend qu'on lui expliquera plus particulièrement par la première dépêche qu'il recevra; & il compte qu'à mon retour vers le milieu du mois prochain, nous pourrons négo-

cier conjointement pour cette affaire.

Ce qu'on a dit, que j'aurois proposé aux Etats d'insérer le nom de l'Empereur à la place de ceux des deux Rois dans le formulaire des Archiducs, paroît être un artifice des 1616. Espagnols, selon ce que j'apprens de Venise fur la même matière, comme vous pourrez le

voir par l'extrait que je joins ici.

J'ai différé si longrems mon voyage de Spa, en partie à cause du mauvais tems qu'il fait pour voyager, & en partie à cause de beaucoup d'affaires de nos Anglois que j'ai laissées en bon train d'être expédiées: j'espère que ceux que vous m'avez recommandez

auront sujet de vous remercier.

Je laisse ici Mr. Nathanaël Brent, affocié du Collège de Merton à Oxford, qui ne vous est pas inconnu, pour vous donner avis de tout ce qui se passera en mon absence, & pour recevoir vos ordres. Sur ce priant le Tout-puissant de vous envoyer à vous & à tous les vôtres la santé que je vais chercher, accompagnée de toute sorte de bonheur, Je

fuis, &c.

Il y a ici un député de Bâle qui eut audience le 27. du mois dernier. Le seul sujet en étoit (outre les complimens) le payement d'un grand reste de dette pour un service rendu par cet Etat au désunt Prince d'Orange, ce qu'il demande aux Etats. Ils lui ont dejà répondu que la dette est sur le compte des dix-sept Provinces, & non pas seulement de celles qui sont unies. C'est pourquoi ils refusent de prendre la chose en considération.

Le même au même. De Spa 2. Août N. S.

Monsieur,

Ne m'étant arrêté qu'une nuit à Liège en

1616. passant, voici toutes les informations que j'ai pu prendre en si peu de tems sur le séminaire de Jésuites Anglois qui y a été érigé en dernier lieu. Il y a à - présent seize mois que les lésuites de Louvain & de St. Omer demandèrent à l'Electeur de Cologne, comme Evêque de Liège, la permission d'avoir un Collège dans cette Ville, en promettant que ce ne seroit point une charge pour lui, ni pour les habitans. Cela leur aïant été accordé, ils achetèrent certaines maisons joignant le rempart de la Ville du côté du Brabant, près d'un couvent de Capucins, qui leur ont couté quatre fois ce qu'elles valent. Pendant les premiers fix mois ils eurent un double procès; un avec les Capucins pour certaines entrées & passages, un autre avec la Ville, qui ne croit pas qu'il y ait de la fûreté à avoir des étrangers pour possesseurs du rampart, par lequel on pourroit introduire en tout tems les anciens ennemis de la Maison de Bourgogne. Ces différends aïant été accommodés avec de l'argent, ils commencèrent à bârir il y a environ un an, & l'Eglise est déjà faite en partie. Ils ont aussi déjà commencé leur Collège pour lequel ils occurent toujours quarante ouvriers, & quelquefois cent, qui sont bien payés, & pour la plus grande partie en or d'Angleterre. Le Recteur se nomme Thompson; il y a six autres sésuites qui ont autant de différens noms. Le reste, au nombre de 30. ou environ, sont des novices. Deux des plus anciens étoient ici lorsque j'arrivai; & ils font allés à présent vers l'Electeur de Cologne pour les affaires de leur Collège, aïant tous les jours de nouvelles dispu- 1616. tes avec les bourgeois de Liège, qui sont mécontens de leur accroissement subit jusqu'à un si grand nombre, à cause de la situation de la maison; & ces querelles sont somentées par les Capucins qui sont également in-

commodés par leur mauvais voisinage.

Vous verrez par la liste que je vous envoye quelle compagnie j'ai trouvée ici, & ceux qui y sont arrivés depuis; & quelles font leurs différentes dispositions. J'y joins un papier contenant certains articles que ces Jésuites nouveaux venus ont mis entre les mains du Curé de la paroisse, pour que le séjour de ceux qui sont d'une autre religion, ne fasse point d'impression sur les habitans chez qui ils sont logés. Il n'y a point de difficulté par raport aux premiers articles; mais le dernier, qui exige qu'ils jurent que ceux avec qui ils vivent, & dont ils voyent que la conduite est religieuse & honnête, sont immédiatement damnés, cet article, dis-je, est si fort contre leur conscience, que la dernière année, tems auquel cette nouveauté s'introduisit pour la première fois, six ou sept familles abandonnèrent la place, & demeurent aujourd'hui à Amsterdam. Le même serment aïant été proposé au Maître de la Maison ou Loge la Comtesse de Pembroke, il a abandonné sa Maison à ses hôtes, & s'est enfui en Allemagne.

Nous apprenons par les Officiers des places voisines qui sont ici, que le Baron d'Anhalt, Cadet de cette Maison près de Zutphen & de Deventer, qui étoit Colonel à Cléves sous

Léo-

1616. Léopold prétend avoir une commission pour lever mille chevaux; il a déjà choisi ses Officiers. Mais on ignore si c'est pour le service de l'Empereur, ou pour celui du Roi d'Espagne. Il a le titre de gentilhomme de la Chambre de l'Empereur.

Si la faison le permet, notre séjour ici sera encore de trois semaines; & nous serons obligés à notre retour de passer par Louvain, Malines & Anvers, parce qu'il n'est pas sûr de passer par l'autre route sans une escorte, que nous ne pourrions nous procurer com-

modément.

J'ai cru devoir vous en donner avis, afin que je puisse recevoir vos ordres, s'il y a quelque chose à faire dans ces endroits pour le service de sa Majesté. Quoique je sois ici principalement pour ma santé, j'espère cependant d'établir une si bonne correspondance avec Liège, que mon voyage ne se trou-

vera pas tout - à fait inutile.

Le Chevalier Horace Vere, dont je supose que vous serez bien - aise d'aprendre des nouvelles, se trouve un peu affoibli par les eaux, ce que les Médecins ne regardent pas comme un mauvais signe. Je suis encouragé par l'exemple d'un grand nombre de personnes qui se rendent ici de tous côtés, principalement pour la même cause que moi, quoi qu'il en vienne aussi pour routes les autres maladies.

Priant Dieu pour votre fanté, & pour votre prospérité à tous égards, Je suis, &c.

Lettre du Sécrétaire Winwood au Chevalier Dudley Carleton. De Whitehall 13. Juillet.

Monsieur,

Quoique Spa, où cette lettre vous trouvera, ne soit pas un endroit pour les affaires, je veux cependant que vous y soyiez instruit de ce qui se passe ici. Je commencerai par une révolution considérable arrivée dans la fortune d'une personne puissante dans cet Etat. du premier Juge du Banc du Roi (a). Il y a environ un an que sa Majesté alant été instruite de quelques différends entre la Chancelerie & le Banc du Roi, touchant les limites de leur jurisdiction, elle fit venir devant elle en particulier Milord Chancelier, & le premier suge; leur remontra combien il étoit contraire à leur honneur, & préjudiciable à son service, qu'il y eût de telles disputes; & leur ordonna de se tenir chacun dans leurs limites; & de se gouverner de façon que s'il s'élevoit entr'eux quelque question embarrassée, qu'ils ne pussent pas déterminer, ils s'en raportassent à elle, qui voudroit bien décider en personne. Cependant au dernier terme de St. Hilaire plusieurs personnes d'un rang distingué qui dépendent de la Chancelerie, furent cirées devant le Banc du Roi. Bientôt après une cause sur une matière de bénésice aïant été portée à l'échiquier devant tous les juges, sa Majesté croyant que ses prérogatives y étoient

(a) Le Chevalier Edouard Coke.

1616. toient intéressées, envoya ordre aux juges par son Procureur-Général de surfeoir l'examen de cette cause; les juges passèrent outre malgré cela. Enfin le Chevalier Robert Rich & le Chevalier Christophle Hatton, aïant offert de payer comptant l'argent pour lequel leur terre est engagée à cause de la dette du Chancelier Hatton, il a paru par l'examen de la dette, que le premier Juge, dans le tems qu'il étoit Procureur. Général de sa Majesté. avoit engagé le Chevalier Christophle Hatton par des obligations montant à la valeur de 18, 000. l. à ne pas solliciter qu'on dégageat la terre. Pour ces raisons, par un ordre exprès de sa Majesté, il a été accusé devant le Conseil, & chargé par le Solliciteur du Roi des crimes que vous verrez plus clairement par l'écrit que j'enferme dans cette lettre. Enfin il est ôté du Conseil, il lui est défendu de faire sa tournée cet Eté (a); & il a ordre de reformer pendant cette vacance ses livres de raports, où l'on dit qu'il y a plusieurs passages extraordinaires différens des anciennes Loix & des constitutions de ce Royaume.

Les démarches de la France & de l'Espagne dans l'affaire de Cléves & de Julier's sont incertaines & obscures, de sorte que je ne puis pas bien juger quelle en sera la conclusion; je prévois seulement ceci, c'est que tôt ou tard ces différends produiront une guerre sanglante, qui non - seulement déchirera ces pauvres Païs, mais qui infestera les environs, &

<sup>(</sup>a) Les Juges d'Angleterre vont de tems en tems tenir les assises dans les différentes Provinces.

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 97 troublera le repos des autres parties de la Chrê- 1616. tienté.

Milord Hay est parti aujourd'hui pour la France, se proposant de s'embarquer à Douvres pour Dieppe, où il a déjà envoyé ses

chevaux & ses bagages.

Sa Majesté est à présent à Wansted, où elle se propose de s'amuser jusqu'au vendredi de la semaine prochaine, qu'elle partira pour faire sa tournée, en commençant par

les jardins de Théobald.

Mr. Trumbull a ordre de faire des instances auprès de l'Archiduc & de ses Ministres, pour obtenir ou qu'on envoye ici Saverly Mac Donald avec ses complices, asin qu'on les punisse comme pirates, ou qu'on leur fasse là leur procès, & qu'on les traite suivant leur mérite; & qu'avec cela on retienne e vaisseau & les effets pour les légitimes propriétaires. Le tems nous apprendra ce qu'il ourra obtenir, ou s'il obtiendra quelque choe ou rien du tout. Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley CARLE-TON au Sécrétaire WINWOOD, par le Ch. ARTH. INGRAM. De Spa, 12. Août.

Monsieur,

Par ma lettre du 2. de ce mois, je vous lonnai avis de mon arrivée ici comme je rois le devoir faire à présent de notre départ, qui fera, s'il plait à Dieu, jeudi prohain, par la route que je vous ai marquée lans ma précédente; à moins que quelque lesordre commis par notre escorte à son re-Tom, I.

1616, tour ne nous ôte l'envie de nous fier à ces Liégeois mal disciplinés, qui, à ce qu'on nous a dit, ont eu dessein de se vanger sur nos voitures.

Le Chevalier Horace Vere a éprouvé de très - bons effets de ces eaux, dont je ne puis pas me louër si fort pour le présent; mais j'espère, comme les autres qui sont sujets à mon indisposition, que cela ira mieux à la lunga.

Depuis notre arrivée ici il y est venu peu d'étrangers. Il n'y est arrivé d'autre Anglois que le Chevalier Nicholas Tufton, qui a laissé son épouse à Utrecht, avec le Chevalier Edouard Cecil, frère de cette Dame. Ceux que nous avons trouvés ici sont presque tous partis. La Comtesse de Pembroke reste un peu foible d'un mauvais effet qu'ont produit ces eaux. Dans la liste que je vous ai envoyée, il y a quelques personnes marquées particulièrement, qui étoient venuës avec le Chevalier Arthur Ingram, & qui avoient donné quelque soupçon en fréquentant l'Eglise de ce lieu; mais il paroît par ce que j'ai remarqué ensuite, qu'ils étoient menés par la curiosité plutôt que par la dévotion.

Ces deux Jésuites Anglois dont je vous ai parlé, qui étoient allés d'ici vers l'Archevêque de Cologne, pour les affaires de leur Collége de Liège, ont eu commission encore d'obtenir licence de l'Archevêque pour établir dans la Ville de Liège une société de Religieuses Angloijes de St. Omer, qu'ils appellent expectantes, & dont nous avons ici la Gouvernante; ils ne trouveront pas grande difficulté du côté du Prince, s'ils peuvent obtenir aussi aisément le consentement du peuple. 1616.

Le Recteur du Collège des Jésuites Anglois de Liége, qui s'appelle Thompson, est, a ce qu'on m'a appris, ce farret ou Gerard, qui s'échapa de la prison en Angleterre, & qui depuis a demeuré longtems à Louvain.

Il paroît que les levées que l'on fait en Bourgogne, pour le service du Roi d'Espagne. seront beaucoup plus considérables qu'on ne l'avoit dit d'abord. On tire des hommes de toutes les places voisines, & l'on transporte par la route de Trêves & de Mayence, des armes pour sept ou huit mille hommes d'Infanterie. On a levé à Liège une compagnie de chevaux qui ont marché en grande hâte. pour arriver à Besançon en Bourgogne, lieu du rendez - vous, vers la fin de ce mois. Ils y seront commandés avec le reste de la Cavalerie par le Comte Jean Jacomo Belioysa, Italien. Il y a peu d'apparence qu'ils aient dessein de passer les montagnes pour aller dans l'Etat de Milan, comme on le prétendoit, les frais de la marche étant si considérables. & l'Italie abondant d'ailleurs en chevaux plus que tout autre Païs. J'apprens outre cela que ceux qui sont partis de Liège, ont emmené des chevaux pour l'artillerie; ce qui paroît prouver qu'ils ne doivent pas passer les montagnes.

Les Officiers, & une partie des soldats que devoit lever le Baron d'Anhalt sont prêts, mais il manque de l'argent pour la levée entière.

Ce seroit une présomption à moi. dans un lieu si éloigné des affaires, de raisonner sur une affaire aussi considérable, conduite avec tant

ble des étrangers qui sont ici, & la plus probable des étrangers qui sont ici, & la plus universelle, c'est que tout cela tend à établir l'autorité de l'Empereur en Allemagne, en accablant ceux qui s'y opposent de quelque façon que ce soit, & à créer par conséquent un Roi des Romains au gré du Roi d'Espagne. Les premiers coups tomberont vraisemblablement sur le Marquis de Bade.

Vous aurez apris de différens côtés la mort de Tyrone à Rome, dont on a reçu ici la nouvelle par des lettres particulières, & les cé-

rémonies de ses funérailles.

Je vous demande pardon de vous avoir entretenu sur un si mince sujet. Je suis, &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par l'enseigne Randen. De la Haye, 25. Août.

Monsieur,

Etant de retour dans ce lieu de ma résidence, je ne veux pas manquer de prositer de la première occasion qui se présente, de vous en donner avis, comme aussi de vous réstérer mes très-humbles remerciemens pour la permission que vous avez bien voulu me procurer de m'absenter & de faire ce voyage, dont je trouve depuis que j'ai quitté Spa; & l'usage des eaux, des essets si sensibles pour ma guérison, que j'en suis plus en état de m'acquitter de mon devoir pour le service de sa Majesté; & en même tems d'autant plus obligé pour vos grandes & continuelles saveurs. Le Chevalier Horace Vere n'a pas en-

core quitté l'usage de ces eaux qui lui ont fait 1616. tant de bien; il en a aporté une provision de Spa; mais je crois que l'air & les autres élémens doivent concourir; & qu'il peut y avoir

de l'excès dans les meilleures choses.

Dans la route que nous avons prise pour venir ici. par Mastricht, asin d'éviter le traitement dont nous étions menacés à Liège, & ensuite par Louvain , Brusselles , Malines , Anvers & Bréda, nous n'avons pas pu remarquer que les préparatifs de guerre répondent au bruit qu'on en fait ici; par où il paroît que les E/pagnols envoyent leurs terreurs de ce côté, & leurs forces d'un autre, pour amuser cet Etat, & le tenir tranquille, afin d'avoir la commodité d'exécuter leurs desseins ailleurs. L'Archiduc & l'Infante étoient absens de Brusselles, ce qui nous a sourni l'occasion de faire cette petite excursion hors de notre route; nous n'y avons passe que l'heure du dîner, & nous n'avons été qu'une nuit à Anvers, & dans les autres places.

Les Etats d'Hollande doivent commencer à s'assembler aujourd'hui; Mr. Barnevellt étant revenu il y a deux jours, d'un voyage d'un mois, & la plupart des autres Députés étant aussi arrivés. Ils auront à traiter d'affaires importantes, de leurs différends sur la Religion, & de leurs contributions. La Hollande est divisée sur le premier article, & devient généralement plus froide sur le second, à l'exemple de la Zélande. Ces deux points délicars, leur conscience, & leur bourle, mêlés ensemble, les occupent beaucoup.

Vous avez sû qu'il est venu ici un Sécré-

E 3

tai-

1616. taire de Venije, avec des instructions générales, suivant leur usage, pour rendre compte de leurs affaires. Si leurs troubles continuënt, il aura la qualité de Résident, il prend une maison pour cela. Il me paroît que les Etats sont aussi dissorés à en envoyer un à Venije, mais ils diffèrent de prendre une résolution, jusqu'à ce qu'ils sachent comment celui-ci sera qualissé, ce qu'ils comptent d'apprendre par les premières lettres. Je vous envoye cette première proposition faite dans

l'assemblée des Etats · Généraux.

Le Roi de France a envoyé ici par Pleuvenel un beau présent de six chevaux Espagnols, avec des housses de velours bleu, galonnées en .or; il y en a quatre pour le Comte Mau-RICE, & deux pour le Comte Henri. rent présentés dimanche dernier avec beaucoup de cérémonie. Pleuvenel fut conduit à la cour par l'Ambassadeur de France dans le carosse de celui-ci, & il sit un discours d'aparat sur l'affection du Roi de France & de la Reine Régente pour la Maison de Nassau. & en particulier pour ces deux Princes. Prince d'Orange étoit présent. Comme on reçut le jour suivant la nouvelle de l'emprisonnement du Prince de Condé à Paris, on regarde généralement ici cette politesse comme une aucupatio benevolentia contre les conséquences que peut avoir une résolution si desespérée, qui pourroient faire tomber la France de fièvre en chaud mal.

Les Compagnies Françoises qui sont ici au fervice de cet Etat, n'ont point touché d'argent de France depuis plusieurs mois, de sorte

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 103

que la charge de leur paye étant sur ces Pro- 1616. vinces, elle s'est trouvée si pesante qu'ils n'ont pas été en état de la soutenir, & de satisfaire leurs propres troupes qui sont fort en arrière, & ne se recrient pas peu; le soldat n'aïant pas ici comme ailleurs la liberté de vivre à la discrétion : & n'aïant plus d'autre moyen pour sa subsistance.

Voilà tout ce que j'ai pu recueillir dans le peu de tems qui s'est passé depuis mon retour, & c'en est trop au milieu de vos occu-pations plus importantes. Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton. au Sécrétaire Winwood, par George MARTEN. 16. Sept.

Monsieur,

J'ai disséré quelques jours de vous écrire, dans l'espérance que la séparation des Etats d'Hollande fourniroit quelque chose qui vaudroit la peine d'être mandé à sa Majesté. Mais ils se sont séparés aujourd'hui sans avoir rien conclu, ni touchant leurs contributions, ni fur leurs questions de Religion, les deux principaux Sujets de leur assemblée, qui doit recommencer dans dix jours. En attendant ils comptent d'apprendre la résolution de la Zélande sur l'un de ces points, pour lequel le Trésorier de Bye, & une autre personne du Conseil d'Etat, ont été employées par les ETATS - GÉNÉRAUX auprès de cette Province; & c'est de là que dépend la résolution de la Hollande. Touchant l'autre point ils ont eu des paroles très vives dans leur dernière as-E 4

rolo. femblée; & avant que de s'assembler de nouveau, ils doivent sonder leurs Villes respectives pour savoir si l'on pourra y consentir à quelque tempérament, que Dort voudroit qu'on opposât à la violence de Rotterdam & de cette Ville, & des autres voisines, & à la constance (car je puis appeller ainsi la résistance aux nouveautés) d'Ansterdam & de la Nord-

Hollande.

Le 7. de ce mois, l'Ambassadeur de France Mr. Du Maurier eut audience des Etats GÉNÉRAUX; c'est la première depuis que le Prince de Condé a été arrêté; sur quoi il renvoya à la déclaration du Roi son Mastre. Et après avoir longtems insisté sur la douleur que ressentoit le Roi dans cette occasion; sur la nécessité où il s'étoit trouvé d'avoir recours à ce remède; sur le soin qu'il avoit eu d'informer cet Etat, comme ses meilleurs amis, de toute cette affaire; sur l'assurance qu'il avoit de la part qu'ils y prendroient, & de leur empressement à contribuer de tout leur pouvoir à la guérison des maux; sur l'importance de la cause qu'il appelle l'affermissement de l'autorité Royale; sur l'intérêt particulier qu'ils y ont, puisque c'est le principal appui de leur liberté; sur la confiance que le Roi a en eux, à cause de leurs procédés dans les derniers troubles; sur les trairés faits premièrement avec le feu Roi de France, & confirmés ensuite par celui · ci; & enfin sur les efforts du Roi pour prévenir de nouveaux troubles, afin de pouvoir plutôt donner du secours qu'être à charge à cet Etat, de qui s'il en est besoin, il se promet toute sorte d'assistance; il

con-

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 105

conclut en demandant qu'ils fissent pour le 1616, présent une désense dans tout l'Etat, aussi bien que dans les places qu'ils tiennent dans les Païs de Juliers & de Cléves, contre le transport soit d'hommes soit de munitions en France, & contre toutes nouvelles levées, destinées à infester le Royaume; prometrant qu'il en résulteroit ce bon effet, que les troubles seroient plutôt appaisés, & que par conséquent le Roi de France seroit plus en état de payer aux troupes Françoises, qui sont ici, les arrérages qui leur sont dûs, & que Mr. Langerack. Ambassadeur des Etats, avoit

demandé en dernier lieu.

Les Etats répondirent à cela le 20 qu'ils étoient très-fachés de ce nouvel accident, dont ils désiroient un bon & salutaire accommodement, à la satisfaction de sa Majesté, & pour le bien de sa couronne, comme y étant obligés par les traités & par les faveurs qu'ils ont reçuës de leurs Majestés; qu'ils feroient incessamment une publication dans toutes les places où s'étendoit leur autorité, & en particulier dans les Païs de Juliers & de Cléves, contre le transport soit d'hommes, soit de munitions, & contre toute nouvelle levée foit d'Infanterie, soit de Cavalerie; qu'ils, observeroient religieusement toutes les choses auxquelles ils étoient obligés, pour le service de la personne du Roi ou de son Royaume; qu'ils remercioient humblement sa Majesté pour toutes ses saveurs, la priant de les continuër; & en particulier de prendre des arrangemens pour que les arrérages dûs aux troupes Françoises soient payés à tems, afin

E 5

#### 106 LETTRES ET NE'COCIATIONS

1616. d'éviter les inconvéniens qui résulteroient s'il en étoit autrement, soit pour le service de sa Majesté, soit pour celui des Etats.

Le même jour on donna des ordres pour dresser un maniseste qui a été publié ensuire,

& dont je vous envoye la traduction.

Par une dépêche qu'un exprès a aportée aux Etats-Généraux de la part de Mr. Langerack, où il leur rend compte de ces nouveaux accidens arrivés en France, il les informe pareillement des bons offices rendus par les Ambassadeurs de sa Majesté auprès du Roi & de la Reine Régente, pour l'accommodement de ces brouilleries, & leur dit comment il a été follicité en particulier de se joindre à eux pour cela; à quoi faute de commission d'ici, il n'a pu répondre qu'en termes généraux, c'est pourquoi il attend de nouveaux ordres.

Instruit de cela, & me ressouvenant d'ailleurs de ce que me dit sa Majesté la dernière fois que j'eus l'honneur de lui baiser la main, dans le tems qu'on négocioit un accommodement dans les troubles précédens; qu'il lui feroit agréable que l'Ambassadeur de cet Etat eût ordre de se joindre au Chevalier Thomas Edmondes dans cette tâche; j'ai parlé à tems sur ce sujet (avant le retour du courier qui doit repartir aujourd'hui) à son Excellence & à Mr. BARNEVELT comme aussi à d'autres Membres des Etats, leur représentant combien l'accommodement des troubles qui menacent aujourd'hui la France, leur importe, soit pour le présent, par raport au payement des troupes Françoises qui sont à leur service,

38

& dont les arrérages pour ces deux dernières 1616. années montent à plus d'un milion de France; foit pour l'avenir, parce que les forces de leur ancien & irréconciliable ennemi s'accroitront par les divisions, & par conséquent l'affoiblissement de la France; & que l'armée de cet Etat se trouvera fort diminuée, si l'on rappelle, ou si l'on congédie les Régimens François, que la nécessité obligera le Roi de France à rapeller, ou que leur intérêt particulier les obligera à renvoyer, quand même on ne les demanderoit pas. Là dessus je leur représentai aussi combien les offices. réunis de Princes qui ont le même intérêt, font plus efficaces que les négociations féparées de chacun; & je leur assurai que l'ordre qu'ils donneroient à leur Ambassadeur de se joindre à ceux de sa Majesté pour une si bonne fin, lui donneroit beaucoup de satisfaction.

J'ai trouvé son Excellence & tous les autres très disposés à suivre cette méthode, comme convenable dans ces commencemens. avant que ces troubles aient acquis vires eundo. Mr. BARNEVELT seul a reçu la proposition froidement, jugeant que c'est une chose très-délicate que d'intervenir entre un Roi & ses Sujets, quoiqu'il se rapellar une idée de mon Prédécesseur le Chevalier Henri Wutton, qui dans un discours sur une semblable occasion, avoit dit que ce qui est crime de Léze Majesté en Angleterre, n'étoit qu'un petit crime en France. Il ajouta, qu'il valoit mieux attendre encore, & voir quel tour prendroient les choses, avant que de former aucune résolution; il promit cependant, que E. 6 quandi 1616. quand les Etats répondroient à leur Ambassadeur, il proposeroit mon ouverture à leur

considération.

Je ne pouvois sans un ordre particulier de sa Majesté, saire de ceci une affaire publique auprès des ETATS - GÉNERAUX; & je n'ai pas cru d'ailleurs que cela sût nécessaire, parce que s'ils jugent que la chose s'accorde avec leur intérêt particulier, ils suivront cette ouverture quoique saite en particulier; & que s'ils en ont une autre idée, je ne m'expose

pas à un refus public.

L'Ambassadeur de France a reçu hier par un autre courier des lettres de Paris du ½ de ce mois, qui lui ordonnent de demander aux Etats, d'envoyer sur le champ en France au secours du Roi, deux Compagnies de Cavalerie, celle de Villebon, & celle de May; pour lesquelles il a promis qu'on obtiendroit un passage par les terres des Archiducs; & il doit travailler à faire envoyer trois autres Régimens d'Infanterie François, avec l'addition d'autant, pris des autres Nations pour le printems prochain, en cas qu'il en soit besoin.

Il doit faire aujourd'hui cette proposition qui fonnera fort mal aux oreilles des Etats, soit parce que cela les priveroit de leurs troupes, soit à cause de leur passage par les terres de

l'ennemi, où on peut les débaucher.

On a reçu ici trois différentes lettres de l'Archevêque de Cologne dans lesquelles il se plaint beaucoup des incursions & des defordres qu'a fait la Cavalerie des Etats dans son Païs. Ils ont remis la chose à l'examen du Conseil d'Etat; & c'est toute la ré-

ponse qu'ils ont faite à l'Archevêque. 1616,

Il est arrivé à Cologne un petit accident qui a fait parler beaucoup dans ce Païs. Bildeberg, que vous connoissez, Agent de plusieurs Princes, & résident à Cologne, étoit reconnu pour tel par les Princes posselseurs, & du consentement de l'un & de l'autre, étoit logé dans la Maison de Cléves, bâtiment ainsi nommé dans cette Ville, duquel en vertu des droits de l'un & de l'autre il a joui depuis cinq ou six ans. Il y a environ six semaines qu'un Sé. crétaire de Neubourg demanda un apartement dans cette Maison; & y aïant été admis il prit le lendemain deux foldats ou braves, ce qui engaga Bildeberg à en prendre deux autres en faveur de Brandebourg pour se maintenir en possession. La chose aïant été ainsi disputée entr'eux pendant un mois, 20. Mousquetaires envoyés par la Ville mirent il y a dix jours les deux parties lirigeantes hors de la maison, & la Maison de Cléves a été mise en séquestre, jusqu'à ce que le différend soit ajusté entre les deux Princes. On fait ici beaucoup de réflexions là dessus, comme si c'étoit là un échantillon par lequel on peut juger de toute la pièce, & que l'Empereur se proposat de mettre en séquestre toutes les places qui sont ainsi contestées.

. Vous pouvez voir par cet Extrait de lettre que je vous envoye, combien peu les Jésuites Anglois sont aimés du peuple à Liège, & quel jugement on porte de mes avertissemens sur l'Auteur de l'infame libelle intitulé Corona

Regia. Je suis, &c.

P. S. L'Ambassadeur de France a différé sa E 7 pro-

#### 110 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1616, proposition, pour sonder auparavant dans des conférences particulières les dispositions des Etats.

Son Excellence part demain pour visiter les fortifications de la Gueldres, & des environs. Elle a donné à Pleuvenel qui a amené ici les chevaux du Roi de France, une médaille avec son portrait monté en diamants, valant 6500. francs; & le Comte Henri lui a donné quatre jumens de carosse.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD, au Chevalier Dudley Carleton, par Johnson. De St. Barthelemi, 14. Sept.

#### Monsieur,

Aprenant par vos lettres de la Haye, que vous êtes de retour de Spa, je commencerai par vous féliciter de l'heureux fuccès des eaux pour le rétablissement de votre santé. Vous faurez ensuite que pendant votre longue abfence, il s'est présenté tant de choses & de si grande conséquence, dont je ne vous ai pas informé faute d'occasions, que je me trouve à présent, pour ainsi dire, dans un labyrinthe, ne fachant ni par où commencer, ni encore moins comment finir. Mais pour venir à ce qui importe le plus, puis qu'il s'agit de la bonne intelligence entre les couronnes de sa Majesté, & les Etats, je ne puis m'empêcher de vous faire favoir que sa Majesté, son Conseil, & ses sujers sont si mécontens du gouvernement de ces Provinces, que si l'on n'y remédie par des efforts sincères & empressés, & que leurs affaires ne s'ar-

ran

rangent pas autrement, il y aura nécessaire- 1616. ment une rupture, au grand desavantage de leur Etat, & à l'avantage de leur ennemi. Car pour vous parler net, il y a une indisposition si générale contre ce rigoureux Edit qui défend l'entrée de nos draps teints & aprêtés. édit secondé, à ce que nous aprenons, par une conjuration obstinée formée entre les marchands, pour n'acheter aucun drap ni teint, ni blanc, que quoiqu'on n'ait point encore pris de résolution publique, cependant tout vrai Anglois pense & dit, que sa Majesté doit, par justice & par équité (neque enim. lex justior ulla, quam necis artifices arte perire [ua] & par raison d'état, interdire tout commerce entre ces Royaumes & les Provinces · Unies . & défendre aux Hollandois , en remettant en vigueur les déclarations, précédentes, de continuer leur pêche annuelle sur nos côtes. Or si nous en venons à ces extrêmités, (& nous y viendrons si les Etats ne revoquent pas ce rigoureux édit) je sai qu'il en cuira à eux & à nous, car quando Africa piange, Italia non ride; & que personne n'y gagnera que celui qui espère de fonder tôt où tard sa grandeur sur les ruines des uns & des autres. Je connois bien le caractère de ce peuple, & l'humeur de ceux qui sont au timon de l'Etat. Ils n'aiment pas a être croisés dans leurs mesures, & quod volunt valdè volunt; cependant il n'est jamais trop tard pour être sage, & il n'y a point de résolution mauvaise que celle qu'on ne peut changer. Je vous déclare que je suis en grande perplexité, pour accommoder ces différends

1616. rends à la pleine satisfaction de toutes les parties. Ce qu'il y a de très-certain, coute qui coute, & quand même cœlum terris mi/ceutur, sa Majesté ne consentira jamais à avaler, beaucoup moins à digérer cet affront. Comme je l'ai dit, les Espagnols seuls ont sujet de triompher, d'ériger des trophées, &

d'allumer des feux de joye.

Par zèle pour le bien public, & pour remplir le devoir de ma place; je ne puis m'empêcher de souhaiter que vous preniez occasion de visiter Mr. Barnevellt, sur quelque autre prétexte, & qu'alors en passant, tamquam aliud agens, vous entriez en conversation sur ce sujet; que vous lui fassiez entendre nettement ce que vous aprenez, & ce qu'on vous a écrit; que vous lui représentiez les inconvéniens qu'il y a à craindre, qu'il dépend uniquement de cet Etat de les prévenir, & qu'il n'y a d'autre moyen pour cela que la révocation de leur désense.

J'en ai parlé franchement au sieur Noël Caron, & je lui ai fait voir clairement que les Etats auroient pu avoir leur but, c'est-à dire, frustrer notre dessein de teindre & d'aprêter les draps, quand même cette désense n'auroit jamais été publiée. Vous ne pouvez rendre un meilleur service ni au Roi notre Maitre (car j'avouë que nous sommes intéresses à la conservation de ces Provinces) ni à ces Provinces elles-même qui ne peuvent méconnoître que comme elles doivent leur existence à la faveur de nos couronnes, ainsi leur bien être dépend de sa continuation; vous ne pouvez dis-je rendre un meilleur service aux uns

uns & aux autres qu'en employant tous vos 1616. foins pour ôter ces mesintelligences, que je fuis faché de voir nourries & fomentées par les malicieuses menées de gens malintentionnés, qui béent après les nouveautés, & qui ou par méchanceté ne veulent pas, ou par stupidité ne peuvent pas comprendre, combien ces Royaumes & ces Provinces florissent aussi longiems qu'on vit en bonne amitié, & combien les uns & les autres seront nécessairement malheureux, si ce lien vient à s'affoiblir ou à se dissources.

Je vous prie de m'instruire avec toute la diligence possible du succès que vous aurez dans cette négociation particulière, car je vous écris comme à un bon ami, & non comme à un ministre public; si les Etats persistent dans leur résolution, vous pouvez être persuadé que

actum est de amicitià.

On dit ici qu'on fait une grande quantité de draps à Amsterdam, à Alcmaer, & dans d'autres endroits de la Hollande. Je-vous prie de vous informer de la vérité de la chose, de la quantité de draps qu'on y fait, de leur beauté, & de la manière dont ces villes se pour-

voyent de laines.

Je ne dois pas oublier de vous dire que Mr. Bercke pensionnaire de Dort, a été ici cet Eté pour engager cette nouvelle compagnie de teinturiers & d'aprêteurs, à s'aller s'établir dans cette ville; & pour les attirer d'autant mieux, il leur a promis la révocation de cette désense, si du moins il en faut croire l'Alderman Cockagne Gouverneur de cette compagnie, quoique je doive avouër que Mr. Bercke me

### 114 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1616. l'a nié tout net. Cette manière de procéder paroît fort étrange à sa Majesté, qu'une Province sous-main & par des moyens indirects contrecarre le bien d'une autre; car Middelbourg est en possession d'avoir chez elle nos marchands, & l'a été depuis plus de trente ans. La prospérité de cette ville tient à sa réssidence de ces marchands; & si la Hollande instar lienis, tire à elle succum & sanguinem de tout le commerce, comment la Zélande payera-t-elle son contingent, pour le réglement duquel entre les Provinces, la dispute est si échausée encore aujourd'hui, tanquam

pro aris & focis?

Par ces raisons sa Majesté n'a pas trouvé àpropos de voir Mr. Bercke, cependant elle m'a donné pouvoir de lui parler; je lui ai déclaré franchement le tort que cela feroit à leur Etat, & la jalousie qu'on auroit contre la Hollande, si par de telles considérations nos marchands étoient forcés de quitter la Zélande; & sur ceci vous devez savoir, que si, toutes choses égales d'ailleurs, nos marchands peuvent trouver autant d'avantage à Middelbourg que dans quelque autre ville, sa Majesté aime mieux qu'ils y restent, soit à cause du voisinage de l'Angleterre & de la Zélande, soit parce que cette Province a toujours été la plus affectionnée à notre païs, & à nos compatriotes. J'oubliois de vous dire que nos marchands sont en traité avec ceux de Middelbourg, & qu'ils leur ont donné du tems jusqu'à la St. Michel pour obtenir la révocation de l'Edit, ce qui aggrave le procédé desobligeant de Dort, qui envove un commissaire,

poug

pour ainsi dire pendente lite, pour traverser la 1616.

négociation d'une ville voisine.

J'aprens que Mr. Bercke est mal-content de moi, mais id populus. Amicus Plato, magis emica veritus. Je suis le serviteur du public,

& non d'aucun homme en particulier.

Je dois vous remercier à présent du service que vous avez rendu au Chevalier Horace Vere, quoique vous en recueilliez l'honneur, en vous assurant l'amitié d'un si brave & sigalant homme, qui reconnoît vivement toutes vos honnêtetés; je ne vous en ai pas moins d'obligation, sachant bien que ma recommandation fondée sur l'expérience que j'ai faite de son mérite & de ses vertus, vous a rendu sa personne plus agréable. Je vous souhaite toute sorte de contentement de même qu'à votre épouse à qui je présente mes obéissances. Je suis &c.

Je vous prie de prendre quelque tems pour m'instruire pleinement de l'état de la Religion dans vos quartiers; on en fait d'étranges ra-

ports.

Lorsque j'étois prêt à figner cette lettre, le Chevalier Horace Vere est entré chez moi. Vos eaux de Spa en ont fait un novus bomo. Si vous ne voulez pas être tué par la pierre, vous devez dicter, & vous servir de la main d'un autre.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton au Sécrétaire Winwood; par la voye de Zélande. 28. Sept.

Monsieur,

Selon ce que je vous mandois dans maLet-

#### 116 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1616, tre du 18 de ce mois, envoyée par le courier George Marten, l'Ambassadeur de France Mr. Du Maurier a fait sa proposition le 18. touchant les deux compagnies de Cavalerie Francoises, que le Roi son Maitre souhaite qu'ils envoyent en France par les terres des Archiducs, de qui il leur dit qu'on avoit déjà obtenu une permission pour le passage; & il promit que dès qu'on n'en auroit plus besoin en France, on les renverroit incessamment pour. le service de ces Provinces. Les Etats prirent là-dessus sur le champ la résolution d'envoyer ces deux Compagnies, pour quoi ils donneront leurs ordres aussicot que l'Ambassadeur aura reçu ses Lettres des Archiducs & de France touchant leur passage, & leur rendez-vous. Dans leur réponse ils louënt les soins que se donnent le Roi & la Reine pour tâcher de prévenir les troubles qui menacent ce Royaume, comme encore la bonté, dont l'Ambassadeur avoit dit un mot dans son discours, qu'ils ont. d'écouter des ouvertures d'accommodement, en quoi ils prient leurs Majestés de persévérer.

Le Sécrétaire de Vénise eut audience le même jour des ETATS GÉNERAUX en conséquence d'un ordre de ses Maitres, qu'il avoit reçu deux jours auparavant par un exprès. Il rendit compte d'abord des grands avantages qu'ils ont eus dans leurs guerres contre l'Archiduc Ferdinand; ensuite des propositions saites à la cour de l'Empereur, & écoutées avec plaisir par les Vénitiens, mais sans qu'elles ayent en de suite, par les procédés artissicieux & hautains du côté de l'Archiduc. Ensin il pria

DU CHLV. DUPLEY CARLETON. 117

les Etats au nom de ses Maitres de vouloir 1616, bien permettre au Comte Jean-Ernest de Nassau (qui s'est offert de lui même aux Vénitiens) d'aller les servir en personne & de faire une levée de 3100 hommes d'insanterie dans cet Etat & dans les environs. Il apuïa sa demande sur des raisons tirées de l'intérêt commun qu'ils ont à la conservation & à l'établissement de leur liberté, dono cosi pretiose di Dio.

Les Etats dans leur réponse, qu'ils rendirent le lendemain, ont consenti au départ du Comte Jean & aux levées; mais ils ont borné le tems de son absence à un an, à cause du besoin qu'ils ont d'un homme de son mérite, qu'ils recommandent en termes très-amples; priant qu'en conséquence par considération pour lui-même, & pour sa maison, il puisse trouver chez eux le meilleur traitement. Ils demandent de plus qu'on prenne des précautions pour que, en cas que le traité de paix réuffisse, leurs troupes puissent revenir sûrement par les terres de l'Archiduc, si elles doivent prendre cette toute, & qu'on assigne une place honorable pour ensévelir ceux de leurs foldats qui pourroient venir à mourir dans quelque garnison.

Le contrat entre le Comte Jean & ce Résident de Vénise, porte, que soit qu'on ait la guerre on la paix, les troupes seront entretenuës pendant quatre mois au service de la République de Vénise, qu'on les partagera en vingt compagnies, qui seront payées sur le pied des Suisses à 1150 florins par compagnie pour chaque petit mois, que chaque sol-

dat

1616. dat aura 14 florins en s'enrollant, qu'ils feront transportés dans 15 vaisseaux pour chacun desquels ont donnera 6000 florins, & que s'il en faut davantage ils seront payés sur cette somme; qu'on donnera au Comte fean pour les vivres & les autres choses nécessaires, deux mois de paye d'avance; pour tout cela on a fait par Amsterdam une remise de 40,000 ducats au Résident de Vénise, avec un crédit pour davantage s'il en est besoin. Le Comte fean, pour son payement, sa personne, & pour celui des autres officiers en chef, doit s'en remettre à l'honnêteté de l'Etat de Vénise.

L'Agent de Brandebourg a en la semaine dernière une audience des Etats-Généraux, dans laquelle il s'est plaint au nom de l'Electeur de Brandebourg des torts que lui ont sait les Polonois en Prusse, en soulevant contre lui ses sujets papistes, & il a prié les Etats de lui envoyer un Ambassadeur pour soutenir ses intérêts. Il a ordre de plus de demander une levée de 120 chevaux, & de deux cens hommes de pied dans ce Païs, pour être envoyés en Prusse par mer; ce qu'il dissère en attendant qu'il reçoive de Prusse où l'Electeur est à-présent, des nouvelles de l'état actuel des

affaires.

Il s'est plaint, au nom du Prince de Brandebourg, de la tyrannie, (mot qu'il a répété souvent dans son discours) que les soldats des Etats exercent sur les sujets de Juliers & de Cléves, à quoi il a prié qu'on rémédiat promptement, de peur des conséquences.

Il a communiqué au chef d'ici dans des au-

diences particulières le desir qu'a l'Electeur 1616. de venir dans ce lieu, pour traiter avec les Etats touchant les affaires de Juliers & de Cléves, & la résolution où est le jeune Prince de quitter ces quartiers pour se laisser gouverner par ses conseils, & d'aller joindre son Père en Prusse. Mr. Barnevell a déconseillé l'un & l'autre; le voyage du Père à cause des soupçons qu'il donneroit par-là sans nécessité, & celui du sils par la considération du préjudice que son païs souffriroit, & de la perte de sa réputation à laquelle il s'exposeroit par son absence.

Il y a actuellement une entrevuë à Arnbem entre son Excellence, le Marquis d'An/pach, & le Comte de Solmes, qui a épousé la sœur du Marquis; le but de cette entrevuë, autant que je le puis comprendre, est plusôt de discourir d'affaires ordinaires, que de consulter

fur quelque projet particulier.

le vai répondre à-présent à votre Lettre du 14 que j'ai reçuë par Johnson le 20, & à celle du 20 qui m'a été remise le 25 par Hindrickson, toutes deux rélatives au même but, touchant la révocation d'un Edit publié dans cet Etat contre l'entrée de nos draps teints & aprêtés, avec les autres circonstances qui en dépendent. l'ai laissé passer quelque tems depuis la réception de votre première Lettre, & j'ai fait un voyage à Amsterdam sous un autre prétexte, pour pouvoir vous informer plus en détail & plus sûrement de ce que vous souhaitez de savoir; ce que j'ai cru pouvoir faire d'autant mieux, que je savois qu'il étoit inutile de bouger au sujet de l'affaire de l'Edit,

1616, dit, jusqu'à l'arrivée des autres marchands qu'on attendoit à peu près dans ce tems ci, & qui sont en effet arrivés. Je trouve qu'on employe tous les foins & toute la diligence possibles dans ces quartiers, & en particulier à Amsterdam, pour supléer au défaut de nos draps d'Angleterre. On a fourni pour cela à des particuliers des sommes tirées d'un fonds commun pour établir des mêtiers à faire des draps, chacun de ceux qui se charge d'en établir un, recevant 50 florins, & 500 en prêt pour être payé en dix ans par égales portions; ensorte que par ce moyen ils ont déjà à Amsterdam environ 90 mêtiers qui font 50 pièces par semaine. Il y en a 250 autres à Alcmaer, à Rotterdam & dans d'autres villes de la Hollande; ce qui feroit au pro rata environ 200 pièces de drap par semaine.

Par raport aux laines pour cet ouvrage, ils en ont plus qu'il ne leur en faut, en partie de leurs propres Provinces, de Hollande, de Frise, d'Overissel, de Gueldres & d'Utrecht, en partie du dehors, comme du païs de Cléves, de Poméranie, d'où ils en tirent une grande quaniiré. & d'Espagne. Ils ont aussi des laines d'Angleterre par contrebande. Il est arrivé à Amsterdam depuis trois semaines, deux vaisseaux chargés uniquement de cette marchandise dont l'un venoit de Newcastle,

& l'autre ne dit pas d'où il vient.

Les laines qu'ils tirent d'ailleurs que des domaines de sa Majesté, servent en les mêlant, à faire des draps de 10 jusqu'à 26 l. la pièce, & point d'un plus haut prix, excepté par un choix des laines; & ils n'en font que

per

peu. La plupart de ceux qu'ils font sont des 1616. plus grossies, & tout ce qu'ils en ont jusqu'ici n'est pas plus que la 15. partie de ce dont ces Provinces ont besoin pour soutenir les manusactures qu'ils avoient auparavant pour la teinture & pour l'aprêt.

Outre les draps blancs, ils en font de colorés, comme pheasants, & autres pareils, & quelques-uns à l'imitation des Kersses du

Nord & de l'Ouëst.

Les ouvriers qui travaillent ici sont de différentes Nations; il y a des Flamands, des Hollandois, des Brabançons, & des Anglois; mais la plupart sont de Liège ou des environs, comme d'Aix, & d'autres lieux, d'où la persécution pour la Religion les a fait sortir.

Ils ont établi depuis 15. jours une Halle à Amsterdam, à l'imitation de Lea len-Hall de Londres, où il y a des Officiers nommés pour examiner la bonté, & fixer les prix des draps, qui ne sont pas suiets aux impôts mis sur tous les draps Anglois ou Kerses, qui viennent dans le Païs, qui est de 5. pour cent, pour ceux seulement qui se portent dans le Païs, & non pour ceux qui sont exportés.

Malgré leur empressement à faire des draps dans cette Province, & leurs intrigues pour empêcher le débit des nôtres, je ne m'aperçois pas que le bur ni de l'Etat, ni des Marchands, qui se sont ligués dans cette occasion, soit l'exclure absolument nos draps, l'Etat ne pouvant pas ne pas sentir le préjudice qu'ils recevroient par la rupture du commerce avec eurs proches voisins & leurs meilleurs amis. Et les Marchands de drap qui ont été les Autom. Il

1616, teurs de l'Edit, trouvent déjà par expérience combien ils se sont bouché par là en effet tout commerce à eux-même. Ainsi j'espère que l'intention en faisant cet Edit sévère, é. toit seulement iniquum petere, pour obtenir quelque tempérament dans la vente de nos draps. Car on ne peut nier que ce ne fût une grande misère pour nombre de gens de ce peuple qui gagnent leur vie, uniquement en teignant & en aprêtant nos draps Anglois, & dont la 15. partie n'est pas occupée par leurs nouvelles manufactures de draps, ce qui les excusera d'autant plus, si dans les conférences qu'ils ont à - présent là - dessus, ils en viennent à quelque conclusion modérée. Comme je n'y épargnerai pas mes efforts, en observant cependant la reserve que vous me prescrivez dans vos dernières lettres; j'espère aussi que nous en verrons quelque bon effet soit pour le service de sa Majesté, & le bien de ses Royaumes, soit pour la prospérité de ces Provinces, à laquelle sa Majesté a un si grand intérêt.

Vous sentez si bien quel inconvénient il y auroit à rompre tout commerce entre les sujets de sa Majesté & cet Etat, qu'il n'est pas besoin que je joigne ici mon humble opinion. Mais rien n'est plus certain, les uns & les autres en souffriroient un préjudice infini pour le présent; & les conséquences en sont très à craindre, ce peuple étant naturellement entêté. J'espère qu'on n'en viendra pas à l'épreuve des résolutions desespérées qu'ils seroient capables de prendre dans le desespoit de la faveur de sa Majesté, & de toute correspondance avec ses Royaumes, qui ont été

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 123

pendant plusieurs années, soit en paix, soit 1616. en guerre, & qui sont encore à présent leur unique soutien. L'Espagnol dit, quando sierra une puerta, altra apre la fortuna; & ceuxci sont gens à se jetter tête baissée, & à quelque prix que ce soit, par cette porte Espagnole, qui leur sera toujours ouverte, plutôt que d'être privés du commerce, le seul soutien des

particuliers, & du public.

Les disputes de Religion, dont vous m'ordonnez de vous rendre compte, roulent principalement sur l'acceptation, ou la réjection d'un décret fait par les Etats de Hollande l'an 1614. sous le titre de résolution; par lequel ils défendent aux deux partis de porter dans les chaires la question difficile de la Prédestination, quoiqu'ils permettent qu'on la traite dans les Ecoles, & entre les Savans. Quatre Villes, avoir Amsterdam, Enckbuysen, Edam, & Purnerent, s'oposèrent à ce décret, & s'y opoent encore. Dort y a consenti; mais tous les Ministres de cette Ville, & de la Banlieuë, conservant leur ancienne forme de prêcher k étant tous du même sentiment, il n'y a as eu occasion d'y mettre ce décret en exéeution. Quelques autres Villes, comme Roterdam, & celle · ci en particulier, en usent vec beaucoup de rigueur, en sorte qu'on a nterdit la chaire à quelques Ministres qui ne eulent pas se soumettre; pendant que les rédicateurs de l'autre faction qui ont changé a question sur la prédestination, en disputes ur la validité de ce décrer, ou de la résoluion, dominantur in concionibus sous l'autoité du Magistrat. Il y a cinq jours qu'à la F 2 Bril-Bril-

## 124 LETTRES ET NE GOCIATIONS

1616. Brille douze Ministres de cette Ile comparurent devant certains Députés d'Hollande nommés dans leur assemblée, qui leur lurent la résolution, & les pressèrent d'y souscrire, ce qu'ils ont refusé à cause de plusieurs opinions semées & entretenuës par ces novateurs, contre la doctrine professée anciennement. Sur quoi ils ont protesté contre toute communion avec eux, comme vous le verrez par la traduction que je vous envoye; en sorte que la question se réduit à ceci entre les deux factions; les uns veulent qu'on reconnoisse l'autorité du Magistrat temporel dans les matières Ecclésiastiques aussi bien que dans le civil, & qu'on admette ainsi généralement la résolution; les autres s'oposent à l'autorité temporelle dans ces cas, & cela d'autant plus qu'il y a entr'eux des opinions & des suffrages contraires, quoique la pluralité soit pour la résolution. Ils disent qu'en ces cas il faut peser les avis & non pas les compter; & ile demandent un Synode ou général ou national pour terminer toutes ces controverses, disant que les décrets d'un Synode étant autorisés & publiés par les Etats des Provinces, cela préserveroit l'autorité temporelle, en même tems que le pouvoir ecclésiastique auroit sor exercice légitime. En attendant ils veulem que les Ministres interdits reprennent leur fonctions.

Les deux parties montrent beaucoup de véhémence, prétendant n'agir que par zèle pou la Religion, mais quelques perfonnes les accusent d'y mêler des considérations temporelles, & d'avoir en vuë, les uns d'accrostit

leu

# DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 125

eur autorité, en aïant le gouvernement ab-1616/
olu de l'Eglife, comme ils l'ont de l'Etat;
re qui revient en effet au même; les autres,
l'augmenter le nombre de leur peuple, en
ecevant dans leur nouvelle Ville à Amsterlam, ceux qui quitteront leurs habitations aileurs plutôt que de se soumettre à cette résoution. Et c'est ce qui arrivera aparemment
i le schisme continuë; il y a déjà dans cette
Ville environ 500. personnes qui resusant de
ommunier avec ceux des autres factions,
ont tous les dimanches à l'Eglise à Ryswyck
ù il y a un Ministre de leur opinion; il y
n a plusieurs de même à Rotterdam qui vont
ans un lieu voisin.

Je ne dois pas oublier d'avertir sa Majeste ue ces deux partis s'apuïent sur son autori-; les uns se prévalant d'une lettre qu'elle crivit aux Etats-Genéraux le 6. Mars 1613. ir laquelle ils disent que la résolution est fonse, comme s'accordant avec le sentiment de . Majesté: les autres disant qu'on avoit ob. nu la lettre par quelque information indicte sur l'état des affaires, & s'assurant que ur fermeté à résister aux nouveautés qui se ultiplient tous les jours, sera aprouvée par Majesté, d'autant plus qu'ils ne soutienent, & ne demandent rien, qui ne s'accor-: avec la profession & la pratique des Egli-3 d'Angleterre, & de toutes les autres Eglis Reformées. Et ils sont confirmés dans cetidée parce que sa Majesté s'est déclarée intre Vorstius avec lequel, quoiqu'il ait des pinions particulières, que ceux qu'on apelle

émontrans, n'admettent pas, ceux ci font

1616. cependant cause commune, communiquant ensemble par lettres ou autrement, & luimême aïant été ces jours passés à Rotterdam en consérence secrète avec quelques uns de cette faction, à l'occasion de la prochaine assemblée des Etats d'Hollande.

A mesure qu'il se passera quelque autre chose, je ne manquerai pas d'en informer d'abord sa Majesté. En attendant s'il y a dans cette longue dépêche, dont je vous demande pardon, quelque chose qui importe à son service, ou qui mérite qu'elle en soit instruite, je vous prie de l'en informer. Je suis, &c.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD au Chevalier Dudley Carleton. Des Jardins de Théobald, 20. Sept.

MONSIEUR,

Depuis la dernière lettre que je vous ai écrite, le Chevalier William Cockagne, Gouverneur de la nouvelle Compagnie de Marchands avanturiers, a fait connoître aux Seigneurs du Conseil, que les Etats - Généraux ont écrit à Mr. Wheeler, Député à Middelbourg, pour l'inviter avec quelques autres de cette Compagnie, à venir vers le 4. d'Olio. bre N. S. à la Haye, où il doit y avoir une conférence entr'eux & les marchands d'Hol. lande, pour accommoder les présens différends soit au sujet des draps teints & aprêtes, soit pour la juste longueur & largeur de leurs draps, qu'ils appellent Taring. Nos Mar chands ont prié que les Seigneurs vous écri vissent pour vous autoriser à les assister dans leui

leur négociation; mais après quelques débats, 1616. on a seulement accordé que nos Marchands pourroient comme d'eux-même, envoyer leurs Députés pour traiter & conférer; que vous comme Ambassadeur de sa Majesté, pourriez ex officio, vous joindre aux Marchands, & leur rendre tous les bons offices qui pourront aciliter la négociation; mais que vous ne recevriez aucune garantie expresse par autorité de l'Etat pour prendre connoissance de leur Traité; beaucoup moins pour y intervenir: car on ne sait pas trop quelle sera l'issuë de cette consérence, & quel est le but & le desein des Etats, qui peut-être ne veulent que ragner du tems, & traîner la conférence en ongueur, plutôt pour paroître souhaiter de conserver leur commerce avec nous, que pare qu'ils le veulent en effet. La possibilité l'accommoder le différend est bien petite. juand il n'y a point de medium dans la denande d'aucun des partis; car il est très-cerain que sa Majesté est fermement résoluë l'empêcher, quoique non pas tout - d'unoup, mais cepen lant peu-à-peu, qu'on ne orte de son Royaume d'autres draps que eux qui sont teints & aprêtés. Nos Marhands demanderont qu'on revoque l'Edit des cats, ce que je crains qu'on ne leur accore pas aisément; ainsi la chose bærebit in liine; dès l'ouverture des conférences, ils seont arrêtés tout court, si je ne me trompe, z hors d'état de passer outre. Mais si les Eits ne se proposent que leur propre avantae, on est résolu ici de les battre avec leurs ropres armes; & pendant que l'affaire sera FA

1616. en négociation à la Haye, on se propose de retirer nos Marchands de ce païs-là, & de trouver un nouvel entrepôt pour le débit de nos draps, ou de les transporter tous à Ham. bourg. On a proposé de chercher un nouveau débouché pour nos draps dans les Etats du Duc de Savoye, par le port de Nice à Ville · franque; mais je crains que ce ne soit qu'une idée chimérique qui s'évanouïra comme un songe. Vous voyez ainsi dans quel embarras nous fommes. Peut-être aurionsnous fait plus sagement en ne pas formant ce projet sur la teinture & l'aprêt de nos draps; & les Etats - Généraux auroient pu montrer plus de prudence en ne publiant pas avec tant de précipitation leur Edit contre nos draps teints & aprêtés; s'ils consentent à le révoquer, je pense que c'est le moyen le plus propre pour terminer cette dispute. J'ai cru devoir vous informer de tout cela, ne doutant pas que vous n'en fassiez votre profit, pour l'honneur de sa Majesté, & pour le service de ses Etats. Je suis, &c.

> LETTRE du Chevalier CARLETON, au Sécrétaire Winwood. Octobre 5.

> > MONSIEUR.

Je n'ai pas voulu laisser partir le Capitaine Woodbouse dont le départ m'a surpris, sans prositer de cette occasion pour vous aprendre en peu de mots que j'ai eu une longue consérence avec Mr. BARNEVELT, & d'autres personnes des Etats, sur l'affaire de nos Marchands; je leur en ai si bien fait sentir l'im-

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 129

portance & les conséquences, que je ne dou- 1616, te pas qu'on ne les renvoye très satisfaits pour le présent; à quoi je trouve que l'Etat est assez porté, quoique les Marchands particuliers de la Province de Hollande y soient fort oposés. Pour l'avenir ils se proposent de négocier l'affaire avec sa Majesté par les mains de leur Ambassadeur. J'ai cru qu'il étoit trètmécessaire de vous avertir de cela, de peur que quelque chose ne croise la négociation chez vous, ou ne la rompe brusquement, (ce que vos lettres me donnent lieu de craindre) pendant qu'elle est en bon train ici.

Son Excellence est revenue ici, mais elle va à Bure vers la fin de cette semaine pour les funérailles de sa belle-sœur, la Comtesse de Holloch, qui mourut lundi dernier, après

une longue maladie de langueur.

Le principal sujet de conférence entre son Excellence & le Marquis d'Anspach dans leur dernière entrevuë à Arnhem, a été l'affaire de Cléves & de Juliers; le Marquis a proposé un partage, par lequel la Saxe auroit le Duché de Berck, Neubourg la possession de Juliers. & Brandebourg celle de Cléves & de Ravensbourg, ce qui seroit bientôt arrangé, si Neubourg pouvoit se contenter aussi aisément de sa portion que les deux autres des leurs.

Voilà tout ce que le départ précipité du porteur me laisse le tems de vous écrire, & c'est en effet tout ce que j'ai à vous dire d'essentiel, vous aïant écrit si au long le 28. du mois dernier, par la voye de Zélande; & me proposant de vous rendre compte plus en détail dans deux ou trois jours de l'affaire de

F 5

0.09

1616. nos Marchands, sur laquelle il y aura alors quelque chose de décidé. Je suis, &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par le Courier Johnson. 18. Octobre.

Monsieur,

L'opposition des Marchands de cette Province, dont trente ou quarante des différentes Villes sont restés ici & ont sollicité pendant un mois, a été si vive & si pressante, & leurs écrits & leurs discours devant les E. TATS - GÉNÉRAUX ont été si longs & si fatigans, qu'on n'a pu prendre que mardi dernier une résolution sur leur différend avec nos Marchands Anglois, au sujet du débit de nos draps dans ce Païs, quoique nos gens fuscint soutenus par trois Députés de Middelbourg, & que je les assistasse de tout mon pouvoir. Hier la résolution sur remise à nos Marchands, & à ceux de Middelbourg; vous verrez quelle elle est par la traduction que je vous en envoye; ce n'est qu'un acte provisionnel pour lever l'obstacle présent au commerce entre nos Marchands & leurs affocies, en attendant qu'il y ait quelque arrangement entre sa Majesté & les Etats, pour le plus grand avantage de ses Royaumes, & de leurs Provinces.

Par raport à la taxe, qui cause bien des disputes, les Erats ont conçu cerrains articles qu'ils publieront par forme d'Edit pour prévenir les torts dont nos Marchands se plaigment si justement; & à présent que le chemin leur est ouvert de nouveau pour le dé-

bit

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 131

bit de leurs draps blancs en Hollande, on s'attend que to s ces mêtiers qu'on avoit établis à Amsterdam, à Alcmaer, & dans d'autres Villes de la Hollande, pour soutenir leur commerce, seront convertis en bois à bruler avant l'hyver prochain, à moins que l'ouvrage & les ouvriers ne soient entretenus aux frais du

public, de quoi ils seront bientôt las.

Du reste, le tems peut amener l'effet de la résolution qu'a prise sa Majesté de ne laisser sortir que les draps teints & aprêtés, pour l'avantage de ses sujets; ce qui ne peut être reçu ici tout-d'un coup, sans réduire à la mendicité un grand nombre de leurs Sujets, qui ne vivent que de cela; ni par conséquent sans que tout l'Etat en souffre, puis qu'il sub-siste principalement, comme vous savez, par le nombre de leurs négocians & de leurs ouvriers, qui les met en état de lever les contributions.

J'ai apris par Mr. BARNEVELT, qu'ils se defient du dessein de sa Majesté; il m'a déclaré, que depuis quarante ans qu'il a eu le maniement des affaires publiques, & pendant lesquels il y a eu des différends entre nos Marchands & les leurs, il n'a jamais rencontré d'aussi grandes difficultés qu'à présent, à cause de cette idée répanduë parini leurs Marchands; que comme nous leur avons enlevé il y a cent ans la fabrique des draps, qui étoit le commerce des dix-sept Provinces, nous voulons leur enlever aujourd'hui la reinture & l'aprêt, ce qui étant leur dernier moyen de subsistance, fair que leurs esprits, comme il s'exprime, sont fort ulcerés. Pour

1616. Pour ce qui regarde les disputes de Religion, les Etats, d'Hollande se sont encore séparés sans rien conclure; mais ils se proposent de se rassembler le 15. du mois prochain pour le même sujet. Je vous ai marqué dans ma lettre du 28, du mois dernier l'état de la question, qui par leurs fréquentes contestations change plutôt dans la forme que dans la substance. Ceux qui favorisent les Contre-Rémontrans, insistent opiniatrement sur deux points; premièrement qu'on déclare que le décret ou la résolution, comme ils l'apellent, publiée l'an 1614. au nom des Etats d'Hollande, contenant un réglement sur la question de la Prédestination, & sur les autres qui en dépendent, n'est pas un décret arrêté, mais un projet, ou une ouverture seulement pour le repos de l'Eglise; & ils se fondent en cela fur ce que Amsterdam & quelques autres Villes n'ont jamais consenti à cette résolution. En second lieu, ils veulent que les Ministres qui en vertu de ce décret ont été interdits ou suspendus, reprennent leurs fonctions. L'autre parti, qui protège les Rémontrans, veut absolument soutenir le décret. Pendant cette contestation entre les Etats, chaque jour produit de nouveaux discours & des écrits fort aigres entre les Ministres des différentes factions. & après bien des années de disputes. ils ne peuvent pas encore s'accorder seulement sur l'état de la question; comme vous le verrez par ces deux livres de l'un & de l'autre parti, publiés depuis peu dans leur langue, & dont l'un a été nouvellement traduit & publié en François; à quoi j'ajoute une tra-

#### DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 133

duction d'un décret publié en dernier lieu par 1616. ceux de Frise, oposé à celui sur lequel on

conteste si fort aujourd'hui en Hollande.

Pendant la dernière assemblée des Etats d'Hollande, l'Ambassadeur de France, Mr. Du Maurier leur a demandé audience, chose inusitée, à ce que je crois; & a discuté avec beaucoup de vivacité une cause entre l'ordre des Chartreux, & un nommé Paul Ravoyre, qui a été ci-devant de cet ordre; je vous ai envoyé l'état de la question dans un écrit separé, avec ma lettre du 3. Juin. L'Ambassadeur par un ordre particulier du Roi, se déclara en faveur d'un prieur des Chartreux, qui vint ici exprès il y a trois semaines, avec des lettres du Roi, pour évoquer la cause de cette cour, devant laquelle elle est pendante à - présent, à la cour du Parlement de Paris, prétendant qu'elle avoit commencé là, avant qu'elle eût été portée ici. Les Etars ont trouvé ce prétexte de litis pendence si peu fondé, qu'ils ont pris la résolution de laisser la cause ici devant le Grand - Conseil, auquel ils ont écrit une lettre particulière le 18. de ce mois pour qu'il l'expédiat; & ils ont en même tems envoyé quatre Députés à l'Ambassadeur pour lui faire part de leur résolution; dont il a été si mécontent, que par une seconde instance, & par la médiation de Mr. BARNEVELT, qui a fait de cette question de Jurisprudence une affaire d'Etat, il a obtenu une surséance des procédures pour l'espace d'un an, ce que Ravoyre soupçonne devoir aboutir à sa ruine, parce qu'en gagnant du tems, les Chartreux qui sont soutenus par les

velles lettres de France, pourront obtenir de nouvelles lettres de recommandation du Roi de France, & lui faire perdre son procès par le secours de cet Ambassadeur. Il s'est souvent addresse à moi pour me prier de le soutenir, en quoi je me suis montré reservé, l'Ambassadeur de France s'étant expliqué si ouvertement au nom de son Maître; cependant je l'ai aidé autant que j'ai pu par mes avis, sur ce qu'il m'a communiqué la serme résolution où il est de changer de Religion, & de publier ses motiss; ce qui sera fort utile, parce qu'une longue expérience l'a mis très bien au fait des corruptions de la Cour de Rome.

Le 16. de ce mois, l'Ambassadeur de France a eu aussi audience des Etats - Généraux par un ordre particulier du Roi que lui a aporté un exprès, pour se plaindre d'un nommé Johnson, Capitaine d'un vaisseau de guerre des Erars, qui est avec son vaisseau devant Rochefort, pour affister les Rochelois contre le Duc d'Espernon, qui par stratagême a fait prisonniers plusieurs personnes de la suite du Duc, qu'il a envoyée à Rochefort. Il a demandé qu'on mît ordre à cela promptement, & qu'on infligeat au Capitaine du vaisseau une punition exemplaire. Il a deman lé aussi des vaisseaux pour aider les tro pes du Roi dans le siège de Blaye près de Bourdeaux, prétendant que le Gouverneur de cette place. est non-seulement entré dans une revolte actuelle contre le Roi, mais encore qu'il met des impôts considérables & extraordinaires sur tous les vaisseaux qui vont à Bourdeaux,

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 135.

& qui en sortent. Il y a aparence qu'on le 1616. satisfera sur l'un & l'autre article; mais jus-

fatisfera fur l'un & l'autre article; mais jusqu'ici les Etats n'ont pas dressé leur réponse.

Il est arrivé ici en dernier lieu de Bruxelles un certain Italien muni de lettres du Roi de France pour son Ambassadeur, par où il est chargé de demander aux Etats le passage pour un certain vaisseau chargé d'armes à Anvers pour le service du Maréchal d'Ancre; l'Ambassadeur s'en est excusé, & a renvoyé l'Italien, par cette raison, que n'aïant pas une liste exacte des armes, il ne sait comment former sa demande, & parce que cela seroit d'ailleurs inutile, puisque les affaires étant à-présent ajustées en France, on n'y aura plus

besoin de ces armes:

Les dernières lettres de l'Allemagne portent que le Prince de Neubourg après avoir longrems follicité à la Cour de l'Empereur, est enfin débouté de ses prétensions, premièrement à l'investiture, & en second lieu à la séquestration des Païs de Juliers & de Cléves; la première afant été refusée par l'Empereur, pour ne pas desobliger le Duc de Saxe qui a eu l'investiture ci - devant; & la seconde en faveur de la Maison d'Autriche, y aïant un projet, à ce qu'on dit, pour remettre les choses sur l'ancien pié, & pour établir l'Archiduc Léopold sous le nom de séquestration, dans ce Païs d'où il a été chassé à main forte; & l'Empereur étant encouragé par l'exemple d'Aix · la · Chapelle, comme si les affaires du monde avoient pris dans ce peu de tems un tour avantageux pour ce parti.

On raisonne beaucoup là dessus, & l'on for-

1616, forme bien des conjectures en considérant les grandes & puissantes armées que le Roi d'Espagne a aujourd'hui des deux côtés des montagnes. Sans doute il ne laissera pas échaper l'occasion que lui fournissent les paisibles dispositions de quelques Princes, la ruine de quelques autres, & la foiblesse du reste, pour finir l'ouvrage de la Monarchie universelle, dont le Roi son Père a jetté les sondemens. Ces discours sont ici dans la bouche de quelques - uns des chefs, '& il me paroît qu'on seroit porté à faire quelque sorte d'oposition au prin ems prochain, par voye de précaution, fi sa Majesté y étoit disposée. Mais ce sont là des idées si vagues encore, que je ne crois pas devoir vous en importuner davantage pour le présent. Je suis, &c.

> LETTRE du Sécrétaire WINWOOD, au Chevalier Dudley Carleton. De Whitehall, 6. Octobre.

> Il lui recommande Mr. Bell, Marchand de Londres, qui a fouffert quelque perre dans le pillage fait par Moy Lambert à Crookbaven.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD, au Chevalier Dudley Carleton. De Whitehall, 14. Octobre.

#### MONSIEUR,

Je vous remercie de votre lettre du 25. de Septembre, que j'ai reçuë à Royston, cù je l'ai communiquée à sa Majeste. Nous attendons d'aprendre quelle issue aura la négocia-

tio

tion entre les Députés de nos Marchands & 1616. les Marchands d'Hollande; mais quelle que soit la conclusion, sa Majesté ne sera pas satisfaire, si l'on ne revoque avant tout la défense des Etats - Généraux; & je soupçonne que le commerce ne sera pas rétabli dans son premier lustre à moins que les Etats ne prennent la résolution d'envoyer en Angleterre quelques Commissaires pour traiter avec nos Marchands, pour ajuster tous les différends, & établir un meilleur réglement pour le commerce dans la suite. En attendant le porteur de cette lettre, Mr. Henri Misselden personne sage & intelligente, qui étoit de l'ancienne compagnie des Marchands avanturiers, & qui est de la nouvelle, part, avec la participation de sa Majesté, sans autre vuë que de s'employer auprès de ses amis & de ses connoissances, pour hâter l'accommodement de tous ces petits différends, & pour s'informer de l'état des choses, afin que sur le raport qu'il fera à son retour, sa Majesté puisse prendre une résolution plus positive dans cette importante affaire, qui intéresse si fort le bien de son peuple, & la prospérité de ses Royaumes. Quoique son arrivée ne puisse être cachée, cependant le bien du service de sa Majesté exige, que le sujet de sa venuë ne soit pas divulgué. Je vous prie de l'aider en ce que vous pourrez. Les services que vous lui rendrez seront bien placés, car vous trouverez que c'est un homme de mérite & entendu.

Milord Hay est de retour; & l'installation de notre Prince reste fixée au 4. du mois pro-

chain. Je suis, &c.

1616. LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, 26. Oct. V.S.

Monsieur,

Je n'ai pas manqué de donner au porteur Mr. Misselden, (par qui je reçus votre lettre du 14.) tous les secours qui ont été en mon pouvoir, dans l'affaire pour laquelle il étoit employé; vous aprendrez par son propre raport comment il l'a traitée, & avec quel succes. Il est venu fort mal - à - propos à un égard, l'assemblée des Marchands aïant été rompuë un peu auparavant, & eux attendant ici réponse du Sieur Noël Caron, pour savoir comment ce qu'ils ont fait est pris par sa Majesté, sur quoi ils régleront leurs négociations ultérieures. Il paroît que Mr. Misselden ne peut pas attendre jusqu'au tems de cette délibération, en sorte que tout ce qu'il vous porte, c'est l'assurance de l'inclination qu'ils ont ici, comme Mr. BARNEVELT vous l'aprendra je crois par ses Lettres, de se conformer aux intentions de sa Majesté dans cette occasion, autant que cela sera possible, fans un très-grand & maniseste préjudice. Il est à souhaiter pour plusieurs considérations très - importantes, que nos Marchands attendent l'évènement, avant que de prendre quelques nouvelles mesures. Je suis, &c.

LETTRE du Ch. D. CARLETON, au Sécrét. Winwood, par Mr. Brent, 3 L. Oct.

Monsieur,

Je vous rendis compte le 18. de ce mois

par un exprès de la résolution que les ETATE- 1616. GÉNERAUX avoient prise sur le différend entre nos Marchands & les leurs; & par Mr. Misselden qui partit d'ici le 26. par la voye de Zélande, avec dessein de passer par le Brabant & par la Flandres, vous aurez apris en quel état il a trouvé & laissé la négociation. Les autres affaires sont toujours dans le même état, les questions de Religion sont agitées avec la même chaleur soit dans les chaires, soit sous la presse, & aboutiront à queique grand mal, à moins qu'on ne prenne de meilleurs arrangemens dans la prochaine assemblée des Etats d'Hollande, qui doit commencer dans quatre jours. Je vous envoye une harangue faite par GROTIUS à Amsterdam, qui a été imprimée il y a longtems en Hollandois, mais qui fut suprimée par autorité publique, & qui reparoît aujourd'hui en Latin. La réponse à ce discours fut courte, & la même que celle à laquelle ceux d'Amsterdam se tiennent encore aujourd'hui, protestant contre la résolution, & contre tous les actes & décrets faits par les Etats d'Hollande sur ces questions de Religion, jusqu'à ce qu'ils soient aprouvés par un Synode légitime sous l'autorité des Etats.

Les Etats Généraux ont répondu le 28. à l'Ambassadeur de France, sur sa demande du 26. dont je vous ai donné avis; premièrement touchant leur capitaine d'un vaissau de guerre, Jean Johnson, de la conduite duquel devant Rochesort l'Ambassadeur a porté des plaintes, ils desavouënt sa mauvaise conduite, & promettent qu'ils seront connoître,

1616, à la première occasion, quand ils l'auront en leur pouvoir, combien ils ont à contre-cœur que de pareilles actions se commettent par quelqu'un des leurs au préjudice du Roi de France. Touchant la demande d'un secours par mer pour le siège de Blaye près de Bourdeaux, ils ont consenti à envoyer cinq vaisfeaux de guerre équipés & bien armés dans la rivière de Bourdeaux, en cas que le siège continuë. L'Ambassadeur a demandé qu'on fixat le tems auquel ces vaisseaux seroient là, pour que le Roi de France pût régler la dessus la marche de ses troupes; à quoi ils ont répondu qu'ils ne pouvoient pas le décider à cause de l'incertitude des vents, mais qu'ils feroient toute la diligence possible.

Je vous avois donné avis des difficultés que faisoit l'Ambassadeur de France, & des délais qu'il aportoit à procurer des passeports pour faire passer certaines armes d'Anvers par mer; tout cela procédoit, à ce qu'il paroît, du soin qu'il avoit eu lui-même de faire des provisions de là, aïant obtenu & envoyé depuis peu en France, par une licence particulière des Etats, (employant le nom du Roi, quoique je sache que c'est pour le Maréchal d'Ancre, & pour le Duc d'Espernon) 658 mousquets, avec leurs sourchettes, & les bandoulières, 660 corselets & 668 piques. Sous prétexte de cette permission j'aprens qu'on en transpor-

te une plus grande quantité.

Le député de Bâle, qui a résidé ici pendent six-mois, pour solliciter le payement de quelques anciennes dettes pour des secours sournis par des sujets de son canton au commencement des guerres des Païs bas, est prêt 1616. à repartir par la route de Bruxelles, où il prétend avoir une autre commission; car on supose que dans ces tems où l'on est menacé d'une interruption dans la paix générale, son emploi est d'obsèrver dans quelles dispositions on est dans ces quartiers. Il part avec une chaine de 150 l. qui est tout ce qu'il a obtenu. J'ai apris par lui que la levée de Suisfes pour le service du Roi de France, contre laquelle les cantons protestans faisoient quelque difficulté, n'est accordée que conditionnellement, & avec désense expresse aux Colonels & aux Capitaines de servir contre les Protestans sous quelque prétexte que ce soit.

Mr. Langerack Ambassadeur des Etats à Paris, a mandé à ses Maitres par une Lettre du 28. N. S. qu'il a apris de quelques-uns des principaux conseillers du Roi de France que le siège de Blaye ne continuë pas, parce que le gouverneur de cette place a fait ses soumissions au Roi & à la Reine, à des conditions raisonnables; mais que cependant ils s'attendent qu'on leur donnera les cinq vaisseaux promis auparavant, souhaitant de les avoir sur les côtes de France, pour soutenir

leur crédit.

Ceux qui ont la principale autorité ici sont prêts à seconder tout ce qui est demandé au nom de ce Roi & de la Reine; cependant il se trouve des gens qui blâment hautement cet empressement à s'embarquer dans les affaires de ces Princes, comme si l'on n'étoit que les satellites de leurs volontés, sur tout puisqu'ils sont guidés & dirigés par les conseils de l'Es-

pagne,

1616. pagne, ce que l'on a toujours foupçonné, mais qui n'a jamais paru plus clairement que dans la réfolution partiale prife en faveur du Roi d'Espagne, au préjudice du Duc de Savoye, à la confervation duquel le Royaume

de France a le plus grand intérêt.

le m'en raporte sur les autres choses que je pourrois vous mander à la rélation du porteur de cette Lettre, Mr. Nathanaël Brent, qui peut vous informer en détail, de tout ce que vous pouvez souhaiter de savoir des affaires de ce Païs, où il a passé le reste du tems que sa Majesté lui avoit accordé pour voyager, & qui retourne à-présent en Angleterre dans l'espérance d'obtenir par votre faveur quelque emploi au service de sa Majesté, s'en étant rendu très capable. Il vous parlera d'un emploi en Irlande sur lequel il a formé des vues par le conseil de ses amis: si la part que je pourrois y avoir, & que je lui facrifie volontiers, peut lui être bonne à quelque chose, j'en serai très - charmé, & je regarderai comme une faveur particulière pour moi les recommandations que vous voudrez bien lui accorder. Je suis &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton au Sécrétaire Winwood: 1. Decembre.

### Monsieur.

Les Etats de ces Provinces ont été fort occupés en dernier lieu à accommoder certains anciens différends qu'il y a entr'elles, concernant sur tout leur contingent, en quoi la Zélande, à cause de la décadence de son commerce.

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 143

merce, n'a contribué que huit au-lieu de on- 1616. ze pour cent depuis quelques années, par où le Païs s'est trouvé chargé de payer des inté-

rêts pour les trois autres parts.

Il y a un tempérament proposé à présent par son Excellence & le Conseil-d'Etat, auquel apartient de droit la connoissance de ces différends, lorsque les Provinces ne peuvent s'accorder autrement; c'est que pour l'argent payé à sa Majesté pour le rachat des villes de sureté, la Zelande contribuera sur l'ancien pied, onze pour cent; & pour toutes les autres dépenses neuf pour cent; & que cela aura lieu pour le trois dernières années & continuera pour l'année suivante. Les deux autres parties doivent être réparties entre les Provinces. Ce n'est jusqu'ici qu'une proposition; cependant il y a aparence qu'elle sera acceptée par la Zélande, & par les autres Provinces, quoiqu'on s'attende à quelques difficultés de la part de la Frise. Cela étant une fois fini, l'état de guerre sera réglé, & toutes les Compagnies seront réparties sur les différentes Provinces, au moyen de quoi les troupes qui se plaignoient beaucoup en dernier lieu seront mieux payées; & le Païs sera beaucoup soulagé.

Les Etats Généraux ont pris aussi une résolution touchant une ancien différend entre la Frise & Groningue au sujet du gouvernement & de la Souveraineré de Delfziel. Ils remettent celui-là provisionnellement à la nomination du Comte Guillaume, comme Gouverneur de Frise, selon les ordres qu'il recevra des Etats Généraux. Ils ajugent cel-

le-

1616. le-ci à Groningue sur le pied où elle étoit a-

vant la guerre.

J'ai reçu une Lettre de Mr. Du Plessen, conseiller du Prince Palatin, qui me prie de rapeller aux Etats les prétensions de ce Prince sur certains sies dans le Païs de Juliers dont Heimback petite ville & château près de Juliers, est entre les mains des Etats. J'en ai parlé en conséquence à Mr. Barnevelle & à son Excellence, sachant que cela est conforme aux intentions de sa Majesté, par les ordres que j'ai reçu ci-devant de vous à ce sujet; ils m'ont répondu que quand les choses viendront à se décider, ils donneront toute sorte de con-

tentement à son Altesse.

Fresia Agent du Duc de Savoye en France, a envoyé en dernier lieu aux Etats une lettre de créance du Duc son Maître, dont il auroit dû être le porteur lui même. Il auroit dû aussi, à ce qu'il écrit, aller en Angleterre pour prier sa Majesté, comme il prie les E-TATS · GÉNÉRAUX par des lettres très · pressantes, de secourir son Maître contre l'opression des Espagnols; mais il prétend que rapellé subitement par le Duc, il ne peut faire ce voyage. Il prie cependant & conjure les Etats d'aider son Maître dans de si grands besoins, se fondant sur une promesse précédente à ce fujer. Je n'aprends pas qu'ils aient fait aucune réponse, ils s'étonnent plutôt en voyant ce Prince & ses Ministres tantam rem negligenter agere, par lettres seulement, sans négociations.

Avant la réception de ces lettres, les Etats avoient chargé Mr. Langerack leur Am-

bassadeur en France, de solliciter le Roi & 1616. son Conseil en faveur du Duc de Savoye, difant qu'il étoit contre les maximes du feu-Roi, de souffrir que ce Duc fût gagné aux Espagnols, par la force, ou autremen; & qu'il jugeoit qu'il importoit beaucoup à la sûreté de sa couronne de l'entretenir dans le dévouement à la France, & de l'aliener de l'Espagne. A cela le Conseil de France a fait cette réponse, dont l'Ambassadeur a informé ses Maîtres par un exprès, que la grande dépense que fait le Roi pour entretenir un Ambassadeur extraordinire dans le Piémont; la connivence avec laquelle il a souffert que 20, 000. hommes sortissent de son Royaume pour aller servir le Dac, & les foins qu'il s'est donnés pour la réconciliarion du Duc de Némours, effectuée aujourd'hui, montrent bien que les intérêrs de ce Duc lui font autant à cœur qu'ils l'étoient au Roi son Père. Et sur ce que l'Ambassa leur avoit demandé dans fon discours, comme par voye de reproche, pourquoi l'Ambassadeur d'Es. pagne avoit un accès si fréquent au Conseil de France, on a répondu naturellement qu'un des articles du contrat de mariage, étoir, que l'Ambassadeur de France en Espagne, & celui d'Espagne en France, en qualité de gouverneurs des maisons des jeunes Reines, eussent les entrées libres, sans demander audience suivant l'usage des autres Ambassadeurs.

Ils prient les Erats de donner à cela une interprétation favorable, & de perfévérer dans leur amitié pour le Roi & le Royaume, comme ils s'y attendoient aussi de la part de sa Tom. I.

1616. Majesté Britannique, & des autres amis de la couronne; disant que s'il y avoit quelque changement, à cet égard, & que le Roi sût abandonné de ses anciens amis, ils déclaroient ouvertement, que ce Prince, saute d'autres ressources, seroit obligé d'avoir recours aux sorces de l'Espagne, pour sa sûreté au milieu

des troubles domestiques.

Les Etats sont sort étonnés de cette conclusion menaçante de la lettre; ils voyent avec quel frein on voudra vraisemblablement les gouverner dans toutes leurs affaires avec cette couronne; & ils craignent, non sans probabilité, qu'au-lieu de payer les troupes Françoises qui sont à leur service, ce qu'ils sollicitent depuis longtems, on ne leur demande bientôt de l'argent pour les besoins de cette couronne, & qu'en cas qu'ils le resusent on ne les menace des sorces de l'Espagne.

On a obtenu pour le service du Roi de France, aux instances de l'Ambassadeur résidant ici, un nouvel assortiment d'armes, semblable au premier dont je vous ai parlé. & le passage pour autant de Cologne par le Rbin.

L'Ambassadeur de France a demandé au Roi son Maître la permission de retourner chez lui, pour ses affaires particulières; on la lui a accordée, & son absence sera aparemment de trois ou quatre mois. Il dit qu'il n'a ni ordres ni nouvelles, touchant l'affaire de Cléves & de Juliers.

Les Etats ont nommé aux instances de l'Electeur de Brandebourg un Ambassadeur membre de leur corps, pour aller en Prusse, pour soutenir le crédit de ce Prince; c'est Stic-

biu

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 147

chius d'Overyssel, Père de l'Agent du Prince 1616, de Brandehourg residant ici. Il est prêt à partir & n'attend plus que le retour de son sils de Clèves, pour être mieux informé des propositions qu'on fait aujourd'hui touchant le Traité de Zanten.

Le Roi de *Pologne* a publié depuis peu contre une Ville de *Prusse*, un ban dont je vous envoye la copie; vous verrez par là que les troubles de ce Païs sont le fruit des semences jettées par les Jésuites, qui sont établis là par

le Roi de Pologne.

Ces femmes Angloises, Me. Ward & sa compagne de St. Omer, que j'avois vuës à Spa comme je vous l'ai mandé, & qui se proposoient de s'établir à Liège, ont mis ce projet en exécution, aïant acheré dans cette Ville une maison pour 11. 000, florins, dont elles veulent saire un Collège de Jés itesses.

Les troupes qu'on a levées ici pour le service des Vénitiens, sont toutes embarquées au Texel, & sur la Meuse, & n'attendent plus que le vent pour partir. Je suis, &c.

Lettre du Sécrétaire Winwood au Chevalier Dudley Carleton, de Whitehall. 7. Octobre.

#### Monsieur.

Le porteur de cette lettre Mr. Albert Morton, vous est si bien connu, que je ferois tort i vous & à moi en vous le recommandant. Je vous dirai seulement que par dévouement pour le service de Milady Elizabeth, il re-G 2 1616. nonce à toute autre espérance, & se propose

de la servir en qualité de Sécrétaire. Nous aprenons que Mr. Wheeler avec quelques autres marchands, dont trois sont de Middelbourg, se sont assemblés à la Haye le 6. Octobre N. S. nous faurons par vous ce qu'ils auront fait; mais ce que je crois, c'est que s'ils veulent rétablir le commerce, l'Edit doit être révoqué. S'ils veulent ensuite envoyer des commissaires pour traiter, on pourra les entendre, mais à présent nous sommes occupés à délibérer pour faire revenir tous les draps Anglois qui sont à présent à Middel. bourg. & pour ordonner à nos Marchands de ne plus commercer avec les Provinces Unies. Nous aprenons de toutes parts qu'on transporte en Hollande des laines d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande en grande quantité. Je n'ai point de doutes par raport à ces dernières; mais informez - vous je vous prie au sujet des premières, par Skelton de Rotterdam. pour que nous fachions quelles laines Angloises vont dans cette Ville; qui sont les capitaines des vaisseaux; & de quel port de l'An. gleterre on les transporte. Vous pouvez savoir aussi les mêmes choses par raport à Ams. terdam, en quoi vous rendrez service aux E-

Il y a une petite Ville près de Bréda, où l'on dit qu'on fait quantité de draps. Vous pouvez aifément en favoir la vérité, & nous aprendre d'où ils tirent leurs laines.

tats.

Le 5. Novembre s'il plait à Dieu, on installera notre illustre Prince, qui donne les plus belles espérances. Nous attendons cha-

one

nu Chev. Dudley Carleton. 149
que jour Milord Hay. Milord Ross n'est pas 1616,
encore parti, mais il doit partir tous les jours.
Mes obéissances à votre Epouse, & soyez
ussuré que je suis, &c.

Lettre du Sécrétaire Winwood au Chevalier Dudley Carleton: de Whiteball. 9. Novembre.

#### MONSIEUR.

Je n'ai pas le loisir de vous écrire fort au ong, cependant la grande envie que j'ai de conserver la bonne intelligence entre nos couonnes & ces Provinces, me fait dérober melque tems sur celui que je dois passer aurès de sa Majesté, pour vous mander que el est l'état présent de nos affaires, qu'à moins que les Etats-Généraux n'envoyent incesamment des commissaires, autorisés à traiter our accommoder les différends survenus malneureusement entre nos marchands touchant e débit & la vente de nos draps teints & arêtés, il est à craindre qu'il n'y ait incesamment une rupture ouverte. Le sieur Noël Caron comprenant la grandeur des difficultés, z prévoyant les dangers éminens qui s'enuivroient nécessairement, a donné sa parole i'honneur au Roi, que ses Maitres enveront avec toute la diligence possible des comnissaires pour traiter & pour terminer les difèrends en question. Mais comme il y a ericulum in mora, je vous prie de vous alresser à Mr. BARNEVELT, aussitôt que vous urez reçu cette lettre, & de lui aprendre que 'ai eu ordre hier de sa Majesté de presser Mr. G 3

1616. Caron pour qu'il hâte la venuë de ces commissaires, ce que j'ai fait ce matin. Vous pouvez ajouter que, selon mes perites idées, il ne reste plus que ce moyen de faire cesser la mesintelligence survenue entre nous, & d'établir une parfaite & entière amitié, qui ne fauroir subsister si l'on ne lève avant tout ces difficultés. Nous avons apris de bon lieu que nos marchands sont sollicités de retourner à Anvers, leur ancienne résidence; & quoique l'Escaut ne soir pas ouvert, on leur fait croire que le canal d'Ostende à Bruges, commencé il y a quelques années par le Marquis Spinola. sera un passage aussi commode, pour la sûreté aussi bien que pour les frais. Je vous prie de m'aprendre au plutôt dans quelles dispositions vous trouvez les Esprits: si l'on ne juge pas qu'il est nécessaire d'envoyer des commissaires, la première résolution qu'on prendra ici sera de publier une proclamation, qui interdise toute communication, & tout commerce entre les Royaumes de sa Majesté, & ces Provinces.

> Le 4. de ce mois notre Prince fut créé Prince de Galles; & aujourd'hui Milord Chancelier a été créé Vicomte de Brackley; Milord Knollys Vicomte de Wallingford, & le Chevalier Philippe Stanbope, Lord Stanbope

de Shelford.

Le Chevalier Thomas Edmondes doit revenir dans peu; il sera sait Controlleur de la maison du Roi, mais il doit reprendre ses sonctions en France, & y rester jusqu'à ce que les affaires y soient mieux arrangées. Je suis, &c.

MONSIEUR.

La

### DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 151

La lettre qui part avec celle ci étant finie, 1616. l'Ambassadeur d'Espagne qui avoit été présenté à sa Majesté le jour précédent, demanda audience, & par ordre exprès, à ce qu'il dit, déclara qu'il n'y avoit rien que le Roi son Maître désirât plus que de voir rendre aux Princes litigans, les Villes possédées par les Archiducs & par les Etats dans les Païs de Clèves & de Juliers, & en conséquence, de voir le Traite de Zanten parfaitement accompli. C'est pourquoi il pria sa Majesté d'intervenir auprès des Etats des Provinces Unies, & des autres Princes intéressés, pour les faire concourir dans cette bonne résolution, asin de rétablir d'autant mieux une paix stable, & pour le repos de ces pauvres Provinces désolées, qui languissent depuis longtems dans un misérable esclavage. Il a demandé de plus qu'on fixât un jour pour la restitution de ces places; & entre sa Majesté & lui ils ont nom. mé le dernier du mois de Février prochain V. S. pour que la chose s'exécute ce jour-là, au plus tard. L'Ambassadeur ajouta que, si les Etats ne vouloient pas se resoudre à exécuter le Traité de Zanten, il prioit que le Roi son Maître ne fût plus importuné par sa Majesté, mais qu'on l'excufât dans la suite, s'il gardoit les places qu'il tient aujourd'hui, & s'il ne pensoit plus à les rendre aux Princes à qui elles apartiennent de droit; car, dit il, puisque les Etats fortifient Juliers, le Roi son Maître se propose de fortifier Wésel, dépense qu'il ne fera pas pour l'avantage ou le service de quelqu'autre, mais uniquement pour son propre bien; ensorte que quand il aura une fois

1616. fois fortifié cette Ville, il est résolu de ne la

point rendre enfuire.

Telle est la proposition que l'Ambassadeur d'Espagne a tai e à sa Majesté: les Electeurs Palatin & de Brandebourg, & le fils de celui ci en sont instruits, & sa Majesté vous charge d'en faire part aux Etats dans leur assemblée publique, & d'employer les meilleurs argumens que vous pourrez pour les engager à embrasser cette ouverture, ce qui ne peut que tendre au bien de leur service, & au maintien de leur honneur & de leur réputation, qui sans doute souffrira beaucoup dans l'opinion du monde, si par leur refus d'exécuter le Traité de Zanten, la guerre se renouvelle, & que ces pauvres Païs de Cléves & de Juliers continuent à languir dans une perpétuelle servitude. On doit avoir compassion de la pauvre Ville de Wésel, qui jusqu'ici a été la Mère-nourrice de la Religion, & une retraite & un azyle pour tous ceux qui ont été exilés pour leur conscience. Je suis, &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton au Sécrétaire Winwood. 2. Decembre.

Monsieur,

Quoique je ne puisse encore répondre directement à votre lettre du 7. Octobre que j'ai reçuë par Mr. Morton, ou à celles du 9. & du 13. que j'ai reçuës par Mr. Malts, la première demandant du tems pour les informations que je dois recevoir du dehors, & la réponse aux deux dernières dépendant des lenDU CHEV. DUDLEY CARLETON. 153

tes résolutions de ce lieu; je n'ai pas voulu 1616. cependant manquer de vous rendre compte

de ce que j'ai fait en attendant.

le saisis la première occasion de parler à Mr. BARNEVELT, ce fut le lendemain de la réception de vos deux dernières lettres, le 21. Novembre. Je l'informai de la promesse faire à sa Majesté par le sieur Noël Caron, qu'on enverroit incessamment des commissaires des Etats pour traiter, & terminer les différends survenus entre nos marchands sur le débit & la vente de nos draps teints & aprêtés; & je lui communiquai pareillement votre opinion particulière, que c'est le seul moyen qui reste pour faire cesser la mesintelligence survenuë dans cette occasion, & pour prévenir ainsi de nouveaux inconvéniens; à quoi j'ai ajouté ce qui selon mes foibles lumières m'a paru le plus à propos.

Il m'avoua que le Sieur Noël Caron avoit écrit sur le même ton; mais il ajouta que la promesse qu'il avoit faite à sa Majesté, de l'envoi des commissaires d'ici pour cette assaire, étoit uniquement de son ches, & sans ordre, & venoit de la manière dont il avoit interprêté les dernières expressions générales du décret que les Etats avoient fait en dernier lieu, au sujet des Marchands assemblésici. Que cependant puisqu'il voyoit que ce seroit une chose agréable à sa Majesté, il seroit de son mieux pour y disposer les Etats; mais que cela demanderoit quelque tems, la chose regardant principalement les Marchands, & devant par conséquent ê re communiquées

Lleurs Villes.

Je

1616. Je lui fis part en même tems de l'ordre que j'avois de sa Majesté de raporter aux E. TATS-GÉNÉRA & ce qui s'étoit passé entr'elle & l'Ambassadeur d'Espagne, touchant l'exécution du Traité de Zanten: & dans leur première assemblée qui fut le 23. du mois dernier, je fis ma proposition suivant la copie que je vous envoye. Après quelques courtes délibérations, Mr. BARNEVELT répondit au nom des autres, qu'ils ne pouvoient que reconnoître les soins & les efforts continuels de sa Majesté pour terminer heureusement l'affaire de Cléves & de Juliers, & qu'elle pouvoit être assurée, que c'étoit la faute des Espagnols & non la leur, si le Traité de Zanten n'avoit pas été mis en exécution jusqu'ici; que les mesures violentes qu'ils avoient trouvées du côté des Espagnols dans toutes leurs affaires avec eux, justifioient leurs soupcons. s'ils en avoient dans une matière de cette conséquence; & que sa Majesté verroit par les effets combien ils faisoient de cas de son avis en toute occasion. Ensuite me priant de donner ma proposition par écrit, ce que je sis immédiatement, ils me promirent de prendre la chose en considération, ce qu'ils ont fait effectivement, mais sans rien résoudre.

Le 23 je retournai chez Mr. BARNEVELT, & lui rapellai la promesse du Sieur Noël Caron touchant les commissaires, & ma proposition au sujet du Traité de Zanten, lui représentant, que quoique ce sussent des affaires importantes, ce n'étoient point cependant des propositions nouvelles, mais qu'elles avoient été déjà débatues & discutées dans leur As-

femblée:

femblée; ensorte que je le priois de me dire 1616. ce que je devois écrire touchant l'une & l'autre à sa Majesté, qui attendoit ma réponse.

Touchant le premier Article il déclara que jusques - là on n'avoit fait aucune propolition publiquement dans l'assemblée des ETATS-GÉNÉRAUX, & qu'on n'avoit pris connoisfance de la chose que sur ce qu'avoit écrit le Sieur Noël Caron, mais qu'il avoit proposé aux Etats d'Hollande, que cela concernoit principalement, de fixer un tems pour en délibérer, & qu'il avoit si bien préparé les choses, qu'il croyoit qu'ils se résoudroient à envoyer des commissaires; ce que je crois aussi, puisqu'il le dit, lui qui a toute l'autorité, quoique l'opinion de quelques autres des chess soit qu'il seroit mieux de préparer les affaires par le moyen de leur Ambassadeur en Angleterre, avant que d'envoyer des commissaires instruits superficiellement, & peu autorifés, ce qui pourroit exciter encore plus le mécontentement de sa Majesté.

Touchant la dernière affaire, il dit qu'on se désioit si fort des fraudes des Espagnols, & que les idées des Etats étoient si différentes, (ce qu'il avoit remarqué, disoit-il, lorsque j'avois sait ma proposition) qu'il ne pouvoit pas se flatter de pousser la chose tout seul, & qu'ainsi il me conseilloit de proposer à leur Président d'assembler les Etats exprès; ce que je fis en conségence le lendemain. Ils se sont assemblés en effet, mais ils se sont séparés après avoir pris seulement cette résolution, qu'on demanderoit l'avis de son Ex-

cellence & du Conseil-d'Etat là-dessus.

1616. L'affaire a cependant été en suspens pendant les trois jours suivans. Hier au soir Mr. Huygens Sécrétaire du Conseil d'Etat, vint chez moi, de la part du Conseil, pour me dire que le jour précédent, après que je fus sorti de leur assemblée, (ce qui ne fut qu'après que toutes les affaires furent finies. & l'assemblée levée) il leur étoit venu un message des Etats Généraux, qui leur avoient envoyé la copie de ma proposition, en les chargeant de délibérer, sur la réponse qu'il convenoit de faire à sa Majesté: sur quoi comme c'étoit une proposition que j'avois faite moi même, ils me demandoient de considérer, si je serois présent ou absent pendant qu'on la débatroit, parce que je pouvois suposer, disoit-il, que ma présence les gêneroit plus que cela ne convenoit pour la liberté de leurs délibérations sur des affaires de cette nature. Je répondis que je me réglerois en cela sur l'usage & la coutume; que s'il paroissoit par l'exemple de mes prédécesseurs, que je dusse m'absenter de toute délibération dont je fournirois le sujet par ordre de sa Majesté, je le ferois volontiers; qu'autre. ment, comme j' vois fait ma proposition aux. ETA: S GENÉRAUX en qualité d'Ambassadeur. je croyois qu'il étoit de mon devoir soit envers sa Majesté soit envers les Etats, conformément au serment que j'avois fait en étant admis au Conseil, de donner mon avis sur cette affaire comme Conseiller-d'Etat, à quoi ie ne manquerois pas à moins que je n'eûs un ordre exprès au contraire.

Mime dit là-dessus que du tems de la feuë Rei-

ne lorsque le Conseil - d'Etat avoit l'autorité 1616. absoluë dans ces affaires, ses Ministres avoient accoutumé de s'absenter lorsqu'on débattoit les propositions qu'ils avoient faites eux-même, & que c'étoit l'usage, lorsqu'un Conseiller d'une Province, de la Hollande par exemple, faisoit une ouverture qui concernoit la Hollande, qu'il n'assissant débat. Je répondis à cela que j'examinerois la chose cette nuit; le priant de passer chez moi en allant au Conseil, le lendemain matin; ce qu'il fit; & je lui déclarai alors que j'avois revu mes précédentes Lettres, & celles que j'avois reçues en dernier lieu par ordre de sa Majesté, touchant l'affaire de Cléves & de Juliers, par lesquelles j'étois chargé non-seu-lement de saire de simples & nuës propositions, mais de les instruire des autres circonstances qui pourroient éclairer leur jugement, & que je reservois cela pour un tems & un lieu convenables, plutôt que de le mettre par écrit, parce qu'ils avoient accoutumé de disperser des copies de toutes mes propositions de cette nature, & que toutes fortes de considérations n'étoient pas bonnes pour tout le monde; que l'exemple qu'il citoit n'étoit pas applicable à ce cas, parce que quand les Ministres de la feuë Reine s'absentoient, c'étoit dans des occasions qui concernoient des affaires entre l'Angleterre & ces Provinces; mais que dans les affaires des autres Princes, où ils avoient un intérêt commun, comme sa Majesté & les Etats l'avojent en ceci. ils délibéroient en commun, ce qu'on peut suposer avoir été la raison pour laquelle elle G 7 avoit

1616, avoit un Conseiller, & quelquefois deux,

dans cette assemblée.

J'ajoutai que j'avois remarqué tout récemment, que dans deux affaires, l'une de leur contingent, où la Zélande étoit particulière. ment intéresse, l'autre de Delfziel, qui regardoit la Frise & Groningue, quoique les Députés de ces Provinces s'absentassent de l'as. femblée des ETATS - GÉNÉRAUX, cependant quand les affaires étoient raportées, comme ces deux-là l'avoient été, au Conseil d'Etat, les Conseillers de ces Provinces y restoient, & donnoient leur avis comme les autres, sans exception; qu'ainsi comme ils s'en étoient raportés à mon choix si j'irois ou non, ie m'en raportois à présent à leur jugement, s'ils voudroient jetter un plus grand soupçon de partialité sur moi que sur mes autres Collègues; & ensuite si, sa Majesté étant mé. diateur dans cette affaire entre l'Archiduc & eux, ils voudroient par ce procédé la faire envisager comme partie, & comme une partie selon eux plus portée pour les Archiducs que pour eux même; ce que je les priois de bien considérer, à cause de l'interprétation que le monde pourroit donner à cela au préjudice de la réputation de l'étroite amitié & alliance entre sa Majesté & les Etats; j'ajoutai que cependant, puisque cette question s'é. toit malheureusement élevée, comme je voulois observer la règle de ne pas aller au Confeil antequam voceris, j'attendois leur répon-Se là dellus.

Entre onze heures & midi, Mr. Huygens zevint chez moi de la part du Conseil, pour

me dire, que quoique son Excellence & le 1616. Comte Henri fussent tous deux présens, aïant été apellés expressément, ils avoient cependant résolu de ne point traiter cette affaire. jusqu'à ce qu'ils eussent de nouveaux ordres des Etats - Genéraux, dont ils vouloient savoir l'opinion touchant ma présence au Confeil dans cette occasion. En attendant ils laissoient à ma liberté d'y aller ou non, de quoi je me dispensai pour ce jour-là, le tems de leur assemblée étant écoulé en grande partie; & je l'ai fait d'autant plus volontiers, quoique je ne veuille manquer à aucune chose qui soit de mon devoir dans le service de sa Majesté, afin qu'ils ne trouvent pas que je m'ingère in aliena republica plus qu'il ne convient. Je vous ai sait ce long récit, pour que vous soirez instruit des procédés, quelles que soient les conséquences. Quelques personnes s'imaginent que, depuis le rachât des Villes de sûreté, ils se proposent d'éloigner peu-àpeu de leur Conseil les Ministres de sa Majesté, ce qui m'a rendu d'autant plus pressant dans cette occasion, la première qui se soit présentée de cette nature.

Par raport à l'affaire en elle - même, je comprens par ce que m'ont dit Mr. BARNE-VELT, son Excellence, & d'autres personnes avec qui j'en ai conféré en particulier, que comme la proposition étoit fort inattenduë, ils ne sont pas peu embarassés, soit sur l'opinion qu'ils doivent concevoir des intentions des Espagnols, soit sur le parti qu'ils doivent

prendre.

Mr. BARNEVELT dit fur le champ, quand

1616, je lui proposai la chose pour la première fois en particulier, que les E/pagnols prendroient ce prétexte pour fortifier Wélel. Son Excellence s'échaufa un peu en entendant parler de, cela pour la première fois; mais après un long débat, il dit que son opinion étoit que les E/pagnols ne pensoient à rien moins qu'à rendre les places, mais qu'ils se proposoient sous ce prétexte d'amener un Traité pour le renouvellement de la trêve; qui est sur le point d'expirer. Plusieurs sont coiffés de cette idée, que si les E/pagnols abandonnent leurs places, ce n'est que reculer pour mieux sau-ter; & qu'ils ne les auront pas plutôt quittées, par égard, comme ils veulent qu'on le croye, pour sa Majesté, que les forcifications de Juliers, d'Emmerick, & de Rees étant démolies, ils reviendront au nom de l'Empereur. Tous concluent que si les procédés des Espagnols étoient sincères, ils auroient mis d'abord le Traité en exécution sans tous ces longs délais, ce qui fait qu'ils se défient plus à présent de cet offre soudaine, que du refus précédent.

> On ne sait pas trop que penser de la réso-Intion où ils sont ici; car il est évident qu'ils ne sont point du tout fachés que la difficulté d'exécuter le Traité se soit trouvée jusqu'ici du côté des Espagnols, afin d'avoir par -là un prétexte honnête pour retenir les places qu'ils possèdent à présent; & s'il survient de la part des autres quelque obstacle, au moyen duquel ils puissent éviter le reproche d'usurpation, (& il sera difficile de lever toutes les difficultés, y aïant tant de personnes intéres-

> > fées T

sées) ils se prévaudront insailliblement de 1616. l'occasion. C'est ce que je conclus du délai qu'ils aportent à répondre, quelques uns difant qu'il faut auparavant avoir des nouvelles de France, ce Roi érant joint à sa Majesté dans l'affaire du Traité; d'autres qu'il faut avoir premièrement réponse de l'Electeur de Brandebourg, qui est à présent en Prusse: quelques autres qu'il faut auparavant communiquer la chose aux Provinces; & quelquesuns conseillant toutes ces méthodes à la fois, pour gagner du tems. Mais je leur ai déclaré que tout cela seroit pris comme autant de subtersuges, la France étant si occupée chez elle, qu'elle ne peut faire attention à ces affaires étrangères, & l'Electeur de Brande. bourg si éloigné, qu'on pourroit à-peine avoir réponse de lui dans deux mois. Que tout ce qu'on demandoit à présent, étoit que comme l'Espagne avoit fait le premier pas, les Etats s'engageassent à faire ce qui dépendoit d'eux; & que par raport aux délibérations ultérieures le Traité aïant été fait par leurs Députés avec ceux des autres Princes, qui étoient pleinement autorisés, il n'étoit point nécessaire aujourd'hui de renvoyer de nouveau la chose aux Provinces.

C'est cependant ce qu'on évitera difficilement, parce que l'affaire a dormi si longrems; & qu'ils ont dépensé tant d'argent à fortisser les places qu'ils occupent dans les Païs de Juliers & de Cléves, jusqu'à la valeur de centmille écus, & au-delà, suivant leur compte.

Par raport à Brandebourg & à Neubourg il paroît que l'affaire est déjà bien préparée,

respectif, ce qui les a engagés à traiter entr'eux par des Ministres secrets, pour faire un accord particulier, par le moyen d'un partage provisionnel du Païs contesté, au sujet de quoi Mr. Sticchius, Agent de Brandebourg, résidant ici, s'aboucha secrètement il y a environ dix jours à Amsterdam, avec un nommé Wonsein, Lieutenant pour Neubourg à

Duffeldorp.

Ce Sticchius est allé à présent à Clèves où le Prince de Brandebourg l'a fait venir pour aprendre ce qui s'est passé entre lui & Wonjein à Amsterdam; & à son retour, qu'on croit qui sera dans deux ou trois jours, les Etats prendront quelque résolution. En attendant ils différeront de s'assembler, & par conséquent renverront leur réponse sous prétexte de leur assemblée d'Hollande, qui est fort occupée à présent de leurs affaires de Religion, sur lesquelles je ne vois pas d'aparence qu'ils s'accordent; ces Députés étant venus de leurs Villes, qui pensent différemment, avec des instructions très précises, & 
très limitées.

Je ne manquerai pas de vous donner avis avec diligence de leurs procédés dans ces affaires, comme aussi de ce que je pourrai aprendre d'Amsterdam & de Brêda sur l'assaire de nos draps. Pour les autres évènemens, je prens la liberté de vous renvoyer pour le présent à une lettre à part. Je suis, &c.

P. S. Je reçois dans ce moment des lettres d'Amsterdam, qui m'aprennent qu'on n'y a pas porté depuis quelque tems de la laine

d' Ano

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 163 d'Angleterre; mais s'il en vient, j'en serai 1616. informé; j'ai reçu en même tems de Bréda des lettres au sujet des draps qu'on fait dans

ces quartiers; je vous en envoye les copies, avec une boite contenant certains échantil. lons de laine. & de ces draps, comme je l'ai reçuë.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD, au Chevalier Dudley Carleton, par Mr. BLONDELL. De Whitehall, 26. Nov.

Monsieur,

Dans ma dernière lettre que je vous ai envoyée par Mr. Mills, je vous informai de tout ce qui s'étoit passé ici. Il n'est rien arrivé depuis que la chûte du premier Juge Coke, qui a tellement encouru la disgrace de sa Majesté, qu'elle lui a ôté sa place au Conseil, & au Banc du Roi. Le Chevalier Henri Montagu lui a succédé dans la dernière, & le Chevalier Lionel Cranfield a prêté serment comme maître des requêtes extraordinaire.

Mes papiers étant à Newmarket, où je vais les suivre tout - à - l'heure, je ne puis pas bien me rapeller si je vous ai dit dans ma dernière lettre, que le Chevalier Thomas Edmondes, étoit sur le point de revenir en Angleterre. Si je l'ai oublié vous l'aprendrez par celleci, & qu'il doit être fait Controlleur de la Maison du Roi, (Milord Wotton, devenant Trésorier par la résignation de Milord Knollys) après quoi il doit reprendre ses sonctions en France, jusqu'à ce que les affaires de ce Royaume soient arrangées.

Vous

1616. Vous ne pouvez rien faire à présent de plus convenable dans votre emploi, que de presser le départ des Commissaires qui doivent venir pour traiter de l'affaire des draps; & je ne puis m'empêcher de vous recommander encore dans cette lettre, comme je l'ai fait dans ma précédente, d'y donner vos premiers soins, afin que par ce moyen le commerce puisse continuer, & l'amitié être confervée entre les Royaumes de sa Majesté & ces Provinces.

Le porteur de cette lettre est frère de Frangois Blondell, pour l'amour duquel je m'asfure que vous le considérerez, d'autant plus que je le recommande à vorre faveur.

Avant l'arrivée de Mr. Brent que vous recommandez pour être Sécrétaire d'Irlande, cette place avoit été donnée au Chevalier François Annessey, qui doit la remplir sans apoin ement; sans quoi j'aurois sait mon possible pour faire plaisir à Mr. Brent, comme je le serai pour toute personne qui viendra de votre part. Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton au Roi. ½7. Décembre.

SIRE,

Je continuë à donner avis de ce qui se passe ici, par les mains de Mr. le Sécrétaire Win-wood, pour ne pas importuner si souvent votre Majesté. Mais comme il s'agit aujour-d'hui de la réponse des Etats-Généraux à une proposition que je leurs sis au nom de votre Majesté le 23. du mois dernier, tou-chart

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 165

chant l'affaire de Cléves & de Juliers, j'ai 1616. cru que la chose n'étoit pas indigne de la connoissance de votre Majesté, les démarches qui se sont faites en ceci dépendant uniquement de votre autorité, sans laquelle ces Païs ne peuvent que demeurer dans une servitude perpétuelle; ce qui en fait un sujet d'autant plus propre pour votre Royale considération.

Hier Mr. BARNEVELT accompagné d'un des Députés de Gueldres vint chez moi, comme envoyé par les Etats. Genéraux, de la part desquels il me déclara, que les États reconnoissoient l'obligation qu'ils avoient à votre Majesté, & en particulier pour les soins qu'elle se donne pour remettre dans un état stable les affaires incertaines & litigieuses de Clèves & de Juliers; ce qu'ils avoient déjà remarqué par les toins qu'elle s'est donnés cidevant, & qu'ils sentoient aujourd'hui par vos recommandations pour l'exécution du Trairé de Zanten. Il ajouta que les Etats concouroient dans le même desir; mais qu'il y avoit plusieurs considérations importantes qui leur faisoient suspendre leur résolution; comme premièrement, parce que leur nombre n'étoit pas complet, la plupart des Députés, & tous ceux de la Province de Frise étant absens; ensuite, parce que la chose devoit être communiquée auparavant à l'Electeur de Brandebourg & au Prince son fils, en vertu du droit de qui ils tenoient ce qu'ils possèdent aujourd'hui dans ces Païs; & que non seulement l'Electeur, mais aussi le Palatin de Neubourg, dont il falloit avoir aussi

### 166 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1616, le consentement, étant si éloignés, il faudroit beaucoup le tems, & plus que jusqu'au dernier de Février, qui a été fixé, pour avoir leurs réponses respectives. Enfin, parce qu'ils avoient plus de raison de se désier des desseins des Espagnols à -présent, que quand le Traité avoit été fait, puis qu'ils avoient montré leurs mauvaises intentions en s'emparant par force des places neutres de Zoelt & de Lipstadt, & qu'il seroit en leur pouvoir, quand une fois Juliers, Emmerick & Rees feroient renduës, & que les fortifications seroient démolies, suivant le Traité de Zanten, de surprendre ces places en un instant, le peuple qui les habite étant pour la plus grande partie dévoué aux Papistes, & les E pag. nols aïant des places si voisines des deux côtes du Rbin, telles que Berck, Lingben, Wacchendonck, & autres, des garnisons ordinaires desquelles ils pourroient tirer quand ils le voudroient, huit ou dix-mille hommes pour quelque entreprise soudaine. Il ajouta à cela une nouvelle considération tirée des démarches actuelles des E/pagnols en Italie, où ils pourroient porrer tous leurs efforts, quand ils ne seroient plus occupés dans ces quartiers ci, & où aïant de si grandes forces contre ces Princes foibles, ils termineroient bientôt ces guerres selon toute aparence, soit en soumettant absolument l'Etat de Venise, & le Duc de Savoye, soit en les forçant d'accepter des conditions de paix honteuses & desavantageuses; qu'ils marcheroient ensuite pour accomplir leurs desseins en Allemagne. où ils ne trouveroient pas grande résistance;

åz

& qu'enfin avec une armée riche & victorieu 1616. se ils chercheroientà pousser leur fortune dans ces païs ci, où ils devoient compter que les E/pagnols seroient toujours leurs mortels ennemis. Q l'ainsi ils feroient eux - même un pas de clerc en abandonnant les avantages qu'ils ont à présent, sans être bien assurés que les Princes seroient mis en tranquille posfession, à l'abri de tout danger d'être dépossédés de nouveau par force ou par artifice, y aïant pareillement grande aparence, que sous le nom de séquestration, ou sous quelque autre prétexte, l'Empereur en chargeant le Roi d'E/pagne ou l'Archiduc de l'exécution de ses ordres, disposeroit de ces Païs, ce qui seroit la même chose, quoique sous un autre nom.

Ils me prièrent de bien peser ces raisons, & de les proposer à la considération de votre Majesté; déclarant qu'ils étoient pleins de désérence pour sa sagesse & à son autorité, ce qu'ils montreront par les effets, en cas que les affaires aillent plus loin, & que la briéveté du tems limité par l'Ambassadeur d'Espagne, (au bout duquel il déclaroit que les Espagnols fortisieroient & retiendroient comme leurs propres possessions les places qu'ils tenoient dans ces Païs) ne rompst pas toute négociation ultérieure.

Je répondis à cela que, puisque les intentions de votre Majesté & les leurs concouroient à une sincère & fidèle exécution du Traité de Zanten, qui étoit le principal objer, je ne doutois pas que les difficul és qu'ils alléguoient ne pussent être si bien levées, que

les

1616, les accidens survenus entre le tems où l'on avoit conclu le Traité, & celui ci cù l'on en demandoit l'exécution, hâteroient leur résolution plutôt que de la retarder; qu'ils auroient bien le tems d'avoir une assemblée complète des Etats, s'ils vouloient expédier cette affaire; qu'il étoit très - nécessaire en effet de communiquer la chose aux autres Princes intéressés, & que votre Majesté leur en avoit déjà écrit, en sorte que le Roi d'Espagne aïant fait le premier pas par la déclaration de son Ambassadeur à ce sujet, puisque lui & eux étoient les Princes possesseurs, & les autres les prétendans, il ne falloit plus que leur réponse catégorique sur ce qui dépendoit d'eux, & que remettre ensuite la chose à des Députés, pour l'exécution, de la même manière que le Traité avoit éré fait; que pour les places neutres que les Espagnols avoient prises depuis le Traité, quoiqu'on ne pût justifier ces surprises, le Roi d'E/pagne consentiroit volontiers à les rendre; & que par raport à ce qu'ils disent de la commodité qu'auroient les E/pagnols de loger des gens de guerre dans les Villes frontières, pour être prêts à quelque entreprise, de l'attachement du peuple à la Religion Romaine; & enfin de leurs sourcons & de leurs défiances sur l'autorité de l'Empereur, ces circonstances n'étoient pas plus considérables à-présent que quand on avoit conclu le Traité, auquel ils avoient assisté par leurs Députés, & eu la principale part; & que s'ils avoient cru pouvoir passer outre secrètement alors, ils le pouvoient aussi bien à présent; & d'autant plus

que les Espagnols étant fort occupés de l'au-1616. tre côté des montagnes, ils pouvoient d'autant moins penser à entreprendre quelque chose de celui ci; j'ajoutai que leur considé. ration pour les Princes d'Italie, & leurs soins pour leur conservation étoient fort louäbles; mais qu'ils devoient prendre garde qu'en voulant faire une diversion, ils ne détournassent pas du Po vers le Rbin le torrent de la guer. re, dont Dieu par sa providence avoit délivré ces contrées après plusieurs années d'une grande effusion de sang; le théatre de ces Tragédies étant à présent transporté de l'autre côté des montagnes, où ils avoient été tranquilles Spectateurs, au-lieu qu'ils étoient Acteurs ici; & qu'il s'étoit toujours trouvé par expérience que la guerre de ces païs-là étoit la paix de ceux-ci, & au contraire. Làdessus je les priai de considérer les présentes conjonctures des trois grandes affaires de l'Euope, qui toutes en effet sont menagées par e Roi d'Espagne, & dépendent toutes trois le l'exécution des Traités; celle entre l'Archiduc Ferdinand & les Vénitiens touchant le Traité de Vienne; celle entre le Duc de Sawye & le Gouverneur de Milan, touchant e Traité d'Asti; & celle ci du Traité de Zanten; que comme c'étoit trop embrasser our un seul Prince, quelque puissant qu'il ut, on pouvoit bien conjecturer que le Roi Espagne faisoit les premières offres d'acommodement ici où son honneur étoit le noins engagé; mais que ceci manquant, il 'y avoit pas de doute que les autres Traités e fussent mis en exécution, & que celui-Tom. I. H

1616. ci ne fût remis à la décision de l'épée; en quoi je leur dis nettement qu'ils auroient le desavantage d'être laissés seuls à eux même, sans le secours de leurs anciens amis, qu'ils ne pourroient demander ni attendre avec justice, après s'être attiré volontairement cette

guerre sur le dos.

Sur plusieurs autres réflexions qu'avoit saites Mr. BARNEVELT dans son discours, au sujet de la fraude & de l'ambition des Espagnols, je ne crus pas qu'il me convint d'être l'Avocat de cette Nation, dans un tems où elle donne tant de jalousie au monde, ni de faire l'apologie de leur sincèrité & de leur modération; mais je le priai de considérer que les soupçons & les jalousies étoient les mêmes de part & d'autre, & tomboient également sur les Républiques naissantes & sur les autres Princes; les Espagnols soupconnant un dessein dans les Etats, d'ajourer au moyen de ces différends une huitième Province aux sept qui sont déjà unies, comme ils pouvoient Soupçonner eux - même les Espagnols de vouloir augmenter le nombre de celles qu'ils possedent dans ce Païs; qu'ainsi c'étoit à eux autant qu'aux Espagnols à justifier par les effets la sincèrité de leurs procédés, puisqu'on en étoit au moment de l'épreuve; & que tout le monde verroit à - présent qui étoient ceux qui agissoient sincèrement ou non avec les Princes prétendans.

Ils me prièrent là dessus de faire un raport avantageux de leurs intentions, qu'ils vouloient faire aprouver à votre Majesté comme à un bon juge, & d'envoyer leur réponse

par

# DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 171

par écrit, comme faite uniquement pour le 1616. présent par voye de provision, jusqu'à ce que leur nombre étant complet, & aïant reçu la réponse des Princes qui sont principalement intéressés, ils puissent prendre une résolution

plus précise.

Sauf meilleur avis, je ne vois pas qu'on puisse recevoir les réponses de l'Electeur de Brandebourg, & du Palatin de Neubourg, avec le consentement des Provinces que les Etats veulent avoir avant que de répondre, & qu'il puisse rester assez de tems pour l'exécution du Traité avant la fin du mois de Février prochain, puis qu'ils ont envoyé à - présent à l'Electeur de Brandebourg, un Ministre qui ne peut arriver en Prusse, avant la fin de fanvier ou le commencement de Février. C'est pourquoi si la difficulté ne tient qu'à un courc espace de tems, un peu plus ou peu moins, on peut d'autant mieux le leur accorder que a nature de leur gouvernement les oblige lans toutes les affaires importantes à avoir le onsentement de leurs Provinces, de sorte ju'ils ne peuvent pas prendre une résolution ubite comme un Monarque absolu. Pour que l'Ambassadeur d'Espugne, qui est aurès de votre Majesté, & qui parost avoir e pouvoir de limiter le tems, puisse d'au-ant mieux admettre ce délai, j'ai demandé fon Excellence & à Mr. BARNEVELT, qu'on 'ajoute rien aux fortifications de Juliers & es autres places, mais qu'elles restent dans état où elles sont, ce que j'ai fait par proision, à cause d'une raison alléguée par l'Amassadeur d'Espagne auprès de votre Majesté, H 2 (com-

1616. (comme il paroît par votre lettre au Prince de Brandebourg sur ce sujet) savoir; qu'il a limité un tems, parce qu'il a apris que les E. tats ont dessein d'augmenter les fortifications de Juliers, ce qui obligeroit les Archiducs à en faire autant à Wésel; & comme d'un côté le tems n'est pas propre pour travailler à des fortifications, puisque c'est à présent le fort de l'hyver, je puis de l'autre assurer votre Majesté, que depuis que je suis dans cet emploi, il n'y a point eu d'ordre donné par le Conseil - d'Etat, dans lequel se traitent ces fortes d'affaires, pour augmenter les fortifications de cette Ville; & il ne peut point y en avoir à présent, parce qu'il faut pareillement pour cela le consentement des Provinces.

J'aprens par l'Agent du Prince de Brandebourg résidant ici, qui a eu en dernier lieu une conférence particulière à Amsterdam avec un des principaux Conseillers du Palatin de Neubourg, que les deux Princes ont penséià faire un partage provisionnel des Païs contestés, avant la restitution des places; ce qui étant fait, & celles qui confinent aux Provinces des Archiducs étant assignées à Neubourg, celles qui font près des Territoires des Etats à Brandebourg, les Princes seront trèscontens, & les Etats délivrés en partie de

leurs inquiétudes.

Cet arrangement ne déplait pas à son Excellence, ni à ceux des Etats avec qui j'ai eu des conférences particulières sur ce sujet; & selon toute aparence, cela mettroit les Princes plus en sûreté, que si les Païs étant partagés par le sort, ils se trouvoient l'un &

l'au

l'autre auprès de voisins auxquels ils donne- 1616. roient, & dont ils recevroient des sujets con-

tinuels de défiance.

J'attendrai avec une humble foumission les nouveaux ordres qu'il plaira à votre Majesté de me donner pour cette affaire, qui doit à-présent recevoir la vie de votre Majesté, ou être abandonnée pour toujours comme desespérée. Après avoir baisé vos mains Royales, Je suis pour toujours

De votre Majesté,

A la Haye ce 17. Dec. Le très fidèle & trés-obéss-Sant Serviteur,

1616. DUDLEY CARLETON.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, 17 Decembre.

Monsieur,

Par ma dernière dépêche du 2. envoyée par le Lieutenant Tub, je vous ai informé au long & de ce qui fe passe ici, & de ce que 'ai fait touchant les deux affaires principales sont vous m'avez chargé; l'une regardant nos Marchands, & l'autre l'exécution du Traité le Zanten; comme vous m'avez recomman-lé de nouveau la première par votre lettre du 26. du mois dernier, que je reçus par Mr. Blondell, je ne négligeai rien de ce qui dépendoit de moi pour faire prendre une prome résolution d'envoyer des Commissaires à Majesté; & en conséquence il a été résolu a semaine passée dans l'assemblée des Etats l'Hollande qu'on en enverroit. Scott, Sécré-

### 174 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1616, taire de Middelbourg, étant venu ici exprés le jour précédent pour presser cette affaire. est retourné tout de suite en Zélande, pour y obtenir une seinblable résolution; & quand cela sera fait, comme il le sera sans doute. les autres Provinces ne feront aucune difficulté; cependant quand il s'agit d'Ambassades auprès des Princes étrangers, quoique cela concerne principalement la Hollande & la Zélande, Mr. BARNEVELT m'a dit positivement qu'il faut avoir aussi le consentement des autres Provinces, avant que les Etats-Gé-NÉRAUX puissent prendre aucune résolution; mais il espère que cela ne retiendra pas longtems, parce que sur les premières lettres da Sieur Noël Caron, dans lesquelles il avoit notifié la promesse qu'il avoit faite à sa Majesté, les Etats en informèrent leurs Provinces, & attendent leurs ordres par la première occasion.

Touchant la réponse à ma proposition sur l'affaire de Clèves & de Juliers, voyant que la question sur mon absence, ou ma présence au débat, ne produisoit que des délais, j'ai cru qu'il valoit mieux faire une matière de choix de ce qui au bout du compte seroit, comme je le voyois bien; une affaire de nécessité, aïant apris par Mr. BARNEVELT que dès les commencemens les Etats - Généraux avoient ordonné que l'affaire se traitât en mon absence, quoiqu'on m'eût raporté la chose autrement. Je priai donc Mr. Huygens, de parler au Président du Conseil pour qu'il expédiat l'affaire sans attendre de nouveaux ordres des Etats-Généraux, les délais faisant plus de mal, que ma présence ne pourroi fai

faire de bien; & j'ajoutai que je suppléerois 1616, dans l'occasion auprès des Etats Généraux, en qualité d'Ambassadeur, à ce que je ne fe-

rois pas en qualité de Conseiller.

Le même jour en mon absence, & en présence de son Excellence, on se déterminapour l'avis dont je vous envoye la traduction. Mais l'absence des Députés d'Hollande qui étoient dans leur assemblée Provinciale, a été cause qu'on n'a point pris de résolution jusqu'au 14. de ce mois, vous verrez par ma lettre à sa Majesté, quelle elle est, & de quel message elle vint accompagnée; j'ai pris la liberté de l'addresser directement à sa Majesté soit parce que c'est un sujet digne de sa considération Royale, soit aussi, à vous parler franchement, pour rapeller à sa Majesté qu'elle a un Serviteur à la Haye, me voyant entièrement oublié par Milord Trésorier qui depuis mon arrivée ici, c'est-à-dire, depuis près d'un an, ne m'a jamais fourni un fol de Echiquier, ni pour ma provision ordinaire, ni pour mon transport ici, ni pour mes autres dépenses extraordinaires, quoique j'aye apris par mon Domestique que vous voulez bien me servir en cela, de quoi je vous fait mes humbles remerciemens. Cela m'incomnode beaucoup, aïant eu à faire les dépenses de mon ameublement & de mon établissement ici, un voyage à Spa qui m'a couté beaucoup, & qui est sur mon compte, & les dépenses journalières de ce lieu étant trèsconsidérables. Vous n'êtes pas ignarus mali, quoique vous n'ayez jamais été expolé à de li grands embarras; c'est pourquoi je vous H 4

## 176 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

prie de faire sentir mes besoins à Milord Treforier plus que je ne puis le faire par lettres
ou par d'autres sollicitations, à quoi je n'ai
pas manqué; car ce traitement est fort décourageant; & j'avouë que je ne puis pas subfister plus longtems ainsi. Ainsi je recommande humblement ma pauvre fortune à votre amitié & à votre saveur accoutumées, comme
étant toujours, &c.

PROPOSITION du Chevalier Dudley Carleton aux Etats-Généraux, 3. Decembre N. S.

RÉPONSE des ETATS-GÉNÉRAUX, 14. De-

Plaintes des procédés des Espagnols depuis le Traité de Zanten; en particulier de la faifie de Sybourg en 1615, & de Zoest & de Lipstadt cette année.

Que l'assemblée n'étoit pas alors complette, & qu'ainsi ils ne pouvoient rien déterminer sur une affaire si importante en l'absence

de leurs Collégues.

Que l'Electeur de Brandebourg, le Prince de Brandebourg, & le Palatin de Neubourg, qui étoient les principaux intéressés, devoient être consultés, ce qui ne pourroit se faire dans le tems limité, vû l'éloignement de l'Electeur qui étoit alors en Prusse, & du Palatin de Neubourg.

Qu'ils espéroient que sa Majesté prendroit en bonne part cette déclaration provisionnelle.

1615

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, 12. Decembre.

## Monsieur,

l'ai retardé pendant deux jours cette dépêche, (que je vous envoye à présent par mondomestique qui part exprès) soit parce que le vent étoit contraire pour le passage, soit aussi pour la satisfaction de l'Agent de Brandebourg, qui aïant une lettre du Prince pour Mr. BARNEVELT, touchant l'exécution du Traité de Zanten, pensoit qu'il pourroit aprendre, en la remettant, quelque chose qui contribueroit à avancer cette affaire. Mais il n'y a rien dont il vaille la peine de vous importuner; seulement lui & les autres qui veulent du bien à la cause, pensent qu'il seroit très - convenable de faire venir de France s'il est possible, des ordres à leur Ambassa. deur ici, de concourir avec moi dans cette affaire auprès des Etats, pour ôter ce dernier retranchement à ceux qui ne sont pas bien intentionnés. La permission accordée à cet Ambassadeur d'aller en France . est renyoyée: jusqu'à nouvel ordre.

Hier un nommé Théodore Weselius, Sénateur de Wésel, vint chez moi accompagné de Luntius, pour s'informer secrètement comment ils pourroient contribuer eux-même à leur délivrance, ou en envoyant des Députés de leur Ville ici, ou autrement; on croit que cela sera utile, & je leur ai aussi conseillé de le faire, lors qu'il y aura aparence que l'afsaire revienne sur le bureau; car tout cœ qu'ils

用云

fin.

### 178 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1616. feroient à présent ne serviroit qu'à irriter inutilement contre eux la garnison Espagnole, de la tirannie de laquelle ils se plaignent amèrement.

Par plusieurs lettres que j'ai vuës ici, écritesde France à des amis & à des correspondans dans ces Provinces, il paroît qu'on s'attende généralement qu'il y aura de nouveaux troubles en France l'Eté prochain; & que tout cela aboutira à une guerre de Religion. Onfait pour cela des provisions continuelles d'armes dans ces quartiers sous le nom du Roi, & elles passent entre les mains du Duc d'Espernon, ou du Maréchal d'Ancre. Ceux de la Religion voudroient bien prendre les mêmes précautions, mais ils n'en ont pas la liberté; ceux qui sont ici au timon, ne voulant pas souffrir qu'il se passe rien qui puisse indisposer le Roi ou la Reine Régente.

Les Agens de la Rochelle qui sont ici, se sont addresses à moi, & m'ont présenté la requê e que je vous envoye, pensant qu'ils pourroient faire leurs provisions sous prétexte d'avoir permission, par mon moyen, d'envoyer des armes en Angleterre, ce qu'on ne pourroit me resuser. Mais c'est une affaire trop délicate pour que je m'en mêle, sans savoir le bon plaisir de sa Majesté là dessus, ce que je serai bien-aise d'aprendre par votre moyen le plutôt possible, pour la satisfaction.

de ceux que cela concerne.

On n'a rien fait dans les Etats d'Hollande, pour l'accommodement de leurs différends de Religion, l'affaire aïant été renvoyée à leur prochaine assemblée qui sera au mois de Marsa

pro-

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 179

prochain; en attendant, l'aigreur & les brouil- 1616. leries augmentent tous les jours, ce qui pa-roît pendant ces jours de fête à Leyde, où ils ont partagé leurs Eglises entre les Orthodoxes & les Arminiens, qui refusent de com-

munier les uns avec les autres.

On m'a dit que Grotius sera un des Députés d'Hollande auprès de sa Majesté, ce que je crois d'autant plus aisément, qu'il a usé ces jours derniers de beaucoup de ménagement & de modération sur ces questions de Religion dont il étoit ci-devant antesignanus. Les autres deux, car j'aprens qu'il y en aura trois pour la Hollande, seront l'un d'Amsterdam, & l'autre de Dort. Je suis, &c.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD, au Chevalier Dupley Carleton, De Whitehall, 31. Decembre.

Il recommande le porteur envoyé pour acheter dans les Provinces - Unies cent mousquets pour les milices dans le Comté de Gloucester, commandées par le Milord Chandos.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD, au-Chevalier Dudley Carleton, De Whitehall, 31. Decembre.

Monsieur, -

Una fidelia non duos sed plures dealbabo parietes, je répondrai par une lettre fort courte à plusieurs des vôtres, qui sont toutes longues & pleines de substance. Peut-être ne suivrai - je aucun ordre. & répondrai - je pre-

1616. mièrement à la dernière; cependant je serois bien faché d'omettre quelque point essentiel ou important für lequel vous fouhaitiez d'être informé pour le bien du service de sa Majesté.

l'e commencerai par l'affaire de Cléves & de Fuliers, qui est, & qui sera lapis offensionis. Quoiqu'en puissent penser les Etats, si ces differends ne s'accommodent pas, & que l'on ne fixe pas mieux la condition de ces Païs . qui languissent aujourd'hui dans un misérable esclavage, tôt ou tard cela allumera entre l'Espagne & eux une guerre, qui, comme je crois qu'ils le reconnoîtront dans la suite, est plutôt érouffée artificiensement pour un tems. & en attendant que l'Espagne puisse prendre som tems avec avantage, qu'elle n'est entière. ment éteinre. Sa Majesté ne peut voir sans étonnement que les Etars, après tant de sérieuses remontrances & d'instances réitérées. soient si peu sensibles à leur honneur, & à leur intérêt par iculier; car quoiqu'ils veuil-Ient déguiser la chose. & faire croire au monde que, si le Traité de Zanten n'est pas exécuté c'est la faute des E/pagnols, & non pas la leur, cependant puisque les Espagnols font des offres si belles & si plausibles, déclarant qu'ils ne souhairent rien plus que le repos de ces Provinces, la réintégrande des Princes prétendans dans leur premières possessione, & la parfaire exécution du Traité de Zanten, sa Majesté ne sauroit voir comment les Etats penvent éviter cette honteuse. & odieuse impuration, qu'ils fomentent les brouilleries & les troubles dans cette partie de-l'Europe; que par ambition. & par l'avidité de reculer les

Bornes de leur territoire, ils empiètent par 1616. la force sur les Païs voisins; & ce qu'il y a de plus déplorable, qu'en souffrant que ceux de Wésel, la Mère Eglise, & l'ancienne nourrice de notre Religion dans cette partie du monde pendant tant d'années, soient sous le joug de l'esclavage & de la servitude, ils abandonnent la cause de la Religion, qu'ils doivent regarder comme le fondement de leur Etar. Ainsi sa Majesté souhaite que vous voilez cette affaire reprise par l'assemblée des ETATS GÉNÉRAUX. Vous pouvez leur dire que nunquam nimis quod nunquam satis, que sa Majesté s'intéresse si fort à leur honneur & à leur bien, qu'elle ne peut cesser de les presser d'entendre raison; c'est-à-dire, juum euique tribuere, & de ne pas continuer à être mala fidei possessores; & pour qu'ils n'allèguent pas non caujam pro cauja, qu'ils sons gênés sur le tems à cause de l'éloignement de l'Electeur de Brandebourg & du Duc de Neubourg, sa Majesté prend sur elle de faire prolonger d'un mois entier, c'est-à-dire, de-puis le dernier de Février jusqu'au dernier de Mars, le tems marqué pour la restitution réciproque des places possédées par eux & par les Archiducs; toutes les parties intéresses pouvant être averties dans ce tems, & donner leur consentement. Vous pouvez ajouter que sa Majesté est d'autant plus pressante dans cette affaire, qu'elle est assurée que si ce différend n'est pas accommodé bientôt, il ne peut que prodaire une guerre cruelle, & que sa Majesté seroit bien fachée qu'ils eussent quelque querelle , où ils ne pourroient être H. 7 fe1616. secondés par son assistance, & soutenus par sa protection, ce qu'elle déclaroit franchement qui ne pourroit être, en cas qu'ils rentrassent en guerre pour ce sujet, puis qu'il ne tient qu'à eux de la prévenir, en concourant avec les Archiducs dans ces dispositions pacifiques à l'exécution du Traité de Zanten.

Sa Majesté vous charge de donner tous vos foins, à ce que le Traité que vous écrivez avoir été négocié à Amsterdam entre les Ministres de l'Electeur de Brandebourg & du Duc de Neubourg, puisse avoir son effet; & cependant, à vous parler franchement, ils comptent sans leur hôte; car les Archiducs étant Mastres d'une partie, & les Etats de l'autre, quelques bonnes intentions qu'ils puissent avoir eux-même, ils ne peuvent cependant être remis en possession de ces Païs, jusqu'à ce qu'on en ait retiré premièrement les garnisons.

Touchant la requête que vous a présentée Etienne Gerritz, Marchand d'Amsterdam, sa Majesté trouve bon que, pour l'avancement de la cause commune, & pour la sûreté de ceux de la Rochelle, vous considériez avectoute la sagesse dont vous êtes capable, comment & de quelle manière ils peuvent être pourvus par votre moyen des armes qu'ils croiront nécessaires d'acheter dans les Païs-

bas, & les faire transporter sûrement.

Le Comte d'Oldenbourg a écrit en dernier lieu à sa Majesté, & demande qu'on vous charge expressément, non seulement d'écouter les Ministres qu'il employe auprès des Etats, mais aussi de leur donner vos Conseils,

de

de les assister, & de les diriger le mieux que 1616. vous pourrez dans leurs négociations; ce que sa Majesté veut expressément, de quoi vous ne manquerez pas de vous souvenir, quand les Ministres du Comte viendront à vous; & je ne doute pas que selon votre prudence vous ne les traitiez avec toute sorte de civilité, comme Ministres d'un Prince de l'amitié & du mérite duquel sa Majesté sait grand cas. Je suis, &c.

P. S. Vous ne pouvez rendre un meilleur fervice aux Etats, qu'en hâtant le voyage de leurs Commissaires, d'autant plus que sa Majesté partira le 25. de Mars pour son voya-

ge d'Ecosse.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, 1617. au Sécrétaire Winwood, 14. Janv. 1616. V. S.

Monsieur,

Votre lettre du 31. du mois dernier m'a été remise par mon domestique le 8. de ce mois ci, dans un tems où les Etats étoient entièrement occupés à apaiser les tumultes prêts à s'élever à-propos de leurs disputes de Religion, ce qui est cause que je n'ai pu avoir audience que hier 13. du mois, délai que j'ai souffert d'autant plus volontiers, que le vent étant si bon pour aller de France en Angleterre, & pour venir de là ici, j'aurois pu être instruit du bon plaisir de sa Majesté, s'il y eût eu quelque raison de changer ses directions touchant l'affaire de Cléves & de Juliers, & la demande d'une résolution plus prése

1617, cise que la précédente. J'avois lieu de m'y attendre, sachant que cet Etat a reçu avis de fon Ambassadeur à Paris, que l'Ambassadeur d'E/pagne qui y réside, desavouë ouvertement Don Diego Sarmiento, & proteste contre l'offre qu'il a faite à sa Majesté pour l'accommodement de cette affaire, comme étant faite sans ordre du Roi d'Espagne ou des Archiducs; & le même avis est venu de Bruxel-Mais comme vous ne m'en dites rien. ¡'ai formé ma proposition conformément à votre lettre. [e vous envoye la copie, & j'y joindrai la réponse, si on ne la diffère pas plus longrems qu'il ne convient d'arrêter le messager, à cause des autres affaires dont il est né-

cessaire que vous soirez instruit.

En attendant Mr. BARNEVELT m'a répondu en témoignant la reconnoissance des États pour les grands soins que se donne sa Majesté, soit pour la tranquillité publique, soit pour leur bien - être particulier, & en déclarant qu'ils sont dans l'intention de donner à sa Majesté toute la satisfaction possible; mais qu'aïant apris que l'Ambassadeur d'E/pagne en Angleterre est desavoué par celui qui est en France, cela ne pouvoit que leur suggérer une arrière pensée, sur tout puis qu'ils étoient si accoutumés aux fraudes & aux subtilités des E/pagnols. Il ajoura que cependant ils prendroient encore l'affaire en confidération, & qu'ils me rendroient une réponfe. Je lui repliquai qu'il étoit possible que dans un discours général, & dans un compliment, un Ministre public fit ou dit quelque chose de son chef; mais que dans une affaire de cette

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 185

nature, si importante, & où il est question 1617, d'un lieu & d'un tems, & d'autres circonstances particulières, la chose étoit très-peu vraisemblable; outre qu'il étoit ordinaire aux Princes de remettre une affaire à un de leurs Ministres, sans la communiquer aux autres; & que comme la France, à cause de se troubles domestiques, ne pouvoit donner autant d'attention que sa Majeste à la paix de ces contrées, les instructions que l'Espagne y donnoit à fon Ambassadeur pouvoient n'être pas les mêmes que celles qu'elle donnoit à

son Ambassadeur en Angleterre.

La Reine régente. à ce que j'aprens par l'Ambassadeur de France ici, & par les dépêches de Mr. Langerack, tient à grand honneur, d'être nommée dans cette affaire avec sa Majesté. C'est pourquoi elle a dépêché un exprès, en Espagne, & donné ordre à l'Ambassadeur Du Maurier d'empêcher ici qu'on ne passe outre, à quoi il a travaillé ici en particulier auprès de Mr. Barnevellt & de son Excellence, mais sans agir comme Ministre public. Le Conseil de France à aussi prié Mr. Langerack d'écrire à ce sujet, ce qu'il a fait, mais comme écrivant leur idée, & non point son propre sentiment, de sorte que cette oposition directe produira beaucoup de difficultés: ils ont un proverbe à Vénise, piu vale un remo che scia in drio, che dieci che parano avanti.

Sticchius l'Agent de Brandehourg, est revenu à Amsterdam, & est retourné de là à Cléves; & Wonsein Lieutenant du Duc de Neuhourg à Dusseldorp est allé à Neuhourg

pour

1617, pour communiquer à son Maître la première proposition que j'ai faite ici au nom de sa Majesté, & qu'il a euë de Sticchius; comme aussi le résultat de leur négociation secrète à Amsterdam, pour faire un parrage provision. nel des Païs contestés, ce qui, sauf meilleur avis, est la seule voye qui reste pour accommoder cette affaire, le changement de tems, & plusieurs circonstances importantes aïant rendu le Traité de Zanten sujet à bien des inconvéniens & des difficultés. Si les Espagnols sont réellement dans les bonnes dispositions où ils font profession d'être, en sorte qu'on puisse passer outre avec sûreté, il ne sera pas difficile à ces Princes pendant que les places sont en dépôt entre les mains de leurs amis des deux côtés, de s'accorder de façon que leur partage soit réglé d'avance, & exécuté après la restitution des places; & comme il me paroît qu'on trouve cela très bien ici, j'en ai d'autant meilleure opinion de la fincerité de leurs intentions.

Mr. de la Noue a été désigné en France pour Ambassadeur extraordinaire auprès de cet Etat, & il n'attend pour partir que la réponse d'Espagne touchant l'affaire de Cléves & de Juliers; mais le principal but de sa négociation est, selon les divers avis que j'ai vus, de tenir cet Etat attaché à la Reine Régente, non-seulement à l'égard des Princes, & pour empêcher qu'ils n'ayent du secours; mais aussi pour acroître l'autorité du Roi & de la Reine par ce témoignage public d'une

étroite amitié entre eux & cet Etat.

Le Duc de Bouillon a écrit le 25, du moisderDU CHEV. DUDLEY CARLETON. 187

dernier aux ET ATS GÉNÉRAUX une Let- 1617. tre qu'on a reçuë le 10. de celui-ci N. S. pour leur fignifier que le Marquis de Spinola a dessein d'assièger Sedan, aïant acheté le titre de Montlévrier sur cette place, auquel cas le Duc souhaite d'aprendre quel secours il peut attendre d'ici, soit par égard pour la Religion, soit par raison d'Etat. On ne lui a point encore répondu, l'affaire aïant été renvoyée aux Provinces, ce qui prendra quelque tems; & en attendant comme la chose a été sçuë de Mr. Du Maurier, ce dont je fuis informé de bonne part, & qu'il a envoyé un exprès en France à cette occasion, une partie des instructions de la Noue sera sans doute de mettre des obstacles à cette af-

Quoique Du Maurier ait obtenu la permission qu'il a démandée d'aller passer trois ou quatre mois en France, il diffère son départ dans l'attente d'une réponse sur ces as-

faires.

Il y a eu ici depuis peu un député du Ducde Brunswick, qui à son départ, il y a environ une semaine, m'insorma du dessein où étoit son Maitre d'envoyer un Ministre auprès de sa Majesté. Il étoit chargé de sonder en particulier les Etats & son Excellence, sans saire aucune démarche publique, sur leurs dispositions au sujet d'un différend qu'il y a entre son Maitre & le Duc de Lunebourg touchant le Duché de Brochenhagen, situé dans les Etats du Duc de Brunswick, & possédé par ce Prince, mais sur lequel Lunebourg forme des prétensions. Les dispositions des E-

### 188 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617. tats font douteufes à cause de leur ligue avec les Villes Anséatiques, qui les lie à Lune-bourg; mais ils déclarent qu'ils ne se mêle-ront point de cette affaire, si ce n'est comme amis & par voye de médiation entre ces Princes.

Le différend entre les Rois de Pologne & de Suéde, au sujet du Duc de Courlande que la Suéde a pris sous sa protection contre l'exécution d'un décret fait par la Pologne, est accomodé par l'entremise de la sœur du Roi de Pologne, qui est une Religieuse, & le Duc de Courlande est rentré en grace auprès de ce Roi dont il est sujet comme feudataire.

S'il se présente quelque occasion de rendre service au Comte d'Oldenbourg, je n'oublierai pas quel est le bon-plaisir de sa Majesté à

cet égard.

La résolution d'envoyer des commissaires à sa Majesté pour les affaires des Marchands, est encore arrêtée par la Zélande, d'où l'on n'a aucune réponse, ce dont on s'étonne d'autant plus que cette affaire concerne principalement cette Province, mais je comprens que la chose est dissérée jusqu'à l'assemblée de leurs Etats qui devant prendre à-présent une résolution finale sur leur contingent, expédieront ces deux affaires à la sois. Mr. Joachimi est parti il y a deux jours pour hâter leur réponse. Je suis, &c.

Le même au même. Janvier 14.
Monsieur.

Les différends sur la Religion sont venus

and the same

ici à un tel point, & il y entre tant de cir-1617. constances dignes d'être connuës de sa Majesté, que ce sujet demande une Lettre à part. Je commencerai par un récit Historique de tout ce qui s'est passé depuis la dernière assemblée des Etats d'Hollande en Décembre dernier, dont je vous ai rendu compte dans ma précédente, comme aussi de leur résolution de se rassembler au mois de Mars prochain.

Ceux qu'on apelle ici à la Haye Contre-rémontrans ont été renvoyés depuis huit mois d'une assemblée à l'autre, sans obtenir de satisfaction sur leurs demandes, qui sont ou qu'on rétablisse leurs Ministres dans leurs fonctions, ou qu'on leur accorde un endroit particulier pour prêcher, afin de les délivrer de l'incommodité d'aller à Ryswick. Voyant donc aujourd'hui la prochaine assemblée renvoyée si loin, ils ont perdu patience; & aïant loué secrètement une maison dans cette Ville. & l'aïant ajustée pour leur dessein, ils se propofoient d'y avoir sermon, il y eut dimanche passé quinze jours, le 29. du mois dernier; mais ce dessein aïant été découvert par le parti oposé, le Magistrat de la Ville s'y oposa, & mit le Scellé sur les portes de la maison par autorité publique; ce qui cependant ne leur fit pas changer leur résolution, car ils allèrent de là en foule, & avec quelque desordre dans la maison d'un Officier de son Excellence, où ils eurent leur fermon. Le jour suivant fix d'entr'eux qu'ils avoient députés pour leurs affaires, furent apellés devant le Conseil de la Province; là le Président leur aïant parlé

## 190 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617, en termes assez durs, & leur afant ordonné de se désister de leurs prétensions jusqu'à la prochaine assemblée des Etats d'Hollande, ils le refuserent absolument, ne craignant pas de répondre d'un ton également haut, soit pour leur propre défense, soit au desavantage de leurs adversaires. La dessus le Conseil eur recours à son Excellence, & lui demanda premièrement une partie de ses gardes pour contenir ces gens dans le devoir jusqu'à la prochaine assemblée; le Comte aïant demandé qu'on l'en dispensât, ils le prièrent de faire venir des soldats des autres Villes, ce qu'il refusa aussi disant que les uns étoient pour la garde de sa personne, & les autres pour la désense des frontières contre l'ennemi, & qu'ainsi ils ne devoient pas être employés contre leurs amis. Les Magistrats de la Ville étant allés chez lui pour le même sujet, recurent la même réponse. Le Vendredi & le Samedi suivans, qui étoient le second & le troisième de ce mois, ils laissèrent toutes leurs autres affaires pour ne s'occuper que de celle-ci; leur haut Conseil, le Conseil de la Province, & la chambre des comptes, n'aïant formé qu'une seule assemblée dans la chambre du Conseil d'Hollande, où le premier jour ils agitèrent l'affaire entr'eux. Le lendemain matin ils apellèrent son Excellence dans leur assemblée, où l'affaire aïant été proposée d'une manière favorable aux Rémontrans & au desavantage des Contre-Rémontrans, ils lui demandèrent son avis. Là-dessus il se sit aporter les regîtres, où étoit couché le serment qu'il fit l'an 86, lorsqu'il prit possession de fes

ses emplois: ce serment aïant été lu en pré- 16174 sence d'eux tous, & son Excellence afant fait remarquer cet Article en particulier, que lui & les Etats s'engagent mutuellement à défendre même jusqu'à la dernière goute de leur sang la Religion réformée qui étoit le premier fondement de leur querelle; , tant , que je vivrai, dit-il, je garderai ce ser-" ment, & je défendrai cette Religion". Cela causa beaucoup d'altérations, on sit tous les efforts possibles pour persuader à son Excellence, que l'introduction de ces nouvelles opinions n'étoit point un changement de Religion, & qu'elles pouvoient s'accorder avec l'ancienne profession; & s'imaginant qu'ils l'avoient bien convaincu, ils lui donnèrent pleine autorité de faire venir devant lui l'après-midi les députés des Contre Rémon rans dans la chambre du Conseil de la Province. où étant assis sur la même chaise, qui étoit anciennement, la place des Comtes de Hollande, où il avoit premièrement prê é serment comme Gouverneur-Général, ou Lieutenant de ces Provinces, & où il n'avoit point été apellé depuis l'an 86; il recommanda à ces députés par manière d'avis & de prière, de vouloir bien afin d'éviter le desordre, aller à Ryswick le lendemain, qui étoir le dimanche de communion, leur promertant sur sa parole, que le dimanche suivant ils auroient non-seulement une maison, mais la principale Eglise pour leurs sermons, avec un prédicateur à leur choix, à des heures convenables pour que les Rémontrans pussent avoir aussi leur tour. S'étant contentés de

192

1617. de cela les Contre - Rémontrans allèrent le lendemain à Ryswick en plus grand nombre qu'à l'ordinaire; & là après que le fermon fut fini ils élurent tout de suite des Diacres & des Anciens d'entr'eux; précipitation dont leurs ennemis prirent avantage pour les accuser de schisme. Aïant été apellés le lendemain devant son Excellence, ils soutinrent ce qu'ils avoient fait, en assurant constamment qu'ils ne vouloient avoir aucune communion avec les Rémontrans, ni en entendant leurs prédicateurs, ni en admettant quelqu'un de leur corps dans les offices Ecclésiastiques, disant pour leur raison, que les aumônes recueillies dans l'Eglise des Rémontrans pendant qu'ils étoient eux-même à Ryswick, n'étoient distribuées à aucun des pauvres de leur communion, & qu'ainsi on leur avoit donné l'exemple. Il y eut là dessus de grandes contestations entre les chefs des Rémontrans, (qui font aussi ici les chefs en autorité) & son Excellence, ceux-là disant qu'il étoit à - présent libéré de sa promesse de donner une Eglise aux Contre-Rémontrans, puisque leur conduite tendoit manifestement à un schisme, & son Excellence persistant à dire qu'elle étoit obligée à tenir sa parole. On se mit alors à faire des listes de ceux des deux partis pour comparer leurs nombres & leurs qualités, & il parut que la plus grande partie des habitans de la Haye, & ce qu'il y avoit de mieux, étoient Rémontrans; ce qui rendoit l'affaire d'autant plus sérieuse, puisque l'accusation odieuse d'être indignes de passer pour. membres de la vraye Eglise, tomboit sur tant

de gens si distingués. On prit là dessus la ré 1617. folution d'envoyer des exprès à toutes les Villes d'Hollande, & de convoquer inces'famment les Etats qui devoient s'affembler au mois de Mars suivant; & par provision il fut arrêté du consentement de son Excellence, à l'autorité de laquelle les Contre-Rémontrans cédèrent, qu'ils auroient la liberté de prêcher dimanche dernier, dans notre Eglise Angloise, & que des Diacres de l'autre parti recueilleroient les aumônes, ce qui se fit en conséquence, sans interrompre notre fervice, parce qu'ils commencèrent le leur de bonne heure, & qu'ils eurent fini à dix heures. Le jour auparavant quelques députés de leurs trois Conseils réunis me demandèrent mon consentement pour qu'on pût prêcher dans cette Eglise, se servant de cet argument, qu'ils avoient regardé cet expédient comme un moyen d'établir la paix dans leur Eglise: ce qui me donna occasion de la leur recommander comme une chose agréable à Dieu . conforme aux desirs de sa Majesté; (qui avoit employé souvent ses bons offices, comme je le leur rapellai, pour prévenir ces inconvéniens) & nécessaire à la conservation de leur Etat. J'ai eu une conférence avec fon Excellence pendant ces disputes, & je l'ai encouragée autant que j'ai pu à soutenir la bonne cause, ce qui m'a paru nécessaire contre de si fortes opositions. Il est difficile de conjecturer quelle sera la fin de tout cela, les deux partis étant toujours également animés, & échaufés tous les jours par les Lettres & les messagers qui viennent de toutes Tom. I.

1617. les autres Villes d'Hollande, auxquelles les résolutions qu'on prendra ici donneront la loi.

Il y avoit dans le même tems de pareils troubles, & même avec plus de violence à la Brille; mais il y a une suspension jusqu'à l'assemblée des Etats. On a heureusement empêché que les Contre-Remontrans eussent leurs Anciens & leurs Diacres à part; car, quoiqu'on ne doive pas souhaiter l'avantage du parti contraire, une séparation si absolue auroit rendu les deux factions irréconciliables, & l'on n'auroit pu espérer aucune issue, sans la supression de l'une des deux, ce qui est

encore fort à craindre.

Je prens ici la plume des mains de mon Sécrétaire, pour vous instruire plus au long. & plus librement de l'état de cette affaire, afin que sa Majesté en étant une fois informée, je puisse de tems en tems vous donner avis de ce qui se passera, sans vous importuner de nouveau par des répétitions inutiles. Cependant je suis fort embarassé à poser l'état de la question entre ces factions, qui l'ont changé si souvent, & dont la plus mauvaise a les meilleurs patrons. Litigando jus acquiritur, l'avantage étant pour les Rémontrans qui se soumettent à l'autorité de leurs supérieurs. & contre les Contre-Rémontrans qui leur résistent; c'est à cela que s'est réduite enfin la dispute, par artifice, & par laps de tems; au moyen de quoi, je connoîs plusieurs graves & sages personnages, entr'autres votre ami le trésorier De Bye, qui aïant été chassé de leur premier terrein, par de longs & continuels assauts, & ne considérant que la face présente

de l'affaire, se montrent directement & vio- 1617. lemment oposés au parti avec lequel ils con-

courent d'ailleurs dans l'opinion.

Il est aisé de voir que l'Arminianisme est la première cause de ces troubles, dont les effets seront des factions dans l'Etat, & un schisme dans l'Eglise, si l'on ne le prévient incessamment, & dans cette assemblée.

Les factions commencent à se partager entre son Excellence & Mr. BARNEVELT comme leurs chefs, qui joignent leurs anciennes querelles à ce différend. Le schisme est ac-:uellement entre Uytenbogaard & Roseus, dont a jalousie & l'envie particulière, parce qu'ils ont fort suivis & fort aplaudis, ne contripuënt à rien moins qu'à la tranquillité pulique.

Voici comment sont partagées les Provintes. La Zélande, la Frise, & Groningue sont bsolument pour les Contre-Rémontrans: Urecht tient aussi absolument pour les Rémonrans, & c'est la seule Province qui soit toute ntière pour eux. La Gueldres, & la Proince d'Overyssel sont divisées; mais les deux iers y sont pour les Contre-Rémontrans. La Hollande est aussi divisée, mais les deux tiers

sont pour les Rémontrans; cependant dans es Villes, où le Magistrat est dans cette disosition, ou dans lesquelles il a été gagné ar artifice, le peuple pour la plus grande artie est dans le parti oposé, comme à Dort, eyde, Harlem, Alcmaer, la Brille, & ailurs. A Rotterdam le Magistrat & le peuple la réserve d'un petit nombre, sont Rémonans: & la plus grande partie l'est aussi à la

1 2

1617. Haye, comme je l'ai dit. Amsterdam, Encbuyjen, Edam, & Purmerent sont absolument du parti contraire, & les villages de Hollande aussi bien que ceux des autres Provinces sont généralement pour les Contre-ré-

montrans.

Si je voulois entrerà-présent dans les détails de tous les raisonnemens & de tous les traits qui se débitent sur ce sujet, parmi ce peuple fort libre dans ses discours, je ne sinirois ja-mais; ils vont si loin que de part & d'autre on accuse le parti contraire de vouloir changer le gouvernement; les Rémontrans imputant à son Excellence Leicestrana consilia, comme ils les apellent; & les Contre-Rémontrans accusant Mr. BARNEVELT & son parti de ramener le Papisme. Pour moi je ne puis porter si loin mes conjectures, mais je pense que le but de son Excellence, outre le maintien de la cause commune de la Religion, est, plutot ad destructionem, quam ædificationem, de s'oposer a l'autorité de Mr. BARNEVELT qui a longtems travaillé avec grand soin à l'accroitre, en introduisant ces nouvelles opinions, en créant dens toutes les Villes des Magistrats qui les favorisent, & en excluant les autres, ce qui est je crois son principal but. Cependant on peut remarquer une chose qui semble confirmer l'opinion vulgaire. C'est que dans les endroits où il y a le plus de Papistes, tels que la Province d'Utrecht, & la Ville de Rotterdam, les Rémontrans y dominent, & que les Papistes sont générale ment pour eux. Quelques uns conjecturent, (& c'est l'opinion de son Excellence) que toui

tout ceci se fait par Mr. BARNEVELT, par 1617. vove de préparatif pour le tems où l'on parlera de renouveller la trêve, ou de la convertir en une paix; comme alors le Roi d'Espagne demandera vraisemblablement qu'on mitige le premier Article touchant la Souveraineté de ce gouvernement, & que la Religion Papiste soit tolérée dans ces Provinces, à quoi les opositions ne viendront que du parti Protestant, on supose que Mr. BARNEVELT se propose de prévenir cette dissiculté en su-

primant ce parti.

Je ne puis passer sous silence une superstition puérile du peuple, qui pronostique un changement parce qu'il est venu sur ces côtes trois baleines d'environ 60, pieds de long, & de trente d'épaisseur, dont deux aïant é. choué à l'Ile de la Brille, & une près de Scheveling, justement dans le lieu & dans l'instant de ces tumultes, ont causé d'autant plus de surprise, qu'on se rapelle, qu'au comnencement de la guerre dans ce Païs, il y en eut deux de même grosseur poussées sur les pords de l'Escaut au dessous d'Anvers, & one ici en Hollande, lorsqu'on si la trêve. Mais ce sont-là des effets des longues. & continuelles tempêtes que nous avons euës à 'Ouest, & qui ont causé plusieurs naufrages ur cette côte.

Les Députés aux Etats d'Hollande sont déà arrivés; & ils tiendront demain leur pre-

nière assemblée.

J'userai de la liberté que donne sa Majesté our le transport des armes, selon que cesa ne paroîtra le plus utile pour le service de

3617. ceux que la chose intéresse, & je ferai avoir incessamment celles dont vous me parlez dans votre Lettre du 31. du mois dernier, pour

le service de Milord Chandos.

Le Duc de Bouillon employe le crédit & la bourse de ses amis pour avoir aussi des armes d'ici, & j'entends parler d'une levée de chevaux qu'on fait dans ces quartiers & dans la basse Allemagne, au nombre de 2000, pour le service des Princes.

Le Baron Van Oye de Gueldres, qui a été ci-devant à leur service, se charge d'une grande partie de ces levées, quelques particuliers de ce Païs affectionnés à ce parti lui prêtent de l'argent pour cela. Je suis, &c.

PROPOSITION du Chevalier Dudley CAR-LETON aux ETATS-GÉNERAUX, dont il parle dans sa Lettre du 14. Janv. V. S. 23. Janv. V. S.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire WINWOOD, 23. Janv.

### MONSIEUR,

Le porteur de cette Lettre est Pierre de la Ravoyre dont je vous ai parlé dans des Lettres précédentes, Savoyard de naissance, & jusqu'ici Religieux de l'ordre des Chartreux. Persécuté par le Pape & par son Général il s'est réfugié dans les Provinces Unies, où les Chartreux possèdent en vertu de la trêve, certaines rentes sur lesquelles il a travaillé à obtenir une pension annuelle pour son entretien. Il y a eu un procès pour cela dans leur

haut Conseil entre lui & les Chartreux, jus-1617. qu'à ce que l'assaire étant sur le point d'être jugée, les Chartreux par l'intercession du Roi de France, ont obtenu un délai d'une année. Cum Deus unus obest, fert Deus alter opem; & dans l'espérance qu'une Lettre de récommandation de sa Majesté, pourroit le mettre de nouveau rectum in curia, il a pris la résolution d'aller en Angleterre, & je n'ai pu lui resuser une Lettre pour vous, connoissant les talens du personnage, & aïant vu ce qu'il se propose de publier par voye de maniseste, touchant les abus de la Cour de Rome, en quoi il mérite toute sorte d'encouragement. Je suis, &c.

Le même au même. 24. Janvier.

MONSIEUR,

Par une dépêche du 14. de ce mois, que j'envoyai par le courier Jonbson, je vous ai instruit au long dans deux différentes Lettres de ce qui se passe dans ces quartiers; & je vous envoyai en même tems une copie de la seconde proposition que j'avois faite le jour auparavant dans l'assemblée des Etats Gé-NÉRAUX, touchant l'affaire de Clèves & de Juliers, conformément à vos Lettres du 30. du mois dernier. La réponse a été différée jusqu'à hier. & elle m'a été renduë seulement de bouche de la part des ETATS - GÉNÉRAUX par Mr. Magnus de Zélande & . . . d' Utrecht; elle portoir que les Etats afant envoyé à leurs différentes Provinces ma première proposition dont la seconde disséroit peu en I A

3617. substance, excepté par raport au tems fixé pour la restitution des Villes, qui avoit été prolongé d'un mois, tout ce qu'ils pouvoient faire selon la constitution de leur gouvernement, étoit d'envoyer aussi ma seconde proposition à leurs Provinces, ce qu'ils avoient fait le jour après que je l'avois faite; & que jusqu'à ce qu'ils recuffent 'des ordres plus exprès de leurs supérieurs, ils devoient s'en tenir à leur première réponse dans laquelle ils déclaroient leurs bonnes intentions pour l'accommodement de cette affaire, pourvû que ce fûr avec sûreté pour eux-même, & à la satisfaction de leurs voisins; qu'en cela ils devoient attendre la résolution de l'Electeur de Brandebourg, de qui ils n'avoient pas eu encore le tems de connoître les intentions; & qu'en attendant ils suplicient humblement sa Majesté d'interprêter favorablement leur conduite.

Le jour précédent j'érois allé pour solliciter leur réponse, chez Mr. BARNEVELT Président cette semaine, qui s'excusa sur leur petit nombre, plusieurs des Députés, & tous ceux de deux Provinces étant absens, ensorte qu'ils ne pouvoient prendre une résolution positive comme on la leur demandoit; il ajouta que, puisque sa Majesté n'avoit pas été satisfaite de leur première réponse conçuë en termes généraux, il soupçonnoit qu'une autre du même genre lui plairoit encore moins. Il paroît ainsi, que c'est par son avis qu'on m'a envoyé ce message au - lieu d'une réponse par

écrit.

Par ce que m'ont dit lui & les autres Députés qui sont venus chez moi pour ce sujer,

je

je trouve que leur désiance sur les vuës des 1617. Espagnols est plutôt augmentée que diminuée, à cause des nouvelles levées qu'onpense à faire du côté des Archiducs, jusqu'au nombre de 9000. hommes d'Infanterie, & de 1000. ou 1200. chevaux: & tous les autres Princes qui ont intérêt dans cette affaire leur conseillent de différer de prendre une résolution positive, plutôt que de les en dissuader, leur Ambassadeur à Paris, leur aïant envoyé Lettre sur Lettre pour leur aprendre que l'offre de Pietro di Sarmiento à sa Majesté touchant l'exécution du Traité de Zanten, est absolument desavouée par les Rois de France & d'Espagne; & l'Ambassadeur de France ici, Mr. Du Maurier leur affant fait connoître qu'on pense de même à Bruxelles, que c'est une chose faite sans autorité. D'ailleurs les Princes de l'union ontécrit en dernier lieu aux Etats, pour les exhorter expressément à une vigilance extraordinaire par raport aux Espagnols, & sur tout touchant cette affaire de Cléves & de Juliers. Je vous envoye la traduction de leur Lettre. Outre cela encore le Prince de Brandebourg étant jeune, & son Conseil étant partagé d'opinion, ce Prince ne fait absolument rien sans consulter les Etats, & lorsque je leur rapelle qu'ils ont été eux même les Auteurs du Traité de Zanten, & qu'ils en ont dressé les Articles, ils me disent nettement tempora mutantur & nos.; de sorte que je suis tous les jours plus confirmé dans mon premier sentiment, qu'il ne reste aucun moyen d'accommoder cette affaire que par un accord particulier entre les Prin-15

2617. ces prétendans, à quoi travaillent toujours leurs Ministres. Mais comme Sticchius Agent de Brandebourg est à Cléves, son absence est cause que je n'entends point parler du

fuccès de la négociation.

Entr'autres choses qui se dirent dans la conversation que j'eus avec Mr Magnus, voyant que j'institois sur la restitution des Villes comme sor un moyen de prévenir une guerre dont on é oit menacé par ce différend, il me demanda à qui ils les restitueroient, à moins que les Princes ne sussent d'accord, disant qu'ils devoient savoir quel des Princes devoit les recevoir, & qui ils devroient avoir pour voisin; par où il paroît que cet expédient lévera toutes les dissicultés de ce côté ci.

Mr. Langerack Ambassadeur des Etats à Paris, leur a écrit, que la crainte qu'on avoit dans certe cour, que l'affaire ne se terminât sans l'intervention du Roi de France, étoit cause qu'on avoit demandé à Mr. de Refuges, de faire un autre voyage ici exprès pour cela, parce qu'il a eu ci-devant le maniement de cette affaire, quoique Mr. de la Noue fût déjà nommé pour Ambassadeur extraordinaire. Mais Refuges s'étant excusé sur son indisposition, a envoyé rous ses mémoires touchant ce qui se passa, pendant qu'il étoir ici, au sujet du Traité de Zanten, avec son sentiment particulier sur le tout, pour servir d'information à la Nouez Par une autre Leure du 28. du Mois dernier, Mr. Langerack a donné à cet Etat plusieurs avis imporseus; en premier lieu qu'il a obtenu du Roi

# DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 203

de France la continuation du secours des trois 1617. Régimens d'Infanterie, & des deux Compagnies de Cavalerie de cette nation pour une année encore, malgré l'oposition des Ambassadeurs d'Espagne & des Archiducs, qui confeilloient de les rapeller à cause des troubles présens de la France; qu'il y a un ordre donné pour leur compter 120, 000. écus à compte des arrérages de leur paye; qu'on a résolu dans cette cour par l'avis des nouveaux Conseillers, contre l'opinion des anciens, de poursuivre les Princes par la guerre, & de maintenir desormais l'autorité du Roi par la force; que pour cet effet le Roi desire que les Etats exécutent leur promesse d'envoyer eing vaisseaux dans la Rivière de Bourdeaux; qu'il demande pareillement, conformément aux derniers trairés entre cette couronne & les Etats, un secours d'homme au même nombre que les François qui sont ici à leur fervice, fous quelque bon officier; mais le Roi ne veut pas avoir les François même, de peur qu'ils ne se révoltassent en faveur des Princes quand ils seroient en France; qu'il demande la liberté du passage à travers ces Païs par la Meule & par le Rbin pour 3000. foldats avec leurs armes qui font lévés par le Comre Jean Giacomo Belioysa dans le Païs de Liège & aux environs, & des bâreaux pour les transporter en France. Tout cela a été dit à Mr. Langerack par le Maréchal d'Ancre, à quoi il ajoute que le Roi est si irrié contre le Dec de Bouillon parce qu'il a demandé la protection des Etars par la Lettre dont je vous ai parlé dans ma dernière, 1 6

# 204 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617, qu'il y a une résolution prise de le déclarer

criminel de Léze - Majesté.

Ce que la France accorde est si peu de chose, la continuation des troupes Françoijes au service des Etats n'étant que pour un an, & ce qu'on envoye pour leur payement étant seulement la dixième partie de ce qui est déjà dû, qu'ils comptent que tout cela vient du Maréchal d'Ancre, pour leur tenir, comme ils difent, le bec dans Feau; & les demandes font si considérables & si exorbirantes, qu'on juge qu'ils iniquum petunt, ut aquum ferant, pour tenir par-là d'un côté cet Etat à la dévotion du Roi de France; & de l'autre pour prévenir une semblable demande de la part des Princes; car il y a peu d'aparence qu'ils accordent le passage par leur Territoire à un A grands corps, commandé par un Italien, qui a porté les armes contr'eux, & qui est marié dans le Païs des Archiducs; & quand il sera question d'envoyer leurs propres forces, il y a aparence qu'ils trouveront d'aussi bonnes excuses pour cet article, qu'ils en ont trouvé jusqu'ici pour ne pas envoyer leurs vaisseaux, promis depuis trois mois, & toujours sollicités; car quoique ceux qui ont ici la principale autorité aient été longtems particulièrement engagés, comme vous le savez, dans une étroite dépendance de cette Couronne, je trouve qu'ils sont fort indisposés contr'elle depuis quelque tems, parce qu'elle est si fort gouvernée par l'Espagne, ce qu'ils craignent de voir aboutir enfin à la ruine de cet Etar.

En France ils voyent de mauvais ceil cette froi-

# DU CHEV. DUDLET CARLETON. 205

ffoideur; & ils s'en sont plaint en dernier 1617. lieu à Mr. Langerack, comme si l'on étoit porté ici pour les Princes, le bruit s'étant répandu à Paris, que le Comte Mausice iroit en personne à leur secours, à quoi la Reine Régente étoit fort sensible; mais je ne trouve pas ici qu'il y eut le moindre sondement à ce bruit.

Il court depuis quelque tems un bruit répandu & entretenu par ceux qui voudroient affoiblir la bonne intelligence entre sa Majesté & cet Etat, c'est que sa Majesté est sur le point de marier notre Prince avec la Princesse d'Espagne; & ce bruit trouve plus de créance à présent sur un avis donné de ce païs - là, par un Ministre secret que cet Etat y entretient sous prétexte de solliciter des causes de Marchands, & qui écrit que la question sur ce mariage a été débattuë à l'inquisition, & qu'il a été jugé nécessaire, parce qu'il serviroit à introduire le Papisme en Angleterre. Je trouve que cela nuit, au succès des principales affaires que j'ai ici; mes instances pour la restitution des Villes, étant regardées par ce peuple foupçonneux comme un effet du desir qu'on auroit de faire une chose qui seroit fort du goût de l'Espagne aujourd'hui, & fort avantageuse pour elle dans les présentes conjonctures; & ils donnent le même sens à mes follicitations pour l'envoi des Commissaires à sa Majesté au sujet de l'affaire de nos Marchands, comme si l'opinion qu'on concevroit de cette Ambassade, dont, quoique les affaires des Marchands fût le prétexte, le principal but seroit de jouër Davus I 7 273 4 . 1 "

1017. in Comædia, devoit suivant la règle du nittmur in vetitum, plutôt enflanmer qu'éteindre le desir des E/pagnols, & hâter la conclusion du mariage.

La derniére fois que je vis Mr. BARNEVELT. je me plaignis des délais des Etats dans l'envoi des Commissaires pour ce sujet, comme ne répondant point à la parole donnée par le Sieur Noël Caron à sa Majesté, ni à l'inclination des Etats en général, & à la réfolution particulière de la Province de Hollande, dont je vous ai informé d'après ce qu'il m'en avoit dit. Il me répondit à cela, que ce n'étoit qu'à grand peine, & malgré bien des opositions qu'il avoit obtenu le conseniement de la Hollande, & que l'affaire renoit à présent à la Zelande, mais qu'il soupconnoit que sa Majesté aïant rétabli l'ancienne compagnie des Marchands, cela empêcheroit qu'on ne pas ât outre, puis que la chose devenoit parlà moin- nécessaire; mais que cependant le Sieur Noël Caron avoit écrit, que malgré ce changement, il croyoit très-important d'envoyer des Commiff ires.

Les questions de Religion sont tonjours dans le même état dont je yous ai informé par ma dernière lettre, l'assemblée des Erats d'Hollande s'étant séparée, pour se rassembler de nouveau à la fin de Février, N. S. En attendant on a pris des atransemens provisionnels pour que les Contre Rémontrans continnent à prêcher dans notre Eglise Angloise, où ils ont sait des échisauts, afin qu'elle

puisse con erir plus de monde:

On a beaucoup disputé dans cette assemblée

pour savoir si son Excellence y seroit pré-1617sente ou non; mais ensin elle a été apellée
par la pluralité des voix, contre l'avis de Mr.
BARNEVELT; & son autorité l'a emporté en
faveur des Contre-Rémontrans, pour qu'ils
puissent continuer à prêcher, ce qu'on avoit
proposé d'empêcher par quelques moyens violens. A l'exemple de cette Ville on a pris
un pareil arrangement provisionnel, pour prêcher à la Brille & à Rotterdam, & au sujet de
quelques bourgeois de Tergow, à qui l'on aivoit interdit le commerce, parce qu'ils s'étoient plaint du Magistrat dans cette occasion.

Quelques particuliers bien intentionnés dans cette cause m'ont prié d'engager sa Ma esté à écrire à son Excellence, pour l'affermir & l'encourager dans son zèle pour le maintien de la vraye doctrine & de ceux qui la professent, contre ces novateurs & leurs opinions; fur quoi je m'en raporte humblement à sa Majesté, au cas qu'elle juge cet office nécessaire, pour qu'elle décide s'il convient mieux de le faire par message ou par lettre; la première méthode auroit plus d'efficace, mais la dernière seroit moins sujette à une mauvaise interprération de la part de la faction Arminienne dont vous connoissez le crédir fur ce x qui ont la principale autorité dans l'E at. Je fii , &c.

P. S. 29. Janv. Depuis que j'ai écrit cette lettre qui a été retardée avec le me l'ager par des tempêtes continuelles, Mr. da la Noue est arrivé, & a été logé & defrayé, selon la coutume usitée envers les Amb sadeurs extraordinaires; quoiqu'on dise ici (& cela pa-

more

1617, roît par son équipage) qu'il prendra la place de Mr. Du Maurier. Ce peu de jours n'a aporté aucun changement dans les autres affaires.

> Le même au même, par le Domestique du Chevalier EDOUARD VERE. 5. Fevr.

. Monsieur,

Il ne s'est rien passé de nouveau au sujet de l'affaire de Cléves & de Juliers, qui étoit le principal sujet de mes deux dernières dépêches du 14. & du 24. du mois dernier, excepté que la pauvre Ville & l'Eglise de Wésel ont présenté des requêtes aux Etats & à son Excellence, pour être délivrées de leurs présente servitude. & leurs humbles actions de grace à sa Majesté pour ses soins en leur faveur; ce que vous verrez mieux par la lettre que j'en ai reçuë, & dont je vous envoye l'original. Les Etats & son Excellence leur ont répondu obligeamment, & pour les encourager je les ai assuré de la persévérance de sa Majesté dans cette bonne œuvre.

Le 20. du mois dernier Mr. de la Noue eut sa première audience dans l'assemblée des E.-TATS - GÉNÉRAUX, & deux jours après il leur remit son discours par écrit; je vous en envoye la copie aufficôt que j'ai pu me la procurer, dans l'espérance qu'elle arrivera assez tôt pour informer sa Majesté de la commisfion du Baron Du Tour avant son audience, car il est très-vraitemblable que ces Ambassadeurs extraordinaires de France répandus àprésent par toute l'Europe, sont envoyés pour donner la même interprétation aux affaires de 4

# DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 209

ce Royaume, cela disculpant en effet le gou- 1617. vernement de la Reine Régente, soit pen-

dant, soit depuis la minorité du Roi.

J'ai vu la copie d'une affociation entre les Princes de France qui m'a été montrée par un de leurs principaux confidens dans cette Ville; ils s'y liguent par un ferment folemnel pour prendre les armes pour la liberté du Roi & du Royaume contre la tutelle & l'opression des étrangers; & leurs argumens dans tous les articles importans sont oposés à l'apologie de

cet Ambassadeur.

Vous pouvez conjecturer aisément combien les Etats sont satisfaits de ces belles paroles, Jans argent; car il n'a rien paru jusqu'ici malgré ce qui s'est passé en dernier lieu entre le Maréchal d'Ancre & Mr. Langerack. Le Résident de Venise Sorian a des lettres de Pata. vin, Agent de cette République auprès des Grisons, qui lui disent que Geffier l'Ambassadeur de France auprès de ce peuple, s'est roujours oposé en secret, & s'opose aujourd'hui ouverrement à la ligue entre les Vénitiens & les Grisons, malgré les lettres expresses que Ottavian Don a obtenuës du Roi à Paris. pour la favoriser, & quoique l'Ambassadeur ici mette cet acte en ligne de compte parmi les exemples d'une religieuse observation des anciennes alliances de cette Couronne. Je trouve sa Majesté nommée trois fois dans ce discours; premièrement comme aprouvant le mariage entre la France & l'Espagne; en second lieu. comme sollicitant à présent auprès de l'Espagne une semblable alliance, & cela avec passion; enfin, comme aïant fait la

1617. fourde oreille au mariage avec une Princesse de France, lequel, dit il, étoit ardenment

desiré.

Je regarde le reste comme étant alienæ reipublicæ, mais je ne puis laisser passer de mê. me le second point qui concerne sa Majesté, n'y aïant rien de plus préjudiciable à la bonne intelligence entre elle & cet Etat que cette croyance d'un mariage de notre Prince avec une Princesse d'E/pagne, qui, comme je vous l'ai dit dans ma dernière lettre, ne nuit pas peu à manégociation avec cet Etat; comme vraisemblablement cela fera de plus fortes impressions après une assurance si positive de cet Ambassadeur, je serai bien - aise de pouvoir diffiper ce fourcon par une meilleure autorité que mon opinion particulière seule, en cas que cela s'accorde avec le bon plaisir de sa Majesté, & avec le bien de son service.

Je vois qu'ils ont laissé là le dessein d'envoyer des Commissaires à sa Majesté, pour l'affaire des Marchands; dans laquelle plus je remuë, plus ils interprêtent mal mes démarches; ainsi au cas que vous jugiez à-propos qu'on insiste là-desses, le meilleur moyen d'en venir à-bout c'est d'employer les lettres du Chev. Caron, qui s'est lié lui-même, & a lié ses Maîtres par la promesse qu'il a faite

à sa Majesté.

Nous avons ici la nouvelle de la paix concluë enfin entre les Moscovites & le Roi de Suède; celle d'une guerre prête a éclater entre ce Roi & la Pologne, pour laquelle on fait des préparatifs en diligence des deux côtés; de levées faites en Dannemarck; & de vaisseaux équipés pour le service de ce Roi, 1617ce qui donne beaucoup d'inquiétude à Hambourg & à Lubeck, à quoi cet Etat est intéresse à cause de sa ligue avec les Villes Anséatiques, mais il ne se remue pas sur cette

première allarme.

Y aïant eu ici en dernier lieu un prêt de 360, 000 florins fait au Roi de Suède, pour un payement à faire au Roi de Dannemark, en vertu du Traité de paix entre les deux Rois, l'argent n'est arrivé à Hambourg qu'après le jour sixé; & cependant le Roi de Suède aïant trouvé cette somme d'ailleurs, & l'aïant payée au Dannemark, il a reçu cet argent pour son usage; & il s'est engagé à payer le capital & les intérêts en cuivre, qui abonde dans son Païs.

Ce Roi a donné ordre de faire dans ces Provinces une levée de deux mille hommes, dont il fouhaite qu'une partie ferve comme ma elots sur ses vaisseaux; & pour cet effet il a fait remettre ici à son Ambassadeur, qua-

rante - mille écus d'Allemagne.

Il est venu ici un gentilhomme de la part du Comte Levestein, Seigneur Allemand, qui demande aux Etats le passage par ces Provinces, pour 3000. hommes de sa Nation, engagés au service des Vénitiens, & la permission de louër des vaisseaux à Amsterdam pour les transporter par mer; s'il obtient cela, il se propose d'embarquer son monde le mois d'Avril prochain.

Les levées faites par le Comte Jean Ernest de Nassau, & qui ont été embarquées dès le mois de Novembre dernier, demeurent encore assez fort de Sud-Ouëst, qui sousse depuis trois mois dans ces quartiers, & qui nous a aporté deux autres baleines, l'une à Catwyck, l'autre en Frise, en sorte que ces monstres cessent d'être des prodiges; on croit cependant qu'ils pronostiquent la famine & la peste dans ce Païs, quoiqu'ils soient plutôt une partie des effets de ce tems extraordinaire, que la cause des conséquences, le défaut de leurs gélées ordinaires dans ces tems-ci, étant contraire & à la santé de leurs corps, & à la fertilité de leurs terres.

Nous avons déjà senti les atteintes d'un de ces sléaux, la peste s'étant glissée dans quatre maisons ici à la Haye; ce qu'on néglige plus qu'il ne convient dans un si grand danger. Les Etats prennent des précautions contre l'autre, aïant rapellé plusieurs vaisseaux chargés de bled du Texel, où ils avoient été retenus

longtems par les vents.

Il arriva vendredi dernier à la Brille quelque petit desordre à l'occasion de ces différends de Religion; le Magistrat aïant sait des recherches, & fait prendre les armes à labourgeoisie & à la garnison pour trouver un Prédicateur des Contre-Rémontrans, contre l'ordre du Conseil de la Province qui a suspendu toutes procédures, là aussi bien qu'ici & ailleurs, jusqu'a la prochaine assemblée des Etats d'Hollande. Le Ministre n'aïant pas été trouvé; il vint des plaintes se le lendemain dans cette Ville, où les deux partis ont trouvé des patrons, son Excellence aïant censuré vivement les Capitaines & les Officiers pour avoir

été en armes sans son ordre, & sans celui des 1617. Etats, & Mr. BARNEVELT soutenant qu'ils n'avoient fait que leur devoir; les garnisons étant, dit il, mises dans les Villes pour le service du Païs, & devant par conséquent recevoir l'ordre des Magistrats, selon les occasions.

La décision de la cause dépend de cette question, car les Magistrats de la plupart des Villes étant pour les Rémontrans, s'ils peuvent disposer des garnisons, ils auront bientôt amenés le Païs à l'obéissance. D'un autre côté si les garnisons ne peuvent bouger que par l'ordre de son Excellence & des Etats, les Contre-Rémontrans, qui sont en plus grand nombre que les autres, auront l'avantage.

Il est très-remarquable dans cette affaire, que les Magistrats de la plupart, si ce n'est de toutes les Villes frontières, se trouvent être Rémontrans par l'habileté, ou les artisces de celui qui est le Chef ici dans le gouvernement; que les Rémontrans sont pour la plupart Arminiens, & si les Arminiens n'ont pas du panchant pour le Papisme, comme on les en soupéonne, cependant au cas que, comme cela arrive souvent dans les tumultes populaires, les choses en viennent au point qu'on apelle un secours étranger, il est aisé de prévoir à qui cette saction aura recours.

Depuis la dernière assemblée GROTIUS a travaillé auprès des Contre-Rémontrans de Rotterdam pour les amener à un Traité; mais ils répondent qu'ils ne peuvent rien saire sans le consentement des autres Villes de Hollande, de sorte que c'est à présent une cause

com-

1617. commune declarée, dont l'évènement est fort à craindre; & si leurs animosités continuent à aller en croissant, comme elles l'ont fait jusqu'ici avec beaucoup d'aigreur, ces différends ne peuvent se terminer que par la ruine

d'un des deux partis.

On peut juger des extrêmités où ce peuple est parvenu, par un accident arrivé à Rotterdam, où y aïant une assemblée de Contre · Rémontrans dans une maison particulière pour y entendre un sermon, quelques personnes emportées de la faction contraire se pourvurent de bouë & de pierres, pour les en saluer quand ils sortiroient, leur aïant donné le sobriquet, de flyk gueux parce qu'ils alloient ci devant au prêche dans un village de la campagne. comme on alloit d'ici à Ryswyck; mais ils ont été apaifés par une bonne vieille, qui sortant la première du sermon, leur conseilla d'un ton grave & sévère de prendre garde à ce qu'ils faitoient, parce, dit elle, que son Excellence est een flyk-gueux ook, c'est-à-dire, un sale gueux aussi bien qu'eux.

On fait beaucoup de réflexions ici sur ce renouvellement du nom de gueux qui a été la première livrée des mécontens dans ce Païs; & l'on ne fait pas moins d'attention sur ce qu'on a pris les armes à la Brille, la première place qui sonna le tocsin de la révolte de ces Provinces: l'ennemi commun ne manque pas de vanter ses espérances d'entrer de nouveau

par la même porte d'où il fut exclus.

Il y eut quelques contestations dimanche dernier pour l'Eglise d'Oudewater entre deux Prédicateurs des deux factions; le Contre-Rémontrant l'emporta, mais le Magistrat lui a 1617. imposé silence pour la suite sous peine d'amende. Le même jour y aïant une assemblée de Rémontrans pour un sermon à Amsterdam, dans un magazin où ils avoient ajusté une chaire & un échasaut pour cela, la populace furieuse brisa les sénêrres; & peu s'en fallut que le Prédicateur ne sút jetté dans le canal.

Je vous envoye l'extrait d'une lettre de Liége, qui raconte un accident affez semblable à celui d'Amsterdam, arrivé dans le Collége des Jésuites Anglois. Vous y verrez aussi les réglemens & l'accroissement des Jése

suitesses. Je suis, &c.

P.S. Je viens de recevoir une lettre d'Amsterdam contenant une rélation particulière du dernier accident arrivé dans cette Ville, faite par une personne digne de foi; je vous l'envoye parce qu'il y a aparence qu'on fera grand bruit de la chose, & qu'elle sera raportée diversement.

Le même au même, par le Capitaine BRAD-FORD. 28. Fevr.

Monsieur,

Avec ma dernière dépêche du so, je vous envoyai la première proposition de Mr. de la Noue, qui étoit le discours de cérémonie; & je vous envoye à présent la seconde qui est la substance de son Ambassade. Vous y verrez d'un côté une demande de secours pour le Roi de France; & de l'autre le soin de prévenir leur assistance ou leur intercession en saveur des Princes. Il n'a pu obtenir encore

1617. une réponse, quoi qu'il la sollicite sorrement; toutes les Provinces, excepté la Hollande seule faisant la sourde oreille à ses instances; & ce qu'il fera en Hollande sera plutôt par le moyen de ceux qui sont particulièrement dévoués à cette Couronne, que par l'irclination du public, qui cependant est souvent entraîné par artifice dans des réfolutions contraires aux intentions de la Généralité. On compte qu'à la fin les Régimens François ne seront pas refusés, les Etats étant liés par contract à les envoyer, quoiqu'on propose ici un tempérament, savoir d'accorder la moitié des arréra. ges de la paye des troupes Françoises, qui sont au service de cet Etat, pour la levée d'autant de nouvelles troupes en France pour le service du Roi. Mais il ne paroît pas que l'Ambassadeur veuille se contenter de cela.

Les Etats-Géneraux ont été informés au long par les dernières lettres du Sieur Noël Caron de plusieurs choses qui se sont dites nouvellement entre sa Majesté & lui dans une audience: & entr'autres que sa Majesté n'étant point-du-tout satisfaite du gouvernement actuel des affaires de France, souhaitoit que les Etats, soit par un Ambassadeur enyoyé exprès, soit par leur Ambassadeur ordinaire à Paris, concourussent avec ses Ministres pour rectifier les présens desordres de ce Royaume. Aïant été informé de cela, je me suis fervi d'une autre occasion pour sonder les dispositions de Mr. BARNEVELT là-dessus; mais je l'y ai trouvé très-oposé, & quoiqu'il sente assez que la France est mal gouvernée à présent, & les conséquences que cela peut avoir

pour

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 217

pour ce païs ci, il paroît cependant par plu-1617. fieurs de ses raisonnemens qu'en son particulier il est résolu de suivre le parti de la Reine Régente, & de ceux qui ont aujourd'hui lemaniement des affaires le ce Royaume, & d'inspirer les mêmes dispositions aux Etats au-

tant que cela dépendra de lui.

· Comme il se déclare si ouvertement, & qu'il persiste si posi ivement dans sa résolution, malgré toutes les raisons qu'on allègue. au contraire dans les conjonctures présentes. cela fait qu'on cherche davantage à aprofondir fes desseins; & il y a des gens qui se rapellent que le Président Jeannin à son retour d'ici en France, après la conclusion de la trêve, raporta, qu'il avoit la parole & la promesse de la première personne du gouvernement dans ce Païs, qu'en peu de tems on y toléreroit la libre profession du Papisme; & on conclut de là que la protection qu'il donne aux Arminiens avec tant de chaleur & de passion, a raport à cela, comme s'il vouloit obrenir par dégrés, ce qu'il ne peut emporter tout-d'un-coup. Ses grands efforts pour maintenir son autorité dans ces questions de Religion, donnent beaucoup de lieu à ce soupcon; puisqu'il seroit en son pouvoir, quand il auroit une fois les rennes en main, de les lâcher ou de les serrer à son gré, ce qui fait que le parti contraire tient plus ferme, plutôt à cause des conséquences, que pour les inconvéniens présens.

Samedi dernier, en conséquence des desordres arrivés en dernier lieu à Amsterdam, le Magistrat de cette Ville assembla tout le corps

Tom. I. K de

de la bourgeoisie, qu'ils apellent Schuttery, & ils en formèrent une nouvelle compagnie, changeant la forme de l'ancien serment, soit par raport aux personnes à qui ils jurent obésssance, soit par raport à la substance; le premier étant au nom du Gravelickheid; c'està-dire, du Païs, (ce qui comprend son Excellence) & pour les matières ordinaires. Mais celui-ci est particulièrement un serment d'obésssance aux Magistrats de la Ville en tout & contre tous. Quelques-uns le resusèrent d'abord, d'autres le desavouèrent ensuite; mais la plus grande partie des habitans reste soumisé.

Vous pourrez voir par une lettre que je joins à celle-ci, ce qui est arrivé à Amsterdam depuis ma précédente, au sujet du pillage d'une maison par la furie du peuple. Le jour suivant on publia dans cette même Ville une désense de s'assembler pour entendre des sermons, ailleurs que dans les Eglises ordinaires, & de prêter des maisons pour les assem-

blées des Arminiens.

Comme les exemples de ce genre non confistant ubi incipiunt, on craint à présent que dans les endroits où l'autre parti est le plus fort, on n'entende parler de pareilles insultes; c'est pourquoi plusieurs personnes qui craignent la desunion de l'Etat à l'occasion de cette querelle, souhaiteroient qu'on adoprât ici en Hollande, un tempérament employé nouvellement en Gueldres, & qu'on a imprimé; je vous en envoye la traduction; mais ces dérangemens ont si fort altéré la constitution de cette Province, qu'elle ne peut souffrir ni la maladie, ni le remède.

# DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 219

Je me suis entretenu au long cette semai-1617.
ne, avec son Excellence & Mr. Barnevellt
à l'occasion de ces évènemens. J'avois déjà
parlé sur ce sujet auparavant avec son Excellence, & chaque sois je l'ai trouvée, & l'ai
laissée très-bien disposée pour le soutien de
la meilleure cause, & cependant très-portée
aussi à une modération qui, sans préjudice de
la vraye Religion, puisse prévenir la desunion

de l'Etat qu'il craint fort.

Je dis à Mr. BARNEVELT que quoique sa Majesté m'eût chargé, la dernière fois que j'eus l'honneur de lui baiser la main, de ne négliger aucune occasion favorable pour accommoder ces différends, sa Majesté prévoyant selon sa sagesse Royale, que c'étoit un feu couvert sous la cendre plutôt gu'éteint entièrement, cependant je m'étois abstenuen. tièrement en dernier lieu de m'en mêler. trouvant qu'il y avoit quelques personnes ici qui donnoient une mauvaise interprêtation aux bonnes intentions de sa Majesté, comme si elle cherchoit à porter sicam in alienam messem; mais que voyant les choses poussées à l'extrêmité, je ne pouvois plus longtems par ces petites considérations m'abstenir d'un devoir nécessaire, m'offrant là dessus, comme Ministre d'un Prince dont l'alliance avec cer Etat étoit sur tout affermie par le lien de la Religion, à rendre tous les offices d'ami. qu'on pouvoit attendre d'un tiers pour la paix de leur Eglise, par sa médiation entre ceux qui étoient parties dans ce différend.

Il me répondit en exprimant l'obligation qu'avoient les États à sa Majesté pour les soins

K 2 con-

1617. continuels qu'elle se donnoit pour leur pros périté; & là - dessus dans un long discours i me représenta l'état de l'affaire de la manière suivante; il me dit que dans les Provinces. Unies, & en particulier dans la Hollande, i. v avoit plusieurs Sectes & Religions; que les Papistes étoient la plus saine (ce fut son expression,) & la plus riche partie; que les Protestans ne faisoient pas le tiers des habitans; & il les distinguoir en puritains & double puritains, suivant, disoit il, que nous les regardions en Angleterre; il ajouta que s'ils restoient ainsi divisés, les Papistes seroient les plus forts; que pour prévenir cet inconvénient les États tâchoient de régler & d'établir une certaine forme de gouvernement dans l'Eglise; & que comme elle étoit composée de diverses Eglises particulières persécutées qui avoient trouvé un refuge dans ce Païs au commencement de la guerre, ils croyoient que la trêve étoit un tems favorable pour faire aujourd'hui ces réglemens qui n'avoient pu se faire aussi bien pendant que la guerre duroit; & qu'ainsi ils employeroient leur autorité à prévenir le schisme qui na troit dans l'Eglise de la séparation de ceux qu'on apelloit Rémontrans & Contre - Rémontrans.

Je lui dis là -dessus de quelle saçon je concevois l'état de la cause; & premièrement je lui sis comprendre que ceux qu'on apelle Puritains en Angleterre, ne pouvoient être apellés de ce nom ici, puis qu'ils étoient regardés là comme tels parce qu'ils s'oposoient au gouvernement Ecclésiastique reçu & établi; mais qu'ici leurs Eglises étoient composées

e gens qu'on pouvoit aussi bien apeller bons 1617. rotestans que ceux de France, ou des autres Iglises reformées, que nous regardons comne étant de notre profession, les disférences 'usages & de cérémonies dans différentes rovinces n'en faifant aucune dans l'état de la Leligion. Par raport au gouvernement qu'ils oudroient aujourd'hui établir dans leur Eglise, lui dis que s'il tendoit à prévenir une séaration & un schisme, ils auroient dû comiencer à l'exercer quand Arminius commena la première séparation en introduisant de ouvelles opinions; qu'aujourd'hui la question tant, si ceux qui par scrupule de consciene, ne pouvoient communier avec les Armiiens, qu'ils apellent Rémontrans, auroient eurs assemblées à part, comme ils le souhaient, ou si l'on leur imposeroit silence; user 'autorité pour soutenir les Arminiens, & our oprimer leurs adversaires, cela paroîoit une nouveauté dans cet Etat, & feroit outer de la légitimité de cette autorité, come on en doute en effet. l'ajoutai qu'il étoit souhaiter qu'on ne l'étendît pas trop jusqu'à e qu'elle fût mieux établie, & qu'on devroit voir recours dans des différends tels que cei · ci, mais sur · tout avjourd'hui, au remè e ordinaire employé dans toutes les Eglises, ix Synodes Provinciaux ou Nationnaux.

Il ne voulut point convenir qu'Arminius t le premier qui avoit élevé ces disputes; ais je soutins qu'il étoit le premier qui eût it ouvertement profession de ces sentimens ns ce Païs; comme cela paroît parce que ux qui sont de son opinion, ont pris leur

K 3

### 222 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

for7. nom de lui. Je conclus en disant que les chofes en étoient venuës trop loin pour pouvoir
être disputées aujourd'hui in thest, puisque
jusqu'ici ils avoient contesté pro aris, mais
qu'aujourd'hui ils commençoient à combattre
pro focis; qu'ainsi il falloit apliquer un promi
remede à un mal desespéré, sur quoi je lui

renouvellai mes offres de services.

Il ajoura à ses remerciemens, que suivant les circonstances qui se présenteroient, l'Etal devroit aussi faire usage de Messieurs de la Noue & Du Maurier, tous deux, dit-il, zé. lés dans la protession de la Religion. Mais ie dois vous dire qu'il y a ici des préjugés contre l'un & l'autre; la Nouë aïant souscrit au Concile de Trente dans la dernière assemblée des Etats de France, & Du Maurier aïani montré sa partialité pour les Arminiens; de forte que je compte qu'il a nommé ces Messieurs pour prévenir que les Princes étrangen ou leurs Ministres, ne se mêlent de leurs affaires; car il conserve tant d'assurance & tan! de confiance malgré ces dangers éminens. que quelqu'un lui faisant les mêmes offres de la part du Prince Palatin, il répondit que cet Etat ne franchiroit pas des montagnes & ne traverseroit pas des mers pour une af faire qui regarde le gouvernement.

J'ai laissé aller ma plume à mesure que le matière s'est présentée, & je vous ai entre tenu longtems sur ce sujet, suposant que se Majesté ne seroit pas fachée d'être instruite de toutes les circonstances. J'aurai soit de vous avertir avec diligence de ce que produira la nouvelle assemblée des Etats d'Hol

lan

lande, qui commença vendredi dernier. 1617.

Hier l'Ambassadeur de Suède informa les Etats de la paix entre son Maître & les Moscovites; & demanda permission de faire des levées contre le Roi de Pologne, duquel vous pourrez voir les préparatifs, avec ce qu'on pense de ses desseins, dans cet lex rait d'une

lettre de Dantzick.

Les troupes levées pour les Vénitiens ont mis à la voile la nuit dernière au Texel, & à la Brille; le vent étant venu fort à propos pour prévenir leur mutinerie, à laquelle ils étoient tous disposés, & qu'un des vaisseaux du Texel a montrée, s'étant rendu Maître de ses Officiers, & des Matelots, & s'étant choisi un Chef; mais le Comte Jean y alla sur le champ pour remettre l'ordre, & les Etats envoyent un vaisseau de guerre avec eux pour prévenir un pareil inconvénient en mer. Son Excellence a donné à chaque vaisseau des lettres patentes, pour prévenir que les Espagnols ne leur cherchent querelle comme à des pirates, au passage du détroit, où les Etats sont informés qu'ils ont trente vaisseaux & dix galliotes.

Je vous envove un livre que je reçois dans ce moment de Cologne, qui répond aux motifs de l'Archevêque de Spaluto. Je suis, &c.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD, au Chevalier Dudley Carleton. De Whitehall, 16. Fevr.

Monsieur,

Sa Majesté a pris assez de tems sur ses oc-K 4 1617, cupations plus importantes pour lire d'un bout à l'autre vo re lettre du 14. du mois dernier. Quoiqu'elle eût prévuil y a plusieurs années, quand Vorstius sut apellé en Hollande pour etre Projetseur en Théologie à Leyde, les maux qui naîrroient, au grand danger & à la honte de cet Etat, des schismes qui commençoient alors dans les principales Villes d'Hollande, elle avoit espéré cependant que la prudence de ceux qui sont au timon de l'Elat. ne permettroit pas que ces étincelles de dissension produisissent un incendie qui aboutiroit à leur honte & à leur deshonneur. Je connoîs bien l'état de certe affaire dans laquelle, sans la protection de la providence, & la gracieuse assistance du Roi mon Maître ma fortune & ma réputation auroient fait naufrage. J'ai été instruit des dispositions des principaux personnages, qui ont été les antefignani des opinions de nouvelle fabrique publiées dans vos Quartiers. Je ne puis nier que la doctrine de la grace universelle ne paroisse plausible à la chair & au sang; & par ces raisons je reconnoîs combien il est difficile de se décider sur une méthode convenable pour accommoder ces difficultés & pour établir une paix solide dans cette Eglise.

Sa Majesté pense que les Contre-Rémontrans qui sont profession de l'ancienne doctrine reçuë & reconnuë par un consentement unanime de toutes les Eglises Resormées, ne doivent pas céder aux opinions sactieuses de Vorstius & d'Arminius, & qu'ils gagneront d'autant plus de gloire qu'ils s'y oposeront sortement; que de plus ils montreront claire-

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 225

ment par - la au monde, & la vérité de leur 1617. profession, & leur zèle pour les intérêts de la Religion. Mais s'ils se soumettent à leurs adversaires dont la malice n'a point de bornes, & dont l'insolence est insuportable, que peuvent · ils attendre au · lieu de remède & de foulagement , si ce n'est de la honte & du mépris, & qu'au bout du compre, eux-même avec la doctrine qu'ils professent, seront chassés de ces Provinces? Vous êtes /ur les lieux, & par conséquent vous êtes plus en état de voir ce qu'il y a à faire pour l'hon-neur de sa Majesté, & pour le maintien de la Religion; & vous vous rapellez les ordres précis que vous avez reçus, de faire tous vos efforts, & d'employer tous vos soins, pour soutenir la cause commune. Quand l'occasion s'en présentera, vous pouvez, sinon comme par un dessein exprès, du moins aliud agendo, en parler tranquillement avec Mr. BAR-NEVELT, dont la conscience lui doit dire, que s'il n'avoit été qu'un juge impartial; & qu'il ne se fût pas fait le patron d'un parti, ces disputes seroient tombées dans leur naissance sans troubler le repos de leur Etat. Necesse est ut scandala veniant, sed væ illis per quos veniunt.

Vous savez comment la nouvelle compagnie pour la teinture & l'aprêt des draps a été dissoute, & que l'ancienne compagnie des Marchands avanturiers s'est chargée de ce soin, ce qui est cause peut-être que les Etats sont si lents à envoyer ici des Commissaires, en quoi ils se sont beaucoup de tort à eux même, parce que, quoiqu'on les épargne pour

K 5

quel-

#### 226 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617. quelques mois, l'ancienne compagnie s'est engagée à exporter nos draps teints & aprêtés dans la même quantité qui avoit été prescriteà la nouvelle compagnie; en forte que s'il n'y a pas quelque bon accord fait d'avance entre nos Marchands & les leurs, les cartes se brouilleront encore; & ordinairement les rechutes sont plus dangereuses que la première maladie.

> Sa Majesté m'a chargé de vous dire que si le Duc de Savoye envoye quelque Ministre aux Etats soit pour résider auprès d'eux, soit pour négocier avec eux, vous devez lui rendre tous les bons offices qui pourront montrer l'intérêt que sa Majesté prend à la conservation de l'honneur & des Etats de ce Prince.

Nous avons ici un Ambassadeur extraordi. naire de France, le Baron du Tour: sa commission est de détourner sa Majesté de se mêler des différends prêts à éclater en une guerre ouverre, entre son Roi & les Princes. Vous ferez instruit par ma première lettre du parti que prendra sa Majesté; car cet Ambassadeur n'a eu encore qu'une audience publique. Majesté a dessein de le traiter obligeamment; mais comment elle trouvera à - propos de se comporter dans les affaires de France, c'est sur quoi Mr. le Controlleur qui doit retourner dans vos Quartiers, vous déclarera ses intentions..

Le voyage de sa Majesté en Ecosse com-

mence le 15, de Mars. Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton 1617. au Sécrétaire WINWOOD. 27. Fevr.

MONSIEUR,

Je profite de l'occasion que me fournit le palfage du Chev. Henri Levingston en Angleterre, pour vous remercier de votre lettre du 16. que j'ai reçuë ce matin par Johnson, & pour vous envoyer en même tems le livre dont je vous parlois dans ma dernière dépêche; mais que j'oubliai d'y renfermer. J'y joins les copies des deux différentes réponses qu'ont faires les Etats aux deux propositions de l'Ambassadeur de France. La première ne contient que des complimens; la seconde est un consentement à envoyer du monde en France, autant qu'ils y sont engagés par les Trai-tés, c'est à dire, à permettre que leurs Régimens François aillent servir le Roi, si on les demande. Mais ce n'est pas là le compte de Mr. de la Noue, qui en paroissant consentir dans sa proposition à ce que la moitié des troupes que le Roi demande fût de François. & le reste d'autres Nations, insinuoit ce qu'il préféroit à ce qu'on a accordé à préfent. C'est ainsi qu'il s'en est expliqué ouvertement dans ses négociations particulières. Mais outre que par-là les Etars prendroient parti dans le différend entre le Roi & les Princes, ce qu'ils veulent éviter, ils auroient encore été obligés à payer ces troupes. Mr. de la Noue reste ici jusqu'a ce qu'on lui ait répondu de France si le Roi se prévaudra de cette offie ou non; on en doute ici, parce que K 6. 121

1617. la plupart des officiers & des soldats panchent pour les Princes; & l'on est persuadé par la même raison, que s'ils vont en France ils n'en reviendront pas, parce que si la guerre continue ils y trouveront de l'emploi; & que si l'on fait la paix, le pouvoir de la faction Espagnole dans cette cour, empêchera qu'ils ne rentrent au service des Etats.

Vous remarquerez que, quoique dans sa dernière proposition l'Ambassadeur est pris soin de prévenir les Etats, pour qu'ils ne s'intéressalière pas dans la cause des Princes, en employant leur médiation auprès du Roi, les Etats ont pris soin de ne pas se lier les mains là-dessus; mais qu'ils se sont réservé la liberté d'agir selon qu'ils en seroient requis par les Princes eux même, ou par ceux qui les favorisent, ajoutant un mot d'avis, & conseillant d'agir dans cette affaire par voye d'accommodement à l'amiable, plutôt que d'em-

ployer la dernière rigueur.

Il y a des disputes très vives sur les affaires de Religion dans l'assemblée des Etats d'Hollande; & l'on n'a rien conclu jusqu'ici, les Chess des Rémontrans employant leur méthode ordinaire de jouër alla stracea, pour avoir l'avantage du tems & de l'impatience de leurs adversaires. Mais s'ils se séparent encore re infecta, la prochaine sêré de Pâques ne passera pas sûrement sans qu'il y ait de grands desordres dans leurs principales Villes; il y a eu à Amsterdam, malgré la garde trèsexacte qu'ils sont faire jour & nuit, des seux allumés dans plusieurs quartiers, quelques-uns par accident, & quelques-uns par malice, à

ce qu'on croit; on a même trouvé dans quel- 1617. ques endroits des Sacs de poudre avec des mêches qui y étoient attachées, sans-doute

dans quelque mauvaise intention.

Je n'ai pas manqué de faire tous mes efforts, comme vous l'aurez vu par ma précédente Lettre, soit auprès de son Excellence, soit auprès de Mr. BARNEVELT, selon mes premières instructions, pour soutenir la meilleure cause; comme elle a pris beaucoup de force depuis que son Excellence s'est déclarée, les deux partis semblent plus disposés à employer la voye d'un Synode; & à présent que sa Majesté a déclaré plus précisément ses dispositions, comme cela parost si clairement par votre Lettre, je ne doute pas que je ne puisse dans peu lui aprendre que les choses vont mieux; quoique jusqu'ici j'avouë que je me suis servi de son nom avec plus de reserve que bien des gens ne l'auroient souhaité. à cause d'une remarque que j'ai faite il y a longtems sur ce peuple, dont le caractère est tu contra audentior ito. Je suis, &c.

Le même au même, par l'enseigne More.

#### Monsieur,

Vous avez reçu avec ma dernière dépêche par le Chevalier Henri Levingston les deux différentes réponses des Erats aux deux propositions de Mr. de la Noue.

L'excuse qu'ils demandent dans la dernière sur ce qu'ils avoient différé de répondre jusqu'à ce que l'assemblée des Etats sût complè-

K 7 te,

1617. te, me fournit l'occasion de faire une visite à Mr. BARNEVELT, & de lui demander une réponse à mes propositions sur l'affaire de Cléves & de Juliers, qui avoit été différée par la même raison; je le priai en même-tems de m'aprendre quelle étoit la résolution des Etats sur l'envoy des Députés à sa Majesté. au sujet des différends entre nos Marchands, parce que, comme je le lui dis, le changement de la Compagnie des Marchands avanturiers chez nous ne changeoit point du tout la nature de notre commerce chez l'étranger. Comme il étoit Président dans ce même tems. il proposa ces deux points dans l'assemblée des ETATS-GÉNÉRAUX dimanche dernier avec quelques autres affaires particulières, concernant des soldats & des Marchands sujets de sa Majesté; à tout cela je reçus une réponse de bouche le lendemain par leur Sécrétaire Aerssens. Touchan: la première affaire, il me dit que quoique l'assemblée fût complète alors, quelques-uns des Députés n'avoient point encore d'ordre de leurs Maîtres, n'y aïant point eu d'assemblée dans leurs Provinces particulières, depuis que j'avois fait mes propositions, ce qui est vrai en effet à l'égard de la Gueldres & de l'Overyssel, où ils s'assembleront la semaine prochaine. Pour le second Article, il me dit que le voyage de sa Majesté en Ecosse les empêchoit de faire ce qui étoit d'ailleurs leur intention. Par raport aux autres affaires, je n'ai pas lieu de me plaindre de leur réponse; seulement un pauvre Marchand Ecostois, nommé Carmi-chael au sujet duquel vous m'avez écrit le 2-

du

du mois dernier, a tiré peu de fruit de son 1617. long séjour ici, & de l'assistance que je lui

ai donnée autant que je l'ai pu.

Les Etats à ma sollicitation ont permis à Etienne Gerrits Marchand d'Amsterdam, de transporter 500 cuirasses, & autant de piques & de Mousquets, pour les Arsenaux de sa Majesté; mais vous savez pour quel usage; vous aurez la bonté de vous en souvenir, si on vous en parle, autrement cela n'est pas nécessaire.

Les Etats ont permis au Comte Levestein de louër à Amsterdam des vaisseaux & les autres choses nécessaires pour transporter son monde à Vénise; mais il doit les embarquer à Embden, sans passer par ces Provinces.

Le Sénateur Montou est venu ici de la part du Duc de Savoye sans titre d'Ambassadeur, ou autre qualification. Il a eu audience des Etats le 14. & il leur a demandé par les raisons que vous verrez dans la copie de sa proposition, un secours de 4000. hommes de pied, & de 400. chevaux pour son Maître, avec une certaine quantité de munitions de toute sorte, & quelques pièces d'Artillerie, demandant une prompte résolution, parce qu'il souhaite de retourner en Allemagne, d'où il vient, pour assister à l'assemblée des Princes de l'union, qui sera le 25. de ce mois. Cependant si l'on ne lui fait point de réponse positive à-présent, il se propose de revenir après avoir fait ce voyage. Je l'ai instruit de l'ordre que m'a donné sa Majesté, par votre dernière Lettre, de l'assister autant que je le pourrois, à quoi je ne manquerai pas ... 1617. pas, quoiqu'il y ait peu d'espérance qu'on lui accorde une chose aussi considérable.

Le Duc de Bouillon a encore écrit aux Etats pour demander du fecours, & il est recommandé par le Prince Palatin. Je vous envoye la copie de leurs Lettres; elles sont venuës accompagnées d'un paquet intercepté près de Paris, dont je pourrai vous rendre compte plus exactement dans deux ou trois jours. Je suis, &c.

P. S. Sur le point de fermer cette Lettre, j'ai reça celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le premier de ce mois; je ne manquerai pas d'y répondre au plu ôt par le mê-

me porteur.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD au Chevalier Dudley Carleton. 1. Mars.

MONSIEUR.

le vous écris cette Lettre par ordre exprès de sa Majesté. Vous saurez donc d'abord, qu'elle se plaint avec raison de la lenteur des Etats, qui engagés par la promesse de leur Ambassadeur faire solemnellement soit à sa Majesté elle-même, soit à quelques-uns de ses principaux Ministres, d'envoyer des commissaires en Angleterre pour accommoder les différends entre nos Marchands & les leurs, semblent aujourd'hui palinodiam canere, & se contenter d'avoir fait mine d'exécuter ce qu'ils n'ont jamais eu dessein de faire, ou vouloir rejetter la faute sur les Provinces éloignées, quoique la Hollande & la Zélande seules soient intéressées en ceci, pour la continuation & l'avancement de leur commerce.

Vous

Vous pouvez représenter cela à Mr. BAR- 1617. NEVELT, & à tout autre membre des Etats, selon que l'occasion s'en présentera, & vous ne devez pas hésiter à leur déclarer que cette façon d'agir annonce de la froideur, & peu de soin de conserver & de maintenir l'ancienne amitié & alliance qui a longrems subsisté entre les couronnes de sa Majesté & leurs Provinces; & j'ose ajouter hardiment que si quelques uns de ceux qui ont part aujourd'hui au maniement des affaires de sa Majesté s'étoient conduits avec la même négligence & la même indifférence; les anciens Marchands ne seroient point rétablis; & beaucoup moins le seroient ils dans la Ville de Middelbourg.

A l'égard de l'Article de votre Lettre par lequel vous demandez d'être instruit du dessein & de la résolution de sa Majesté au sujet d'un mariage entre le Prince son fils, & la seconde infance d'Espagne; premièrement, vous pouvez dire hardiment, que sa Majesté, ni directement ni indirectement, ni par elle même, ni par ses Ministres n'a jamais cherché à faire ce mariage; beaucoup moins l'a-t elle cherché avec passion comme l'Ambassadeur de France a pris la liberté de l'assurer faussement. Il est vrai que l'Ambassadeur d'Espagne résidant ici, a souvent fait cette ouverture; mais quoique par raison d'Etat, sa Majesté n'ait pas jugé à-propos de faire la sourde oreille, elle a cependant marché dans cette affaire plumbeis pedibus; la chose est si peu avancée qu'elle n'a point encore été communiquée à son Conseil, & que Milord Rosse, Envoyé extraordinairement en Espagne n'a point

1617. point d'ordre d'en parler, ni d'instruction pour répondre, si on lui propose la chose, soit expressement soit en passant; rien n'est plus incertain que l'ifsuë que doit avoir cette négociation; mais vous êtes chargé d'assurer les Etats au nom de sa Majesté, que si, selon sa prudence Royale elle juge nécessaire d'aller plus avant dans ce Traité, elle les instruira de tems à autre de tous les pas qui se feront dans cette affaire, & qu'elle ne se déterminera jamais à rien conclure sans leur participation, leur conseil & leur avis; car sa Majesté veut en user franchement avec tous ses amis & alliés, en leur faisant connoître l'état de l'affaire, & les raitons qui peuvent l'engager à prêter l'oreille à cette proposition. Elle se donnera pareillement le tems d'entendre toutes les objections qu'on pourroit alléguer contre ce Traité, en quoi elle se montrera un juge simpartial, & si peu prévenu, qu'elle consentira volontiers que ses prétensions soient pésées à la balance de la raison; & si l'on trouve que ce mariage aporteroit quelqué préjudice à la Religion qu'elle professe à présent, ou qu'il affoibliroit en quelque sorte ses alliances, soit avec les Etats des Provinces-Unies, soit avec les Princes de l'union, ou avec les Protestans de France, sa Majesté déclare que quoiqu'elle ne puisse honnêtement rejetter le Traité, cependant elle ne le conclura jamais. Vous avez pleine liberté de vous expliquer jusqueslà. Jusqu'ici l'affaire n'est que dans l'imagination, & tout ce qu'on en peut dire, c'est qu'un petit nombre de gens la souhaitent, qu'un beaucoup plus grand nombre la craint, & que presque tous, à la reserve d'une ou 1617. deux personnes qui ont du crédit & de l'autorité dans cette cour, y sont fortement op-

posés.

Il y a un troissème Article sur lequel vous demandez des instructions. Vous trouverez ici une Lettre pour le Comte Maurice, avec sa copie. Sa Majesté trouve à propos que vous lui montriez celle-ci, pour favoir, s'il fouhaiteroit qu'on lui écrivît une pareille Lettre, ou s'il croiroit qu'elle pût servir au bien de la cause publique; & selon qu'il vous dirigera, vous pourrez ou la remettre, ou la suprimer. En même-tems vous déclarerez, que sa fermeté & sa constance à soutenir & à protéger la Religion, ont augmenté confidérablement la bonne opinion que sa Majesté avoit de lui, ensorte que anted diligere, nunc rard amare videatur. On dit ici que vos brouilleries au sujet de la Religion sont, sinon étouffées, du moins apaisées, ce que souhaitent tous ceux qui s'intéressent pour la prospérité de ces Provinces, comme je le fais très-sincérement.

Je vous prie, en attendant que vous receviez de plus amples instructions, de sonder le Comte Maurice & Mr. Barnevelt sur la manière dont ils se proposent de se conduire au sujet des troubles de France; veulent ils être otiosi spectatores, comme le Baron du Tour conseille à sa Majesté d'être? ou se déclareront-ils & employeront-ils la force contre les Princes, comme Mr. de la Noue les y a exhortés? ou ne prendront ils point un milieu, comme sa Majesté paroît y être portée.

# 236 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617-tée, en tâchant par leur entremise de pacifier & d'arrêter ces troubles, & de réunir les Princes au Roi par leur médiation, en employant leurs bons conseils, pour lui persuader de se servir dans la direction de ses affaires des Princes du fang, des Pairs, & des Officiers de la couronne, & d'autres personnes verfées depuis longtems dans le gouvernement, plutôt que d'étrangers, & d'hommes nouveaux & inconnus, dont on n'avoit point oui parler avant qu'ils fussent parvenus au faîte de l'autorité. Le Baron du Tour va repartir. Sa commission se réduisoit à justifier le présent gouvernement du Royaume, & à persuader au Roi, comme je vous l'ai dit, de ne pas s'employer en faveur des Princes. Il n'a rien gagné pour le premier Article; car le Roi se déclare ouvertement contre le gouvernement présent. Par raport au second sa Majesté lui a sait entendre qu'étant persuadée comme elle l'est, que les Princes veulent rendre toute sorte de devoirs & de services au Roi, & qu'ils n'ont en vuë que le bien public, & la prospérité de la couronne, elle ne peut se dispenser de rendre tous les bons offices par lesquels ces troubles pourront être apaisés, les affaires de cette couronne prendre plus de consistence, & la bonne intelligence être pleinement affermie entre le Roi & ses sujets. Mr. le Controlleur sera chargé de remplir les intentions de sa Majesté en France, où il retourne incessamment; & comme ces intentions sont très-honorables & trèsjustes, sa Majesté espère que les ETAIS GÉ-NERAUX donneront ordre à leur Ambassadeur

DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 237

en France de tenir le même langage que lui, 1617. & de l'accompagner, felon que l'occasion le permettra dans ses audiences, & de le seconder par leurs discours, pour le soutien d'une cause si juste & si honorable; car vis unita fortior.

Le 25. de ce mois sa Majesté commence

son voyage d'Ecosse. Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton au Sécrétaire Winwood, par le courier HERMAN. 11. Mars. V. S.

Monsieur,

Avant que de répondre à votre Lettre du premier de ce mois, que j'ai reçuë le 7. par le porteur de celle-ci, je m'aquiterai, avec votre permission, de la promesse que je vous fis dans ma dernière dattée de ce même jour, touchant un paquet de Lettres intercepté près de Paris, & envoyé ici par le Duc de Bouillon, pour être communiqué à ses amis particuliers. Les principales de ces Lettres sont des Ambassadeurs François ici de la Noue & du Maurier au Roi de France & à la Reine Régente, & au nouveau Sécrétaire de Luçon. Il y en a d'autres aux mêmes personnes de Schomberg Ambassadeur extraordinaire en Allemagne, & de Pericard résidant à Bruxelles; & quelques-unes de l'Agent de France ici à Mr. de Luçon. Celles d'ici, outre la rélation de l'audience publique de Mr. de la Noue, dont je vous ai envoyé les copies avec ma dépêche précédente, contiennent les négo-ciations particulières des deux Ambassadeurs,

qui

1617. qui y donnent de grandes assurances de l'attachement absolu du corps de cet Etat au Roi de France, apellant les Princes par mépris, les Réformateurs, vers lesquels, disentils, il n'y a veine qui tende. Après ces généralités ils entrent dans ces détails; ils disent que le Comte Maurice est un bon patriote, porté principalement pour les intérêts & la conservation de cet Etat, mais bien affection. né aussi au bien de la France, & au service du Roi; que la Princesse Douairière d'Orange a une telle passion pour le service du Roi, qu'elle mérite qu'on lui paye mieux sa pension, qui a été resenue depuis deux ou trois ans; que le Comte Henri son fils est dans ces dispositions envers & contre tous; qu'il désire d'avoir le commandement des troupes, si l'on en envoye d'ici au secours du Roi; que Mr. BARNEVELT, le premier bomme d'ici, tient entièrement pour la France autant que s'il étoit François, & tâche d'inspirer les mêmes dispositions au reste des Etats: Que son fils cadet mérite par là qu'on lui paye mieux sa pension, dont il y a deux ou trois ans d'arrérage, ce qui aideroit à conserver la volonté du Père; que dans la demande qu'ils ont faite d'un secours ils ont excepté généralement tous les Anglois & les Ecossois comme suspects, & la moitié des François, comme aïant quelque petit grain de Réformation, & ils donnent une liste de tous ceux dont ils sont le plus fûrs, parmi lesquels font tous les Papistes de ces Régimens. Le jeune Aerssens, qui étoit Ambassadeur de cet Etat en France, est fort décrié dans les Lettres des deux Ambassadeurs.

Du Maurier comptant avec confiance sur 1617. de nouveaux secours, & sur le Comte Henri, pour les commander, si on le demande, ajoute, comme son opinion particulière, que si l'on avoit suivi cette méthode dans les premiers troubles, cela auroit desabufé ceux de la Religion en France, qui avoient été portés d'autant plutôt à remuer, dans la persuasion que cet Erat leur seroit favorable, ce que je sais très-bien, dit-il, n'avoir jamais été, & cela même est servi à rabattre les Monopoles & menées, que l'Ambassadeur d'Angleterre a conduites en faveur de ceux qui déservoient leurs Majestes. Par où je comprens que du Maurier avoit en vuë Mr. le Controlleur, ce qui n'est pas étonnant puisqu'il n'a pas épargné son Collègue Mr. de la Noue, dont il est jaloux, craignant qu'il ne le suplante dans son emploi, pendant son absence, ce qui fait qu'il ne se prévaut pas de la permission qu'il a euë d'aller en France, prétextant pour cela le service du Roi, & qu'il s'arrête ici pour observer la conduite du Prince d'Orange & de son épouse, pendant qu'ils sont à la Haye.

Le reste de ses Lettres est plein de passion, & dans une Lettre à part il se dévoue parti-

culièrement au Maréchal d'Ancre.

Mr. Schomberg dit dans les siennes qu'il a vu le Prince Palatin, les trois Electeurs de Mayence de Trèves & de Cologne, & le Landgrave de Hesse, & il est si sur qu'il les a laisées très-édisses de la conduite du Roi de France, quoiqu'il les eût trouvés dans d'autres dispositions, qu'il dit à Mr. du Lugon, je vous assure, Monsieur, que maintenant

ceux

1617. ceux qui m'ont oui, me croyent. Il ne va pas aupiès au Duc de Saxe & des autres Princes, mais il negotie avec eux par Lettres, aïant des ordres du Roi, & aïant reçu 14, 000. écus en argent pour lever lui même 1000. Lansquenets & pour donner au Comre Rbi. negrave une commission pour 1200. Reitres, qu'il a promis de conduire en France par Mayence au commencement du printems.

Mr. Pericard die dans ses Leures que les principaux personnages à Bruxelles sont trèsfatisfaits de la résolution qu'a prise le Roi d'établir son autorité par la force, leur Conseil, dit-il, aïant toujours été de suivre cette vove. Il affure fortement qu'il y aura un formulaire d'hommes tout prêts à aller des Païs des Archiducs au service du Roi, parmi lesquels il fait grand cas en particulier du Capitaine Blount, Anglois réformé. (qui ne vaut guères mieux en effet qu'une forme d'homme) qui offre de lever 1500, hommes dans fort

peu de tems.

Les Lettres de la Cour de l'Empereur du 11 Fevrier, portent que l'Ambassadeur d'Espagne, le Comte Ognate a eu le jour précédent sa première audience qui s'est passée en complimens, que le Comte Kevenbuller, Ambassadeur de l'Empereur en Espagne, aïant pour ajoint un nommé Rech, qui est Conseiller aulique, comme ils l'apellent, alloit parrir le Mercredi suivant, en passant par Bruxelles & par Paris, pour être présent en Espagne au Traité de paix entre l'Archiduc Ferdinand & les Venitiens, que les Ministres d'Espagne disent devoir réussir vraisemblablement, malgré quoi cependant ils font des le-1617. vées de 2000. hommes de pied, & de 1000. chevaux pour renforcer l'Armée de l'Archi-

duc. [Le reste de ces Lettres est en chisse.]
Mr. Langerack a donné avis de Paris aux
Etats, que le Baron du Tour a affuré le Roi
par ses Lettres, que sa Majesté ne se mêlera
point des affaires entre le Roi & les Princes,
mais qu'il les laissera à la providence, & à

leur bonne fortune.

Il paroît par-la que ces Ambassadeurs extraordinaires, La Noue, Schomberg, & du Tour parlent & écriven dans le même stile, duquel les Ambassadeurs ordinaires s'écartenc peu. Puis donc que le feu allumé aujourd'hui en France par ceux qui servent de bouteseux autour de la personne du Roi, est souflé de tous côtés par les Ministres étrangers de cette couronne, comme par un consentement commun & fur des instructions particulières, sa Majesté peur former un jugement d'aurant plus assuré, en voyant ce pauvre jeune Prince ainsi obsédé, qu'on a fermé toutes les avenues par où il pourroit recevoir le secours des bons conseils sur les résolutions desespérées auxquelles on l'a porté, & combien il est vraisemblable que ce Royaume continuera à suivre ces méthodes violentes, ce qui m'a fait croire qu'il n'étoit pas inutile l'aprofondir ces détails, & d'en informer.

Pour venir à présent à l'Article de votre Lettre sur ce sujet, après en avoir parlé deuis que je l'ai reçuë, à son Excellence, à Mr. Barnevelt & à d'autres, je ne trouve pas d'un côté que l'inclination de cet Etarré-Tim. I.

1617. ponde aux desirs que ces Ambassadeurs témoignent ici, ni aux avis qu'ils donnent en France, soit par raport à la généralité, soit par raport aux particuliers, les deux Pensionnaires seuls exceptés; & d'un autre côté ils ne me paroissent pas disposés à suivre le parti qui conviendroit dans les affaires présentes de ce Royaume, quoiqu'ils aprouvent généralement la résolution où est sa Majesté, d'interposer sa médiation entre le Roi & les Princes, comme ils l'ont apris dans leur assemblée par les Lettres du Sieur Noël Caron. Ils mettent une grande différence entre sa Majesté comme Monarque puissant & absolu, & leur Etat, comme petite République, qui doit être fort réservée, disent-ils, pour ne point offenser; & Mr. BARNEVELT voudroit paroître craindre que le moindre dégoût qu'ils pourroient donner ici au Roi, & à la Reine Régente, engageroit la France à se joindre avec l'Espagne & le Pape, pour leur entière ruine, ce qui, dit-il, étoit la plus grande apréhension du défunt Prince d'Orange, & ce qu'il conseilloit à cet Etat d'évirer par-dessus tout. La vérité est que qui beneficium accipit, libertatem vendit; l'argent qu'ils ont tiré de la France depuis la trêve, & les arrérages d'une grande parrie, qui a été avancée par cette Province d'Hollande jusqu'à la somme d'un milion & demi de florins, est un aussi grand lien à proportion pour cet Etat, que le sont les dettes du Roi d'Espagne pour Gènes. Du moins est-il certain que certe considération, jointe aux expressions du dernier contrat, par lequel ils sont engagés en termes gé. généraux à affifter le Roi de France dans ses 1617. guerres, avec 5000. hommes, & un certain nombre de vaisseaux payés par cet Etat; quoique l'Article soit susceptible d'interprétations suivant la nature de la guerre, il est certain, dis-je, que cela sert d'argument pour leur

faire prendre le parti ordinaire des Républiques, Star a vedere, & prendre conseil des évènemens.

Mr. BARNEVELT m'a dir, que le Sieur Noël Caron leur a promis de la part de sa Majesté, de les informer des instructions de Mr. le Controlleur, sur quoi il dit qu'ils délibéreront. Cela ne peut qu'être reçu comme une marque de grande confiance, & produire de hons effets, dum agritudo est recens; cela paroît par ce qui s'est passé au sujet d'un Article de la dernière proposition des Ambassadeurs de France, par lequel ils demandoient que les langues des Etats fussent liées aussi bien que leurs mains pour ne pas assister les Princes; on avoit d'abord dressé une réponse par laquelle on promettoit de donner pleine satisfaction là-dessus; mais après avoir sté mieux conseillés, ils ont changé cette réponse. & ont conservé leur liberté, comme e vous le disois dans ma dernière Lettre. Il paroît par-là que le jugement général n'est pas l'abord avec l'inclination de quelques partiuliers, & que ceux-ci même, comme je l'ai emarqué, fluctuant quelquefois dans cette ccasion; ensorte que cette méthode peut tre fort utile; il y a seulement une chose à raindre, c'est que quelques personnes d'ici e se fassent valoir d'autant plus auprès de L 2

1617, ceux qui ont à présent l'autorité en France, en leur faisant sentir à quelles invitations ils

se refusent pour l'amour d'eux.

Je ne dois pas oublier de vous parler du jugement que portoit Mr. BARNEVELT dans nne conversation avec moi, sur ceux qui sont à présent en place auprès du Roi de France; il pensoit que le Maréchal d'Ancre étoit Espagnol, le Sécrétaire de Luçon dévoué à la cour de Rome; & pour Mangot, qu'il avoit connu ici avec le Duc de Bouillon, il n'en paroissoit pas fort content; ce qui lui faisoit d'autant plus craindre qu'ils n'engageassent le Roi de France à se joindre au Roi d'Espagne, & au Pare, s'il paroissoit qu'il y eut entre sa Majesté & d'autres Princes, la moindre union contraire aux volontés du Roi de France; il souhaitoit en conséquence qu'on pût engager les Rois de Dannemarck & de Suède à se joindre avec sa Majesté & les autres alliés, auquel cas ils pourroient parler plus hardiment. Je lui dis que c'étoit là un ouvrage de trop longue haleine pour l'affaire présente qui demandoit de la promptitude; & que le droit jugement qu'il portoit sur les dispositions de ceux qui étoient auprès du Roi de France, étoit un motif pour travailler promptement & l'érieusement à la conservation des Princes & des anciens Officiers de la couronne, qui dans leurs Conseils & leurs mesures avoient toujours été de concert avec ses anciens alliés: & qu'il ne devoit pas douter que les mauvaises dispositions qu'il remarquoit dans les ennemis des Princes, qu'il ne croyoit pas amis de cet Etat, ne produisissent leur effet, quanc ceux · ci seroient une fois oprimés; & qu'on 1617. ne manquoir jamais de prétextes quand on avoit la volonté & le pouvoir. J'ajoutai de plus que cette union dont nous parlions entre sa Majesté & cet Etat, étoit une union de conseils, & non de force, & qu'étant fondée sur de bonnes raisons, elle mériteroitdes rémerciemens bien-loin de déplaire, & ne pourroit qu'être d'un grand poids, quand les Ministres de sa Majesté & les leurs, non-seulement tiendroient le même langage, mais concourroient encore de concert à ren les mêmes offices; au-lieu qu'étant féparés ils feroient exposés aux artifices de ces nouveaux Ministres de cette couronne, que nous voyons tous les jours, & dans le Royaume & audehors; accourumés à faire de fausses rélations de ce qu'on dit & de ce qu'on répond. Après beaucoup de raisonnemens là - dessus e trouvai qu'il auroit bien pu dire, viaco meliora proboque; j'espète que le reste ne suivra pas.

Il parut fort content en recevant l'assurance déjà donnée aux Etats par le Sieur Noët Paron, que sa Majesté n'avoit pris jusqu'ici autun engagement avec l'Espagne pour le matiage du Prince, comme aussi de son zèle pour es intérêts de cet Etat & de ses autres alliés jui prosessent la même Religion; & il dit ju'il croyoit que le bruit de ce mariage qui voit été si généralement répandu, & qui avoit sait quelque impression. étoit un enfant

le Bruxelles, mais élevé à Paris.

Il parut fort ardent à excuser le changeuent de leur résolution par raport à l'envoi L 3 des 1617, des commissaires à sa Majesté, à l'occasion de nos Marchands, dont je me plaignis à lui, comme d'une preuve de réfroidissement de leur part dans l'amitié & l'alliance entre lescouronnes de sa Majesté & leurs Provinces; il rejetta la faute sur les délais de ceux de Zélande, qui n'avoient donné leur réponse qu'au mois de Mars dernier, lorsqu'il étoit trop tard pour envoyer des commissaires bien instruits, à cause du voyage de sa Majesté en Ecosse, mais il dit qu'à son retour il n'y auroit point de difficulté, parce que la Hollande & la Zélande feroient les frais, ce qui étoit le point qui avoit arrêté les autres Provinces, cette députation n'intéressant que celles-là.

> J'ai conféré sur tous ces points avec le Comte Maurice, dont j'ai été très-satisfait. quoiqu'il n'aic pu me saire espérer que cet Etat concourroit avec sa Majesté; il se rapelloit que quand le Chevalier Henri Wotton avoit proposé ici d'intervenir entre le Roi & les Princes de France dans les troubles précédens, on s'en étoit excusé; & cependant, disoit-il, les affaires avoient bien changé depuis, & ici & en France; la paye des Compagnies Françoises n'étant plus continuée qu'en paroles & en promesses, & les anciens Officiers de cette couronne, avec qui les principaux d'ici avoient alors, & ont encore une correspondance particulière, aïant été éloignés, ensorte que les raisons de ne pas se mêler de ces troubles, étoient à-présent beaucoup plus fortes qu'auparavant.

Il me pria de lui dite s'il pouvoit publier

dans leurs assemblées ce que je lui avois communiqué touchant le mariage d'Espagne, selon la Lettre que vous m'avez écrite, parce
qu'il jugeoit la chose nécessaire pour le service de sa Majesté; je ne sis aucune difficulté
là-dessus, & je laissai la chose à sa discrétion,
concevant que c'étoit dans cette vuë qu'on
me l'avoit écrit.

Par raport à la Lettre de sa Majesté pour fon Excellence, que j'ai reç ë dans votre dernière dépêche, j'ai suivi la méthode qui m'étoit prescrite, lui montrant premièrement la copie, & l'assurant de l'affection que sa Majesté avoit toujours euë pour lui, & qui étoit augmentée à présent autant qu'elle pouvoit l'être par la satisfaction que lai donnois la conduite fage, ferme & pieuse dans ces disputes de Religion. Il parut très - content de ce que sa Majesté étoit si satisfaite de ses démarches, dans lesquelles, dit il, il persisteroit avec d'autant plus de confiance & de joye, voyant la cause dans laquelle il étoit engagé non-feulement aprouvée par le jugement de sa Majesté, mais encore sourenuë par son autorité. Cependant il profita de la liberté que je lui laissai de ne pas recevoir la Lettre même, parce que comme c'étoit une affaire qui regardoit le public, il ne pourroit la cacher; & qu'il craignoit qu'en la divulgant, elle ne nuisît à la cause & à lui-même, parce qu'on l'avoit déjà accufé en pleine assemblée des Etats d'Hollande, de se servir de ce prétexte dans des vuës d'ambition; & de chercher de l'apui chez des Princes étrangers; accusation qu'il croyoit pouvoir rétorquer jus-

Lo.

tement

qu'il se contenteroit pour sa fatisfaction particulière d'être instruit des dispositions de sa Majeste; mais asin qu'elles pussent produire les bons effets qui sont à souhaiter dans cette occasion importante, & ne pas rester inutiles, il tomba sur un sujet, dont il m'avoit déja touché quelque chose auparavant, comme d'une chose qui seroit d'un grand avantage selon lui, pour le rétablissement de la Religion & de l'union dans leur Etat, dont il consessit que l'une étoit fort engagée dans le schisme, & l'autre dans la division.

Il pense que cette assemblée se séparera cette semaine re infecta, à l'occasion de la Pâque qui est aimanche prochain, suivant leur manière de compter, & qu'après les ses tes ils se rassembleront pour mettre ultima manus à certe affaire venuë à une telle exnêmire qu'elle ne souffre plus de délais; il ji geoit donc que c'étoit le tems propre, & le seul qui restoit à sa Majesté, pour se montrer encore dans cette cause, ce qu'il souhaitoit qu'elle fit, soit par une Lettre expresse, soit par une députation accompagnée de Lettres particulières de créance, pour les Etats. GENERAUX & pour ceux d'Hollande, dont le sens reviendroit à ceci; Que comme il y a déià dans ce Païs deux Lettres de sa Maiesté sur ces matières, l'une au sujet de Vorstius dans laquelle elle dit son sentiment sur Arminius, & fur ses doctrines erronées, l'autre simplement sur l'Article de la prédestination, & des points qui en dépendent, dont ceux de la faction Arminienne non-seulement tirent

des.

des conféquences sur les cinq Articles con- 1617. trövérlés, mais qu'ils tordent encore comme si elle recommandoit une plus grande tolérance contre le sentiment de sa Majesté, comme on peut le voir par la harangue de Grotius faite à Amsterdam, & par tous les autres livrés de cette faction; surquoi ils prennent avantage, (comme ils le font aussi dans leurs assemblées) de cette Lettre écrite provisionnellement dans des termes généraux, sans faire mention de la première, où la Majesté exprimoit clairement sa pensée; sa Majesté voyant que la diversité d'opinions n'a fait qu'augmenter par-là, ce qui aboutit au schisme & à la dissension, & ne peut continuer sans que l'Etat soit en danger d'è re reaversé, elle les exhorte en bon ami à ne pas se départir de l'ancienne doctrine exprimée dans la confession de Heidelberg, reçue & reconnuë par le consentement unanime de routes les Eglises réformées, & de ne pas souffrir qu'ou oprime ceux qui font zélés pour sa profession, pour l'amour & pour la protection desquels a été formée l'alliance entre les couronnes de sa Majesté & ces Provinces, mais principalement par ce lien de la Religion. Mais qu'au cas que les spéculations de Vor-, stius & d'Arminius & leurs Sectateurs, avent pris de si fortes racines dans cet Etat, qu'on ne puisse les arracher sans décider définitivement si ce sont les anciennes ou les-nouvelles opinions qui font les plus conformes à la parole de Dieu, sa Majesté leur conseille de renvoyer l'affaire à la décision d'un Synode légitimement assemblé; méthode employée en

L 5

tout

1617. tout tems par tout le monde Chrêtien dans de semblables occasions, & de prendre promptement cette résolution pour prévenir les dan-

gers qui pourroient naître des délais.

Les Députés de Frise & de Groningue ont ordre des Esats de ces Provinces de traiter là dessus avec les ETATS GÉNÉRAUX, & ensuite avec ceux d'Hollande séparément; les Députés de Zélande ont aussi reçu le même ordre de l'assemblée de leur Province; & ils font tous renvoyés à fon Excellence pour prendre le tems qu'il leur marquera, ce qu'il diffère jusqu'à ce qu'il soit venu un pareil ordre de coux de Gueldres & d'Overyssel, qui s'assemblent la semaine prochaine; ensorte qu'il est vraisemblable, que si la déclaration de sa Majesté venoit en même tems, elle porteroit coup, sur cout si elle est adressée non-seulement aux Etats - Généraux, mais aussi à ceux d'Hollande en particulier; de quoi l'audience qu'à euë il n'y a pas longtems Mr. Du Maurier dans leur assemblée, pour l'affaire de Paul Ravoyre, dont je vous ai parlé, fournit un exemple; & moins cela paroîtra avoir été recherché, & plus cette demande semblera venir des motifs réligieux de sa Majesté elle-même, plus aussi elle aura de force.

le ne puis sans frémir mettre sur le papier les opinions impies qu'on a ici la hardiesse de publier imprimées; l'un compare la Religion réformée à l'Alcoran des Turcs, mais l'Auteur est inconnu; un autre nommé Vénator, Ministre d'Alcmaer, a imprimé un livre intitulé Theologia vera & mera, Théologie dont

il dit que le monde a été privé pendant 1400. 1617. ans. Il a été cité cette semaine devant un comité nommé par les Etars; on lui a fait cette question à laquelle son livre donnoit lieu, S'il croyoit que le CHAIST fûr le fils de DIFU? Quoiqu'il ne prit pas diem ad deliberandum, il se passa trois heures avant qu'il répondît, & voyant alors que ses juges étoient prêts à procéder à un jugement contre lui, il confessa ce point, plus, à ce qu'il leur a paru, par crainte que par foi. Il a été banni d'Alcmaer & de son territoire à quatre lieuës à la ronde, par une sentence publique, & obligé de se renfermer dans sa maison de Gravesende. Cette sentence portée contre un homme qui fait une nouvelle Religion est analogue à celle qu'on a portée contre Vorstius pour avoir fait un nouveau Dieu; mais c'est-là transplanter les hérésies plutôt que de les extirper.

Cette assemblée a employé la plus grande partie de son tems à disputer sur une question de jurisdiction entre le haut Conseil « la cour de la Province, & le Conseil d'Hollande qui voudroit ôter à ces cours la connoissance des accidens qui arrivent à cette occasion. Il y en a eu un il y a peu de jours à Schonhoven, où les Rémontrans ont rasé une maison, les Magistrats étant à la tête des Auteurs du

desordre.

Ils ont encore d'autres différends sur l'élection des Ministres, des Anciens, & des Diacres, les uns voulant qu'ils soient élus par le Magistrat, les autres, par le peuple; questions toutes importantes pour la cause princi-

L 6 p

1617. pale, puisque le Conseil d'Hollande, & less Magistrats dans la plus grande partie de la Province, sont prévenus pour les Arminiens.

Il résulte de leurs dissérends cet inconvénient entre plusieurs autres, c'est que pendant qu'ils disputent sur ces points particuliers de Religion & de gouvernement, ils découvrent au monde leur foiblesse, & sont voir que leur Eglise & leur gouvernement ne sont point dans un état fixe & assuré; mais que leur République a été soutenuë uniquement par lamain de Dieu; ce qui les devroit rendre d'autant plus zélés à conserver sans changement & sans altération, la forme de doctrine dont les fruits paroissent par une prospérité, qui est au-dessus de ce qu'on peut exprimer.

Vous me pardonnerez la peine que je vous ai donnée de lire cette longue Lettre; j'ai voulu rendre à sa Majesté un compte sidèle & détaillé des affaires de cet Etat, à présent qu'elle va partir pour son long voyage, que je prie le Dieu tout-puissant de rendre fælix. Es fauslum pour sa personne sacrée & pour

ses Royaumes. se suis, &c.

Le même au même. Par le courier George. Marten. 1617. 31. Mars.

#### MONSIEUR,

Puisque la France sera vraisemblablement. PEté prochain le Théatre de bien des Tragédies, j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de donner avis de la manière dont les Ministres de cette couronne cachent leurs personnages au-

auprès de cet Etat; ce que j'aurois fait plu 1617.

tôt si ma santé me l'eût permis.

Le 21. de ce mois les deux Ambassadeurs. eurent une audience dans l'assemblée des E-TATS - GÉNÉRAUX à l'occasion de lettres qu'ils avoient reçuës une semaine auparavant par un exprès venu de France. Mr. de la Noue parla le premier, & comme il est bebes in lingua il sit usage de ce désaut pour faire apuier &presser l'affaire par Mr. Du Maurier, comme. vous le verrez par les copies de leurs propositions, dans lesquelles ils ont parlé nettement demandant 5000, hommes pour le secours du. Roi, en vertu des derniers Traités, dont ils. souhaitent que la moitié soient des François, & les autres de ce Païs, payés par les Etars, & commandés par quelqu'un de leurs Géné. raux, infinuant en public, qu'ils voudroient que. ce fût le Comte Henri, qu'ils nomment expressément dans leurs négociations particulières.

Pour le présent on s'est contenté de leur répondre en termes généraux; & il s'est passé bien du tems avant qu'on ait pu se résondre seulement à envoyer les propositions aux Provinces, parce que ceux d'Hollande demandoient qu'elles sussent accompagnées d'une lettre de recommandation des Etats-Généraux, pour rapeller aux Provinces leurs derniers Traités avec la France, & les autres circonstances dont la considération peut servir à avancer l'assaire. Mais d'autres s'y oposoient sortement, ensorte qu'ensin la chose aïant été renvoyée à son Excellence & au Conseile-d'Etat, pour qu'ils décidassent si-les propositions seroient accompagnées d'une lettre de

L 7:

1617. recommandation, dont Mr. BARNEVELT avoit conça le projet, leur avis a été qu'on pouvoit envoyer cette lettre; mais qu'au cas que les Provinces résolussent en conséquence d'envoyer le secours demandé en France, on devoit faire une nouvelle levée de 8000. honmes pour y supléer. Cet avis du Conseild'Etat, & le projet de lettre de ceux d'Hollande ont enfin été envoyés aux Provinces avec les propositions, & une lettre seulement des Etats - Généraux pour leur demander de répondre dans l'espace de 15. jours. Cette réponse ne peut guères venir sitôt, & si elle vient, on croit qu'elle ne sera pas au gré des Ambassadeurs.

Mr. Langerack, Ambassadeur de cet Erat en France, a écrit très -fortement à ses Maîtres conformément aux propositions des Ambassadeurs de France ici; ajoutant de lui - même, que quoiqu'on demande 5000. hommes, il croit que le Roi se contentera de 4000. à condition qu'ils seront payés & envoyés d'abord sous un bon Général. Les Conseillers du Roi l'ont affaré que ces troupes resteront toujours au service de ces Provinces, & qu'elles seront bien & sidèlement payées par le Roi de France; mais qu'il regarderoit un refus ou une excuse comme une infraction & une rupture de l'alliance, & qu'en ce cas il se regarderoit comme libre désormais de son engagement à souffrir que les François restent ici plus longrems, ou assistent les Etats dansleurs besoins.

Pendant que cette négociation se fait ainsi en public pour le Roi, les Princes reçoivent des-

des secours importans de leurs amis particu. 1617. liers, le Baron Van Oye, dont je vous ai parlé ci - devant, est parti il y a dix jours avec 1500. chevaux. La plupart, vieux soldats, sous les officiers dont je vous envoye une liste, prennent leur route par la Westphalie, le Païs de Munster, & les bords de l'Allemagne, soit pour éviter de rencontrer les troupes des Archiducs en passant, par leurs Provinces, soit pour remplir leur bourse dans une si longue route par un Païs riche & ouvert. Pour plus grande füreté dans leur passage, ils sont accompagnés de 300. Mousquetaires sur des bidets, qu'ils apellent des dragons. Il se passera encore 15. jours avant qu'ils puissent arriver à Sedan, où ils se proposent de se rendre d'abord.

J'ai reçu une lettre du Duc de Bouillon, dont je vous envoye la copie, pour vous informer de tout ce qui me tombe entre les mains, quoiqu'au reste, elle ne contienne

rien d'important.

Vous recevrez ausii la copie d'une lettre du Duc de Savoye au Sénateur de Montou, qu'il a communiquée aux Erats; on l'a envoyée aux Provinces avec sa proposition asin qu'elles préparent leur réponse avant son retour

d' Allemagne.

L'Ambassadeur du Roi de Suède a obtenu la permission de lever 1200, hommes de pied sur les Frontières de ces Provinces; & troiscent matelots où il pourra les trouver. Il a demandé un secours de vaisseaux, sur quoi en ne lui a point répondu.

Les Villes Anséatiques ont demandé à cet Etat 1647. Etat certains officiers de ce Païs expérimentés. dans la discipline militaire, à cause de l'inquiétude que leur donnent les préparatifs que fait le Roi de Dannemurk-par mer & par terre, & que la voix publique dit être destinéscontre ces Villes; les Poëtes chantent la même chanson, comme vous le verrez par un de leurs écrits. Mais les avis qu'on a ici ne parlent pas de forces suffisantes pour une pareille entreprise, quoique ce Roi en ait de plus grandes qu'il n'est nécessaire pour un tems. de paix; il a habillé & armé 40. compagnies de 100. hommes seulement, & équipé tous' les vaisseaux qu'il a en état de servir, quoiqu'ils ne soient pas encore pourvus de matelots.

Il y a ici un vaisseau de guerre nouvellement arrivé du détroit, dont le Capitaine a paru devant les Etats, & a raporté que la flotte Espagnole, qui attendoit le passage des troupes du Comte Jean, levées pour Venise, s'étoit séparée & retirée dans différens ports, & que les soldats avoient été dispersés dans les garnisons, en partie parce que la flotte manquoit de vivres, & en partie parce que comme les vaisseaux des Etats tardoient si longrems à passer, on a cru que le voyage étoit rompu. Ce Capitaine avoit rencontré la flotte Hollandoise à une journée de terre, aïant un bon vent, sans que rien pût empêcher son passage. Ce vaisseau de guerre avoit été envoyé exprès pour porter un Consul de la pars des Marchands de cet Etat à Alger, pour faire avec les pirates de cette Ville & avec cettx de Tunis, des Traités par lesquels ces pirates s'engagent à ne pas toucher aux vaisseaux marchandas

### DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 257.

chands de ces Provinces, à condition qu'ils 1617, pourront les visiter, pour voir s'ils n'ont point d'effets Espagnols, les seuls qu'ils veuillent

recenir coinine de bonne prise.

J'ai parlé au long à Mr. BARNEVELT conformément à votre lettre du 14., touchant la réduction de l'affaire du commerce aux mêmes termes cù elle étoit au tems de la dissolution de l'ancienne compagnie de nos Marchands, à quoi je ne le trouve pas oposé. Mais il demande du tems pour en informer la Province à leur prochaine assenblée, comme d'une affaire qui intéresse leurs disserentes Villes, après quoi il répondra à vos lettres; je ne manquerai pas en attendant de faire tous mes efforts pour disposer les autres à prendre des mesures qui puissent satisfaire nos Marchands.

Les disputes de Religion sont suspendues; on fait paroître seulement dans cette Ville, & dans d'autres lieux, en plusieurs manières, qu'on attend avec impatience la prochaine assemblée des Etats d'Hollande (qui doit commencer mercredi prochain) & quelle en se-

ra l'iffuë.

l'artens de favoir le bon plaisir de sa Majesté dans cette occasion, en réponse à la dernière lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 11. de ce mois, par le courier Her-

man. Je suis, &c.

LETTRE du Sécrétaire Lake, au Chev. Dudley Carleton. d'York, 17. Avril:

Monsieur,

Sa Majesté a été informée, de bon lieu,

2617. à ce qu'il paroît, que Moy Lambert qui commande des vaisseaux des Etats a traité en dernier lieu pour la sûreté des vaisseaux de ces Provinces avec les pirates Turcs qui infestent les côres d'Espagne & d'Afrique, & la mer méditerranée; & qu'il leur a donné en revenche une grande quantité de poudre, ce que sa Majesté trouve étrange & mauvais, si la chose est vraye; elle trouve étrange qu'ils arment les ennemis non-seulement de la Chrêtiente. mais de la société humaine, & qu'ils les mettent en état de nuire; & elle le trouve mauvais parce qu'ils savent, qu'on travaille à-présent à engager tous les Princes qui sont intéresses dans la navigation de ces mers, à s'unir pour exterminer ces pirates; qu'on consulte actuellement à Londres tous les Capitaines de vaisseaux, sur ce qu'il y a à faire en ce cas; qu'on traite avec les compagnies de Londres pour fournir les contributions nécessaires; & qu'on a de plus chargé le Chevalier Jean Digby qui va en Espagne, de traiter avec le Roi pour qu'il contribuë à ce projer, & pour qu'il accorde une retraite dans ses ports. Par ces raisons sa Majesté a peine à croire qu'ils aient fait une pareille chose: elle m'a ordonné cependant de vous écrire en particulier, & de vous charger de lui faire savoir si la chose s'est faite par autorité publique, & de manière que vous puissiez paroître la savoir, si la chose s'est faire secrètement & sous main, informez-vous en, & faites le savoir en particulier à sa Majesté, qui vous sera tenir des instructions ultérieures. Si vous ne trouvez pas que la chose soit assez connuë là, nous

pour que vous puissez en paroître instruit, sa 1617. Majesté souhaite que vous preniez vos informations aussi secrètement qu'il se pourra.

Nous sommes avancés jusqu'ici dans notre voyage du Nord, & nous sommes tous en bonne santé, graces à Dieu, mais nous trouvons de mauvais chemins & un tems froid. Il n'y a rien de nouveau dans ces quartiers, & pour les autres choses vous les aprendrez plutôt de Londres que d'ici. Je prie le ciel de vous accorder sa protection, &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par le Capitaine Proude. ½3. Avril.

#### Monsieur,

Avec votre lettre du premier de ce mois qui m'a été remise le 9. par Mr. Hayman, j'ai reçu celle de sa Majesté aux Etats-Généraux sur sur leurs dispures de Religion; & le jour suivant j'en communiquai la copie à son Excellence qui en parut très satisfaite; comme aussi des raisons qui ont empêché sa Majesté d'écrire aux Etats d'Hollande en particulier. Elle me pria d'obtenir audience au plutôt, affin qu'on puisse recueillir le fruit des bons avis de sa Majesté, avant que le parti contraire soit trop avancé dans sa moisson, qu'il tâche fortement de saire dans leur présente assemblée.

En conséquence j'obtins une audience nier; mais comme la lettre de sa Majesté est si ample, & si propre à produire son effet, n'omettant rien de ce qui regarde la maladie,

E617. dont nous sommes ici si fort affligés, & les remèdes convenables & ordinaires, & ne contenant rien qui renvoye à ce qu'on pourroit ajourer de plus, je n'ai pas cru qu'il fût àpropos de faire un long discours; seulement pour la forme, avant & après la lecture de la lettre, je dis un mot tendant au même but, par voye d'introduction, & de conclusion, que je ne cru pas nécessaire de donner par ecrit. Mr. BARNEVELT me fit fur le champ une réponse courte, mais très-respectueuse pour sa Majesté, me renvoyant à leurs délibérations ultérieures, soit dans leur assemblée générale, soit dans leurs Provinces particulières, pour satisfaire aux conseils de sa Majesté, de quoi il promit de lui rendre bon compte, quand le tems le permettroit.

Je sai de bonne part, qu'aussitôt après que je fus sorti de l'assemblée, il proposa aux Etats, qu'on ne publiat aucune copie de la lettre, excepté seulement une qu'on enverroit à chaque Province; & qu'on donna des ordres exprès là - dessus à leurs Clercs, ce qui fut résolu; mais cette gêne fait seulement qu'on l'écoute avec d'autant plus d'empresse. ment; la substance en étant extrêmement goutée par le bon parti, quoi qu'il n'en soit informé jusqu'ici que par ouï dire, & la modération & les ménagemens qui y régnent, étant fort aprouvés par tous; de forte que cette lettre étant arrivée dans des conjonctures très - favorables, j'espère que ses effets répondront aux pieuses intentions de sa Majesté.

Il est survenu en dernier lieu un différend entre les Magistrats & le Peuple de Haerlem, 'où un Ministre Rémontrant afant changé de 1617. parti a fait la semaine dernière une rétractation solemnelle dans la chaire, comme s'il eût été ramené de quelque erreur considérable, & il a découvert bien des menées qu'on employe pour gagner des gens à ce parti. Mais la principale question regarde leurs affemblées de classe, que le peuple veut qu'on tienne avec la liberté accoutumée, & le Magistrat ne veut point que les Ministres s'assemblent sans sa participation, & sans que quelqu'un de son corps y soit présent. Les deux partis aïant porté leurs plaintes il y a deux jours dans l'assemblée des Erats d'Hollande, par leurs Députés, ceux des Magistrats qui étoient venus les premiers, furent renvoyés sur le champ, avec une permission d'employer la force, s'il en étoit besoin, & de réprimer le peuple; ce que les autres aïant apris, ils s'en retournèrent de leur chef en toute diligence, dans la résolution vim vi repellere, de sorte qu'on s'attend à aprendre qu'il y aura eu quelque tumulte dans cette Ville. On compte que la même chose arrivera à Leyde, à Delft, & dans d'autres des principales Villes, parce que c'est une cause commune; ensorte que la maladie en étant venuë à ce point, le remède ne peut être différé plus longtems. Les deux partis dans l'assemblée voyant le danger éminent où l'on est, semblent pancher pour la convocation d'un Synode, ce qui fait que la lettre de sa Majesté est venuë d'autant plus à - propos.

Ils ont dessein de nommer huit Laïques, & huit Eccléssatiques pour préparer les matières

pour

3617. pour un Synode; mais la différence de leurs opinions sur le choix des personnes, & du sujet qu'elles doivent traiter, avec d'autres circonstances, rend la chose aussi difficile dans la forme que dans la matière. On croit cependant qu'ils se détermineroient pour cet expédient si l'on pouvoit convenir en attendant.

de quelque arrangement provisionnel.

Les Ambassadeurs de France demandèrent audience le 15. de ce mois dans l'assemblée des Etats d'Hollande, où ils tinrent tous deux le même langage au sujet du secours demandé pour le Roi leur Maître contre les Princes, comme vous l'avez vu par leurs propositions aux Etats - Généraux, que je vous envoyai avec ma dernière lettre du 31. Mars. Quoique cette méthode soit fort extraordinaire, & qu'elle déplaise beaucoup aux autres Provinces, cependant les François ont leur proverbe, qui a le profit de la guerre, a l'hon. neur; & ils ont déjà obtenu de la Hollande, quoiqu'avec quelque opposition, une résolution générale d'envoyer du secours au Roi de France, renvoyant à leurs Députés aux E. TATS-GÉNERAUX à en régler le nombre, la nation, la paye, & le chef.

Connoissant la nature de ce gouvernement vous concevrez aisement de quel avantage ceci est pour eux, quoique les autres Provinces n'y soyent point portées, & que la moitié de leurs Députés, comme je l'ai apris de bonne part, aient des ordres exprès de ne consentir à autre chose qu'à laisser aller les François, en cas que le Roi persiste à les demander. Mais Mr. Barnevelt montre une grande ardeur,

& beaucoup de diligence dans cette affaire; 1617. il insiste sur la nécessité d'observer leurs Traités, & d'éviter le reproche d'avoir manqué à leur parole & à leur promesse; & l'on dit que c'est lui qui a fait venir cette idée aux Am. bassadeurs de traiter séparément avec la Hollande, pour hâter la résolution. Son Excellence s'y opose tant qu'elle peut, jugeant plus convenable pour cet Etat de perlister dans la neutralité, ce que leurs Traités bien entendus peuvent leur permettre. Mais tout ce que lui & ceux qui sont dans son idée pourront faire, ce sera de gagner du tems; ils espèrent qu'il pourra changer assez l'état des affaires pour qu'on puisse encore se dispenser d'en-voyer ce secours; & ils auront sujet de le refuser si ceux de la Religion se déclarent en saveur des Princes, comme Mr. Langerack leur en donne avis, par ses dernières lettres de Paris du o. de ce mois, sur ce que le Baron de Vignoles nouvellement arrivé là de la Rochelle, a dit qu'ils le feront indubitablement, si le Roi se sert des troupes Espagnoles levées dans les terres des Archiducs pour l'Italie, & qu'on écrit de Bruxelles avoir été arrêtées ex. près pour cela dans le Luxembourg. Les Ambassadeurs de France disent ouverrement qu'à moins que le Roi ne soit promptement secouru d'ici, il ne refusera pas ce secours que lui offrent les Espagnols.

Je me conduirai suivant le succès de cette délibération, par raport à ce que sa Majesté souhaite que l'Ambassadeur des Etas à Paris agisse de concert avec celui de sa Majesté, & travaille avec lui a la paix & au repos de ce

Royau-

## 264 LETTRES ET NE GOCIATIONS

1617. Royaume. Je me suis déjà entretenu là desfus en particulier avec Mr. Barnevellt qui continue à être fort ombrageux; comme aussi avec quelques autres Membres des Etats, qui

paroissent mieux disposés.

J'ai parlé aussi à Mr. BARNEVELT & à son Excellence, touchant l'ordre que sa Majesté a donné à quelques-uns des Seigneurs de chercher & de déterminer quelque méthode pour exterminer les pirates qui troublent le commerce du Levant; & je leur ai dit que sa Majesté s'attend que les Etats joindront leurs conseils & leurs forces aux siennes pour rendre un service si important; à quoi ils sem. bloient tous deux fort disposés, quoique les Marchands de ces Provinces aient fait depuis peu un Traité avec les pirates d'Alger & de Tunis, comme je vous l'ai marqué dans ma dernière lettre; mais ils comprennent aisément combien peu l'on doit compter la dessus, puisque, quand à la conclusion du Traité on demanda aux pirates s'ils vouloient sincèrement tenir leur parole & leur promesse ou non, ils répondirent franchement qu'ils ne le vouloient pas, parce que, direntils, si nous gardions notre foi, les Turcs nous soupçon. neroient d'être Chrétiens. Je crois que dans cette affaire sa Majesté sera pleinement satisfaite des Etats, si elle veut bien leur faire connoître sa résolution avant qu'ils prennent la leur; ce qui se fait ordinairement au mois de May pour les expéditions de mer de tou é l'année. Le raport des Capitaines qui ont servi l'année dernière de ce côté là, est que pendant toute l'année excepté les quatre mois d'hvd'hyver qui sont le seul tems que l'on y comp- 1617. te pour cette saison, il n'est pas dissicle de bloquer les deux principaux ports des pirates, Tunis & Alger, en restant continuellement à l'ancre devant ces ports, comme ils étoient devant Dunkerque pendant la guerre avec l'Espagne; & ils comptent que c'est la meilleur méthode. Je vous envoye la traduction des instructions qu'ils donnent à leurs vaisseaux de guerre employés à ce service, avec la liste de ceux qu'ils ont eu en mer l'année dernière.

Mr. Barnevelt a proposé aux Etats d'Hollande la semaine dernière, l'affaire de nos Marchands au sujet de la taxe, dont vous parlez dans votre lettre, & dont je me suis entretenu avec lui; sur quoi ils souhaitent que les Marchands envoyent quelques uns d'entr'eux ici pour traiter avec les leurs; & les Etats-Généraux ont écrit à Middelbourg en conséquence.

Je suis insormé par Skelton de Rotterdam, qu'un nommé Jean Marsball, Marchand Anglois à Berwick, transporte ordinairement de là des laines tilées & non-filées, & qu'il est arrivé il y a dix jours dans cette Ville de la part de ce Marchand un vaisseau, dont un nommé Daniel de Wilde est Capitaine, & dont la principale charge étoit du charbon, dans

lequel il y avoit quantité de laines filées.

Vous m'avez chargé dans vos lettres précédentes de vous informer de ce que j'aprendrois sur ces matières, ce qui m'y rend attentif, voyant qu'il y en a toujours sujet.

J'ai recu en dernier lieu une lettre des Seig-Tom. I. M neurs Marchand de Londres; je leur rendrai compte de ce que j'aurai fait quand il en fera tems, & en attendant je ne négligerai rien de ce qu'ils m'ordonnent.

Je comprens qu'il ne s'agit que de faire parvenir la lettre de fa Majesté au Duc de Brunswick, qui est venuë dans votre dernier paquet, sans autre instruction; je ne manquerai pas de la faire partir par la première commodité.

Si la lettre de fa Majesté aux Etats n'est pas envoyée promptement à la presse, je prendrai des mesures pour vous en envoyer des exemplaires imprimés avec la première lettre

que je vous écrirai.

Mr. Barnevelt a obtenu le gouvernement de Bergen op Zoom pour son fils cadet, Capitaine de Cavalerie, par la résignation de Marcellus Bax, qui est ou mort, ou in articulo mortis.

Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, envoyée à Quester. 17. Avril.

Monsieur,

Par mes dépêches du 13. de ce mois, que j'envoyai par le Capitaine Proude, je vous informai du progrès de la négociation des Ambassadeurs de France dans leur demande d'un secours pour le Roi leur Maître contre les Princes; sur quoi ils ont obtenu le consentement des Etats d'Hollande. Le 14. ils eusent encore audience dans l'assemblée des Etats.

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 267

TATS-GÉNÉRAUX, où ils demandèrent positi- 1617. vement qu'on répondît cathégoriquement à leur demande dans l'intervalle de deux jours, disant qu'ils prendroient un plus long délai pour un refus, & qu'ils avertiroient leur Roi de ne plus compter sur l'alliance de cet Etat. puis qu'il manquoit aux Traités. Cela se passa dans un tems où un des Députés qu'on savoit être pour la négative, s'étoit retiré par hazard, de sorte que hier il fut convenu à la pluralité des voix qu'on enverroit avec toute la diligence convenable un secours consistant en vingt Compagnies Françoises, & vingt de cette Nation, ou Wallonnes qui seront payées par les Etats. Le Général en Chef n'est pas encore nommé. Les Ambassadeurs demandent toujours le Comte Henri, & à son défaut le Comte Ernest. Le Comte Jean de Nassau qui est à présent ici avec une commission de France pour lever une Compagnie de Cavalerie, sollicite cet emploi; mais on croit qu'il sera donné à Marquet, Lieurenant-Général de Cavalerie, quoiqu'il ne sollicite point, & qu'il ne soit point demandé. Cette résolution des Etats, qui les tire de leur neutralité, contre le sentiment de la plupart d'entr'eux, (mais qui sont les moins puissans, comme il parost par tous les effets) est de telle conséquence que j'ai cru devoir vous en informer. C'est tout le but de cette lettre. Je suis, &c.

M &

1617. LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire WINWOOD, par le Courier HERMAN. V. S. 27. Avril.

Monsieur,

Ce paquer qui vous est addressé de la part du Duc de Bouillon, & qu'on m'a recommandé fortement de vous faire parvenir surement & promptement, est la seule raison de cette dépêche; il y a peu d'autres sujets de vous écrire depois la mort du Maréchal d'Ancre; tout étant ici au même état, que si après une tempête ils avoient jetté l'ancre dans un port sûr.

On étoit fort divisé ici au sujet du secours. que les Ambassadeurs de France sollicitoient instamment, & qu'ils avoient enfin obtenu. comme je vous en ai informé par mes lettres du 13. & du 17. de ce mois. Les deux partis se glorissent beaucoup à présent de leur conduite; ceux qui ont été pour l'envoy du secours, comme aïant montré leur empressement à affister le Roi; & ceux qui s'y oposoient, comme aïant distingué les intérêts du Roi, de ceux du Maréchal d'Ancre, & de ses créatures. A-présent pour faire valoir les efforts & les dispositions des premiers, on a proposé dans l'assemblée des ETATS - GÉNÉ-RAUX à l'instance de l'Ambassadeur, de dresser une résolution de consentir au secours conformément aux derniers Traités entre la France & cet Etat, & de l'antidater; ce qu'a empêché l'autre parti; & ils ont donné ordre à leur Ambassadeur Mr. Langerack de se conduire avec reserve en informant le Conseil du Roi

Roi de la résolution qu'on avoit prise tou- 1617. chant le secours, & de ne point le faire, à

moins qu'on ne le presse là dessus.

Par le même exprès qui a aporté la nouvelle de ce changement en France, & qu'on recut ici le vendredi après l'évènement, arrivé le lundi de la même semaine, Mr. Du Maurier recut une lettre de Mr. Villeroi pour suspendre le secours, avec la lettre du Roi qui annonçoit le fait. Mais par d'autres lettres de Mr. Langerack, il est décidé qu'on ne veut point avoir ces troupes, & le Confeil du Roi demande qu'on les rapelle en cas qu'elles soient déjà en route. Depuis cette dépêche on n'a aucune nouvelle de France, de quoi l'on s'étonne beaucoup.

L'exprès qui m'a aporté le paquet que je vous envoye, de la part du Duc de Bouil. lon, est reparti sur le champ avec des lettres de son Excellence & des autres amis du Duc, accompagné d'un trompette pour plus grande sûreté; ils conseillent que les Princes se hâtent de retourner à la Cour, de peur que la Reine ne recouvre son autorité pendant leur absence, ou que les Ministres d'Espagne ne produisent des impressions dangereuses sur l'esprit du jeune Roi, quoiqu'on prie le Duc d'en user avec beaucoup de circonspection par

raport à sa propre personne.

Vous recevrez par ce paquet quelques exemplaires de la lettre de sa Majesté, que j'ai été obligé de faire imprimer à Delft, pour corriger une fausse copie qui avoit d'abord été imprimée on ne sait par qui, & venduë à Amsterdam avec une traduction en Hollandois,

M 3

qui

1617. qui court par tout le Païs, & produit visiblement de bons effets, fixant les idées de ceux qui chancelloient, & affermissant les autres de manière que la bonne cause y gagne beaucoup.

Il y a ici quelques Députés envoyés exprès de Zélande, du nombre desquels est Mr. Malré, pour traiter non-seulement avec les E. TATS - GÉNÉRAUX, mais aussi en particulier avec ceux d'Hollande, au sujet de ces différends de Religion. Ils ont ordre de les représenter ouvertement comme une affaire d'une dangereuse conséquence pour la prospérité de tout l'Etat; & de recommander qu'on recoure au remède conseillé par sa Majesté, à un Synode nationnal. Les Députés de Gueldres, de Frise, de Groningue, & d'Overyssel en feront autant, cela n'est différé à présent que par l'interruption de l'assemblée des Etats d'Hollande, qui se séparèrent samedi dernier, sous prétexte des affaires particulières des Députés, & qui doivent se rassembler lundi prochain.

La dispute entre les Magistrats & les Bourgeois d'Haerlem a été suspenduë d'un commun consentement jusqu'à ce qu'ils voyent ce qu'on conclura dans cette assemblée; mais il est arrivé en dernier lieu à Oudewater un accident dont vous verrez la rélation dans une lettre d'un de nos Capitaines qui est là en garnison; vous y verrez que ces délais sont perdre patience au peuple. Le Conseil des Députés d'Hollande a envoyé dans cette Ville deux Commissaires & un Fiscal pour informer du fait. On prépare à présent l'Eglise du Cloître au Voorbout, dans laquelle on faisoit

### BU CHEV. DUDLEY CARLETON. 271

des canons, & l'on l'ajuste pour qu'on puisse 1617. y prêcher; cela tranquillise les Contre - Rémontrans, qui espèren qu'on se propose de leur donner par-là une place plus commode que notre perite Chapelle, qui ne peut les contenir tous, quoique jusqu'ici il n'y ait au-

contenir tous, quoique jusqu'ici il n'y ait aucune résolution prise sur la manière dont on

disposera de cette Eglise.

Le Comte de Levestein a été ici lui-même pour voir comment on pourra faire des levées & les embarquer, pour le service des Vénitiens; mais tout ce qu'il a pa obtenir, c'est ce qu'on lui avoit déjà accordé, de louër des vaisseaux à Amsterdam, pour prendre ses troupes à Embden, où il est allé, après avoir écrit à ses amis en Allemagne de lui envoyer ses soldats qui seront au nombre de 3000, à raison de dix-huit écus par homme, dont il doit recevoir la moitié ici, & le reste en débarquant à Vénise; avec cet argent il doit payer le frêt, les vivres, & toutes les autres dépenses.

Par les lettres du son de Heilbron, où les Princes de l'union sont assemblés, il paroît qu'ils sont résolus de se tenir seulement sur la désensive, & qu'on se contentera de répondre par de bonnes paroles aux sollicitations du Sénateur de Montou pour l'assistance du Duc de Savoye, ce que cet Etat n'entend pas avec plaisir, parce qu'il souhaiteroit qu'on continuât la guerre de l'autre côté des montagnes. Pour cet effet ils sont très-disposés à aider & à encourager le Baron Van Oyen, qui est allé avec ses troupes au secours des Princes pour servir dans cette cause; mais la

M 4

1617. lenteur des Princes d'Allemagne qui y sont le plus intéressés, à cause du voisinage, renver-

sera vraisemblablement ce projet.

Outre la permission que les Etats ont accordée de lever un Régiment d'Infanterie sur leurs frontières, & un certain nombre de matelots pour le Roi de Suède, ils lui fournissent encore cinq vaisseaux contre le Roi de Pologne, sous prétexte d'assurer le commerce de ces mers.

Le Député & le Trésorier de nos Marchands de Middelbourg sont arrivés ici au jour marqué par les Etats, pour traiter avec les Marchands d'Hollande, au sujet de la taxe de leurs draps; je vous informerai du succès à

la première occasion. Je suis.

## LETTRE du Roi JAQUES I. aux ETATS-GÉNÉRAUX.

Hauts et Puissants Seigneurs, nos Bons amis et alliez:

Lorsque premièrement nous recogneusmes le malheur des schismes & hérésies qui se glissoyent parmi vous, nous susmes tellement touchés du zéle que nous avons à l'Eglise de Dieu, & de l'affection particulière que nous portons au bien de votre Estat, qu'incontinent nous tendismes la main pour arrêter le cours de ce mal, & par nos lettres officieuses vous sisses sérieusement entendre, quel étoit notre sentiment & apprehension d'icelui, vous prians & exhortans d'adviser soigneusement à ne laisser gagner plus avant ceste gangreine en votre corps, mais plustost d'en estousser la se

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 273

semence, avant qu'elle vint à pulluler. Et de 1617. puis ayans sceu, qu'aucuns de vos Ministres s'addonoyent par curiosité, à prescher le point de la prédestination en leurs chaires, nous vous escrivismes des secondes lettres sur ce subject, vous remonstrans le peu de fruict. qui provenoit de telles prédications, lesquelles, au lieu de l'édification solide, qu'elles devoyent administrer à votre peuple ne servoyent qu'à chatouiller & altérer leurs esprits par les puntilles de cest argument trop haut & obscur pour la capacité du commun peuple. Mais depuis n'aguéres ayants été advertis, qu'au lieu du fruict que nous attendions de nos bons offices & remonstrances, l'erreur & le mal a faict de plus forte impression parmi les vostres, & que mesmes on veut faire servir nos dites lettres à l'authoriser, les tirant en sens & conséquence toute contraire à nostre intention, nous nous fommes tenus obligés tant pour la gloire de Dieu, que pour la déclaration, & descharge de nostre conscience, de vous réprésenter derechef vivement par nos lettres le mal & danger imminent, dont votre estat est menacé par ces malheureuses divitions, lesquelles nous voyons pretes à esclorre en schisme & faction formée parmit vous, qui sont pestes d'autant plus dangereufes & pernicieuses à vostre estat, que son établissement n'est encore qu'en son enfance, & que le fondement de la subsistence ne consiste qu'en vostre union, prémiérement envers Dieu, puis au foy entre vous mesmes? C'est pourquoi, Messieurs, nous vous prions & conjurons derechef au nom de Dieu, qui M 5

# 274 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617. vous a jusques ici heureusement maintenus, de s'estouffir ces erreurs & partialitez, que le Diable, par l'artifice de vos ennemis a introduites, & déja tellement authorisées parmi vous, que la ruyne de vostre estat en est apparente & tout prochaine, si promptement vous n'y remédiez, en vous attachant entiérement, & tenant ferme la vraye & ancienne doctrine, que vous avez toujours professée, & qui est approuvée & reçeue par le consentement universel de toutes les Eglises reformées, & dont la prosession commune a esté comme le premier & principal fondement pour establir aussi l'unique & solide ciment, qui a entretenu l'estroicte amitié & intelligence, qui a regné depuis si long temps entre nos couronnes & vos provinces. Que si desja le mal se trouvoit si fort, & si enraciné parmy vostre peuple, qu'il n'en peut estre si promptement & facilement arraché, nous vous prions au moins d'en arrester le danger, & de tenir par vostre autorité les choses en paix, sans permettre que ceux de la vraye & ancienne profession soyent inquiétez, jusqu'à ce qué vous puissiez d'un commun advis convoquer un Synode national pour décider, & mettre fin à ces malheureux différens, qui est à nostre jugement le meilleur conseil, & resolution que vous puissiez prendre en ce cas là, comme estant le reméde ordinaire & le moyenle plus legitime, & efficacieux, auquel de tout tems on a eu recours en la Chrestientésur l'occurrence de tels accidents. Et nousne doubtons pas, qu'apportants en cela l'affection & disposition requise entre vous, DIEW

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 275

Dieu n'en bénisse le succez, à l'advancement 1617. de sa gloire, & à la manutention & affermisse-ment de vostre estat: Ainsy nous prions Dieu, H. & P. Seigneurs nos bons, amys & alliez, de vous tenir en sa saincte garde.

A Hinchingbrook le 20. jour de Mars 1617.

Lettre du Sécrétaire Winwood, au Chevalier Dudley Carleton, reçuë le 9. par Mr. Heyman. De Whiteh. 1. Avril.

Monsieur,

Je vous envoye la lettre de sa Majesté aux Etats-Généraux. Vous verrez par la copie que j'en joins ici que par la direction de sa Majesté, elle est écrite avec jugement & modération. Si elle arrive dans une conjoncture favorable, j'espère qu'elle produira les effets que nous souhaitons pour l'établissement d'une tranquillité générale, dans la causede la Religion, au contentement de tous ceux qui desirent la conservation de ces Provinces, ou à qui l'esprit de faction ne fait pas souhaiter, pour leurs fins particulières, de voir ces Païs tomber dans une honteuse confusion. Quel qu'en soit l'effet, les plus malicieux doivent avouër que sa Majesté dans la pureté de sa conscience, en publiant cette lettre témoigne au monde sa piété & son zèle pour la conservation & le maintien de la vraye Religion, & son desir impartial & sincère de conserver la paix & l'union dans ces Provinservée aussi bien dans la Religion que dans le W 6

1617. gouvernement civil, j'ose le dire hardiment cet Etat, quelque puissant qu'ils le croyent par mer & par terre, sera bientôt dissous, au grand chagrin de leurs amis, & à la gloire

de leurs adversaires.

Sa Majesté n'a pas cru qu'il fût à propos d'écrire en particulier aux Etats d'Hollande, parce que la cause est générale, & concerne l'état de tout le corps, & non quelques Provinces particulières. Sa Majesté est alliée des Provinces · Unies, & non des différentes Provinces séparément; & en s'addressant en particulier aux Etats d'Hollande, c'auroit été les accuser d'être les auteurs & les fauteurs de ce schisme & de cette faction; & cela donneroit de la jalousie & de la défiance aux autres: comme si l'on estimoit la Hollande plus qu'eux, ou qu'on fit peu de cas d'eux. Vous pouvez, si vous le jugez à propos, communiquer au Comte MAURICE la copie de cette lettre, avant que de la présenter à l'assemblée générale. Vous aurez soin dans le discours que vous ferez à cette occasion de vous renfermer dans les bornes de cette lettre; car sa Majesté n'a pas dessein de s'engager plus avant, ni de faire autre chose qu'employer ses conseils pour établir entr'eux la paix & la concorde, & pour conserver la Religion pure & sans tache autant qu'il est en son pouvoir.

Je ne doute pas qu'aussitôt que la Lettre aura été luë dans leur assemblée, elle ne paroisse imprimée; & je vous prie de m'en envover quelques exemplaires. Peut-être aussi que quelques personnes jalouses de l'honneur de fa Majesté, ou pour continuer à pêcher

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 277

en eau trouble, & craignant que cette Lettre 1617.

ne produite le calme & la paix, entreprendront de la fuprimer. Mais si vous trouvez que le Comte MAURICE & le meilleur parti l'aprouve, ne faites pas difficulté de la faire im-

primer vous-même.

J'ai instruit sa Majesté du raport que vous avez fait au Comte MAURICE & à d'autres membres des Erats au sujet du Traité de mariage entre notre Prince, & l'Insante d'Espagne; & sa Majesté a parlé au Sieur Noël Caron conformément aux directions que vous avez reçuës de moi sur ce sujet; ainsi les Etats ne doivent pas prendre l'allarme s'ils entendent dire que le Chevalier Jean Digby est envoyé en Espagne avec commission de traiter de ce mariage. Car quelque étenduë que puisse être sa commission, suivant les formules usitées en pareils cas, cependant il est si sort limité par ses instructions secrètes & particulières, qu'il a seulement la liberté de traiter, sans avoir pouvoir de conclure.

Le Chevalier Jean Bennet juge de la cour de la prérogative (a), est envoyé aux Archiducs, pour demander réparation de l'insulte saite à sa Majesté par un insame libelle, intitulé Isaci Casauboni Corona regia. Si on lui donne satisfaction pour cette injure que sa Majesté ne sauroit suporter, elle restera amie des Archiducs. Mais si Puteanus Professeur en belles Lettres à Louvain, qui est sûrement l'Auteur de cette scandaleuse pasquinade, n'est pas puni exemplairement, le

Che-

<sup>(</sup>a) Cour de l'Archevêque de Cantorbery.

## 278 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617. Chevalier Bennet a ordre de repartir sur le champ, & de ramener Mr. Trumbull avec lui.

Le Chevalier Edmondes a pris congé du Roi; cependant comme on fouhaite d'êtremieux informé de l'état des Princes avant son départ, il s'arrête pendant quelque tems en Ville.

Sa Majesté souhaite que vous profitiez de toutes les occasions qui se présenteront, soit en particulier, soit en public, pour engager les Etats à ordonner à leur Ministre résidant à Paris, d'agir de concert avec l'Ambassadeur de sa Majesté, & à l'autoriser à entrer dans les mêmes mesures pour la conservation & le foutien de cette Monarchie, gouvernée aujourd'hui en partie par l'autorité de Rome, & en partie par le conseil & les avis de l'Espagne. Vous pouvez dire à Mr. BARNEVELT que sa Majesté s'attend, que, soit par considération pour elle, soit par raison d'Etat, leurs Ministres étrangers communiqueront leurs démarches à ses Ambassadeurs, & que, puisque ses couronnes & leurs Provinces sont unies par des liens si étroits d'amitié & d'alliance, dans un seul & même but, savoir pour le maintien de la tranquillité publique, ils doivent consulter, délibérer, & resoudre ensemble, fur ce qui est le plus expédient, soit pour l'avantage particulier de leurs Maîtres respectifs. soit pour le bien public de toute la Chrêtienté. Mais si les Ministres de ces Provinces. ou par la direction de leurs supérieurs, ou par entêtement & par obstination veulent agir seuls, & prendre des mesures séparées, il faut qu'ils permettent alors à sa Majesté de songer

à ses intérêts particuliers sans s'embarasser du 1617. bien-être de ces Provinces, que jusques ici elle a eu en recommandation spéciale dans

toutes ses démarches.

Vous saurez que quelques jours avant le départ de sa Majesté, les Marchands qui négotient dans le Levant lui présentèrent une humble requête pour se plaindre des pertes irréparables qu'ils ont souffertes de la part des pirates, & pour lui demander son secours & sa protection contre la violence de ces infi-Sa Majesté recommanda de bouche aux Seigneurs en général de prendre en con-fidération cette requête, & elle l'a recommandé depuis par Lettres aux soins particuliers des Seigneurs à qui elle a remis le maniement de ses affaires en attendant son retour d'Ecosse. La chose est importante & du côté de l'honneur, & par raport à la dépense, ainsi il faudra quelque tems avant que les Seigneurs puissent fixer leur résolution. En attendant sa Majesté souhaite que vous en confériez avec le Comte MAURICE, avec Mr. BARNEVELT, & avec qui vous jugerez à-propos, & que vous les informiez de ce dessein, leur faisant entendre que sa Majesté comptequ'ils se joindront à elle dans une entreprise si honorable & si nécessaire pour l'avantage, foit de ses couronnes, soit de leurs Provinces, de quoi le Sieur Noël Caron a donné ici de fortes assurances. Cependant aprenez moi par votre première Lettre comment vous les au-rez trouvés disposés. Je suis, &c.

P. S. J'ai reçu la montre par le Chevalier William Pagbnam, la Reine vous en remer-

1617. ciera. J'ai donné ordre qu'on payât 15. l. à Mr. Sherborne; si vous avez déboursé davantage, j'aurai soin de le faire payer.

> LETTRE des Seigneurs du Conseil aux ETATS - GÉNERAUX en faveur de Mr. BOOTHBY, datée de Whitehall 20. Mars.

> LETTRE des SEIGNEURS du CONSEIL au Chevalier Dudley Carleton, de la Cour, aux jardins de Théobald. 16. Mars.

En faveur de Mr. Thomas Bootbby, honnête & digne Marchand de Londres, dans les plaintes contre Moy Lambert Capitaine de Vaisseau des Etats, qui sous prétexte de la permission donnée par sa Majesté à ses Maîtres de poursuivre les pirates dans tous les ports & havres de sa Majesté, a non-seulement attaqué insolemment dans Crook - baven en Irlande un pirate que sa Majesté avoit pris depuis longrems fous sa protection, mais a encore commis plufieurs outrages contre d'autres bons sajets de sa Majesté dans ce lieu. aussi bien sur terre que sur Mer. en tuant quelques - uns & en mutilant d'autres. Entr'autres un commis de Mr. Bootbby employé là par son Maître, & qui y étoit par la permission de l'Etat pour recouvrer un vaisseau. & des effets qu'avoit pris ce pirate, a sauyé à peine sa vie, étant sauté en l'air par l'effet de la poudre, & il a laissé son vaisseau & ses effets pour butin au dit Lambert.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton. au Sécrétaire LAKE, par le Capitaine WITCHARD, par Rotterdam 15. Mars.

Il promet de s'employer pour l'enseigne

Fairfax.

Un Vaisseau Hollandois, commandé par Moy Lambert fait un Traité avec les pirates Turcs pour laisser passer les Vaisseaux des Etats sans les molester, & cela par autorité publique.

Le Chevalier Dudley Carleton n'a pu aprendre, si par ce Traité, il devoit leur

fournir de la poudre.

, C'est un usage ordinaire des Marchands " de ce Païs, ou plutôt c'est un commerce ,, réglé, de leur fournir tout ce dont ils ont ,, besoin, quoique par-là ils fournissent des , armes pour les battre. Et il est impossi-, ble de prévenir cet inconvénient, car ils , disent communément que si l'argent rou-, loit dans l'enfer, ils ne craindroient pas de " l'y aller chercher. Ils en ont donné des preuves au siège d'Ostende, où les Marchands d'Amsterdam fournissoient aux Es-» pagnols une grande partie de leurs mu-

Les Hollandois sont cependant bien-aise d'aprendre que le Roi Jaques veut envoyer des Vaisseaux pour exterminer les pirates; & leurs chefs sont disposés à concourir avec sa Majesté. Les Etats fournissent à présent six Vaisseaux de guerre pour assister le Roi de Suède contre le Roi de Pologne, ,, tant pour

22 rema

; or remplir l'obligation des Traités, que pour ; assurer la libre navigation de ces Mers, où ; ils soupçonnent que le Roi d'Espagne se fert du Roi de Pologne, comme d'un instrument pour troubler leur commerce, qui

, trument pour troubler leur commerce, qui ,, est le soutien de leur République. " Le Sénateur de Montou Agent du Duc ", de Savoye, qui a été déjà ici, & qui a fait depuis un voyage auprès des Prin-,, ces de l'union en Allemagne, est revenu pour recevoir une réponse à la proposition , qu'il laissa par écrit aux Etats. Il obtien-, dra en effet 4000. hommes d'Infanterie, & ,, 400. chevaux, ou de l'argent pour payer , ce nombre de troupes qu'il attend à pré-, sent que les deux Armées Françoises sont , licenciées, avec un nombre plus grand qu'il , doit recevoir du Maréchal de Lesdiguitres. Toutes les Provinces ont autorisé leurs " Députés, & il y a une disposition généra-, le à assister le Duc, de sorte que quand , leurs différends de Religion, qui sont à-, présent à leur plus haut point, leur per-, mettront de s'assembler, & de délibérer sur , cette affaire, je crois que le Duc aura bien », lieu d'être content, quoique les Princes de ,, l'union, qui par la raison du voisinage, & , par d'autres considérations sont le plus in-, téressés à sa conservation, n'ayent pas donné ,, l'exemple, s'étant contentés de témoigner le , desir d'un concours commun entre sa Ma-" jesté, les Etats, & eux-même pour donner

,, au Duc quelque secours considérable, par , lequel il puisse se foutenir. Mais ce Traité , traînera longtems, & il se trouvera que ce-

# DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 283

, la ne vaut pas mieux que succorso di Pisa. 1617. ,, voyer en Piemont le Baron d'Oyen qui est

, alle d'ici avec 2000. chevaux au fecours des , Princes, ces troupes ne sont qu'à quinze , jours de marche, & jusqu'ici on les retient

, pour cette raison entre Metz en Lorraine, , & Sedan. Si la chose reuffit, ce secours

,, viendra aussi à propos pour le Duc, qu'il , lui est nécessaire, puisqu'il doit s'attendre à voir ses ennemis en campagne au com-

, mencement du mois prochain, auquel tems, ,, quoique leur nombre ait beaucoup diminué

, pendant l'hyver dernier, ils auront avec " les recrues d'Espagne, de Naples, & des

, Provinces des Archiducs 25, 000. hommes

, de pied, & 4000. chevaux.

, J'aprends que l'affaire du Chevalier Jeans " Bennet va fort lentement, à cause des ex-,, cuses de l'Archiduc, sous prétexte tantôt

" de dévotion, tantôt d'indisposition. , Je rendrai compte dans peu de jours à " sa Majesté des suites de nos disputes. Les Etats d'Hollande font assemblés à cette oc-, casion, & les Provinces de Gueldres, de " Zelande, de Frise & de Groningue, ont , traité avec eux la semaine dernière par " des Députés envoyés exprès pour les engager à suivre l'idée de la dernière Lettre ,, de sa Majesté. Mais je ne puis dire si ces ,, bons & pieux offices pour la paix & le re-,, pos de l'Église auront l'effet qui est à souhai-, ter tant il y a ici de gens entraînés par leurs , passions, même parmi ceux qui ont la plus », grande réputation de fagesse; mais careat

22 /46a

284 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617., successibus celui qui juge des actions par

LETTRE du Sécrétaire LAKE, au Chevalier Dudley Carleton; écrite pendant le voyage du Roi, & reçuë le 25. May.

Monsieur,

Environ deux jours avant que de recevoir votre Lettre au sujet de la Compagnie du Chevalier Thomas Erskine, je vous écrivis par ordre de sa Majeste, & je remis ma Lettre au Chevalier William Fairfax fils du Chevalier Thomas Fairfax du Comté d'York, vous le recommandant à la follicitation de fon Père, comme vous l'aurez vu par la Lettre. Il me dit qu'il ne s'arrêteroit point, mais qu'il poursuivroit sa route en toute diligence. J'envoye cette Lettre à Mr. Sherborne pour qu'il vous la fasse tenir; ce n'est que pour vous a-prendre que j'ai reçu la vôtre, & que j'en ai fait part à sa Majesté, qui est bien-aise que vous airez reuffi dans cette affaire. J'étois sur le point de renvoyer à Londres la Lettre pour Milord Fenton, car il n'étoit pas parti quand je reçus la vôtre; mais j'aprends qu'il est en route à-présent.

Je suis faché d'aprendre vos divisions, quoique je susse fort gay dans ma dernière Lettre; car je soupçonne que leurs principes de Religion ne s'effaceront pas aisément; & nous devons savoriser ici ceux qui désendent le pouvoir de l'épée temporelle dans les causes Ecclésiastiques, ce que je regarde comme le principal appui de ce parti; si nous ne le sou-

tenons

tenons pas, nous préjudicions à notre propre 1617. cause, & si nous le soutenons, periculum est ab altera parte. J'espère que votre assemblée aura trouvé quelque accommodement.

Les affaires vont toujours mal en France pour les Princes, & je crains que votre se-cours n'arrive trop tard. Le Duc de \* \* \* commence à écouter des propositions, ce qui n'est pas un bon signe. Nous sommes un peu dérangés, de n'avoir point oui parler d'eux depuis qu'ils se sont portés à cette dernière action; de sorte qu'il est sort incertain si le voyage de Mr. le Controlleur aura lieu. Nous n'avons pas d'autre matière d'entretien dans ce climat septentrional & éloigné. Ainsi je ne vous retiendrai pas plus longtems. Je suis, &c.

THOMAS LAKE.

LETTRE du Sécrétaire WINWOOD au Chevalier Dudley Carleton: de St. Barthelemy. I. May.

#### MONSIEUR.

Depuis que je vous ai écrit, j'ai reçu trois de vos Lettres, la dernière hier an soir, avec un paquet de la part du Duc de Bouillon, & fa Lettre pour sa Majesté. Elle a été écrite longtems avant l'exécution du Maréchal d'Ancre; ainsi elle est de trop vieille date, & vient aussi hors de saison entre les mains de sa Majesté, que imbres post tempora frugum; car par celle qu'il m'écrit, je vois qu'il demande un secours d'hommes & d'argent, dont il n'a

#### 286 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617. plus besoin à présent, puisque par la mort du Maréchal d'Ancre, non-seulement il y aura une paix générale par toute la France, mais que le gouvernement sera rectifié, & l'état des affaires arrangé sur un meilleur pied. Quelque fonds que fassent sur ce Royaume vos grands politiques, il me semble que s'ils considéroient sérieusement l'erreur dans laquelle ils sont tombés, soit dans leur jugement particulier, soit par raport à la raison d'Etat, ils devroient être bien honteux d'avoir montré tant d'empressement à favoriser les desseins du gouvernement de France, tel qu'il étoit alors; car ils ne pouvoient igno-rer, que le Roi étant si jeune, il étoit sous le joug de la Reine sa Mère, elle dans la dépendance du Maréchal d'Ancre, & tous deux à la dévotion du Roi d'Espagne, qu'on peut dire hardiment avoir eu autant de pouvoir & d'autorité à la Cour de France, que le Duc de Lerme en a à la Cour d'Espagne. On peut bien dire aussi, que le Roi d'Espagne n'a pas recu de notre tems un si rude soufflet, & cela sans bruit ni fracas. Il fera bien pour son honneur de ne pas prendre connoissance d'une chose qui rapelle si vivement d'autres procédés, & qui renverse jusqu'aux fondemens ses desseins ambitieux.

Je serois donc bien-aise d'aprendre plus au long de vous, ce que vous avez touché si légèrement dans votre dernière Lettre, comment pensent là-dessus vos grands personnages, & entr'autres la bonne vieille Princesse, qui doit, ce me semble, être un peu camuse en voyant la chance tournée si subitement. Il

ne s'est rien passé parmi nous qui ait décou- 1617. vert si visiblement les dispositions & les passions de nos cœurs. Tous nos Parasites & Pensionnaires de l'Espagne ont perdu toute patience, & ce qui est encore pis, toute modération & toute retenuë, condamnant cette action comme tout ce qu'il y a de plus impie, de plus inhumain, de plus cruel, de plus tyrannique; sans considérer que le Roi n'avoit que le choix ou de négliger la sûreté de sa personne, & la conservation de sa couronne qui ne pouvoient subsister, si le Maréchal d'Ancre s'étoit soutenu; ou de procéder, comme il l'a fait, sine forma & figura judicii, par la Loi de la guerre contre l'usurpa-teur de sa couronne & de ses Etats. Mais quelque opinion que puissent avoir de cette action des particuliers qui ne pensent qu'à l'avancement de leur propre fortune, sa Majesté l'a aprouvée; ce qui paroît non-seulement par les témoignages extérieurs qu'elle donna d'une grande joye & de contentement, quand elle en reçut la première nouvelle, mais aussi par la Lettre qu'elle a écrite de sa propre main au Roi de France, & dont je vous envoye la copie. Outre cela, Mr. le Controlleur qui a ordre de retourner en France en toute diligence, est chargé expressément de féliciter le Maréchal de Vitry, (car il l'est à présent) fur ce que par ses mains le Roi son Maître a été délivré de captivité, & mis bors de page. J'ai cru qu'il n'étoit pas inutile de vous ins-truire de ces particularités, qui peuvent servir de règle à vos discours, & fixer votre jugement soit dans vos conférences particuliè1617. res, foit publiquement si l'occasion s'en préfente, sur la manière dont vous devez parler de cet évènement qui est de la plus grande conséquence, dans l'état où sont les affaires. l'aprends par Mr. le Controlleur, que vous lui avez donné avis que Mr. Malré a envoyé de Zélande une copie des instructions que ce Ministre doit emporter en France. Cela me paroît étrange, car si la chose est vraye, il faut ou que quelques - uns de mes gens, dont je suis absolument obligé de me servir, m'ait trahi en donnant sous-main des copies de ces instructions, ce que j'ai de la peine à croire, ou que Mr. le Controlleur ait été trahi par quelqu'un des siens, ce qui est encore moins croyable, puisqu'ils sont tous étrangers, & qu'ils ne connoissent personne qui ait quelque rélation avec Mr. Mal-Vous ne pouvez me faire un plus grand plaisir qu'en m'instruisant par votre première Lettre de la vérité & de la certitude de cet avis, car vous comprenez aisément combien il m'importe d'en être assuré. Si vous recevez cette Lettre avant que Mr. Malré parte de la Haye, & que sans trop de peine vous puissiez vous trouver avec lui, je vous prie de lui dire qu'on m'a fait des plaintes de quelque rraitement incivil qu'il auroit fait au Chevalier Jean Bennet à son passage par Middelbourg pour Anvers, en s'oposant à ce qu'il eût un tauf-conduit pour passer librement sans êrre inquiété au Fort de Lillo. Sa Majesté a donné plusieurs preuves de l'intérêt qu'elle prend au bien de la Province de Zélande; & ne peut par conséquent que trouver mauvais que

que ses Ministres soient traités incivilement 1617, en passant par là, surtout par un membre des Eta's de cette Province qui aïant été en Angleterre, y a été traité par sa Majesté avec toute sorte de distinction & de faveur.

J'aprends que certains livres d'Arminius traduits en Anglois ont été imprimés à Hasselt près d'Utrecht, à ce que je crois. Je vous prie de vous en informer; & si vous trouvez que la chose soit vraye, empêchez qu'on n'en transporte en Angleterre. Mes obéissances à votre épouse. Je suis, &c.

Le même au même. De St. Barthelemi. 7. May.

Il lui recommande le Chevalier Jean Throckmorton qui sollicite auprès des Etats pour l'augmentation de sa Compagnie.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton, au Roi. Par George Marten. 14. May.

SIRE,

Le tendre intérêt que votre Majesté paroît dans toute occasion, prendre à la prospérité de ces Provinces, & en particulier le desir qu'elle a témoigné depuis leurs derniers différends au sujet de la Religion, d'y rétablir l'union & la tranquillité ordinaires, exigent que je rende un compre exact non seulement de l'issue de leurs présentes disputes, (à quoi je ne manquerai pas lorsqu'il en sera tems) mais aussi de ce qui se passe à cette occasion.

Cette dernière assemblée des Etats d'Hol-Tom. 1. N lande

# 290 LETTRES ET NE GOCIATIONS

1617. lande, qui continuë encore, quoiqu'avec quelques interruptions pour des occasions extraordinaires, a été regardée, & l'est encore, comme le dernier effort dans cette Eglise militante, (car je puis bien l'apeller ainsi) qui décidera quel des deux partis, des Orthodoxes ou des Arminiens, doit l'emporter. Par cette raison la Lettre que votre Majesté a écrite aux Etats Généraux, dans son voyage, est venuë très à propos, non-seulement pour faire connoître vos intentions, mais austi afin de leur ouvrir pour terminer ces différends, une voye, qui a été embrasse depuis par les Provinces de Gueldres, de Zélande, de Frise & de Groningue, dont les Députés envoyes exprès dans cette occasion ont eu tour à rour audience dans l'assemblée des Etats d'Hollande; les deux dernières Provinces seulement s'étant jointes comme bons voisins dans le même office.

Ceux de Gueldres se plaignent des inconvéniens de ces différends, parce qu'ils les sentent eux-même dans leur Province. La Zélande jointe par l'intérêr & par le voisinage, quoique jusqu'ici exempte de troubles, semble plutôt allarmée paries cum proximus ardet. La Frije & Groningue, comme Provinces plus éloignées, insistent sur la brêche faite à l'union, formée surtout par le lien de la Religion. Tous prévoyent les dangers qu'il y a à craindre pour l'Eglise & pour l'Etat, si l'on ne trouve promptement un remède; & le remède qu'ils proposent est le même que celui que recommande votre Majesté un Synode national. La Province d'Overyssel n'a point

# DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 291

envoyé de Députés, comme on s'y attendoit, 1617. parce qu'ils sont partagés dans leur résolution; mais la plus grande partie de cette Province

est dans de bonnes dispositions.

Jusqu'ici ils n'ont point de réponse à leurspropositions, ceux d'Hollande étant divisés dans leurs opinions, les Arminiens souhaitanc d'éloigner une décision, en disant que ces disputes sur la prédestination ne sont pas nouvelles dans ces Provinces, mais qu'elles y ont continué depuis quarante ans, & qu'il est question à présent non de Religion, mais d'autorité. Le parti contraire proteste contre cette échaparoire, nommant les Auteurs par qui, & le tems où ces nouvelles opinions ont été introduites, & montrant que cette question de l'autorité à été jointe à l'autre, comme un accessoire, représenté aujourd'hui par artifice, comme la question principale dans leur dispute. Ensorte qu'ils sont bærentes in limine après de si longues contestations, ne s'accordant pas seulement sur l'état de la question. En attendant ce qui se passe dans les différentes Villes à cette occasion montre combien le peuple est indisposé. A Oudewater, petite Ville mais force & bien peuplée près d'Utrecht, les Magistrats ont été forcés par le peuple à consentir à l'admission d'un prédicateur qui lui est agréable. A Heusden sur les frontières du Brabant le peuple a enfoncé les portes de l'Eglise la semaine dernière, & & fait monter en chaire un prédicateur contre la volonté & du Magistrat, & du Gouverneur qui est de la faction Arminienne. La même chose arriveroit dans la plupart des Villes d'Hole

# 292 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617. d'Hollande, s'ils n'étoient retenus par l'attente du succes qu'aura cette assemblée; & la crainte qu'on a euë de quelque desordre a engagé ceux de Rotterdam a lever une Compagnie de 200. hommes, pour la garde des Magistrats; on se propote d'en faire autant à Leyde, à Harlem, & à Delfi; mais par-là ils ne teront qu'allumer le feu au-lieu de l'éteindre, ces nouveautés ne servant qu'à exciter de la défiance parmi le peuple, sans qu'il y ait des forces suffisantes pour arrêter les émeutes, s'il en survient quelqu'une.

Dans cette Ville, per dar pasto al popolo, comme ils disent, ils préparent une Eglise pour leurs Sermons; mais on y travaille si lentement qu'ils commencent à perdre parience; & ils parlèrent hier, qui étoit dimanche, de se mettre en possession de la principale Eglise; ils s'en abstinrent cependant pour ce jourlà; mais on ne pourra guères les contenir

plus longtems.

La considération de ces desordres jointe à la Lettre de votre Majesté, & aux remontrances des quatre Provinces, a porté les Etars d'Hollande volentes, nolentes, (car telle est leur division ) à parler d'un Synode; ce qui jusqu'à la semaine dernière n'avoit jamais été mis en délibération entr'eux, mais avoit toujours été rejetté; & l'on ne s'y portera pas sans une nécessité pressante, les Arminiens prévoyant que leurs opinions ne pourront soutenir l'épreuve d'un Synode, sans être publiquement condamnées. On s'attend donc que, comme ils l'ont déjà fait, ils continueront à fusciter tous les obstacles imaginables; & d'abord bord pour gagner du tems ils proposent de 1617. commencer par un Synode Provincial, avant que d'en venir a un National, ce que les deux partis regardent comme n'étant pas inutile; mais les Députés des quatre Provinces, qui voyant qu'on diffère de leur répondre confultent en common, ont résolu premièrement de traiter certe affaire dans l'affemblée les E-TATS - GENÉRAUX, comme ils l'ont déjà fait dans ceux d'Hollande; & ensuire, en cas qu'ils découvrent qu'on n'agit pas droitement, ce qu'ils soupçonnent un peu, ils ont dessein de fe joindre entr'eax avec les cin 1 Villes d'Hollande, & celles d'Overyssel qui son bien disposées, & d'avoir séparément un Synode national. S'ils sont fermes dans cette resolution, je ne vois pas comment le parti opo-fé peut persister plus longrems dans son opiniatreté & dans sa résistence, ni avec honneur ni avec sûreté.

Il échape plusieurs expressions à ce peuple libre en paroles, qui reviennent à dire que pour terminer leurs différends il faut suivre l'exemple de la France à l'égard du Maréchal d'Ancre, par où l'on a en vuë ceux qui sont les chefs de chaque faction; mais heureusement, plus on dit en pareilles occasions, & moins on fait communément. Sur lequel que tombât un pareil coup, ce ne pourroit être sans un grand mal pour l'Etat, d'un côté par raport à leur Armée; de l'autre par raport à leur gouvernement; ni l'un ni l'autre ne pouvant guères se passer de chess d'un aussi grand

mérite, & aussi expérimentés.

On travaille beaucoup encore à féparer les N 3 deux. que l'autre dégénère. Je suis, &c.

LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood. 12. May.

MONSIEUR.

L'assemblée des Etats d'Hollande est encore interrompuë jusqu'à la sin de cette semaine, ensorte qu'attendre encore, comme je
l'ai fair pendant longtems, la conclusion de
cette affaire de Reisgion qui nous occupe entièrement. ce seroit véritablement attendre
dum defluat amnis. Ainsi j'ai cru qu'il étoit
de mon devoir d'informer sa Majesté de ce
qui se passe ici par une Lettre dont je vous
envoye la copie, avec la Traduction des propositions des quatre Provinces; à quoi je
prens la liberté de vous renvoyer pour ce qui
regarde cette matière.

A-présent pour répondre à la Lettre que vous m'avez sait l'honneur de m'écrire le premier de ce mois, & que j'ai reçuë le 13. par Mr. Rossiter; je suis bien charmé d'y voir que les discours que j'ai tenus au sujet des affaires de France, soit avant, soit depuis la mort du Maréchal d'Ancre, s'accordent si bien avec les idées de sa Majesté, qui paroissent par sa Lettre au Roi de France, que

vous

vous avez eu la bonté de me communiquer, 1617. & avec le jugement que vous portez vousmême des procédés de ce Païs-là, & de ceux d'ici. Car dans les débats touchant l'envoi du secours, (débats auxquels je me suis trouvé quelquefois par hazard, quoiqu'on ait évité à dessein autant qu'on le pouvoit, de traiter cette question, lorsque j'assistois au Conseil) j'ai représenté comment le Roi de France étoit gouverné par la Reine Régente, la Reine par le Maréchal d'Ancre, & d'Anere par les Ministres d'Espagne & de Rome; ensorte qu'aider le Roi de France pendant qu'il étoit dans cette situation, ce n'étoit autre chose, selon moi, que donner abondance de nourriture à un corps malade, que que magis nutris, & magis lædis. Depuis que cette humeur peccante de ce Royaume a été si bien corrigée par une saignée, je n'ai pas laissé échaper l'occasion de leur faire sentir leur erreur, qu'ils sont assez disposés à reconnoître, en s'en prenant en même- tems à ceux par les menées & les importunités desquels ils avoient été entraînés dans un parti contraire à leur inclination particulière, & je puis dire à l'inclination publique.

Pour vous donner un échantillon de la violence avec laquelle cette affaire a été menée; (puisque vous fouhaitez d'en aprendre plus de détail) la question du secours aïant été proposée dans l'assemblée des Etats-Généraux. un habile homme, que vous connoissez bien, raisonnant sur l'Erat actuel des affaires de France, fit une distinction entre les termes & l'intention de leur Traité; sur quoi il fut re-

Na

1617. pris fort rudement par \*\*\*, qui dit qu'il ne fe seroit jamais attendu à une aussi grande impudence, dans un des membres de cette assemblée, que de mettre en question leurs Traites si récemment conclus; ce qui réduifit au silence non-seulement cette personne, mais tous ceux qui étoient présens, & sit passer la résolution dans la forme que je yous ai dite.

> Depuis la mort du Maréchal d'Ancre, ceux qui avoient été les plus ardens pour l'envoi du secours, ont été le plus empressés à tromperter la nouvelle. & ils étoient si éloignés de trouver qu'ils eussent eu quelque tort dans leurs conseils précédens, qu'au-contraire ils tâchoient d'engager tout l'Etat à soutenir leurs idées particulières en antidatant les Lettres.

ce qui cependant n'a pas eu lieu.

Pour le fait en lui-même, on y aplaudit universellement comme à un grand sujet de joye, quoique par raport à la manière, quelques personnes à qui leur bonne intention doit faire pardonner l'erreur de leur jugement, en regardant comme très utile la mort d'un tel personnage dans les conjonctures présentes, desaprouvent cependant la chose comme rema pessimi exempli. Ils croyent qu'on peut bien dire au jeune Roi, ce qu'un Religieux disoit à une personne de la maison de Florence, qui lui confessoit qu'elle avoit dessein de tuër le Duc. non ti avezzare.

Je ne vois personne qui soit affligé de cet accident que la pauvre vieille Princesse d'Orange, qui en est visiblement changée à ce que tout le monde remarque. Mais elle est

plu-

#### DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 297

plutôt affligée pour la Reine Régente, pour 1617; qui elle s'intéresse particulièrement, que pour le Maréchal d'Ancre, duquel, comme aussi de sa femme, je l'ai entenduë souvent té-

moigner beaucoup de mécontentement.

Notre Ambassadeur extraordinaire de France, Mr. de la Noue, est déconcerté plus que personne par cet évènement; il avoit bâti des chateaux dans l'air du nouveau monde, à tel point qu'en venant ici il négligea même de prendre congé des Anciens Officiers, quoiqu'il fût lié particulièrement avec Mr. de Villeroi; & dans une longue Apologie qu'il a laissée ici, par écrit, & qui court de main en main, sur ce qu'il a souscrit au Concile de Trente, ce qu'il a fait du vivant du Maréchal d'Ancre, il est aisé de remarquer ambitionem scriptoris. Il repartit pour la France Mardi dernier, s'embarquant pour Dieppe, a-

vec un présent d'une chaîne de 400. l.

Quoique l'Ambassadeur ordinaire, M. du Maurier, ait rendu des hommages plus particuliers à d'Ancre, cependant il a continué à être en correspondance avec Mr. de Ville. roi, & il en recueille les fruits aujourd'hui; les dépêches du Roi lui sont adressées depuis que d'Ancre est mort, & Mr. de la Noue a été fort négligé. Mais les feux de joye qu'il fit devant sa maison la première nuit après la nouvelle, parurent étranges à ceux qui avoient vu les copies de ses Lettres à d'Anere interceptées & envoyées ici par les Princes. Ont s'est un peu égayé ici encore de sa diligence; il envoya un exprès avec un ordre pu-blic des Etats à Amsterdam pour saiss cer-D1. 51 rains 1617. tains effets qui avoient été emballés & envoyés de Paris, pour être transportés à Florence. Du Maurier soupçonnoir qu'ils apartenoient au Maréchal d'Ancre ou à sa semme, mais on en a envoyé l'inventaire signé par un notaire public, c'étoient des pots & des poëles, & autres pareils utensiles qui avoient été empaquetés par un Marchand Florentin & sa semme, qui sont allés par terre de Paris à Florence, laissant leurs effets pour qu'on les leur envoye par mer; voila tout ce qui s'est trouvé de vrai au sujet de ce grand Trésor, dont on parloit comme s'il eût dû monter à un demi-milion d'écus.

Je me suis informé plus particulièrement, au sujet de l'avis qui échapa à ma plume, en écrivant à Mr. le Controlleur, sur ce que je venois d'aprendre d'une de ses anciennes connoissances qui est aussi la vôtre, & je trouve que cette personne avoit épargné la vérité, comme on l'accuse de le faire souvent, n'y aïant autre chose au sujet des instructions de Mr. le Controlleur que les avis qu'on avoit

recueillis des discours publics.

Avant que Mr. Malré parre je vous marquerai ce qu'il répond au sujet du peu d'égards qu'on a montré au Chevalier Bennet à son passage; j'en ai parlé à son Excellence, à cause de l'autorité qu'elle a dans la Province de Zélande, n'aïant point eu d'occasion d'en parler à Mr. Malré lui même, à moins que je ne susse alle exprès chez lui, ce que je me suis abstenu de faire, parce que pendant trois semaines & plus, qu'il a passeu la politesse de me faire seu-lement.

# Du Chev. Dudley Carleton. 299

lement une simple visite, quoiqu'il ne les é- 1617.

pargnât pas à mon prédécesseur.

J'ai envoyé à Hasselt & à Campen, que je soupçonne plutôt parce que c'est une Ville pleine d'Arminiens passionnés, au lieu qu'Hasselt est dans de bons sentimens, pour m'insormer au sujet des livres dont vous me parlez, & en cas qu'il s'en trouve, je prendrai les mesures les plus convenables, qu'il me sera

possible.

Le député de nos Marchands de Middel-bourg est reparti sans avoir obtenu autre chofe des Etats qu'une seconde publication de l'Edit contre les contrebandiers, & une promesse de faire exécuter avec soin, & sans fraude, leur dernier Edit touchant la tare qu'il n'y a pas moyen de faire revoquer ici; ainsi toute la ressource qui reste à nos Marchands, c'est de le rendre inutile en se corrigeant dans le \*\*\* des draps qu'il font chez eux.

Ils ont fait voir ici par leurs comptes des tares, qu'ils ont perdu une pièce fur dix; sur quoi ils se fondent comme sur une excuse légitime pour maintenir leur Edit jusqu'à ce que

les abus soient reformés.

L'Agent du Duc de Savoye est revenu d'auprès des Princes de l'union, pour presser la réponse à la proposition qu'il laissa ici en partant touchant le secours que son Maître demande; les Etats sont très-portés à l'accorder, & ils ont des ordres de leurs Provinces, mais ils suspendent leur résolution jusqu'à ce qu'ils sachent le succès du Traité de Paix en Espagne, ou qu'ils soient assurés que le Ducest dans le dessein de continuer la guerre.

N 6

zó.17. Le secours pour le Roi de Suède, qui a été augmen é jusqu'à six vaisseaux de guerre est prêt à mettre à la voile sous le commandement du Baron d'Obdam, Amiral de Hollande.

Les Erats profitent de cette occasion d'envoyer un commissaire pour recevoir leur cuivre du Roi de Suède en payement de leur démier prêt d'argent. Ce commissaire porte aussi au Roi de Dannemark, une Lettre en partie de plainte, & en partie de conseil, pour qu'il aide à conserver la liberté de la Mer Balstique contre les Polonois. Je suis, &c.

LETTRE du Sécrétaire Winwood, au Chevalier Dudley Carleton. De-Greenwich. 4. Juin.

Monsleur,

Je fuis faché de voir par votre dernière Lettre que vos brouilleries sur les affaires de Religion augmentent plutôt que de diminuer: ce qui est d'autant plus déplorable qu'il n'y a aucune espérance de rétablir bientôs le calme. Les plus blamables sont ceux qui ont la plus grande autorité parmi vous, & qui, s'ils éteient gouvernés par la raison & par la prudence, & non entraînés par la passion & l'animofité, ne pourroient que prévoir qu'outre l'imputation scandaleuse d'hérésie & de schisme que leur Etat s'est attirée, il est fort à crain-l'e que l'union de-leurs Provinces n'en foit d'ffoute; & je ne puis comprendre comment vos grands personnages qui sont au timonide l'Etat, voyant qu'il s'élève tous les jours: de nouvelles opinions &, de nouvelles.

disa.

dissensions dans presque toutes les Villes d'Hol- 1617. lande, à la honte de leur gouvernement, sont cependant si fort éloignés de pacifier & d'a. paiser ces troubles, qu'on dit qu'ils les souffrent au contraire & les entretiennent en les apuïant de leur autorité. Quelque durée que puisse avoir cet Etat, (& je souhaite sincère-ment & prie Digu qu'il puisse subsister longtems) sa gloire est cependant éclipsée; & il se patlera bien du tems avant qu'il recouvre son ancien lustre perdu par ces doctrines erronées d'Arminius & de Vorstius, qu'on prêche & publie aujourd'hui dans toutes les Villes, ou par esprit de faction, ou par persuasion. Quiconque s'oposera à l'assemblée d'un-Synode, le seul moyen ordinaire de faire cesser ces sortes de mesintelligences, qu'il me permette de le dire, il n'est ni bon Chrêtien, ni bon Politique.

Je n'ai parlé à aucun de nos Marchands. depuis que j'ai reçu votre dernière lettre; ainsi je ne puis vous dire-jusqu'à quel point ils sont facisfaits de la réponse des Etats au sujet de la rare; mais pour moi il me paroît bien étrange, que voyant que sa Majesté a bien voulu rétablir nos Marchands avanturiers dans l'exercice de leur ancien commerce, & suspendre l'execution de l'Edit pour la teinture & l'aprêt des draps, les-Etais, après les sérieuses instances qu'on leur a faites, soient si opiniâtres & si obstinés, qu'ils ne rétablisfent pas les March nds statu quo prius, afin qu'ils puissent reprendre leur commerce dans les mêmes Villes, & à des conditions aussi boanes qu'auparavant. Ne manquez pas, je N. 77 VOUS:

# 302 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617. vous prie, de leur faire sentir en toute occasion, & en public & en particulier, combien ces procédés déplaisent à sa Majesté, & à tout l'Etat, & que nous concluons de là que ces Provinces se soucient peu de la continuation de notre amitié, & qu'elles souhaitent bien foiblement de rester en bonne intelli-

gence avec nous.

le crois vous avoir écrit dans mes précédentes lettres, par une suite de mon caractè. re franc, & de l'intérêt que je prens au bienêtre de cet Etat, combien c'est une chose honteuse & deshonorante qu'ils contractent quelque alliance avec les pirates d'Alger, où j'aprens qu'ils ont un Consul qui est aujourd'hui emprisonné dans la maison du Bacha. Ces pirates deviennent si puissans, que si l'on ne prend incessamment des mesures pour les exterminer, il faut renoncer à notre commerce dans la Méditerranée; ils deviendront même dans peu si insolens & si fiers qu'ils oseront prendre possession de nos mers, & nous attaquer dans nos Forts. Nous avons un projet pour lever une somme considérable d'argent, afin d'équiper une puissante flotte; s'il réuffit, comme je n'en doute pas, j'espère que les Etats se joindront à nous pour rendre un service si important & si honorable En attendant je vous prie d'agir auprès des Etats, pour qu'ils défendent à tous leurs vaisseaux de guerre de fournir de la poudre & des munirions de guerre aux pirates, offense si publique, que toute la Chrêtienté en parle comme d'une chose honreuse.

Le Chev. Jean Bennet est sur son retour,

mais il ne raporte aucune espérance de satis- 1617. faction. Je vous informerai dans ma première

lettre des détails de cette négociation.

Sa Majesté est revenue des Provinces les plus éloignées d'Ecosse, & est à présent à Edimbourg, où il y aura dans peu un Parlement. Elle est graces à Dieu en très-bonne santé; comme la Reine & le Prince le sont ici. Je suis, &c.

P. S. Je pars le 7. de Juillet pour l'Ecosse; je laisserai mon Sécrétaire Jean More pour recevoir & m'envoyer toutes les lettres & les

paquets.

Lettre du Sécrétaire Winwood, au Chevalier Dudley Carleton, reçuë le 3. Juin. De Greenwich, 18. May.

Il lui recommande le Capitaine Huntley, pour qu'il puisse obtenir des Etats la permission de passer un an en Angleterre.

Lettre du Sécrétaire Lake, au Chevalier Dudley Carleton, reçuë le 24. Juin par le Domestique du Capit. Witchard, D'Edimbourg, 6. May.

Monsieur,

Votre lettre du 25. du mois dernier m'a été remise le 4. de celui ci à Edimbourg, où sa Majesté est de retour d'une partie de chasse, qu'elle a faite cinquante milles plus avant dans le Païs, d'abord après son arrivée ici. J'ai informé sa Majesté de ce que votre

Pro

1617. lettre contenoit; elle aprouve ce que vous avez fait, mais elle trouve une étrange contradiction, à ce qu'ils traitent avec les pirates, & qu'ils veulent cependant concourir avec elle pour les exterminer. Comme les autres Nations souffrent à - présent de la part de ces pirates, qui ne laissent libre que le seul commerce de ces Provinces, sa Majesté est portée à croire qu'ils voudront laisser les choses en cet état s'embarassant peu des maux des autres, pourvû qu'ils en recueillent le fruit.

Par raport au dessein en lui-même d'agir contre les pirates, sa Majesté considère comme une chose honorable pour elle d'être le premier moteur & de donner l'exemple dans une entreprise aussi Chrêtienne. Avant que de partir elle en conféra avec quelques - uns des principaux de son Conseil; & à son départ elle recommanda à ceux qui restoient, d'examiner quelle méthode sûre on pourroit employer; & de consulter là dessus les officiers de l'Amirauté, & les autres officiers expérimentés dans la Marine. Ils ont employé quelque tems à cela, & ont écrit à sa Majesté que pour experminer entièrement les pirates, il faut continuër la guerre pendant deux ou trois ans; qu'il faut traiter avec le Roi d'Espagne. pour qu'on puisse se fervir de ses ports sur les côres de l'Afrique, aussi bien que sur celles d'Espagne, pour faire de l'eau, radouber les vaisseaux, se mettre à couvert contre les tempêtes, & pour tous les autres cas qui peuvent arriver; & que sans cela il y a beaucoup à risquer dans cette entreprise; que tous les Princes & Etats qui y sont intéressés à cause dees

## DU CHEV. DUDLEY CARLETON. 305

des pertes qu'ont faites leurs sujets, doivent 1617. subvenir aux frais de cette entreprise par des contributions en argent ou en vaisseaux; que personne ne doit contribuër plus libéralement que le Roi d'E/pagne, comme étant le plus près du danger, & s'en étant le plus ressenti. En conséquence on a donné des instructions au Chev. Jean Digby qui va en E/pagne, pour qu'il propose & presse fortement la chose, soit pour avoir l'usage de leurs ports, soit pour avoir l'assistance de leur peuple, & des contributions en argent, ce que l'on regarde comme le secours le plus convenable qu'on puisse avoir de ce côté-là, parce que les vaisseaux de l'Angleterre & des Pais bas sont plus propres pour cet emploi, que ceux d'Espagne. On a donné ordre aussi de proposer la chose à Venise & au Duc de Savoye, & de traiter avec le Roi de France pour qu'il contribuë aux frais. Pour vous qui êtes à portée, vous pourrez presser cette affaire avec plus de facilité, quand nous aurons vu les dispositions des autres, surtout la réponse d'Espagne, que Mr. le Vice - Chambellan a ordre d'envoyer en toute diligence; afin que sa Majesté puisse voir quelles forces on doit préparer pour le tems où l'on pourra agir; car nos gens de mer doutent beaucoup qu'on puisse faire quelque chose cette année.

Ceux de Londres ont offert un don gratuït annuel de 20, 000. l. pour deux ans, ou davantage, s'il en est besoin. Je ne puis vous dire si les Seigneurs du Conseil qui sont à Londres, & à qui on a remis le soin de cette affaire, en ont déjà parlé au Sieur Noël Ca-

ron;

1617. ron; mais ils se proposent de le faire, & de yous en écrire aussi; car ils en ont l'ordre.

Il n'y a pas grand chose à vous écrire de ce Païs éloigné. Nous sommes fixés pour quelque tems dans cette Ville, jusqu'à la fin du Parlement qui doit commencer le 17. de ce mois. En attendant sa Majesté sait ici ses préparatifs pour venir à ses fins, qui \* \* \* \*. c'est-à-dire, pour que les Ministres soient mieux payés, & pour établir quelque conformi é entre cette Eglise & celles d'Angleterre, dans le service public. Par raport au premier arricle, il est difficile de deviner quel sera le fuccès, y aïant tant de grands personnages in. téressés dans les dîmes. Pour l'autre article sa Majesté fait faire le service ici dans sa Chapelle, comme on le fait en Angleterre; & il v vient beaucoup de gens du Païs.

Quand le Parlement sera fini nous reprendrons le chemin du logis; nous languissons d'y retourner, quoique nous soiïons bien & magnifiquement traités ici; mais nous voudrious bien jouïr un peu cet Eté des plaisirs

de nos maisons.

Je n'ai plus rien à vous dire, sinon que votre ancienne connoissance Mr. Tobie Matthew a obtenu par la faveur de Milord de Buckingbam, la permission de revenir chez lui pour quelque tems; & s'il veut prêter le serment, il pourra, je pense, rester plus longtems, selon la manière dont il se conduira.

Le Chevalier Maurice Berkley est mort, & le Chevalier Roger Gavyn est devenu fou; Herbert Croft s'est retiré en France pour éviter la poursuite dont il étoit menacé. Ainsi

:1

il y aura un grand changement d'acteurs dans 1617. la chambre basse; quel il y aura dans les esprits, c'est ce que je ne puis prévoir.

Le même au même. d'Anwick, 8. May.

Il lui recommande l'affaire de William Car-

Le même au même. d'Edimbourg 13. Juin.

Nous aprochons du tems du Parlement, qui commencera jeudi prochain; & ne sera pas assemblé plus de dix jours; après quoi, c'està-dire, vers le commencement du mois prochain, nous nous mettrons en route, mais pour retourner chez nous; sa Majesté est toujours dans la résolution d'être à Carlisse le 5. d'Aost.

Nous aprenons que vos disputes se multiplient, ou du moins s'échausent; que la Ville de Rotterdam se tient sur ses gardes; & que la maladie gagne dans le Païs, d'où nous craignons qu'elle ne se glisse en Angleterre, si el-

le continuë.

Les affaires sont bien arrangées en France; & ils commencent à se comporter assez bien dans l'affaire de Savoye. Je suis, &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par le Courier Herman. ½ 3. Juin.

Monsieur,

J'ai eu ce matin une longue conférence avec Mr. BARNEVELT, fur les articles de votre lettre du 4, qui m'a été renduë par Dies-

1617. ton; & premièrement touchant leurs ordres par raport à l'affaire de nos Marchands, & en particulier la tare, il m'a dit que les Etats ont recaeilli avec foin les raifons qui les ont portés a s'en tenir à leur premier Edit, pour l'avantage du commerce de part & d'autre; ils les enverront à le r Ambailadeur le Sieur Noël Caron, qui informera les Seigneurs du Confeil privé de sa Majesté; & l'on présume

qu'ils seront satisfants.

Par raport aux pirares de la Méditerranée. il avonë que les L'ais ont traité avec eux par le canal de leur Confil à présent emprifoncé à Alger, dans un tems où ils l'avoient envoyé, pour faire relâcher quelques vaisfeaux & quelques prisonniers pris par les pirates. & traités comme esclaves. & pour faire observer la même capitulation que les Etats ont faire avec le Grand Seigneur. Les vaisfeaux & les hommes ont été rachetés, mais à un prix excessif, & le Traité a été accepté. mais avec cette claufe que les pirates auront la liberté de visiter leurs vaisseaux Marchands, pour voir s'il y a des effets Espagnols ou Portugais. La chose aïant été raportée ici, les Etats ont répondu qu'ils ne peuvent absolument pas consentir à cette condition. Mr. BARNEVELT m'assure qu'à-présent les Etats n'iront pas plus avant; mais que quand ils seront instruits du dessein de sa Majesté, ils joindront leur secours comme contre un ennemi commun; & qu'an cas que l'expédition pour assister le Roi de Suède n'ait pas lieu, (comme il y a aparence à - présent qu'il n'en fera pas besoin) ils se proposent d'envoyer cet-

eette flotte dans la Médirerranée, où ils n'ont 1617. aucun vaisseau actuellement. Par raport à ce dont on les accuse d'avoir sourni de la poudre aux Pirates, il dit qu'on leur fair grand tort, en suposant qu'eux qui ont été les seuls à s'oposer aux pirates, les ont en même tems soutenus; qu'il n'y a eu dans aucun tems une pareille chose faite de l'aveu public, & que les Capitaines & les Officiers de leurs vaisseaux de guerre ne peuvent la faire secrètement, sans s'exposer à perdre la vie.

Je crus que c'étoit un moment favorable pour lui parler de la lettre de sa Majesté aux Etats touchant leurs disférends de Religion. Je lui dis que je présumois qu'ils ne la laisse roient pas sans réponse, & sans satisfaire sa Majesté, ce qu'ils ne pouvoient plus disférer de faire sans s'exposer eux-même, & sans indisposer sa Majesté, en montrant un tel

mépris pour ses salutaires conseils.

Il me répondit à cela, qu'il croyoit qu'il étoit à propos qu'on fît une réponse à sa Majesté, mais qu'ils étoient dans un état à ne savoir que résoudre, ni que répondre, à cause des menées de quelques-uns d'entr'eux, d'un côté pour ôter l'autorité aux Magistrats, & la mettre toute entre les mains des Ecclésiastiques; & de l'autre, pour gouverner tout par la faction du peuple, & non par la main du Souverain, savoir de la noblesse & des Etats de leur Province, ce qu'il étoit bien sûr que sa Majesté ne voudroit pas, sachant qu'elle souhaitoit l'union de cet Etat, & qu'elle ne favorisoit pas les schismes & les factions, où plusieurs voudroient les entraîner; & qu'ain-

#### 310 LETTRES ET NEGOCIATIONS

\*617. si quand sa Majesté seroit bien informée de l'état de leurs affaires, (ce qu'il répéta souvent, comme suposant le contraire) il ne doutoit pas qu'elle n'aprouvât leurs efforts qui ne tendoient qu'au maintien de l'autorité qui

apartient légitimement aux supérieurs.

Je lui dis qu'il avoit bien lieu de juger ainsi des intentions de sa Majesté, par toute sa conduite, soit dans ses Royaumes, soit au dehors avec ses amis, & en particulier par sa dernière lettre, où elle montroit combien elle détestoit le schisme & la faction; & en ce qu'elle jugeoit si nécessaire pour le bien de leur Etat, & pour prévenir de plus grands malheurs, d'assembler un Synode national, par où l'autorité du Magistrat seroit conservée. puisque sans elle le Synode ne pouvoit s'assembler légitimement, & que cette autorité seroit de nouveau employée à faire exécuter ce que le Synode auroit résolu, puisque sans cela ses résolutions ne pourroient avoir aucune force. Je lui dis de plus qu'il pouvoit bien remarquer, comment sa Majesté dans sa lettre leur recommandoit d'employer leur autorité à protéger la vraye Religion reformée, & de ne pas souffrir qu'on s'en servit pour l'oprimer; mais que leurs questions sur l'autorité & sur la Religion étant si fort mêlées & multipliées, & cette même assemblée des Etats d'Hollande, à qui il vouloit conserver son autorité, étant divisée en elle · même, les cho. ses en étoient venuës trop loin pour qu'on pût y remédier par les moyens ordinaires, & qu'ainsi ils devoient avoir recours à la méthode extraordinaire, mais usitée en pareils cas,

que

que leur recommandoit sa Majesté, & qui é-1617. toit conseillée par la plus grande partie de

leurs Provinces.

Il me repliqua que leurs Ecclésiastiques étoient si bien décidés, qu'on ne pouvoit leur proposer aucune de ces questions, sur laquelle leur jugement fût libre; & qu'ainsi on ne pouvoit consentir à un Synode. Il s'étendit si fort là - dessus, & avec tant de chaleur, contre sacoutume, qu'il est aisé de voir que nonseulement il n'est pas pour cet expédient, mais qu'il y est très oposé; en quoi il est évident que son intérêt particulier gouverne son jugement touchant l'intérêt public; l'autorité du Magistrat dont il est très-jaloux ne pouvant souffrir aucune éclipse, suns que son autorité particulière en soit diminuée, autorité qu'il a longrems exercée, & qu'il conserveroit encore sans oposition, n'étoit qu'il a voulu trop embrasser; il voit à présent qu'il faur ou se roidir contre les obstacles, ou /uccumbere, ce qui est contre son caractère.

Il a proposé ces deux derniers jours dans l'assemblée des Etats d'Hollande une méthode pour ramener par la force l'Eglise de la Haye, à une seule communion, pour servir d'exemple aux autres Villes divisées de la même manière, en quoi il sut soutenu par tous ceux de sa faction, mais les cinq autres Villes s'y oposèrent. Sur cela il s'emporta, disant qu'il voyoit qu'on étoit dégouté de sa personne & de ses services; & qu'ainsi il souhaitoit, à cause de son âge, de pouvoir se retirer du maniement des affaires, à quoi l'on ne répon-

dit rien pour le dissuader.

Dans

1617. Dans l'assemblée des Etats-Généraux, le 46. de ce mois, les quatre Provinces de Gueldres, Zélande, Frise & Groningue, aïant eu leurs audiences par leurs Députés extraordinaires, & aïant parlé d'un Synode national, dans le même sens, & presque dans les mêmes termes que dans les discours qu'ils tinrent dans l'assemblée des Etats d'Hollande, & que je vous ai envoyé le 19. du mois dernier, on dressa la résolution dont je vous envoye la traduction: vous y verrez une différence entre la Gueldres & les autres Provinces, les Députés de celle-là étant partagés entr'eux. & par conséquent parlant plus foiblement. Mais à présent leur Province leur a envoyé un ordre exprès par de nouveaux Députés, de se joindre avec les autres dans leur résolution, pour s'assembler à la mi - Août, & pour convoquer un Synode, avec les circonstances qui sont contenues dans l'ordre.

Les Etats d'Overyssel sont assemblés actuellement pour traiter le même point; mais on 
ignore quelle résolution ils prendront, Deventer & Campen étant opposées, la première 
tenant pour la faction des Contre-Rémontrans, 
& l'autre pour les Rémontrans, & Zwoll étant divisée; mais quoiqu'il en soit, il y a 
quatre Provinces contre trois. Si donc l'affaire doit être décidée à la pluralité des voix, 
comme les Rémontrans le demandent dans 
l'assemblée des Etats d'Hollande, puisqu'il y 
a quatre voix contre trois pour un Synode dans 
l'assemblée des Etats - Généraux; il faut que 
la pluralité l'emporte là, & les oblige; ou 
bien ils ne doivent plus insister sur leur plu-

ralité de voix dans les Etats d'Hollande, où 1617. la faction des Rémontrans étant la plus forte, ils l'emportent sur les autres numerando sen-

tentias non ponderando.

Ceux d'Hollande ont parlé quelquefois de fe féparer, & de laisser chaque Ville se gouverner elle-même comme il lui plaira; auquel cas, les cinq Villes qui sont pour les Contre-Rémontrans, déclarent qu'elles se joindront aux quatre Provinces; ce qui arrivera vraisemblablement, si l'on ne peut rien faire de mieux; & ces Provinces & ces Villes dans le tems de la prochaine assemblée, c'est-à-dire, dans environ deux mois, convoqueront un Synode à-part.

En attendant ceux d'Hollande tirent leur assemblée en longueur, de peur que dans ce tems où leurs foires se tiennent tour-à-tour dans leurs principales Villes, le peuple vino plenus & irâ, n'entre en fureur; & l'on a bien de la peine alors à le contenir. On s'attend ici chaque dimanche qu'on se faissira de

la principale Eglise.

Dimanche dernier un mot pensa causer un nouveau tumulte à Oudewater, Lydius aïant dit dans son sermon que les Indiens adoroient le Diable, & quelqu'un de ses auditeurs soup-conneux aïant cru qu'il disoit les Arminiens.

On aprend d'Alcmaer qu'un Prédicateur Arminien n'a pas couru un pareil danger d'être mal entendu; il étoit en possession de la principale Eglise, mais il n'avoit dimanche avant midi que quelques Magistrats pour auditeurs; & l'après midi il n'y avoit que sa femme. On en badi ne ; & je vous écris ceci pour vous

Tom. I. O fai-

1617. faire voir que ce parti rombe tous les jours.

S'il arrive quelque chose de nouveau, je ne manquerai pas de vous en informer avant votre départ pour l'Ecosse; & en votre absence je me servirai de l'addresse que vous m'avez donnée à Londres.

On a écrit de France à l'Ambassadeur Mr. Du Maurier, pour lui rapeller la permission qu'il avoit demandée d'y aller avant la mort du Maréchal d'Ancre; en conséquence il partit hier, laissant sa semme & sa famille, comme pour gages de son retour. On soupçonne cependant ici qu'il ne sera pas continué dans cet emploi.

Quelques jours avant son départ, il présenta des lettres de remerciement du Roi de France, pour le fecours qu'on s'étoit proposé de lui envoyer; & il demanda dans fon discours qu'on témoignat quelque ressentiment public contre le Colonel Guent pour avoir aidé

les Princes.

En prenant congé il déclara l'intention où étoit le Roi d'affister le Duc de Savoye, & il exhorta les Etats à en faire de même; à quoi ils étoient déjà disposés auparavant, & sont d'autant plus portés à - présent, ne craignant plus, en donnant du secours à ce Duc, de fournir une réponse aux François sur le besoin qu'ils prétendroient avoir de l'argent, qu'on leur doit pour la paye des Régimens François, dans le tems qu'ils se montreroient si libéraux envers des Princes aussi éloignés. Cependant on n'a rien conclu jusqu'ici, parce qu'ils sont partagés au sujet des troupes du Colonel Guent, que les Etats pensent à en.

voyer & à entretenir au service du Duc pen-1617. dant cinq mois. En attendant ils en ont mis une partie en quartier dans leurs Villes, & le reste est dans le Païs du Marquis de Brande-bourg; si l'on peut les engager à aller servit là, les Etats ont résolu de leur donner une escorte jusqu'à ce qu'ils soient hors de danger de la part du Comte van den Berg, qui les attend avec 2000. hommes d'Infanterie & 800. chevaux pour les empêcher de passer ou de séjourner dans les terres sujettes ou des Archiducs, ou du Duc de Neubourg.

On commence ici à espérer que la guerre entre les Rois de Pologne & de Suède n'aura pas lieu, sur quoi on avoit eu depuis peu de chaudes allarmes; mais il est arrivé hier plusieurs Marchands de ces côtés-là, qui raportent que le Comte d'Altem lève seulement trois Régimens pour le Roi de Pologne, mais qu'on ne dit point où ils seront employés.

L'Ambassadeur de Suède résidant ici part pour retourner auprès du Roi son Mastre, se proposant de travailler en chemin faisant à artirer le Roi de Dannemark dans une union avec cet Etat, & avec les autres Princes unis; il en a parlé ici au Chef, & m'a demandé si je croyois que sa Majesté l'aprouveroit. Je n'ai pas voulu le décourager, quoique je voye peu d'aparence de succès, puisqu'on commence à ne craindre plus l'ennemi commun dans la Mer-Baltique, ce qui auroit pu être en effet vinculum amicitia, si cette crainte avoit continué. Je suis, &c.

#### 316 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617. Le même au même, par Dieston. 22. Juin.

#### Monsieur,

L'occasion qui s'offrit d'écrire directement en Ecosse, par une voye sûre trois jours après la dernière lettre que je vous ai écrite, le 13. de ce mois, m'a engagé à rendre compte à sa Majesté tant des affaires générales, que de celles de cet Etat en particulier, dans une lettre à la copie de laquelle je prens la liberté de vous renvoyer, pour ce qui a pu se passer dans ce petit intervalle.

Depuis lors, Stick (1) Ambassadeur extraordinaire des Etats, qui est à présent en Prusse auprès du Marquis de Brandebourg, a donné avis qu'il y a eu encore un ban porté contre la Ville d'Elbe par le Roi de Pologne, & que cette Ville s'est liguée pour sa sûreté avec Tornigen & Dantzick, qui lèvent en

commun des troupes pour sa désense.

Le Roi de Pologne a envoyé son Ambassadeur au Marquis de Brandebourg à Berlin, pour lui demander passage pour ses troupes, un secours d'hommes & d'argent, la permission de bâtir quatre vaisseaux, & une promesse de déclarer tous ceux de la Religion reformée incapables de gouverner en Prusse. Ces demandes extravagantes annoncent l'intention qu'a ce Roi de faire la guerre dans ces quartiers; & cette crainte a fait retirer le Duc de Courlande, qui a laissé la désense de son Païs à un gentilhomme qu'il y a établi son Lieutenant. Vendredi dernier, lorsque ces lettres de Stick surent présentées aux Etats-Génée

<sup>(1)</sup> Apellé ci-devant Stickius.

RAUX, l'Agent du Prince de Brandehourg de-1617. manda que les vaisseaux qui avoient été destinés ci-devant pour la Mer-Baltique, fussent encore reservés pour cette destination, puisque la cause qui les avoit fait équiper n'a pascessé, comme on l'avoit cru, quand on résolut la semaine dernière d'en disposer autrement; mais jusqu'ici on n'a rien arrêté là dessus.

Hier le Résident de Vénise eut audience des Etats-Généraux; il y rendit compte de ce qui s'est passé dans le golphe, & qui montre que la rupture entre ses maîtres & les Espagnols va en augmentant; il conclut par une requête en faveur du Duc de Savoye, pour hâter la résolution de lui envoyer du secours.

On voit dans cette affaire qui regarde la Savoye l'effet de leurs divisions par raport à la Religion, qui en viennent peu à peu à une faction formée; ce qu'un parti demande ou paroît souhaiter, étant rejetté par l'autre, par pur esprit de contradiction, & sans autre dessein.

A la première proposition faite sur ce sujet, après que le Sénateur de Montou sut revenu d'Allemagne, le Conseil-d'Etat aïant été apellé devant les Etats-Généraux pour en délibérer, il parut une disposition universelle à afsister le Duc nemine contradicente. Ensuite ceux d'Hollande sirent des difficultés, s'excusant sur leurs divisions au sujet de la Religion, qui arrêtoient leurs résolutions; & quoique ce soit là une affaire d'Etat, qui regarde un Prince étranger sort éloigné, & n'a par conséquent aucun raport imaginable à ces troubles domestiques, cependant ceux qui ont 1617. la principale autorité dans l'assemblée d'Hollande s'accrochent à cela, pour forcer les autres à céder à leurs desirs particuliers, ou pour faire voir que sans cette soumission, il ne se fera rien que ce qui leur plaira par raport aux affaires publiques. Mais trouvant que cela ne pouvoit avoir lieu dans cette occasion, & s'apercevant que les autres Provinces tiroient avantage de ces tergiversations en accusant ceux d'Hollande de s'oposer au bien public, le jour avant que de se séparer ils prirent une résolution plus étenduë, & qui entraîneroit des frais plus grands qu'on ne s'y attendoit. Cette résolution afant été déclarée il y a deux jours par Mr. BARNEVELT dans l'assemblée des E-TATS - GÉNÉRAUX, ceux qui paroissoient les plus ardens auparavant, (nommément les Députés de Gueldres), & qui doivent à présent contribuer pro rata, reculèrent, comme s'ils n'avoient pas reçu un pouvoir aussi ample de leurs Maîtres. Cependant cela ne fera pas un obstacle, car leur consentement afant été déjà donné en général, & la Hollande aïant àprésent donné l'exemple, les autres suivront; & je compre que le Sénateur de Montou sera renvoyé la semaine prochaine pleinement satisfait.

La connoissance que vous avez de la constitution de cet Etat est cause que j'entre dans ces détails, qui seroient hors de propos pour un autre; & pour pouvoir vous écrire plus librement dans la suite, je vous envoye un chiffre, d'autant plus nécessaire à présent, que les lettres courront plus de risques, quand elles devront vous suivre en Ecosse.

Tus-

Jusqu'ici il n'y a point eu d'émeutes depuis 1617. la séparation des Etats d'Hollande, mais je ne vois pas qu'on puisse les prévenir plus longrems dans cette Ville, dont les autres fuivront vraisemblablement l'exemple, les Contre · Rémontrans aïant déclaré qu'ils ne veulent plus se contenter de l'Eglise Angloi/e, ni de celle qu'on leur prépare dans le Voorbout, mais qu'ils veulent avoir l'usage de la grande Eglise, avec leurs Diacres, & leurs Ministres, & sont résolus de ne plus consentir à cette innovation, par laquelle ils ont été molestés si longtems; enforte que, si son Excellence ne les en détourne, on s'attend qu'au premier dimanche de communion ils se saisiront de la grande Eglise.

Son Excellence a déclaré la semaine dernière à Mr. BARNEVELT, qu'elle ne vouloit plus entendre Uytenbogard, & qu'elle feroit venir un autre Prédicateur de France; ce qui a fort étonné Mr. BARNEVELT, qui n'attendoit pas tant de zèle & de chaleur dans cette cause, de la part de son Excellence, sur la modération de laquelle il comptoit beaucoup.

J'ai eu des nouvelles de Hasselt & de Campen, par des personnes sur qui je puis compter, & je ne trouve point qu'on ait imprimé dans l'une ou l'autre de ces deux Villes ces traductions Angloises de Livres Arminiens, dont vous me parlez dans vos précédentes

lettres. Je suis, &c.

1617. LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Chevalier THOMAS LAKE, envoyée avec la lettre pour le Roi, par le Colonel Brogue. 16. Juin.

> ,, Nous ne sommes pas encore arrivés à l'Etat de tranquillité & d'union qui seroit , à souhaiter, quoique nous soiïons en bon , train de guérison. "

> LETTRE du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire LAKE. 7. Juillet.

> > Monsieur,

Depuis la dernière lettre que j'ai eu l'honneur de vous envoyer par le Colonel Brogue le 16. Juin, avec une autre de même date pour sa Majesté, j'ai reçu plusieurs lettres de vous, la plupart de recommandation; &

j'y aurai tout l'égard possible.

Votre lettre du 16. May, en déclarant d'un côté le dessein où est sa Majesté de nettoyer la Méditerranée des pirates dont elle est infestée, témoigne de l'autre quelque défiance de la disposition de cet Etat à concourir à ces vuës; mais comme ils aprouvent beaucoup ici les intentions de sa Majesté, j'ai recu aussi de fortes assurances de ceux qui ont le plus d'autorité dans cet Etat, de la disposition où ils sont de joindre leur secours, n'étant pas si fort engagés avec les pirates d'Alger & de Tunis, que cela puisse gêner leur liberté; le Traité qui a été fait par leur Consul, aujourd'hui en prison à Alger, comme vous l'avez

apris, n'aïant jamais été ratifié ici à cause d'un 1617. article qui porte que les pirates auront la liberté de visiter leurs vaisseaux pour voir s'il n'y a point d'effets Espagnols; la honte & la difficulté qu'il y auroit à cela les empêchant de donner leur consentement. Je crois à présent qu'au cas que sa Majesté persiste dans le dessein d'attaquer les pirates, ils aimeront mieux chercher à affurer leur commerce par la force des armes, qui sert contre tous les hommes, que par des traités avec des gens, qui ne peuvent être liés par des promesses.

Sauf meilleur avis, je ne vois pas comment on pourroit engager les *E/pagnols* à contri-buer à la fûreté ou à l'entretien des vaisseaux de sa Majesté, & de ceux de ce Païs, dans cette expédition; (quoique le principal avantage de la sûreté du commerce doive être pour cette Nation, qui souffre le plus de son dérangement) car par ce moyen nous aurions des vaisseaux de guerre en état d'agir sur leurs côtes, & par les changemens ordinaires dans les affaires de ce monde, ces vaisseaux pourroient être employés à leur préjudice; or il est vraisemblable que comme ennemis réconciliés, ils auront quelques craintes à cet égard,

Les nouvelles d'Espagne nous aprennent que la flotte Espagnole qui étoit aux Manilles a été entièrement défaite par les Hollandois; & par un nommé Spilberg, qui a conduit deux riches vaisseaux des Indes-Orientales, nous avons une rélation de la découverte d'un nouveau passage dans la mer pacifique, faite par un nomme le Maire de Nord - Hollande, qui n'étant pas de la Compagnie des Indes · Orien-

1:30.

1617. tales, à laquelle on a accordé un privilège pour le passage par le détroit de Magellan, s'avança de deux dégrés au - delà, & trouva que ce que les globes & les carres nomment terre ferme au delà de la terre de feu, étoit une mer; ensorte qu'on y peut passer dans un jour, le passage n'aïant que sept lieuës en largeur & autant en longueur. La chose est affez singulière pour mériter plus ample confirmation, quoiqu'on la regarde ici comme une vérité, & que dans la confiance du succès, on ait déjà parlé d'établir une Compagnie des Indes Occidentales à l'exemple de celle des Indes · Orientales; il y a ici des Marchands qui se chargent dès a présent de faire un fonds de trois milions de florins.

Le Duc de Savoye a obtenu d'ici un subfide de 50, 000 florins par mois, à commencer du mois d'Août prochain, pour l'espace de cinq mois, si la guerre de Pièmont dure aussi longrems; & son Ministre le Sénateur de Montou va à présent en Allemagne pour solliciter un pareil secours auprès des Princes de l'union & de l'Electeur de Saxe, avec qui

ce Duc est allié.

Nos différends de Religion augmenteront encore avant qu'on y remédie; & il est à craindre que tout n'aille en desordre à la sin', à moins qu'ils ne prennent le parti que leur à recommandé sa Majesté, de convoquer un Synode. Par cette raison, & pour d'autres rélatives à cela, les Etats d'Hollande se sont assemblés une semaine plutôt qu'ils ne se l'étoient proposé; & ceux des autres Provinces persistent dans la résolution de s'assembler le 15, d'Aoûs prochain.

Tobie Matthew est allé à Spa pour sa santé 1617. avant que de profiter de la permission qu'il a obtenuë de retourner en Angleterre. Le Chevalier Herbert Croft se tient caché dans les terres des Archiducs, sous le nom de William Edwards. Je suis très-affligé des troubles que nous aprenons ici qu'il y a eu dans votre famille pendant votre absence, ce qui doit vous faire d'autant plus de peine que vous aviez lieu de vous promettre toute sorte de contentement dans le mariage de votre fille. Ce que je connoissois de Milord son époux, joint à la considération que j'ai toujours éuë pour vous & pour les vôtres, fait que je partage fincèrement votre douleur, que vous devez suporter avec votre sagesse ordinaire, comme un accident humain, & surmonter par la patience. l'implore pour vous la protection du Ciel, & fuis, &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton, au Sécrétaire Winwood, par Woodward. 7. Juillet.

#### Monsieur,

Vous aurez vu par mes deux dernières dépêches du 16. & du 22. de *Juin*, quels délais & quels changemens l'affaire publique qui regarde le fecours du Duc de Savoye, a fouffert à cause de nos divisions particulières, ce qui a paru encore dans la conclusion n'y aïant eu aucune résolution prise jusqu'au 2. de ce mois; & celle qui a été prise alors différant. & dans la qualité & dans la quantité des premières dispositions des Etats, qui ont jugé plus

1617. plus à propos-à présent de donner un secours en argent de 50, 000 florins seulement par mois, à commencer du mois d'Août prochain; & cela pour l'espace de quatre mois, mais à condition que la guerre de Piémont dure aussi longrems. Ils comptent, comme vous le verrez par la copie de leur réponse, que cette fomme payera 4000. hommes d'Infanterie, & 400. chevaux, ce qui suivant le bon menage. de ce Païs, peut être vrai, mais qui manquera d'une moirié au compre des Italiens, s'ils y font entrer les frais de la levée, aussi bien que ceux de l'entretien. Quoique ce secours en argent ne réponde pas à l'attente, le Ministre du Dac ne laisse pas d'en être content, en considérant qu'il n'y a point actuellement d'alliance entre son Maître & cet Etat, ni aucune obliga ion précédente. Il reconnoît qu'il a été affifté en ceci par la faveur de sa Majesté, parce que j'ai souvent intercédé pour lui. conformément à l'ordre que j'en reçus de vous par vos leures de Février, & j'ai été employé ici entre les Etats & lui pour lever quelques difficultés.

Les troupes du Baron d'Oyen qui ont étéretenuës longtems à Nimègue & dans les autres Villes frontières, en partie dans l'espérance qu'elles seroient payées par les Princes de France, & en partie pour s'en servir en Savoye, ne veulent point être licentiées, n'aïant reçu des Princes qu'un mois de paye au-lieu de trois qui leur avoient été promis. Elles n'ont plus d'espérance d'un autre côté d'être menées en Savoye, ce que les Erats donnent ne suffiroit pas pour cela. Il est vrai

qu'il

qu'il y avoit eu des conditions assez avanta-1617. geuses réglées entre le Comte Camille Tassin, employé par le Duc de Savoye & le Baron d'Oyen; mais le Sénateur de Montou qui a négocié cette assaire avec les Etats ne veut point remplir ces conditions, quoique le Marquis de Lanze & d'autres Ministres du Duc de Savoye à Paris, lui en ayent écrit par un exprès, & cela parce qu'il a déjà compté une partie de cet argent à un nommé Callestein, Colonel Allemand, qui avec le Comte de Mansselt, a entrepris de conduire 3000 hommes d'Infanterie en Piémont au service du Duc.

Si la Cavalerie eût été envoyée & payée par les Etars, le Comte Henri fouhaitoit de la commander, cela aïant manqué, il propofe à-présent l'aller, comme particulier, voir le Dac de Savoye, souhaitant de s'absenter ici pour un tems, soit à cause de son Traité de mariage avec la fille du Landgrave, dont les embarras lui donnent animum peregrinandi; soit pour éviter de choquer personne au milieu de ces divisions, dans lesquelles il ne

se foucie pas de s'embarquer.

Les levées que le Comte de Levestein a entrepris de faire pour les Vénitiens sont arrêtées par la difficulté qu'il y a de trouver des vaisseaux dans cette faison, dans laquelle les matelots craignent le danger des calmes au passage du détroit, ce qui les exposeroit à quelque danger de la part des galères Espagnoles.

Il est arrivé ici des Indes Orientales un nommé Spilberg: de Zélande, qui a amené à bon port deux vaisseaux richement chargés, pour la valeur de deux milions & demi de florins.

Q: 7

1617. c'est son troisième voyage de l'Est, & il 2 fait ce dernier par l'Ouest, à travers le détroit

de Magellan.

Il a amené avec lui un nommé le Maire fils d'un riche Marchand de Nord-Hollande, qui n'étant point de la Compagnie des Indes Orientales a fait un voyage comme interlope avec deux vaisseaux, en passant par les Indes Occidentales, & est arrivé trois mois avant Spilberg aux Indes Orientales. Il a perdu un de ses vaisseaux au Bresil par le seu; il prétend avoit découvert avec l'autre un nouveau pasfage dans la mer du Sud à soixante & dix lieuës au delà du détroit de Magellan à la hauteur de 55. degrés & quelques minutes, le passage aïant 7. miles Hollandois de largeur. & autant de longueur, de sorte qu'on peut le passer dans moins d'un jour, au-lieu que par le détroit de Magellan il faut entre trois semaines & un mois, à cause de la longueur du chemin, & de la variété des vents.

Vous comprenez de quelle conféquence seroit la chose, si la rélation est vraye, ce qui est revoqué en doute par la Compagnie des Indes Orientales, qui a arrêté le vaisseau de le Maire dans les Indes Orientales, pour avoir violé leur Privilège du detroit de Magellan, présendant que cette nouvelle découverte n'est au'une invention pour leur en imposer.

Je n'ai pu encore me procurer le journal à cause du différend de le Maire avec la Compagnie; & parce que, avant que de le communiquer il veut obtenir un Privilège des Etats detectionis jure, pour se servir seul de cepassage pendant un certain nombre d'années seul de cepassage pendant un certain nombre d'années seul de cepassage pendant un certain nombre d'années seul de cepassage pendant de cepassage pend

mais j'ai vu sa Carte dans laquelle il fait une 1617. Ile de la terre de seu, qui a été prise jusqu'ici pour un continent, & il donne des noms à deux autres Iles qu'il a découvertes vers le Sud, apellant l'une les Etats, & l'autre Barnevelt.

Dans la première chaleur de cette nouvelle, il y a eu ici quelques Marchands pour traiter avec les Erats, pour former une Compagnie des Indes Occidentales à l'imitation de celle des Indes Orientales; & ils se chargent de saire un sonds de trois milions de florins. On a la nouvelle par des Lettres de Séville du 6. & du 10. du mois dernier que leur flotte dans les Indes Orientales a entièrement défait la flotte Espagnole aux Manilles, à quoi ils ajoutent d'aurant plus aisément soi que Spilberg raporte qu'il laiss au mois de Novembre dernier à Bantam dix Vaisseaux de guerre bien pourvus, & prêts à mettre à la voile dans ce dessein.

Sur la nouvelle qu'on a arrêté en Espagne, à Naples & en Sicile des Vaisseaux & des Marchandises de ces Provinces, les Etats ont écrit à Bruxelles une Lettre de plaintes, qu'ils ont envoyée par notre huisser Hendrick-son, avec ordre de n'attendre la réponse que

quatre jours.

Les Etats d'Hollande s'affemblent une semaine avant le jour marqué, parce que les Contre Rémontrans de la Haye se sont emparés de l'Eglise du Voorbout de leur propremouvement, sans ordre & sans permission publique; ils y ont eu sermon deux dimanches & un jour ouvrable, & ils forment une assemblée 1617. semblée beaucoup plus nombreuse que ceux

qui fréquentent la principale Eglise.

Il est certain que c'est le parti contraire qui les a portés par artifice à se saisir de cette Eglise, pour les détourner de leur dessein fur l'autre. Cependant le lendemain de leur premier sermon, les portes de l'Eglise furent fermées, & le Ministre qui avoit prêché sut cité par le Conseil d'Hollande, comme coupable. Le jour suivant les portes de l'Eglise furent rouvertes, dans la crainte d'un tumulte, & c'étoit ce qu'on se proposoit en les fermant; on fait tout cela pour montrer que les mesures des Contre-Rémontrans sont dictées par la violence, afin de retenir par-là dans la foumission ceux qui s'accordant avec eux pour les opinions, desaprouvent cependant ces sortes de procédés. Si ces gens sont une fois autorisés au Voorbout, il est certain que l'autre Eglise sera fort déserte; & les autres Eglises d'Hollande suivront cet exemple, selon la maxime propere sequi que piget inchoare.

177. a été en dernier lieu à 182. pour empêcher que 43, 47, 40, 53, 27, 38, 20. n'infiftent plus longtems fur 7. 214. On s'est donné les mêmes soins par d'autres moyens auprès de 180, mais l'un & l'autre persistent dans leur premier dessein d'envoyer à 189.

dans le tems convenu.

Je vous envoye un extrait des Lettres écrites de Prusse par Stickius, l'Ambassadeur des Etats, & d'autres de Cléves, au sujet des affaires d'Allemagne. Ce qu'il y a de plus considérable, c'est la venuë de l'Empereur em

Ber

personne à Dresden, que l'on croit avoir des 1617. vuës différentes de celles qu'on prétexte, & en particulier de gagner l'Electeur de Saxe pour faire élire le Roi des Romains, & pour d'autres affaires avantageuses à la maison d'Au-

triche, sans s'embarasser des autres Electeurs. L'Ambassadeur du Duc de Savoye, (car il a commission de se qualifier ainsi en Allemagne, quoiqu'il ne s'apelle ici que le Sénateur de Montou) a ordre de son Maître d'aller d'ici auprès de l'Electeur de Saxe, pour lui demander du secours, comme à un Prince de fon fang, conjoincement avec les autres Princes de l'union, auprès desquels il se promet de réussir, en aïant obtenu des récommandations auprès des Etats, & retournant à-présent avec cette résolution d'accorder un secours en argent, comme un effet de leurs conseils.

Le Comte d'Ostfrise m'a demandé par Lettres & par un commissaire envoyé exprès, de le fervir ici auprès des Etats dans certains différends nouvellement élevés entre lui, & quelques - uns de sa noblesse; en quoi je ne manquerai pas d'obéir aux ordres que j'ai reçus de sa Majesté dans mes instructions.

Suivant mon calcul cette Lettre vous trouvera vers le tems de votre arrivée en Ecosse; où vous voudrez bien informer sa Majesté de ce qu'elle pourroit contenir qui vaille la pei-

ne de lui être communiqué.

Je prens la liberté d'envoyer sous votre couvert une Lettre à Mr. le Sécrétaire Lake, en réponse à celles que j'ai reçuës de lui en der-

nier lieu. Je fuis, &c.

valier Dudley Carleton. De St. Barthelemi, par Johnson. 7. Juillet.

Monsieur,

N'eroit le retour de ce porteur, courier de la Haye, je ne vous donnerois pas la peine de re evoir une Lettre, car les dernières que j'ai de vous ne demandent point de réponse; & il ne se présente rien à présent dont

il vaille la peine de vous informer.

Vous n'ignorez pas quelle issuë a euë la négociation du Chevalier Jean Bennet. Conformément à ses instructions, il a eu audience à son retour devant les Seigneurs, qui trouvant que la chose n'emporte rien moins qu'une brêche à l'amirié qui a subsisté longtems entre le Roi & l'Archiduc Albert, ont cru qu'il n'y avoit rien de mieux à faire que de dépêcher à sa Majesté le Dr. Ducke, qui a accompagné le Chevalier dans sa négociation. Quand le Roi sera instruit de l'état de cette affaire par sa rélation, il pourra déterminer ce qui selon sa sagesse lui paroîtra le plus convenable pour son honneur & pour son service. Ce ne seroit qu'un embarras pour vous & pour moi, de vous envoyer toutes les pièces, & tous les détails de cette négociation; le réfultat est compris dans sa protestation, dont je vous envoye une copie.

Les plaintes que nous recevons ici, & au dehors des procédés étranges & indirects des Etats & de leurs Ministres, me sont craindre que s'ils continuent à s'opiniatrer, pré-

ten-

tendant emporter tout à main forte, nous ne 1617. pourrons, ni par raison' d'Erat, ni par notre fidélité pour le service du Roi, ni pour l'honneur de notre nation, être longrems en bonne intelligence avec eux. Laisser passer l'affaire de la tare, par où ils voudroient tacitement & indirectement bannir de leurs Provinces le commerce de nos draps, & négliger les griefs dont nos Marchands de la Compagnie des Indes Orientales ont à se plaindre journellement par l'insolence insuportable de leurs gens qui commercent dans ces Païs-là, c'est une chose d'une conséquence si dangereuse pour la suite, que si l'on n'y remédie promptement, il en résultera bientôt une rupture ouverte entre les Royaumes de sa Majesté & leurs Provinces.

La meilleure chose que je puisse vous marquer, dans la disette où nous sommes de nouvelles, c'est que sa Majesté en Ecosse, & la Reine & le Prince ici, sont en bonne santé. Nos dernières Lettres de là, nous aprennent que le Parlement est fini, & que le Comte d'Arundel, le Comte de Pembroke & Milord Zouch ont prêté leur serment en dernier lieu comme Membres du Conseil-privé d'Ecosse.

l'ignore encore quand je me mettrai en route pour y aller; car quoique je me fusse pro-posé ci-devant de partir aujourd'hui, l'état présent des affaires de sa Majesté, ne me permet pas de m'éloigner d'ici, jusqu'à ce que je sois instruit ultérieurement de son bon plai-

fir. Je suis, &c.

valier Dudley Carleton, reçuë le 26.
par le Chevalier Edouard Harwood,
Es le Capitaine Burrows. 21. Juillet.

Monsieur,

Ces deux Messieurs, gens de mérite, ont ordre de vous communiquer une affaire fort honorable, & également importante pour le bien de la Chrêtienté; comme elle doit être ménagée avec tous le secret, & toute la dextérité possible. vous en parlerez fortement à son Excellence & à Mr. BARNEVELT, dont la froideur, à ce que j'aprends, aura besoin d'être réchausée par les plus sortes raisons que vous pourrez alléguer. Je vous écrirai plus au long, quand j'aurai plus de loisir. Je suis, &c.

Lettre du Chevalier Dudley Carleton; au Sécrétaire Winwood. Par George Marten. 21. Juillet.

MONSIEUR.

Il n'y a pas grand chose pour le présent qui mérite une dépêche; notre plus grande, & je puis dire la seule affaire d'importance, les différends de Religion restant toujours in fieri, & n'y aïant rien in fasto à vous mander. Cependant les pas que nous faisons ne sont pas tout-à-fait indifférens, la faction Arminienne employant beaucoup d'artifices pour éviter le scandale du resus d'un Synode, & restant aussi ferme dans sa persévérance à s'y oposer, car ils sentent bien que c'est un écueil,

cueil, qu'une mauvaise cause ne peut toucher 1617. sans faire naufrage, quoique la bonne qui a de la force en elle même & qui peut pour ainsi dire se tenir au dessus de l'eau, ne coure aucun risque. Ils se refusent ainsi à tout ce qu'on propose pour conduire à cette sin, & ils sont d'autres ouvertures spécieuses en aparence, mais difficiles en effet, si ce n'est même impossibles à exécuter.

Le Synode national recommandé d'abord par sa Majesté, & ensuite désiré & résolu par la Gueldres, la Zélande, la Frise, & Groningue, est rejetté entièrement par la plus grande partie des Etats d'Hollande assemblés aujourd'hui, qui sont dans les dispositions que vous connoissez bien, & cela sous prétexte qu'il n'est pas de la dignité de cette Province qui a si longtems donné la Loi aux autres, de céder aujourd'hui, & de se laisser gouverner par elles. Ceux même d'entr'eux qui veulent du bien à la cause commune, sont tirés du même côté par ce point d'honneur, de sorte qu'à présent ils parlent d'avoir un Synode Provincial, qu'ils voudroient faire regarder comme un préparatif pour conduire à un Synode Ecuménique de toutes les Eglises réformées, ce qu'ils croyent que sa Majesté aprouveroit beaucoup, parce qu'elle l'a fouhaité autrefois. Ils voudroient que ce Synode Provincial fût composé de deux Députés de chaque classe, assistés de quelques membres des Etats. Ils souhaiteroient aussi que l'élection des Députés au Synode se fît en présence de quatre Magistrats, & qu'on choisît un nombre double de Députés, sayoir quatre pour 1617. pour chaque classe, dont deux seroient rejet-

tés par les Magistrats.

Cette forme d'élection est rejettée par ceux qui observent que non-seulement elle diffère de tous les usages précédens, mais qu'elle a encore cet inconvénient que tous les Députés seroient Arminiens, ou savoriseroient ce parti, le Magistrat aïant une si grande influence sur leur élection. Ainsi l'on est plus arrêté par la forme que par la marière, qui trouve peu de contredisans, un Synode Provincial étant jugé necessaire, comme étant du moins un bon préparatif s'il n'est un parsait remède pour la guérison de ces maladies, mais en cela ils sont bien loin de s'accorder, à cause de la roideur d'un côté, & des désiances de l'autre.

Depuis leur dernière assemblée ils ont pris des résolutions sur deux autres points; l'une de faire un Edit contre ceux qui parlent mal du Magistrat; l'autre d'exhorter leurs Ministres par une Lettre, à s'abstenir d'injures dans leurs sermons; deux choses qui paroissent fort bonnes, mais qui cependant emportent une condamnation tacite des Contre-Rémontrans, comme si scandalum magnatum & maledicen-

tia leur étoient justement imputés.

Il y a eu en dernier lieu un différend dans la Ville de Nimègue, au sujet de l'admission d'un Ministre Contre-Rémontrant, en quoi le Gouverneur & la garnison se sont montrés oposés aux Arminiens, menaçant de prendre les armes; il en est venu des plaintes aux Etats-Généraux, que cela a occupé toute une avant-midi. Son Excellence & le Con-

seil-

feil-d'état y furent apellés le 10. de ce mois 1617. à fept-heures du matin; mais le Gouverneur y aïant paru se justifia très bien, & sur renvoyé sans être seulement reprimandé. La décision de la question, au sujet du Ministre, sur renvoyée à la Province de Gueldres, dont Nimègue est une partie, contre l'opinion, &

malgré les efforts de 174, & 213, qui vouloient que les Etats-Géneraux envoyassent des commissaires pour prendre connoissance en leur nom de cette affaire, asin de l'ôter par-là aux Etats de Gueldres où le parti des

Contre - Remontrans est le plus fort.

Ce refus fut si sensible à 174. qu'il en tomba malade sur le champ, & le fut pendant deux ou trois jours, au bour desquels, comme s'il eût pris de nouvelles forces, il alla à Les Etats d'Hollande, 192. & la il débuta par une Préface où il dit que quoique son âge & ses infirmités lui fisfent souhaiter de se retirer, cependant dans de telles extrêmités de 181, il ne vouloit pas abandonner leur service. Il produisit alors une Lettre de 12, (1) à 25, 27, 35, qui por-

toit que 100. étant mieux informé de ces affaires, condamnoit beaucoup les procédés de 212, comme tendant à renverser l'autorité les Etats d'Hollande

de 192; il tira de là plusieurs conséquences à l'avantage de son parti, & en particulier pour diminuer l'impression de 34, 10, 49, 51, 53, 17, 51, 52, 19, 47. de 100. à 190.

tou-

<sup>(1)</sup> Peut . être Noël Caron.

330

1617. touchant 214, comme si elle eût été arrachée

par artifice (a).

Je ne puis dire sur quel fondement 12. a écrit cela; mais 197. (1) est bien sûr d'une chose, c'est que 174. se propose d'obtenir s'il est possible quelque Lettre ou message pour 190. conforme à la précédente 34, 19, 52, 65, 67, 51, 20, 48. pour affermir l'autorité de 192. regardant cette dernière, & il l'a dit ainsi par-tout 181. (2), comme obtenue par le moyen de 114, & n'étant pas consorme aux vrayes idées de 101. (3).

On ne peut excuser les procédés de 190. qui veulent tout emporter de baute luicte, ici & au dehors, comme vous vous en plaignez dans votre Lettre du 7. de ce mois; mais vous pouvez bien juger par la hauteur naturelle de qui cette manière de procéder a été introduite, & est encore suivie; ensorte Etats d'Hollande que l'accroissement de l'autorité de 192. où Etats Generaux 174. a tout pouvoir, & par là à 190. augmentera l'inconvénient; & l'on peut espèrer aucontraire que 26, 29, 50, 17, 38, 16, 20, Barnevelt 49. manquant à 174. dans l'affaire en question.

(a) Les chiffres fignifient aparemment ici la I.ettre du Roi aux Etats-Ge'ne'Raux, touchant le Synode.

(1) On verra par la suite que 197. désigne

CARLETON.

(2) Aparemment l'Etat, ou la République.

(3) Aparemment encore le Roi.

tra de l'eau dans son vin, & aprendra à être 1617.

plus modéré.

Par raport aux plaintes de nos Marchands des Indes Orientales, je serois bien-aise, si vous le voulez bien, d'être instruit de quelques particularités, pour avoir quelque chose à répondre ici à ceux qui accusent nos Marchands de fournir aux Espagnols & aux Portugais de la poudre & d'autres munitions, outre quelques-autres pratiques tendant au préjudice de notre commerce dans ces quartiers-là pour le présent, & à notre ruine pour l'avenir

Les Archiducs ont répondu civilement à la Lettre des Etats dont je vous ai parlé dans ma dernière Lettre, au sujet des vaisseaux de ces Provinces, arrêtés en Espagne & en Italie, ils promettent d'écrire incessamment en Espagne pour obtenir une réparation; mais depuis, il y a eu ici une assemblée de soixante. & dix ou quatre - vingt des principaux Marchands de ces Provinces qui se plaignent qu'ona arrêté dans ces quartiers un beaucoup plus grand nombre de vaisseaux de ces Provinces, jusqu'à cinquante, tous richement chargés .. ce qu'on ignoroit quand la précédente Lettre a été écrite; & ils ont présenté une requête. pour avoir une prompte réparation, ou pour qu'on envoye trente vaisseaux de guerre sur les côtes d'Espagne pour qu'ils se fassent justice à eux-même, à quoi Mr. BARNEVELT à répondu, que comme ils commercent là par avarice, après s'être engagés si avant, ils ne doivent pas s'imaginer que l'Etat s'engageraavec tant de précipitation, répouse dont ils font très-mal satisfaits.

Ton. L. P. Le

Le Comte Levestein s'est ensin arrangé pour le louage des vaisseaux qui doivent transporter sa troupe à Vénise, & il a obtenu des Etats Delfsziels en Frise pour le lieu de leur embarquement, Embden lui aïant été resusé. Le Comte d'Embden fait aussi quelque difficulté de les laisser passer par son Païs, sur quoi les Etats & son Excellence lui ont écrit, & ont envoyé un Exprès, auquel à la réquisition du Résident de Vénise, j'ai remis une Lettretendant au même but, présumant que cela ne déplaira pas à sa Majesté.

J'ai servi le Comte en dernier lieu dans l'asfemblée des Etats Généraux suivant le desir exprès qu'il m'en avoit témoigné, à l'occasion de ses différends, avec quelques-uns des nobles de ses Etats, affaire qu'on auroit voulu évoquer ici pour la terminer par leurs commissaires; au-lieu que le Comte demande ou qu'elle se traite devant les cours ordinaires, ou qu'on ne fasse rien sans la participa-

tion, & l'aprobation de sa Majesté.

Les Etats n'ent fait jusqu'ici aucune réponse à cela, mais la demande est si raisonnable, que, quoique par le moyen des amis que le parti oposé au Comte a ici, l'affaire puisse traîner en longueur, on ne peut pas

bien lui resuser ce qu'il souhaite.

Vous aurez apris par la voix publique que le Comte Maurice a quitté sa chapelle à la cour, & va à cette nouvelle Eglise du Voorbout; & que le Comte Henri ne va ni à l'une ni à l'autre, pour ne déplaire à personne; la chose est trop considérable pour que vous l'ignoriez. On remarque aussi beaucoup que dags.

dans cette nouvelle Eglise on prie particuliè- 1617. rement pour la prospérité de sa Majesté. Je finirai par-là à présent, & suis, &c.

Le même au même. Par un messager du Chevalier EDOUARD VERE, sous le couvert de Mr. JEAN MORE. 31. Juillet.

#### MONSIEUR.

Les affaires de Religion sont tous les jours dans un plus grand desordre, l'assemblée des Etats d'Hollande étant absolument dissoute. & la résolution aïant été prise à la pluralité des voix, toutes de la faction Arminienne, fans le consentement des autres, de prescrire aux foldats qui font en garnison dans cette Province un nouveau serment, par lequel ils s'engagent à affister le Magistrat, en cas de tumulte, & en particulier à repousser ceux du peuple qui voudroient s'emparer ou des Eglises, ou de quelque place publique pour leurs sermons. Cela fut mis tout de suite en exécution à la Brille, où l'on envoya l'ordre Samedi dernier 26. de ce mois, sous prétexte que le peuple se proposoit d'avoir un Ministre Contre-Rémontrant le jour suivant, malgré le Magistrat. Le serment présenté à trois Capitaines Hollandois qui étoient là en garnison, fut prêté tout de suite : & le bruit s'étant répandu tout d'un coup que le Comte Maurice se proposoit de surprendre la Ville, les bourgeois furent en armes toute la nuit & le jour suivant; les gardes de Soldats surent doublées, & l'on braqua de l'Artillerie P. 2

x617. contre l'endroit où l'on débarque. Son Excellence très offensée de tout cela, s'en plaignit deux jours après au Conseil-d'Etat, qui d'un consentement unanime alla en corps avec lui aux Etats. Généraux, pour représenter l'inconvénient qui naîtroit de ce nouveau serment, qui indisposeroit les soldats & les habitans des Villes les uns contre les autres, les uns devenant par · là des instrumens de violence, & les autres étant contraints dans des matières de conscience. A quoi son Excellence ajouta ses plaintes particulières. & conclut par demander que ceux d'Hollande fussent exhortés par les ETATS-GÉNÉRAUX à se désister d'ordonner ce nouveau serment, & à se contenter de l'ancienne formule. par laquelle les Officiers prêtent ferment de fidélité aux Etats-Généraux. à fon Excellence, & aux Villes où ils font en garnison L'affaire fut longtems débatuë, & après des avis rélitérés du Conseil-d'Etat, & une nouvelle délibération, elle fur enfin concluë ainsi à la pluralité des voix dans les E-TATS-GÉNÉRAUX. Mr. BARNEVELT S'Y OPOfa fortement au nom de ceux d'Hollande, difant que ce que les Etats de ce te Provinceavoient résolu, ne pouvoit être changé par les: Députés qu'ils avoient dans les ETATS - GÉ-NÉRAUX; mais il promit qu'ils se gouverneroient de manière qu'on n'auroit point lieu. de se phindre. J'aprends cependant qu'ils. ont envoyé des commissaires pour faire prêter le serment dans les autres Villes d'Hollande, & qu'ils ont intention de changer leurs garnisons, & d'éloigner les Compagnies dont:

les Officiers ne sont pas soumis à leurs vuës. 1617. En particulier ils se proposent de faire quelque exemple à Oudewater, & d'empêcher la communion que les Contre-Rémontrans se proposent de célébrer dans cette Ville Dimanche prochain. Ceci aboutira à une entière confusion, & ce qui a été jusqu'ici un schisme, dégénérera en une faction déclarée, la plupart des Capitaines & des Officiers étant résolus de resuser le serment. Auquel cas si on leur retient leur paye, ce qui est la seule chose dont ils sont menacés, ne pouvant être cassés sans le consentement de la généralité, les cinq Villes des Contre-Rémontrans déclarent qu'elles les payeront de la portion qu'elles fournissent pour les contributions. A ces cinq Villes qui se sont déclarées depuis longtems, trois autres favoir, Schiedam, Medenblick, & Munnickendam, commencent à se joindre; & leurs Députés se sont absentés exprès de la dernière assemblèe. Les Provinces qui ont consenti à un Synode National persistent dans la résolution de s'assembler au jour marqué; & ces Villes enverront leurs Députés. La raison pour laquelle Mr. BARNEVELT dit que ceux d'Hollande ne concourent pas à cette résolution d'un Synode, est qu'ils ne veulent pas faire une affaire Nationale, de ce qui en est une de Province; & il prétend justifier leur procédé par un Article de l'acte de l'union d'Utrecht, par lequel ceux d'Hollande & de Zélande ont l'autorité séparément dans les matières de Religion, les autres Provinces étant laissées en liberté à cet égard. Mais on P 3

### 342 LETTRES ET NE'GOCIATIONS

1617, blâme cela comme une fausse interprétation de cet Article, qui fut dressé alors pour qu'ils eussent le pouvoir d'établir la Religion réformée, dans le tems qu'on n'en professoit point d'autre, sans imposer cette nécessité aux autres Provinces qui n'étoient pas encore si bien déterminées; au-lieu que cette autorité qu'on donna alors aux deux Provinces entières de régler séparément ce qui regardoit la Religion, seroit employée à-préfent par celle ci seule, (ou sa plus grande partie en comptant les voix des Magistrats sans avoir égard à l'inclination générale du peuple) à corrompre ou à extirper cette même Religion, en introduisant, premièrement par de sourdes pratiques, & éta-blissant à présent par force ces nouveautés de l'Arminianisme, pour lesquelles l'horreur du peuple s'est montrée par un affront fait à Uytenbogaard, le principal Ministre de cette Ville, dont la porte a été imbrattata une nuit de cette semaine, insulte dont je n'avois jamais oui parler qu'à Vénise, où l'on l'a fait à d'infames courtifannes; & cela s'est fait d'une manière si indigne, que le Magistrat a promis une récompense de 100. florins à celui qui en découvriroit les Auteurs, ce qui n'a servi jusqu'ici qu'à ren-Le Comte Henri dre la chose plus publique. 172. qui d'abord n'alloit ni à l'une ni à l'autre Eglise, a été engagé depuis par 173. & 176. à suivre 178., de sorte qu'il étoit sur le point de se déclarer comme 7, 25, 17, 9, 15, 42, 22, 10, 21, 8, 13, 52, 27, 39, 38, en-IIS.

tre 49, 42, 33, 15, 30, 17, 47, 50, 5, 1617.

67, 68. contre 171.; de quoi le danger pour lui & pour ion 25, 40, 55, 17, 3,

4. lui a été repréfenté par 197. Depuis lors il a donné une preuve infaillible de fa constance dans 52, 25, 17, 9, 53, 49, 17.

& de sa sidélité à 171. Cependant il suit pour un tems 178. mais du consentement

de 171.

Le lendemain de la séparation des Etats d'Hollande, les Députés des Villes qui ont résolu d'avoir un Synode National, allèrent en corps chez son Excellence, chez le Comte Henri, & chez la Princesse d'Orange pour les prier au nom des Etats d'Hollande, de s'employer pour le soutien de l'autorité des Magistrats; à quoi son Excellence répondit que cette autorité seroit ferme, tant qu'on ne l'employeroit pas à suprimer la Religion. Les autres firent des réponses civiles sans restriction. 175. va & vient Le Comte Maurice Barnevelt de 171. à 174. pour accomoder ces différends; mais ils sont venus trop loin pour qu'ils puissent être terminés par la médiation

d'un particulier.

J'ai parlé à son Excellence, & à Mr.

BARNEVELT de l'affaire sur laquelle, par
votre Lettre du 21. de ce mois, vous vous
en êtes raporté au Chevalier Edouard Harwood & au Capitaine Burrows, qui se proposant de retourner en Angleterre au jour
marqué, vous porteront plus de détails qu'il

n'eff

344 LETTRES ET NE'GOCIATIONS, &c.

1617. n'est nécessaire que je vous en donne à préfent. En général je puis dire qu'on parost ici bien disposé mais en esset conversis ad civiles discordias armis externa sine cura babentur. Je suis, &c.

Fin du premier Tome.









